

**Université Lumière Lyon 2**  
**Institut d'Etudes Politiques de Lyon**

*Master Science des Sociétés et de leur Environnement*  
*Mention Science politique*  
Spécialité Recherche *Sociologie politique* (2ème année)

Mémoire soutenu par

**Romain Vila**

**LES RELATIONS ENTRE L(es)'UNEF ET LA CGT: MEFIANCE,  
POLARISATION, CONVERGENCE (Mai 1968-Avril 2006)**

Année universitaire 2007-2008

Sous la direction de Madame Sophie Bérout

Jury: Messieurs Patrick Lecomte et Jean-Marie Pernot

Date de soutenance: 04/09/08

*Nous souhaitons débiter ces remerciements en ayant une pensée particulière pour Sophie Bérout, qui encadre notre travail depuis notre mémoire de M1, et avec laquelle cette collaboration se révèle toujours fructueuses et enrichissante. Merci pour sa passion communicative pour la recherche.*

*De même, nous remercions vivement René Mouriaux pour la finesse de ses analyses, son accueil et sa simplicité. Emmanuel Porte, doctorant à Lyon 2, pour nos échanges réguliers sur des axes de recherche complémentaires. Toute l'équipe de la mission CAARME, et notamment son directeur, Jean-Philippe Legois, sans lequel le stage aux archives municipales de Lyon sur les tracts de Mai 68 n'aurait pas été possible, qui a su nous sensibiliser à la richesse de la recherche archivistique, et qui continue à nous faire confiance. De même Robi Morder, directeur du GERME, qui éveille notre curiosité et enrichi régulièrement notre réflexion.*

*Aurélie Mazet, nouvelle archiviste confédérale de l'IHS-CGT, qui a bien voulu guider nos recherches et nous ouvrir l'Institut, nous tenant régulièrement informé des informations et initiatives intéressant notre recherche.*

*Laurent Frajerman qui, suite à nos échange répétés, et même si nous n'avons pas eu le plaisir de le rencontrer, a bien voulu nous aiguiller en direction des bons interlocuteurs.*

*Charles Vila et Xavier Vila pour leur soutien, leur patience, la confiance qu'ils nous porte, et leur présence quotidienne à nos côtés.*

*Enfin, un grand merci à tous les enquêtés, et notamment à Maryse Dumas, Louis Viannet, Alain Obadia, Pierre-Jean Rozet et Bruno Julliard qui, malgré un emploi du temps compliqué et la charge des responsabilités qui leur incombe, ont bien voulu prendre le temps de nous recevoir dans la plus grande simplicité.*

*« Pour une confédération syndicale il y a trois possibilités: la première option c'est: « je ne comprend pas l'intérêt d'avoir des rapports avec des organisations étudiantes ». La deuxième option c'est: « je comprend l'intérêt d'avoir une stratégie en direction des étudiants en terme d'influence et de recrutement, et donc je passe par la maison commune qui est celle de l'UNEF » (...). Et la troisième option c'est: « j'ai bien compris tout l'intérêt d'investir le milieu étudiant, et d'ailleurs je vais faire ma propre organisation ».*

Entretien avec Yassir Fichtali, premier président  
de l'UNEF réunifiée, le 17 mai 2008.

## SOMMAIRE

### **Introduction**

### **PREMIERE PARTIE: D'une relation de « syndicalisme de classe et de masse » (Mai 1968-1989)...**

#### **I. Mai 68 et ses répercussions: de la « méfiance » à la défiance réciproque (Mai 1968-janvier 1971)**

A) La gestion des événements de Mai 68: une méfiance réciproque (Mai-Juin 1968)

B) L'après-Mai 68: une défiance réciproque (Juillet 1968-Janvier 1971)

#### **II. Les années 1970/1980: Une « polarisation » durable des relations entre l'(es)UNEF et la CGT (Janvier 1971-Chute du mur de Berlin)**

A) UNEF-Renouveau/CGT et UNEF-US: l'institutionnalisation des tensions post-68 (Janvier 1971-1986)

B) De la mobilisation contre la réforme Devaquet à la chute du mur de Berlin: rivalités étudiantes et prémices d'une rencontre CGT/mouvement étudiant (printemps 1986-novembre 1989)

### **DEUXIEME PARTIE: ...à une relation de « syndicalisme de transformation sociale »? (1990-2006)**

#### **I. Déclin de l'UNEF-SE, émergence de l'UNEF-ID, mutation de la CGT: une recomposition de l'écosystème syndical (1990-Juin 2001)**

A) Les UNEF et la CGT: « les prémices d'un lien retrouvé »? (1990-1993)

B) « Syndicalisme rassemblé », « équidistance syndicale », et marche vers la réunification: « tous ensemble! » contre la précarité(1994-Mai 2001)

#### **II. La CGT dans les années 2000: vers la reconnaissance du « jeune travailleur intellectuel »? (Juin 2001-2006)**

A) L'UNEF réunifiée en quête de reconnaissance (Juin 2001-2004)

B) UNEF/CGT: vers une « convergence » assumée (2005-2006)

## **TROISIEME PARTIE: Cultures militantes: entraves ou vecteurs des relations entre l'(es)UNEF et la CGT?**

### **I. Recrutement social et filiations idéologiques, ou creuset des identités militantes**

A) L'(es)UNEF et la CGT: un « recrutement social » de moins en moins divergent?

B) Filiations idéologiques des UNEF et de la CGT: de l'exclusivité du conglomérat communiste à l'écosystème syndical

### **II. « Taux de change (du) capital militant »: des pratiques similaires?**

**Conclusion**

**Table des sigles**

**Bibliographie**

**Table des matières**

## INTRODUCTION

« Les liens étroits, que nous avons établis avec les organisations de jeunesse dans le conflit lui-même, nous les avons d'abord tissés en participant, à leur demande, aux congrès de l'UNEF (...) fin 2005, puis en poursuivant des contacts réguliers dans les départements. Chacune de nos organisations a apporté sa pierre et c'est bien la conjonction de la mobilisation des salariés et d'une grande partie de la jeunesse, sur un objectif commun, qui a été décisive (...). Je voudrais souligner le rôle essentiel des organisations étudiantes (...) dans ce conflit, saluer la détermination et leur sens des responsabilités. En votre nom, je voudrais dire notre plaisir d'ouvrir notre congrès en comptant parmi nous Bruno JULLIARD, président de l'UNEF (...). Cette victoire contre le CPE est celle du syndicalisme rassemblé »<sup>1</sup>.

Notre passé de militant de l'UNEF réunifiée nous a conduit, à l'occasion de notre recherche universitaire de Master 1, à nous intéresser au rapport de l'AGE de Grenoble au politique<sup>2</sup>. Désormais, pour des raisons personnelles, nous ne sommes plus militant, ni même adhérent de cette organisation. Toutefois, notre curiosité scientifique pour cet objet d'étude qu'est le syndicalisme reste entière. A ce titre, notre recherche précédemment évoquée nous a fait prendre conscience combien le syndicalisme étudiant et le syndicalisme de salariés sont systématiquement pensés séparément, alors même que notre propre expérience militante nous a permis d'identifier des points de contact entre l'un et l'autre, tant dans les conseils universitaires qu'à l'occasion de mouvements sociaux. Ce décalage entre réalité sociologique et approche scientifique a donc largement contribué à guider notre cheminement intellectuel et à mûrir notre réflexion, au point de susciter cette étude. Aussi en sommes-nous venu à nous interroger sur la raison ayant impliqué une telle approche différenciée du syndicalisme de salariés d'une part, et du syndicalisme étudiant de l'autre. Sans doute faut-il y voir une conséquence de l'application de la loi Waldeck-Rousseau du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats professionnels<sup>3</sup>, réservant ce statut aux seules organisations de patrons et d'ouvriers, dont la CGT. A l'inverse, la loi Waldeck-Rousseau ne reconnaissant pas à l'étudiant le bénéfice du statut d'actif, l'UNEF, organisation ayant pour objet la défense des intérêts

---

1 Intervention d'ouverture de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, lors du 48ème congrès de la CGT, *Le Peuple spécial congrès*, n°2, mardi 25 avril 2006, pp.3-4.

2 Vila Romain, *Le rapport au politique dans une Assemblée Générale d'Etudiants (AGE): pratiques et représentations*, mémoire de M1 de science politique, Bérout Sophie (dir.), Université Lumière Lyon II, année universitaire 2006-2007, 140 p.

3 Barbet Denis, « La production des frontières du syndical et du politique. Retour sur la loi de 1884 », *Genèses*, n°3, mars 1991, pp.5-30. Cette loi est renforcée par l'arrêté du 31 mars 1966, reconnaissant la présomption irréfragable de représentativité de 5 syndicats que sont la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CFE-CGC, même si le projet de loi « démocratie sociale et temps de travail » vient de modifier profondément les relations sociales.

matériels et moraux des étudiants, se constitua alors sous l'angle du « présyndicalisme »<sup>4</sup>, à savoir naître sous la forme d'une association en menant tout de même des luttes revendicatives répondant à une demande sociale, ce qui explique que l'UNEF ne soit statutairement qu'une association de loi 1901 parmi d'autres, dont la représentativité a ensuite été soumise à l'obtention d'élus au CNESER et au CNOUS en vertu de la loi Jospin du 10 juillet 1989. Le statut juridique de la loi de 1884 lui est donc refusé, mais l'UNEF bénéficie toutefois d'une reconnaissance politique en tant que « corps intermédiaire »<sup>5</sup>. Pour autant, malgré le fait que l'UNEF ne bénéficie pas des dispositions de la loi de 1884, devons-nous nous en remettre à des dispositions législatives imposant son caractère « parasyndical »<sup>6</sup> afin de nous dicter notre approche scientifique, et par la même nous interdire de traiter d'un tel sujet, alors même que d'un point de vue sociologique les traits syndicaux de l'activité de l'UNEF nous y invitent? Nous ne le pensons pas. En effet, la massification de l'enseignement supérieur, la précarisation du monde étudiant, la tertiarisation du marché du travail, la mutation de la classe ouvrière, l'extension du salariat et l'apparition du chômage de masse, sont autant d'éléments sociologiques qui plaident pour une approche unifiée du syndicalisme, salarié et étudiant, qu'il soit ou non consacré comme tel par les pouvoirs publics.

### *Le choix d'une étude comparée UNEF/CGT : un enjeu de recherche?*

Certes, il existe une littérature abondante sur le syndicalisme de salariés, et en particulier sur la première organisation syndicale de salariés qu'est la CGT<sup>7</sup>, tout comme le syndicalisme étudiant qui fait l'objet d'un travail spécifique de la part du GERME<sup>8</sup>. Toutefois, ces deux perspectives d'étude, toutes aussi légitimes soient-elles<sup>9</sup>, semblent pourtant négliger les relations d'interdépendance du

---

4 Dreyfus Michel, « Présyndicalisme », in Bressol Elyane, Dreyfus Michel, Hedde Joël, Pigenet Michel, *La CGT dans les années 50*, PUR, 2005, pp.19-26.

5 Sur ce point, l'UNEF a connu les mêmes difficultés que les enseignants et les fonctionnaires jusqu'à la circulaire Chautemps de 1924 à faire reconnaître son caractère syndical en étant privée des dispositions de la loi Waldeck-Rousseau du 21 mars 1884. Sur cette dernière catégorie, voir Siwek-Pouydesseau, « Les fonctionnaires entre association et syndicat », in Bressol Elyane, Dreyfus Michel, Hedde Joël, Pigenet Michel, *La CGT dans les années 50*, PUR, 2005, pp.67-76.

6 Dreyfus Michel, *art.cit.*, p.26.

7 Rappelons les ouvrages suivants: Mouriaux René, *La CGT*, Editions du Seuil, 1982, 245 p., Groux Guy, Mouriaux René, *La CGT: crises et alternatives*, Paris, Economica, 1992, 307 p., Dreyfus Michel, *Histoire de la CGT: cent ans de syndicalisme en France*, Paris, Edition Complexe, 1995, 407 p., Andolfatto Dominique, Labbé Dominique, *La CGT: organisation et audience depuis 1945*, Paris, Editions de la Découverte, 1997, 303 p, ainsi que les nombreuses publications de l'Institut d'Histoire Sociale-CGT et les multiples ouvrages en traitant partiellement.

8 GERME: Groupe d'Etudes Et de Recherche sur les Mouvements Etudiants.

9 Le syndicalisme de salariés est traditionnellement l'un des objets d'étude légitime de la science politique (Gagnon Mona-Josée, « Le syndicalisme: du mode d'appréhension à l'objet sociologique », *Sociologie et sociétés*, vol.23, n°2, 1991, pp.79-95), ce qui est loin d'être le cas du syndicalisme étudiant. Toutefois, dans cette étude, à la suite de Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon et Robi Morder, nous nous proposons de « considérer les mouvements étudiants comme objet légitime de recherche scientifique » (Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.),

syndicalisme étudiant et du syndicalisme de salariés. Ainsi, hormis l'article de Philippe Péchoux<sup>10</sup>, la recherche universitaire semble ignorer une telle approche comparée des relations de la première organisation syndicale de salariés avec le premier syndicat étudiant, malgré une histoire centenaire commune de ces deux organisations, et quand bien même ces deux dernières s'imposent dans leur milieu respectif en terme d'audience syndicale. Peut-être faut-il y voir en la matière des réticences scientifiques influencées par des traditions syndicales pour le moins divergentes. Toutefois, à notre sens, un tel croisement des plans syndicaux, tant salarié qu'étudiant est à même de nous renseigner sur les multiples interactions existantes. En effet, le déplacement de la focale d'analyse est en mesure de stimuler notre réflexion, puisqu'elle peut nous mener à appréhender, en complément de la traditionnelle approche en terme de transversalité du seul champ politique<sup>11</sup>, l'effet de réciprocité pouvant exister entre le syndicalisme de salariés et le syndicalisme étudiant, tant sur la composition du paysage syndical étudiant que sur les stratégies des centrales syndicales vis-à-vis de la jeunesse étudiante, et au-delà de la jeunesse dans sa globalité. En somme, grâce à cette étude, nous entendons transcender les frontières artificielles tracées entre le syndicalisme étudiant et le syndicalisme de salariés.

### *De la pertinence de la notion de « champ syndical »?*

Notre sujet fait appel à trois paradigmes. Tout d'abord, nous nous intéresserons à la **sociologie du militantisme**, notamment en questionnant l'identité militante. Ainsi, nous interrogerons les cultures militantes, appréhendées le plus souvent comme des cultures de classe, en pensant l'opposition traditionnelle « culture ouvrière contre culture littéraire »<sup>12</sup>. Cette opposition entre les héritages ouvriériste<sup>13</sup> et intellectualiste<sup>14</sup>, du moins dans les années 1960/1970, semble

---

*Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, p.11) en hissant ce dernier au même rang de dignité sociologique que le syndicalisme de salariés.

10 Péchoux Philippe, « Les relations entre la CGT et l'UNEF, illustration des « trois états de la matière » (1948-1962) », in Bressol Elyane, Dreyfus Michel, Hedde Joël, Pigenet Michel, *La CGT dans les années 50*, PUR, 2005, pp.425-433.

11 Bourdieu Pierre, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en Sciences sociales*, n°36-37, fév-mars 1981, p. 9.

12 Péchoux Philippe, *op.cit.*, p.433.

13 Sur cette question, voir les analyses soulevées par Mouriaux René, *La CGT*, Éditions du Seuil, 1982, 245 p., mais aussi Pernot Jean-Marie, *Syndicats: lendemains de crise?*, Gallimard, 2005, 395 p., ou encore sur la tradition communiste, Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Pennetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communismes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, 542 p., et plus globalement sur la culture populaire, Grignon Claude, Passeron Jean-Claude, *Le savant et le populaire*, Paris, Le Seuil, 1989, pp.17-64.

14 Bourdieu Pierre, Passeron Jean-Claude, *op.cit.*, Galland Olivier, Oberti Marco, *Les étudiants*, Paris, Editions La Découverte, 1996, 123 p., Fischer Didier, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000, 611 p., ainsi que les différentes études menées par l'Observatoire de la Vie Etudiante (OVE).

structurer durablement les relations de l'UNEF et de la CGT, avec la constitution d'*habitus* militants sensiblement différents, ce qui donne à penser une communication plus ou moins difficile entre ces deux organisations, et par conséquent une entrave ou un vécu difficile du passage du monde étudiant à l'univers salarié<sup>15</sup>. Nous y reviendrons dans la troisième partie.

Ensuite, notre étude s'inscrit dans la **sociologie de la jeunesse**, estimant que « La jeunesse (...) est représentée comme la partie la plus avancée de la société, à la fois parce qu'elle en est l'avenir et parce qu'elle porte au plus haut l'idéal qui doit animer celle-ci. En ce sens, la jeunesse est une catégorie mobilisée (...) dans le sens aussi et surtout où elle devient le creuset par lequel vont s'exprimer les idéologies »<sup>16</sup>. Ainsi, nous nous intéresserons aux mutations de la jeunesse étudiante afin d'appréhender le rapport que la CGT entretient à la jeunesse. Toutefois, partant du célèbre constat suivant lequel « la jeunesse n'est qu'un mot »<sup>17</sup>, nous prendrons garde de poser au préalable le postulat selon lequel jeunesse étudiante<sup>18</sup> et jeunesse salariée<sup>19</sup> sont loin d'être identiques. Ainsi, comme le propose Olivier Galland, il convient de penser la jeunesse dans son milieu social, comme située dans la société. Or à ce titre, la sociologie de la jeunesse met en évidence qu'« en France, prévaut plutôt un système de marché interne qui débouche plus souvent sur une « exclusion sélective » des jeunes qui sont condamnés à faire leurs classes sur les emplois précaires et mal payés du marché secondaire »<sup>20</sup>. Ainsi, sans remettre en cause cette distinction jeunesse étudiante/jeunesse salariée, force est tout de même de constater que l'apparition du chômage de masse a pu induire une « condition jeune », la précarité<sup>21</sup>, le « chômage juvénile »<sup>22</sup> et le « chômage de transition »<sup>23</sup> touchant indistinctement la jeunesse, que cette dernière soit scolarisée ou salariée.

15 Crespo Sébastien, Rimbert Pierre, « Devenir syndicaliste ouvrier. « Journal » d'un délégué CGT de la métallurgie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, n°155, p.34-75.

16 Galland Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 2004, p.34.

17 Bourdieu Pierre, « La jeunesse n'est qu'un mot », in Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, pp.143-153.

18 Tétard Françoise, « Les étudiants: une Jeunesse pas tout à fait comme les autres », in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, GERME, Paris, Syllepse, 2007, pp.277-286.

19 Galland Olivier, *op.cit* et Bérout Sophie, Ubbiali Georges, « La précarité, ressort de la syndicalisation des jeunes », *Cellule GRIS*, n°11, juin 2005, pp.135-144.

20 Galland Olivier, *ibid.*, p.142.

21 Une abondante littérature existe sur le sujet. Toutefois, l'état de la littérature effectué par Sophie Bérout dans l'une de ses études nous semble bien synthétiser la teneur du débat sur les jeunes et la précarité: Bérout Sophie, « Portrait sociologique de la jeunesse salariée » (Chapitre 2), in Bérout Sophie, *Adhérer, participer, militer: les jeunes salariés face au syndicalisme et à d'autres formes d'engagements collectifs*, janvier 2004, pp.32-53. De même, pour des études plus ciblées sur le sujet de la précarité étudiante, nous renvoyons au site internet de l'Observatoire de la Vie Étudiante (OVE): <http://www.ove-national.education.fr/> et notamment aux études de Grignon Claude, *Les étudiants en difficulté - précarité, pauvreté, Rapport au ministre de la Jeunesse, de l'Éducation Nationale et de la Recherche*, Paris, Rapport au ministre de la Jeunesse, de l'Éducation Nationale et de la Recherche, 2003, 17 p., ainsi qu'à l'étude de Gruel Louis, Vourc'h Ronan, Zilloniz Sandra, *La vie étudiante*, Observatoire national de la vie étudiante, Repères, Paris, Septembre 2007, 20 p.

22 Galland Olivier, *op.cit*, p.145.

23 *Ibid.*

Enfin, et surtout, nous mobiliserons la sociologie du militantisme et la sociologie de la jeunesse dans le cadre plus global de la **sociologie du syndicalisme**. Notre réflexion sera guidée par une idée directrice, à savoir penser les relations entre l'UNEF et la CGT ainsi que les limites existantes à la rencontre de ces deux organisations syndicales. Or cet exercice soulève d'ores et déjà une question cruciale: peut-on parler de « champ syndical »? S'il était encore besoin de présenter ce concept structurant de la sociologie de Pierre Bourdieu, nous pourrions rappeler que le champ se définit « comme des espaces structurés de positions (ou de postes) dont les propriétés dépendent de leur position dans ces espaces et qui peuvent être analysées indépendamment des caractéristiques de leurs occupants (en partie déterminées par elles) »<sup>24</sup>, qu'« il y a des *lois générales des champs* (...) »<sup>25</sup>, et que « pour qu'un champ marche, il faut qu'il y ait des enjeux et des gens prêts à jouer le jeu, dotés de l'*habitus* impliquant la connaissance et la reconnaissance des lois immanentes du jeu, des enjeux, etc »<sup>26</sup>. Par conséquent, « la structure du champ est un *état* du rapport de force entre les agents ou les institutions engagés dans la lutte ou, si l'on préfère, de la distribution du capital spécifique qui, accumulé au cours des luttes antérieures, oriente les stratégies ultérieures »<sup>27</sup>. Ainsi, les luttes perpétuelles dont les champs sont les lieux découlent logiquement tant de la concurrence qui naît automatiquement de l'investissement des individus dans le jeu, que de la structure même du champ, « c'est-à-dire de la structure de distribution (inégaie) des différentes espèces de capital, qui, en engendrant la rareté de certaines positions et les profits correspondants, favorise les stratégies visant à détruire cette rareté, par l'appropriation des positions rares, ou à les conserver, par la défense de ces positions »<sup>28</sup>. Ainsi, pour identifier un champ, si on estime qu'« il n'est pas de manifestation plus évidente de cet effet de champ que cette sorte de *culture ésotérique*, faite de problèmes tout à fait étrangers ou inaccessibles au commun, de concepts et de discours sans référent dans l'expérience du citoyen ordinaire et surtout peut-être de distinguos, de nuances, de subtilités, de finesses qui passent inaperçus aux yeux des non-initiés et qui n'ont pas d'autres raisons d'être que les relations de conflit ou de concurrence entre les différentes organisations ou entre les « tendances » ou les « courants » d'une même organisation »<sup>29</sup>, l'idée de l'existence même d'un champ syndical ne fait aucun doute, ne serait-ce qu'à considérer l'*habitus* syndical dans ses déclinaisons les plus diverses (jeu syndical, langage propre, sigles...).

---

24 Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de minuit, 2004, p.113.

25 *ibid.*

26 *Ibid.*, p.114.

27 *Ibid.*

28 Bourdieu Pierre, *Méditations pascaliennes*, Seuil, 1997, p. 219.

29 Bourdieu Pierre, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en Sciences sociales*, n°36-37, fév-mars 1981, p. 9.

Mais est-ce suffisant pour qualifier de « champ » le fait syndical?

D'après Sophie Bérout, on peut douter de la pertinence de ce concept appliqué au syndicalisme. En effet, même si cette dernière reconnaît que « le champ syndical renvoie effectivement à un microcosme codifié »<sup>30</sup>, pour l'auteur, il ne faut tout de même pas oublier que le concept de champ est aussi conditionné à la faculté d'autonomie. Or, cette autonomie du champ syndical serait illusoire, car le syndicalisme est en grande partie constitué de multiples « processus d'institutionnalisation qui ont contribué à façonner un système apparemment régi par ses propres lois et disposant de ressources propres »<sup>31</sup>. Ceci serait visible tant dans le rapport du syndicalisme à l'Etat et au gouvernement, que dans « le traitement médiatique de « l'actualité sociale » (qui) tend, de plus, à renforcer l'apparente autonomie de ce champ (...) »<sup>32</sup>, voire dans la tendance réductionniste des « sciences sociales (qui) participent aussi à la construction de telles représentations (avec leur) propension à la métonymie »<sup>33</sup>.

De même, Sophie Bérout souligne que « le champ syndical s'apparente aussi à un champ de forces (...) qui est aujourd'hui fortement ébranlé par les luttes qui le traversent et qui contestent la répartition de ce « capital » de légitimité (ce qui amènerait à) relativiser l'idée d'une fermeture sur lui-même de ce champ »<sup>34</sup>. Par conséquent, au concept de « champ » qui lui apparaît insuffisant pour expliquer l'évolution du mouvement syndical dans sa globalité, elle suggère d'envisager plutôt l'apport de la théorie des champs de Bourdieu sous l'angle du constructivisme structuraliste, à savoir « le syndicat comme appareil de mobilisation dans le champ des luttes sociales, (ou, en d'autres termes), comme appareil de mobilisation susceptible de contribuer à l'unification du champ des luttes de travail »<sup>35</sup>. Ceci aurait notamment pour avantage de prendre plus largement en compte le travail politique que réalise le syndicat pour réussir à dire et incarner le groupe social des travailleurs et pour définir les enjeux et les moyens légitimes de la lutte.

Comment se positionner face à ces deux nuances que sont d'une part le « champ syndical », d'acception bourdieusienne, et d'autre part « le syndicat comme appareil de mobilisation dans le champ des luttes sociales », d'inspiration plutôt marxiste?

Certes, s'il était encore besoin de nous en persuader, notre étude réalisée en M1 nous a confirmé l'existence d'un *habitus* syndical indéniable, complexe pour les néophytes, qui tendrait à plaider pour l'existence d'un réel « champ syndical ». Mais la principale critique de Sophie Bérout réside

---

30 Bérout Sophie, « Un renouveau de la critique syndicale? », *Mouvements*, n°24, novembre-décembre 2002, p.42.

31 *Ibid.*

32 *Ibid.*

33 *Ibid.*

34 *Ibid.*

35 *Ibid.*

plutôt dans l'idée que la notion de « champ » est intrinsèquement liée à celle d'autonomie, et que cette autonomie syndicale semble être tempérée par l'institutionnalisation. Sans remettre en cause cette remarque, nous la nuancerons tout de même. Car certes le syndicalisme est maintenu dans une certaine dépendance des différents « processus d'institutionnalisation », et en cela a-t-il du mal à acquérir une réelle indépendance. Mais tout de même, il n'en est pas moins relativement autonome. En effet, le syndicalisme est dual, et dans l'argument avancé par Sophie Bérout, tout comme Bourdieu qui néglige à sa façon le phénomène d'institutionnalisation, un pan du syndicalisme mériterait plus d'attention par cette dernière. Pour s'en persuader, il suffit d'évoquer le corps de doctrine du syndicalisme, tant dans la tradition du « pansyndicalisme »<sup>36</sup> développée par l'anarcho-syndicalisme, que dans les expériences autogestionnaires, certes marginales, mais bien réelles, mises en œuvre par la CFDT des années 1970, avec pour principale figure de proue la lutte des LIP<sup>37</sup>, ou encore, à l'heure actuelle, l'activité des SUD. Qui plus est, dans une démarche comparatiste, le syndicalisme ne paraît pas moins autonome que les champs universitaire et journalistique, eux aussi soumis à des logiques d'institutionnalisation, et pourtant consacrés par Bourdieu comme de véritables champs à part entière<sup>38</sup>. De même, Lilian Mathieu estime qu'il n'est pas possible d'accorder le titre de champ à l'univers que forment les mouvements sociaux, précisément parce que, comparé au syndicalisme, l'univers contestataire ne lui semble pas disposer d'un degré d'objectivation, de structuration et d'institutionnalisation suffisant<sup>39</sup>.

Il semble donc vain de vouloir trancher le débat sur la relativité de l'autonomie syndicale<sup>40</sup>, cette

---

36 Bérout Sophie, « La rébellion syndicale », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, p.254.

37 A ce sujet, nous renvoyons au très bon film « Les LIP, l'imagination au pouvoir », de Christian Rouaud.

38 Nous pouvons notamment penser à Bourdieu Pierre, *Homo academicus*, Les éditions de minuit, Paris, 1984, 317 p., et Bourdieu Pierre, *Sur la télévision. Suivi de l'emprise du journalisme*, Raisons d'agir, Paris, 1996, 95 p. A titre d'exemple, et dans une acception plus contemporaine, nous pouvons évoquer la dépendance financière de l'Université vis-à-vis de l'Etat, ou encore la collusion entre médias étatiques et pouvoirs publics qui ne semblent paradoxalement pas remettre en cause l'approche de Bourdieu en terme de champ.

39 Mathieu Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 2007, vol.20, n°77, pp.139-140. L'auteur note que les mouvements sociaux ne bénéficient que d'une « autonomie relative et évolutive » car, comparé au syndicalisme, « sur le plan interne, l'espace des mouvements sociaux apparaît comme un univers trop faiblement unifié, et au sein duquel les rapports sociaux sont trop peu objectivés, pour prétendre au titre de champ. L'univers contestataire constitue de ce point de vue une sphère d'activité très largement informelle, dénuée de toute instance de régulation des rapports sociaux internes – à même d'établir des verdicts incontestables dans les compétitions internes (à la manière (...) des scrutins professionnels dans le champ syndical) ou de sanctionner les manquements aux principes de fonctionnement - , et sa dispersion en un multiplicité de causes souvent déconnectées les unes des autres l'empêche d'accéder à une objectivation telle qu'elle lui permette d'imposer (...) sa représentation comme domaine unifié. De même, l'espace des mouvements sociaux est-il dépourvu de cette forme particulière d'institutionnalisation qu'est la reconnaissance par la loi (...), à la manière du champ syndical ». Aussi, avec un esprit provocateur, en poussant l'argument au bout de sa logique, nous pourrions même envisager que l'institutionnalisation du syndicalisme n'est pas seulement contrainte et forcée, mais peut constituer une stratégie en tant que telle à des fins d'autonomie.

40 A noter que ce débat ne semble pas non plus tranché pour Lilian Mathieu, qui, dans son article « L'espace des mouvements sociaux », *art.cit.*, utilise indistinctement les notions de « monde syndical », « milieu syndical », « champ syndical », et « univers syndical », avant de remarquer que « La sociologie des mobilisations a jusqu'à présent fait preuve d'un désintérêt regrettable pour le syndicalisme, et cela alors que de nouveaux rapports entre

dernière étant plus ou moins institutionnalisée au gré des orientations réformistes ou révolutionnaires du syndicalisme. C'est d'ailleurs ce que confirme Gérard Mauger<sup>41</sup> qui considère que la tâche du sociologue ne consiste pas à délimiter les frontières de l'espace, cette activité étant par essence l'un des enjeux de la lutte qui oppose les différentes composantes de cet espace. Le travail du sociologue se cantonne plutôt à percer les lois et rapports de force régissant le jeu syndical, ces dernières ayant pour conséquence d'établir les limites de cet espace.

Quant à la seconde remarque de Sophie Bérout visant à écarter le concept de champ, elle nous paraît cette fois plus convaincante. En effet, le syndicalisme est aussi un champ de forces traversé par de multiples luttes, un espace non clôturé soumis à ce que Lilian Mathieu appelle de « très nombreuses variations (...) à l'égard des autres univers dont il est proche »<sup>42</sup>. Aussi, à la suite de Michel Dobry<sup>43</sup> convient-il d'apporter une attention toute particulière aux changements d'état, aux évolutions conjoncturelles du degré d'objectivation, aux crises politiques, en somme, aux « déssectorisations de l'espace social », en considérant la consistance du syndicalisme en fonction des variations du contexte. Ici, l'étude des grands mouvements sociaux que sont les événements de Mai-Juin 68, le mouvement contre le projet de loi Devaquet de 1986, les mobilisations contre le CIP de 1994 et celle de l'automne 1995, et enfin la lutte contre le CPE de 2006, prennent tout leur sens. Aussi, bien que cette option d'analyse nous pousse à une approche socio-historique, elle nous paraît pourtant déterminante à trois égards. Tout d'abord, il s'agit de recontextualiser le syndicalisme, et ainsi l'inscrire dans un temps plus long afin d'en saisir ses mutations. De même, penser le syndicalisme comme outil de luttes sociales nous permet d'appréhender la multipositionnalité des militants mise en lumière par la sociologie du militantisme, inscrivant ces derniers non pas dans un univers syndical isolé et clos, mais bel et bien, grâce à une analyse en terme de réseaux<sup>44</sup>, situer ces derniers au carrefour d'influences sociales et organisationnelles multiples<sup>45</sup>. Enfin, comme nous l'avons vu précédemment, le syndicalisme étudiant et le syndicalisme salarié sont d'ordinaire pensés séparément, ceci s'expliquant probablement par la réticence des pouvoirs publics, dès l'origine, à reconnaître dans le premier un interlocuteur légitime, mais aussi son incapacité à s'exprimer comme

---

mobilisations menées à l'intérieur et à l'extérieur du monde du travail se dessinent à l'heure actuelle. C'est dire si les pistes tracées ici doivent être approfondies », tout comme Michel Dreyfus, qui évoque la notion de « champ syndical » dans son article « Syndicalistes communistes », in Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Penetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communismes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, p.467.

41 Mauger Gérard, « Pour une politique réflexive du mouvement social », in Cours-salies Pierre, Vakaloulis Michel (dir.), *Les mobilisations collectives: une controverse sociologique*, Paris, PUF, 2003, p.33.

42 Mathieu Lilian, *art cit.*, p.140.

43 Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, 319 p.

44 Sawicki Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, 335 p.

45 Lahire Bernard, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998, 271 p.

un corps social constitué. Toutefois, considérant l'évolution sociologique et historique, force est de constater que le syndicalisme étudiant, ne se cantonnant plus au corporatisme et à l'apolitisme, mais voulant réellement défendre les intérêts matériels et moraux des étudiants, tend à s'ériger comme l'homologue légitime du syndicalisme salarié. Aussi, au-delà des spécificités de chaque domaine, l'appréhension du militantisme syndical comme composante à part entière du mouvement social, voire « comme appareil de mobilisation dans le champ des luttes sociales », permet de penser les points de contacts entre l'un et l'autre, et notamment d'engager une réflexion sur les obstacles du passage du syndicalisme étudiant au syndicalisme salarié là où, d'ordinaire, comme nous le verrons tout au long de notre étude mais aussi dans la troisième partie de ce mémoire avec les parcours militants de nos enquêtés, le débouché du premier se situe plutôt dans le champ politique<sup>46</sup>. Cette option d'analyse a l'avantage de mettre l'accent sur la continuité de l'engagement à travers l'étude des trajectoires militantes<sup>47</sup>, en pensant notamment le réinvestissement de l'*habitus* militant<sup>48</sup> d'un domaine à l'autre, ou en d'autres termes l'évaluation du « taux de change » du capital militant<sup>49</sup>, ne serait-ce que dans l'appréciation des savoir-faires militants<sup>50</sup>, du répertoire d'action mobilisé, au-delà du simple « recrutement social »<sup>51</sup> de chaque organisation.

---

46 L'engagement politique est souvent la suite que les syndicalistes de l'UNEF donnent à leur militantisme étudiant. Pour plus de précisions, nous renvoyons à deux études: Vila Romain, *op.cit.*, et Kernivinen Cécile, *Le syndicalisme étudiant comme cadre de socialisation politique? L'exemple de la « génération 86 » des militants de l'UNEF-ID Grenoble*, mémoire, Pollet Gilles (dir.), Université Grenoble 2, 1997, 99 p.

47 Passeron Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, vol.XXXI-1, janv-mars 1990, p.21. Sur l'analyse des trajectoires, voir aussi Juhem Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS: la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, n°1-2, 2001, p.131-153. Nous préférons au concept de « carrière » celui de « trajectoire », tout en prenant en compte les difficultés d'une telle analyse soulevées par les remarques de Jean-Claude Passeron concernant l'illusion biographique et les dimensions singulières irréductibles aux cas dégagés. Sur ce dernier point, nous nous inspirerons notamment des analyses de Bernard Lahire, qui, dans son article « Catégorisations et logiques individuelles: les obstacles à une sociologie des variations intra-individuelles », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°110, 2001, pp.59-81, nous apprend que « les mixités et métissages sociaux et culturels, qui peuvent être nombreux, trouvent difficilement à se dire dans le langage des types et des catégories », ce dernier nous mettant en garde contre la reconstruction routinisée des profils sociologiques des individus en trois temps, à savoir 1) agréger des individus dans des groupes ou des catégories sur des bases de propriétés communes, 2) lister les traits les plus fréquents de ces groupes et catégories, 3) brosser un portrait idéaltypique du groupe, sous la forme d'une figure individuelle imaginaire, qui n'existe jamais comme telle dans la réalité et qui fait l'impasse sur une série de préconceptions sociologiques.

48 Yon Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n°70, vol.18, 2005, pp.137-167.

49 Matonti Frédérique, Poupeau Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, n°155, pp.5-11.

50 A ce sujet, à l'instar de Lilian Mathieu, *art. cit.*, p.146, nous évaluerons tant les « compétences cognitives » que les « compétences pratiques ». Au sujet des savoir-faires pratiques voir Tilly Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, n°4, 1984, pp.89-108 et concernant plus spécifiquement les syndicalistes étudiants, voir Michon Sébastien, « Le syndicalisme étudiant: processus d'entrée et effets du militantisme », journée d'études « Carrières militantes et trajectoires professionnelles: l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique », 24 novembre 2006, ENS LSH de Lyon, 12 p.

51 Mathieu Lilian, *art.cit.*, p.137. Ce « recrutement social » évoqué par l'auteur comporte différentes variables telles que le genre, l'âge, le volume de capital scolaire, économique, symbolique ou social.

Aussi, nous nous reconnaissons une filiation heuristique avec les analyses de Norbert Elias<sup>52</sup>, de Pierre Bourdieu<sup>53</sup>, de Niklas Luhmann<sup>54</sup> et de Michel Dobry<sup>55</sup> qui, en mobilisant respectivement les concepts de « configurations », « champs », « systèmes » ou « secteurs », posent tous, à leur manière, le postulat d'une société composite, faite d'une multiplicité d'univers sociaux relativement autonomes les uns des autres, et traversés par des logiques propres<sup>56</sup>. Mais pour éviter toute ambiguïté heuristique, nous n'utiliserons pas le concept de « champ syndical ». En effet, à nos yeux, le degré d'autonomie du syndicalisme navigue, au gré du jeu syndical, entre deux pôles, se situant au-dessus de l'« autonomie relative et évolutive »<sup>57</sup> du mouvement social, et en-dessous de l'aboutissement du processus d'autonomisation du « champ » politique lié à la transversalité de ce dernier<sup>58</sup>. Ainsi, au concept de « champ syndical », et bien que nous ne partagions pas la référence biologisante ou naturalisante de cette occurrence, nous lui préférerons tout de même celui d'« écosystème syndical »<sup>59</sup> ayant l'avantage de renvoyer à « un milieu délimité où les êtres vivants sont en interaction mutuelle. (Cette notion) a le mérite de mettre l'accent sur les acteurs et les échanges, plus que sur des structures »<sup>60</sup>. Ainsi, nous concernant, ce concept nous permettra d'appréhender les phénomènes de médiation en considération de la complexité syndicale de l'UNEF, tant dans « l'écosystème cégétiste (...), cégéto-communiste, (ou le) conglomérat communiste »<sup>61</sup>, en somme les relations « complémentaires, agissant en synergie, au nom d'une vision commune du monde »<sup>62</sup> notamment dans les relations entre la CGT et l'UNEF-Renouveau, qui deviendra par la suite l'UNEF dite Solidarité Etudiante, que les « phénomènes de dissociation, de relâchement des liens au sein des différentes constellations (et autres) création de lieux de rencontres entre

---

52 Elias Norbert, *La société des individus*, Paris, Pocket, 1991, 301 p.

53 Bourdieu Pierre, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, XII, 1971, et Bourdieu Pierre, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 89, 1991, pp.3-46.

54 Luhmann Niklas, *The Differentiation of Society*, New York, University of Columbia Press, 1982, 482.p.

55 Dobry Michel, *op.cit.*

56 A noter que ces pionniers de la sociologie ont inspiré de nombreux auteurs tels que Gérard Mauger qui est le premier à proposer le concept de « champ des mouvements sociaux », (*art.cit.*), Cécile Péchu (*Du comité des mal logés à Droit au logement, sociologie d'une mobilisation*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris, 2004) qui parle du « champ militant », Lilian Mathieu (*art.cit.*) qui évoque la notion d'« espace », ou encore, dans leur domaine, Pierre Muller et Yves Surel (Muller Pierre, Surel Yves, *L'analyse des politiques publiques*, Paris, Montchrestien (Clefs), 2<sup>e</sup> édition 2000, 1998, 156.p. et Muller Pierre, *Les politiques publiques*, Paris, PUF, Que sais-je?, 2003, 5<sup>e</sup> édition, 128.p.) qui insistent sur une approche référentielle des politiques publiques, proposant les concepts de « secteur » et de « référentiel sectoriel ».

57 Mathieu Lilian, *art.cit.*, p.139.

58 Bourdieu Pierre, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *art.cit.*

59 Georgi Frank, Mouriaux René, « Ecosystèmes syndicaux et complémentarité », in Bressol Elyane, Dreyfus Michel, Hedde Joël, Pigenet Michel, *La CGT dans les années 50, op.cit.*, pp.223-230. Pour un complément autour de cette question de l'écosystème syndical, voir la discussion soulevée par René Mouriaux et Danielle Tartakowsky à l'occasion du colloque « La CGT de 1966 à 1984. L'empreinte de Mai 1968 » organisé et enregistré par l'IHS-CGT les 14 et 15 mai 2008.

60 Georgi Frank, Mouriaux René, *art. cit.*, p.223.

61 *Ibid.*, p.223.

62 *Ibid.*, p.225.

syndicats »<sup>63</sup> caractérisant les relations entre la CGT et l'UNEF-Unité Syndicale, devenant par la suite l'UNEF-Indépendante et Démocratique.

Ces différentes réflexions théoriques suscitent d'ores et déjà trois séries d'interrogations:

Tout d'abord, en partant du constat suivant lequel les travaux consacrés au syndicalisme étudiant postulent généralement une forte transversalité du champ politique, et que, réciproquement, les études sur la CGT ne s'attardent que très rarement sur le syndicalisme étudiant, nous nous demanderons si, à côté du champ politique, le syndicalisme de salariés peut lui aussi influencer le syndicalisme étudiant. *A fortiori*, nous nous inspirerons de ce qu'Alain Monchablon et Robi Morder appellent « le double sens de la courroie de transmission »<sup>64</sup>, à savoir la possible activité de lobbying de l'UNEF, pour nous interroger sur l'action du syndicalisme étudiant en direction du syndicalisme de salariés. Au-delà, nous questionnerons également une possible similarité des organisations syndicales, tant étudiantes que de salariés, dans leur rapport au politique.

De même, au-delà des contacts d'organisation à organisation que nous pourrions identifier, nous nous demanderons si les stratégies syndicales des directions de l'UNEF et de la CGT expliquent à elles seules les contacts entre organisations, ou si les différentes structures de la CGT, des organisations tierces, et les relations inter-individuelles peuvent jouer un rôle dans le rapprochement de l'UNEF et de la CGT. En somme, la façon dont les réseaux syndicaux entrent en interaction retiendra toute notre attention. A cette occasion, nous nous inspirerons des enseignements de Michel Dobry<sup>65</sup> en demeurant particulièrement attentif aux périodes de crises politiques, caractérisées dans le monde étudiant par les grandes phases de mobilisation que sont les événements de Mai-Juin 68, le mouvement contre la réforme Devaquet de 1986, le mouvement social contre le CIP de 1994, le mouvement social de l'automne 1995, et la lutte contre le CPE de 2006, en nous interrogeant, dans une perspective historique, sur les grands tournants des relations UNEF/CGT.

Enfin, Philippe Péchoux ayant soulevé, mais non vérifié, l'hypothèse de possibles entraves culturelles à la rencontre UNEF/CGT, nous nous proposons de poursuivre son travail. Ainsi, nous questionnerons les cultures militantes de l'UNEF et de la CGT, afin de voir si les multiples marqueurs identitaires de ces deux organisations ont pu entraver cette rencontre. A cette occasion,

---

63 *Ibid.*, p.226.

64 Pour comprendre cette notion, les auteurs prennent l'exemple historique suivant lequel « des expériences communes, spécifiques dans ces mouvements et syndicats étudiants (...) sont réinvesties, défendues au sein de partis ou courants politiques dont ces jeunes sont membres. C'est bien les étudiants socialistes dirigeant l'UNEF-ID qui font prendre position au Parti socialiste en 1986 pour le retrait du projet Devaquet, et non le PS qui oblige l'UNEF-ID à se contenter d'amendements ». Monchablon Alain, Morder Robi, « Apolitisme, autonomie et indépendance dans le mouvement étudiant », in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, p.203.

65 Dobry Michel, *op.cit.*

nous reprendrons les nombreuses oppositions indiquées par l'auteur<sup>66</sup>, à savoir « culture ouvrière/culture littéraire », « marxisme orthodoxe pro-soviétique/synthèse improbable d'un catholicisme progressiste tiers-mondiste et d'un marxisme hétérodoxe critique », « une culture cégétiste, faite d'un sentiment contradictoire d'« infériorité scolaire » et de supériorité des pratiques ouvrières, faites de discipline, d'ordre et de ponctualité, à la différence du dilettantisme supposé des étudiants »<sup>67</sup>, voire ouvriérisme contre intellectualisme, mais aussi façon de penser leur appartenance au corps social, afin de les questionner.

En somme, cette étude se propose de répondre à la question suivante: **En ce 40ème anniversaire des évènements de Mai et Juin, nous nous demanderons comment, et surtout sous l'influence de quels facteurs, les rapports entre l'UNEF et la CGT ont évolués depuis 1968 jusqu'au mouvement social contre le CPE de 2006? Ainsi, à quel point ces rapports ont-ils été surdéterminés uniquement par des enjeux politiques, et quels sont les facteurs principaux ayant pesé sur les différentes séquences de ces relations?**

#### *Construction de l'enquête et de l'échantillon:*

Pour satisfaire à cette problématique, nous envisagions, à l'origine, de nous cantonner à la période des années 1990/2000. Toutefois, notre participation à un colloque co-organisé par le GERME et la mission CAARME intitulé « A la redécouverte des mouvements étudiants dans les années 68 », avec la présence remarquée de Jacques Sauvageot, vice-président de l'UNEF par intérim lors des évènements de Mai et Juin 68, mais aussi de chercheurs réputés tel René Mouriaux, politologue spécialiste du syndicalisme en général, et de la CGT en particulier, nous a fait prendre conscience de la nécessité d'inscrire notre recherche dans un temps plus long. *A fortiori*, cette nécessité fut confirmée à l'occasion d'un stage de longue durée de numérisation des tracts de Mai 68 aux archives municipales de Lyon, pour le compte de la mission CAARME, dans l'objectif de constituer une base de données<sup>68</sup>. Aussi, pour toutes ces raisons, et d'autant plus que la période n'a pas été couverte par l'article de Philippe Péchoux qui se borne aux relations UNEF/CGT de 1948 à 1962, nous avons décidé de partir de Mai 68 pour remonter progressivement jusqu'en 2006 à

---

66 Péchoux Philippe, *art..cit.*, p.433.

67 *Ibid.*, p.432.

68 Cette base de données sera prochainement consultable sur le site internet du Conservatoire des Mémoires Etudiantes (CME): <http://www.cme-u.fr/>

l'occasion de la mobilisation contre le CPE, en nous intéressant particulièrement aux grandes phases de mobilisations étudiantes. Certes nos sources sur Mai-Juin 68 sont minces, notre enquête sur cette période reposant principalement sur l'entretien de Henri Rouilleault, et accessoirement sur les témoignages de Louis Viannet, d'Alain Obadia et de Roger Barralis. Toutefois, il nous a semblé impossible de négliger cette période, tant elle paraît déterminante pour expliquer les relations UNEF/CGT des 40 années qui suivent. De même, nous avons pallié à ce manque déficit d'entretien par un travail conséquent sur archives. A côté de cette variable temporelle, nous avons mobilisé deux autres variables afin de constituer notre échantillon: dans un premier temps, nous nous sommes intéressé aux plus hauts responsables syndicaux lors des grandes mobilisations étudiantes. Aussi avons-nous privilégié les présidents des UNEF sur les cinq périodes historiques ciblées. Quant à la CGT, nous avons été rapidement confronté à la question de l'échelon pertinent d'analyse, oscillant entre les niveaux confédéral et fédéral. Pour résoudre ce problème, nous avons réalisé un entretien exploratoire avec Pierre-Jean Rozet, ancien secrétaire général du Centre Confédéral de la Jeunesse CGT (CCJ-CGT) et ancien membre du bureau confédéral de la CGT. Cet entretien nous a permis de saisir le mode de fonctionnement de la CGT vis-à-vis de la jeunesse étudiante. Nous avons par la suite confronté ces informations récoltées à l'occasion de cet entretien exploratoire à un travail sur archives à l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT (IHS-CGT) afin d'identifier les interlocuteurs clés de la centrale syndical à la rencontre desquels nous nous sommes ensuite rendu. Nous avons privilégié les responsables des principales structures de la CGT concernées, à savoir le bureau confédéral de la CGT, le Centre Confédéral de la Jeunesse CGT (CCJ-CGT) devenu par la suite Jeunes CGT, et enfin l'Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens CGT (UGICT-CGT). Enfin, dans un dernier temps, dans le but d'interroger les cultures militantes, nous avons mobilisé une variable concernant d'anciens militants étudiants désormais cégétistes. Bien évidemment, tant pour l'échantillon des responsables syndicaux que celui des anciens syndicalistes étudiants désormais cégétistes, nous avons appliqué la variable temporelle des grandes phases de mobilisations étudiantes correspondant peu ou prou aux grandes phases de recomposition de l'UNEF. Ainsi, autant que faire se peut, nous avons interrogé des militants issus des six différentes UNEF que sont: l'UNEF d'avant la scission de 1971, l'UNEF-US, l'UNEF-Renouveau, l'UNEF-ID, l'UNEF dite SE<sup>69</sup>, et enfin l'UNEF réunifiée depuis 2001. Au final, nous avons réalisé 25 entretiens<sup>70</sup> se partageant de la façon suivante: un entretien exploratoire sur la CGT a été réalisé avec René

---

69 Notons que l'appellation polémique UNEF-SE était une façon, pour les militants de l'UNEF-ID, de stigmatiser l'UNEF ayant fait le choix de participer aux élections universitaires en déposant une liste dite « Solidarité Etudiante ». Pour notre part, nous utiliserons la dénomination UNEF-SE non pas par stigmatisation, mais tout simplement dans le souci de clarification de nos propos et de distinction des six UNEF.

70 Voir les portraits des enquêtés en annexe 1.

Mouriaux, 16 entretiens ont concerné de grands responsables syndicaux<sup>71</sup>, et enfin 8 entretiens se sont adressés à d'anciens militants des UNEF passés à la CGT<sup>72</sup>.

### *Conditions de l'enquête:*

Le premier problème auquel nous avons été confronté a été celui de localiser les enquêtés pour effectuer notre recherche. Aussi avons-nous procédé par la méthode dite de la « boule-de-neige »<sup>73</sup> ou « de proche en proche »<sup>74</sup> consistant à solliciter chacun de nos enquêtés afin de glaner des contacts pour enrichir notre étude. Ainsi, à l'instar de Frédéric Sawicki, nous avons estimé que « L'analyse en termes de réseaux possède comme principal avantage d'amener les politistes à regarder les activités et les formes de l'organisation partisans comme des produits particuliers des relations concrètes entre individus et groupes agissant *simultanément* dans des espaces sociaux différenciés. Elle oblige à considérer que les « stratégies » des acteurs résultent de leurs positions dans le milieu partisan et des intérêts ou des ressources qui sont liés à ces positions, tout autant que des calculs qu'ils sont amenés à faire dans le cadre de la concurrence interne à l'organisation (...). La notion de réseau offre la possibilité de comprendre comment la concurrence politique se joue aussi dans toute une série d'organisations qui vont des syndicats aux associations à finalité apparemment non politique (...) »<sup>75</sup>. Par conséquent, nous avons peu à peu pu identifier sept réseaux différents. Tout d'abord, le premier réseau que nous avons sollicité est celui constitué par la communauté scientifique, puisqu'à l'occasion des colloques commémorant le 40ème anniversaire de Mai 68, organisés tant par l'IHS-CGT<sup>76</sup> que par le GERME et la Mission CAARME<sup>77</sup>, nous avons pu rencontrer des chercheurs ainsi que d'anciens militants de l'UNEF, quelques soient d'ailleurs leurs responsabilités actuelles (René Mouriaux, Philippe Péchoux, Henri Rouilleault, Roger Barralis). Le second réseau, plus formel celui-ci, concerne les anciens présidents de l'UNEF-ID, puis de l'UNEF réunifiée (Pouria Amirshahi, Yassir Fichtali, Bruno Julliard) qui semblent continuer à entretenir des liens plus ou moins étroits. En effet, cela peut notamment s'expliquer par les conseils généralement

---

71 Voir la présentation de l'échantillon des responsables syndicaux en annexe 2.

72 Voir la présentation de l'échantillon des anciens syndicalistes des UNEF désormais à la CGT en annexe 3.

73 Duchesne Sophie, « Pratique de l'entretien dit 'non-directif' » in CURAPP, *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, 2000, p.15.

74 Beaud Stéphane, Weber Florence, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2003, 355 p.

75 Sawicki Frédéric, *op.cit.*, pp.26-27.

76 Journée d'étude « 1968-2008: un mois de mai très occupé » du 29 avril 2008 et colloque « La CGT de 1966 à 1984. L'empreinte de Mai 1968 » des 14 et 15 mai 2008 organisés par l'IHS-CGT à Montreuil.

77 « A la redécouverte des mouvements étudiants dans les années 68 » des 25 et 26 janvier 2008 organisés par le GERME et la Mission CAARME à Reims.

prodigués par les « anciens » de l'UNEF au nouveau président, entretenant ainsi une permanence des relations. S'agissant de la CGT, il convient d'opérer une distinction, la persistance des liens entre les enquêtés s'opérant en fonction des structures d'appartenance, à savoir le bureau confédéral de la CGT d'une part, (Maryse Dumas, Louis Vinannet, Pierre-Jean Rozet) et l'UGICT d'autre part (Alain Obadia, Pierre Tartakowsky, Valérie Estournès). Concernant l'UNEF-SE cette fois, à l'inverse des anciens présidents de l'UNEF-ID et de l'UNEF réunifiée, il est ici nécessaire d'opérer une distinction plus politique, les réseaux se structurant plutôt en fonction du positionnement vis-à-vis de la ligne majoritaire actuelle du Parti Communiste. Ainsi, il convient de distinguer les anciens militants de l'UNEF-SE ayant accédé à des postes à responsabilités au Parti Communiste (Marie-Pierre Vieu, Karine Delpas, Robert Injey), des anciens dirigeants de l'UNEF-SE, ayant pu, eux aussi, accéder à de hautes responsabilités au PCF mais ne les exerçant plus, se prévalant d'un certain communisme critique et/ou se positionnant désormais politiquement en dehors du Parti Communiste (Xavier Aknine, Patrice Leclerc, Frédéric Genevée). Enfin, une dernière façon de glaner des contacts a été de solliciter des enquêtés ne nous étant pas forcément recommandés, mais identifiés suite à l'avancée de notre étude, en fonction des informations récoltées, dans les archives ou à l'occasion d'entretiens, ou encore des connaissances personnelles, nous paraissant pouvoir apporter un éclairage intéressant sur notre objet d'étude (Jérôme Vérité, Philippe Campinchi, Philippe Darriulat, Nicolas Chamot, Geoffroy Bertholle, Ludovic Tomas). En définitive nous avons donc réalisé deux entretiens exploratoires, l'un avec René Mouriaux, l'autre avec Pierre-Jean Rozet<sup>78</sup>, ainsi que 23 autres entretiens<sup>79</sup>, tous étant semi-directifs. Toutefois, comme nous le verrons en conclusion, d'autres militants auraient mérité d'être vus en raison du rôle important qu'ils ont joué que nous avons découvert au fil de notre enquête. Nous pensons particulièrement à Jean-Louis Moynot et à Lydia Brovelli. Nous nous sommes systématiquement présenté comme étant un « étudiant travaillant sur les rapports entre l'UNEF et la CGT », ce qui, de la part des enquêtés, a généralement déclenché un intérêt certain pour le sujet et un élan de sympathie à l'égard de l'enquêteur. Nos entretiens ont pu, dans la majeure partie des cas, se réaliser dans les meilleures conditions, en face-à-face, même si à de rares occasions, nous avons pu ressentir une domination symbolique ou « effet de domination sociale »<sup>80</sup> de la part de certains enquêtés étant d'habiles orateurs habitués à être écoutés. Enfin, face à l'hétérogénéité des enquêtés, tant dans leurs responsabilités que dans leur milieu social d'origine, nous avons librement fluctué, d'un enquêté à l'autre, entre le tutoiement, généralement de rigueur dans le conglomérat communiste, et plus

---

78 Voir les grilles d'entretien exploratoires pour René Mouriaux et Pierre-Jean Rozet en annexe 4.

79 Voir les grilles d'entretien pour les grands responsables syndicaux et les anciens militants de l'UNEF passés à la CGT ainsi que les fiches signalétiques en annexe 5.

80 Duchesne Sophie, *art. cit.*, p.28.

largement dans le milieu syndical, et quelques rares fois le vouvoiement face à des responsables d'envergure nationale ou à des enquêtés d'un certain âge. En définitive, nous avons toujours laissé à l'enquêté l'initiative du tutoiement ou du vouvoiement. A la fin des entretiens, tous enregistrés, nous avons systématiquement fait remplir par les enquêtés une fiche signalétique comportant les informations essentielles de leur engagement, ainsi que les éléments pouvant nous aider à saisir leur socialisation primaire. De même, dès la fin de l'entretien, nous avons systématiquement noté nos impressions sur la teneur de l'échange. Ces entretiens ont été complétés par une recherche archivistique approfondie. A ce sujet, les fonds de l'UNEF-ID étant éparpillés (Mission CAARME, Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine de Nanterre), et les fonds de l'UNEF-SE étant incomplets, certains documents n'ayant pas été conservés à l'occasion du changement de local syndical lors de la réunification de l'UNEF, notre choix a été de concentrer nos recherches sur les fonds conservés par l'IHS-CGT. A cette occasion nous nous sommes particulièrement intéressé aux fonds du CCJ et des jeunes CGT, de l'UGICT, et à quelques boîtes des fonds Georges Séguy et Henri Krasucki<sup>81</sup>. Nous avons pu y découvrir de nombreux documents dont les plus significatifs sont reproduits en annexe de ce mémoire. Toutefois, nous avons été confronté à un fonds d'archives conséquent mais non classé des jeunes CGT, aussi avons-nous été obligé de sélectionner les boîtes nous paraissant les plus intéressantes aux vues des mentions sommaires du contenu décrit, ainsi qu'à un fonds de l'UGICT très partiel, l'IHS-UGICT étant en cours de constitution durant notre étude. Enfin, nous avons pu accéder à la bibliothèque spécialisée de l'IHS-CGT richement fournie.

Ainsi, en seulement quarante ans, les relations UNEF/CGT sont passées d'une certaine distance dans les années 1950/1960, caractérisée par un « mélange gazeux détonnant, autour du leadership pour la paix et l'indépendance de l'Algérie »<sup>82</sup> à une certaine proximité dans les années 2000. Aussi allons nous tenter de comprendre la dynamique interne de cette relation, faite de moments de distanciation et/ou de moments de rapprochements, que ces derniers soient liés au contexte syndical, politique, social, à des facteurs internes, etc. Au-delà de la simple volonté d'identifier si la CGT essaye, ou non, de créer des « satellites » étudiants ou des organisations « sœurs », nous intégrerons aussi dans nos analyses les stratégies syndicales de la centrale au regard de ses relations avec les autres confédérations syndicales, et notamment les orientations de la CFDT

---

81 Les côtes des boîtes consultées dans le fonds du Centre Confédéral de la Jeunesse (CCJ) sont les suivantes: 28CFD1, 28CFD2, 28CFD3, 28CFD4, 28CFD7, 28CFD8, 28CFD9, 28CFD10, 28CFD12, 28CFD13, 28CFD15, 28CFD16, 28CFD17, 28CFD18, 29CFD17, 29CFD19. 4 boîtes ont été consultées dans le fonds de l'UGICT: 34CFD1, 34CFD2, 34CFD3, 34CFD10. Enfin, dans le fonds Georges SEGUY, le carton n°2 a été consulté, de même que le carton n°117 du fonds Henri KRASUCKI.

82 Péchoux Philippe, *op.cit.*, p.425.

vis-à-vis du mouvement étudiant. En définitive, nous verrons que le passage du « syndicalisme de classe et de masse » (première partie) à un possible « syndicalisme de transformation sociale » (deuxième partie) avec la chute du mur de Berlin en 1989 apparaît déterminant dans l'explication des relations entre l'(es)UNEF et la CGT. Enfin, nous nous intéresserons aux cultures militantes comme possibles obstacles à des relations plus précoces entre ces organisations (troisième partie).

## **PREMIERE PARTIE: D'une relation de « syndicalisme de classe et de masse »<sup>83</sup> (Mai 1968-1989)...**

Quand bien même notre étude se donne pour point de départ les événements de Mai 1968, la période d'après seconde guerre mondiale n'est pas vierge de tous contacts entre l'UNEF et la CGT, bien au contraire. Ainsi, comme le note Philippe Péchoux, « L'UNEF depuis 1956 connaît une vigueur nouvelle, avec l'accession à sa direction, de la tendance dite « mino » influencée par la JEC (Jeunesse Etudiante Chrétienne) et proche de la tendance « Reconstruction » de la CFTC. Bref, la nouvelle orientation de l'UNEF met fin à un « apolitisme » de façade, proche de la droite anti-communiste, pour distiller dans l'organisation étudiante un catholicisme progressiste aux origines de la « seconde gauche ». La CGT, quant à elle, connaît à la fois les difficultés d'un isolement syndical et, par ricochet, les crises du mouvement communiste international (20ème Congrès du PCUS, intervention soviétique en Hongrie). Mais (...) le contexte politique est propice à des rapprochements sur la lutte pour la paix, contre les guerres coloniales, cheval de bataille de la CGT, ainsi que contre la prise du pouvoir par le général De Gaulle (...). Les membres de l'UNEF engagent alors une démarche unitaire dont l'organisation syndicale étudiante est, de fait, le pivot (...). La lutte contre la résiliation du sursis pour les jeunes du contingent appelés à « maintenir l'ordre en Algérie », en particulier les étudiants, devient un tremplin qui donne une place centrale à l'UNEF. Celle-ci relègue les autres organisations syndicales, dont la CGT, à la périphérie. L'UNEF, syndicat unique des étudiants, dans un monde syndical éclaté, réunit un étudiant sur deux, ce qu'aucune confédération ouvrière n'est capable de faire »<sup>84</sup>. Mais la tension entre les deux organisations ne cesse de croître du fait du passage de « revendications à caractère social (Sécurité sociale étudiante en 1948, allocation d'étude au cours des années 50) à une expression politique contre la guerre après 1956 (...). L'UNEF se présente comme incarnant la jeunesse et la CGT la classe ouvrière, même si

---

83 « Le syndicalisme de masse et de classe avait été théorisé par Benoît Frachon en juin 1936: le syndicat rassemble les travailleurs sur une base large (de masse), « sans exclusive », et à partir de leurs revendications économiques. Le rôle du syndicat est d'unifier les travailleurs autour de thèmes centraux correspondant aux grands types de besoins sociaux. Mais il est aussi de les engager dans la lutte des classes qui conduit à la prise de conscience de l'opposition centrale entre les travailleurs et le capital. Cette prise de conscience est d'abord économique, elle ne s'élargit à la conscience des buts ultimes de l'action que dans une rencontre avec le parti, avec ses idées et son programme. Le parti est le garant non seulement de l'unité politique de la classe mais aussi, par son programme, des alliances que le syndicat peut mettre en œuvre avec d'autres couches sociales victimes du capital. Ce schéma est, grossièrement, celui qui a structuré le rapport entre classe ouvrière, syndicat et parti dans l'univers du communisme français. La question du projet syndical était ainsi réglée par une séparation claire des attributions entre parti et syndicat. Cette conception s'inscrivait d'ailleurs dans l'héritage de l'Internationale socialiste défendue notamment par Karl Kautsky avant la guerre de 1914. Elle a été durcie après 1920, par la IIIème Internationale (communiste) qui y ajouta une conception plus explicite de la « courroie de transmission » entre parti et syndicat ». Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, p.195.

84 Péchoux Philippe, *art.cit.*, pp.430-431.

la réalité est plus complexe »<sup>85</sup>. Ainsi, Mai-Juin 1968 s'annonce dans un climat de tension grandissante entre les deux organisations. Nous verrons que les relations entre l'UNEF et la CGT passent peu à peu d'une méfiance à une défiance réciproque (Mai 1968-janvier 1971) (I) pour finalement se polariser (janvier 1971-1989) (II).

## **I. Mai 68 et ses répercussions: de la « méfiance »<sup>86</sup> à la défiance réciproque (Mai 1968-janvier 1971)**

Les événements de Mai-Juin 68 sont en tant que tels gérés par la deux organisations dans une méfiance réciproque (A). Mais l'après-Mai est marqué par une tension supplémentaire entre les deux organisations que nous pourrions qualifier de défiance réciproque (Juillet 1968-Janvier 1971) (B).

### **A) La gestion des événements de Mai 68: une méfiance réciproque (Mai-Juin 1968)**

Comme nous venons de le voir, il existe un précédent aux relations UNEF/CGT. La CGT, auréolée de son rôle durant la Seconde guerre mondiale compte de nombreux anciens résistants dans ses rangs. L'UNEF quant à elle vient de connaître son apogée durant la guerre d'Algérie:

*« Entre la CGT et l'UNEF (...) il y avait une histoire commune depuis très très longtemps (...). Il y a eu une longue histoire avec des combats communs. Au moment de la guerre d'Algérie sur une base revendicative, c'est-à-dire qu'un syndicat peut aller, dans des circonstances comme ça, jusqu'à prendre une position sur la nécessité politique de paix en Algérie. Donc on avait des positions communes, des relations de syndicat à syndicat<sup>87</sup> (...) »<sup>88</sup>.*

Mais au-delà de ces relations bilatérales suivies, Mai 68 éclate dans un contexte de profonde mutation du monde étudiant. Ainsi, même si d'un point de vue qualitatif l'Université accueille encore majoritairement des enfants de cadres supérieurs ou des professions libérales (32% de la

---

85 *Ibid.*, pp.432-433.

86 Entretien avec René Mouriaux le 6 mars 2008. De même, le terme « méfiance » est utilisé par Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT: cent ans de syndicalisme en France*, Paris, Edition Complexe, 1995, p.274.

87 Pour ces relations suivies de syndicat à syndicat évoquées par Alain Obadia, voir en annexe 6 les relations entre l'UNEF, l'UGE (Union des Grandes Ecoles) et la CGT du 23 février 1965, et en annexe 7 la position de l'UGIC sur les relations à entretenir avec les organisations syndicales étudiantes à l'occasion de son 2ème congrès des 15 et 16 avril 1967.

88 Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

population étudiante) contre une faible proportion de filles et fils d'ouvriers (environ 10% de fils d'ouvriers)<sup>89</sup>, la croissance quantitative des effectifs étudiants entrant à l'université de 1960 à 1968 entraîne une massification de l'université, accentuant ainsi l'anonymat et les inégalités dans le rapport à la « culture scolaire » que révèlent et dénoncent Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron<sup>90</sup>. C'est dans ce contexte que l'UNEF, suite à son apogée de la période algérienne, tend à s'affaiblir. A la rentrée universitaire de 1966, les Etudiants du PSU (ESU), sous l'impulsion de l'un des dirigeants du PSU, Marc Heurgon, prennent la direction de l'UNEF suite à la démission du président normalien Terrel. A la veille de Mai 68, la majorité des ESU est instable, ne tenant qu'au soutien de la gauche syndicale composée principalement de militants de la JCR (Jeunesse Communiste Révolutionnaire) et des Mao de l'UJC(ml) (Union des Jeunesses Communistes marxistes-léninistes), ces deux organisations naissant de la décision, dès le congrès de mars 1965 de l'UEC (Union des Etudiants Communistes), d'exclusion de la branche des « Italiens », de ligne hétérodoxe, radicalement contre la guerre d'Algérie, tranchant ainsi avec le discours orthodoxe ambiguë de la fraction thorzienne du PCF de soutien conditionnel aux nationalistes algériens, mais de vote des pleins pouvoirs ouvrant la voie de la guerre<sup>91</sup>. Face à ce front anti-stalinien composite, deux fortes minorités composent l'UNEF, les lambertistes du CLER (Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires) qui créeront la FER (Fédération des Etudiants Révolutionnaires) dès avril 1968 d'une part, et l'UEC orthodoxe (Union des Etudiants Communistes) purgée de sa branche italienne d'autre part. Or cette tension entre d'une part les ex-italiens de l'UEC, ces derniers étant disséminés entre la JCR et l'UJC(ml) de l'UNEF, et d'autre part le fait que les grandes orientations de la CGT soient « à l'évidence proches »<sup>92</sup> de celles du Parti Communiste à cette époque - certains qualifiant même la centrale syndicale de « fille aînée du Parti Communiste »<sup>93</sup>, ou tout du moins s'expliquant avant tout par une conception léniniste de subordination du syndicat à « l'avant-garde » éclairée<sup>94</sup>, le parti - n'est pas sans entacher indirectement les relations entre l'UNEF et la CGT:

---

89 Legois Jean-Philippe, « Les années 68: du passé, faisons table rase?! », in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, pp.83-98.

90 Bourdieu Pierre, Passeron Jean-Claude, *Les héritiers: les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1966, 187 p.

91 Matonti Frédérique, Pudal Bernard, « L'UEC ou l'autonomie confisquée (1956-1968) », in Damamme Dominique, Gobille Boris, Matonti Bernard, *Mai-juin 68*, Paris, Editions Ouvrières, 2008, pp.130-143. De même, sur le récit de l'exclusion de l'UEC d'Alain Krivine, alors animateur du secteur lettres de l'UEC de Paris, voir Krivine Alain, *Ca te passera avec l'âge*, Flammarion, 2006, pp.61-70.

92 Capdevielle Jacques, Mouriaux René, *Mai 68, l'entre-deux de la modernité, histoire de trente ans*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1988, p.191.

93 Dreyfus Michel, *Histoire de la CGT: cent ans de syndicalisme en France*, Paris, Edition Complexe, 1995, p.235.

94 Sur ce modèle léniniste du syndicalisme, Mouriaux René, *Syndicalisme et politique*, Paris, Editions Ouvrières, 1985, pp.42-49 et Barbet Denis, « Parti et syndicat dans l'espace léninien: les mots de *Que faire?* », *Mots. Les langages du politique*, n°68, mars 2002, pp.9-26.

« Fin 65, le PC reprend le pouvoir dans l'UEC. Et ça a été sanglant (...). Donc quelque part ça explique les positions très anti-étudiantes de Georges Marchais. C'est-à-dire que (...) Marchais avait fait des déclarations très très violentes contre les étudiants<sup>95</sup>, parce que quelque part ils sortaient d'un conflit avec leur organisation étudiante très très dur dans lequel ils avaient perdu une bonne partie de leurs effectifs. Donc d'une part il y a eu une diaspora italienne qu'on retrouve dans la gauche syndicale, qu'on retrouve chez les militants de l'UNEF, et d'autre part il y a eu deux organisations d'extrême gauche qui sont nées que sont la JCR d'un côté et l'UJC(ml) de l'autre. Donc les orthodoxes sortent d'une bataille qu'ils ont gagnée mais dans laquelle ils se sont épuisés contre les étudiants. Et ils en sortent avec une immense méfiance vis-à-vis de tout ce qu'ils ne contrôlent pas. Or c'est très difficile de pouvoir tout contrôler et en même temps de pouvoir pratiquer l'unité d'action (...). Donc quand nous prenons la direction de l'UNEF (...), (en) 67-68 (...), d'abord avec Michel Perraud et ensuite avec Sauvageot qui remplacera Michel Perraud en février 68 (...), dans cette année là nous sommes dans une démarche très unitaire avec la CGT et la CFDT, notamment dans les manifestations communes contre les ordonnances sur la sécurité sociale au printemps 67 et au mois de novembre 67 (...). A cette époque-là les dirigeants de l'UNEF étaient très unitaires, et en même temps il y avait de la méfiance à notre égard et à l'égard des étudiants plus généralement des plus staliniens du PC parce qu'il y avait eu la crise de l'UEC, parce qu'ils sentaient bien qu'il se passait des choses qu'ils ne contrôlaient pas bien. Donc il y avait ce mélange d'unité d'action et une certaine méfiance »<sup>96</sup>.

Ainsi, lorsque l'UNEF envisage de lancer un appel illimité à la grève, ce qu'elle fera dès le 4 mai 1968<sup>97</sup>, elle ne s'adresse pas à la CGT, pourtant hégémonique nationalement, mais peu implantée dans le milieu enseignant depuis la décision de 1954 du bureau politique du PCF de demander aux instituteurs communistes de cesser la double affiliation FEN/CGT<sup>98</sup>. Ainsi, face à ce handicap de la première centrale syndicale, qui concentre désormais ses efforts sur la syndicalisation des enseignants de l'enseignement technique, l'UNEF cherche du soutien en premier lieu auprès de son interlocuteur privilégié, tant syndicalement que politiquement, le SNESup, dont le nouveau secrétaire général depuis le congrès de 1967, Alain Geismar, 28 ans, maître-assistant, ancien militant de l'UNEF, ancien dirigeant des ESU, est élu contre le candidat communiste Guy Bois. Son élection a notamment marqué la prise de distance des jeunes universitaires vis-à-vis du PCF, ainsi que le rapprochement « naturel » du SNESup et de l'UNEF<sup>99</sup>. Ainsi, les contacts entre les deux

---

95 Pendant les événements de Mai-Juin 68, Georges Marchais qualifie notamment Daniel Cohn-Bendit d'« anarchiste allemand », ce que l'opinion publique et les médias traduiront par « juif allemand ».

96 Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

97 Nous nous inspirons ici de la chronologie des événements de Mai 68 consultable à l'adresse suivante, <http://www.mai-68.fr/welcome/index.php> dressée par le CODHOS, Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale, réunissant entre autres la BDIC, la mission CAARME, le CEMRTRI (Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires), le CAS (Centre d'Archives Socialistes, Fondation Jean-Jaurès), le Centre d'histoire de Sciences Po, la CFDT, la CFTC, la CGT-FO, l'IHS-CGT, l'IRHESC (Institut de recherche de la FSU), l'IRES (Institut de Recherches Economiques et Sociales)...

98 Brucy Guy, *Histoire de la FEN*, Paris, Belin, 2003, 636 p, ainsi que Mouriaux René, *Le syndicalisme enseignant en France*, Paris, PUF, 1996, p.37. A ce propos, Philippe Péchoux note que « Depuis la scission de la FEN qui, en 1948, a choisi l'autonomie et l'abandon sur les directives politiques du PCF en 1954 de la double affiliation FEN et CGT, cette dernière ne dispose plus d'une relation directe et intime avec le monde enseignant, à de rares exceptions près comme dans l'enseignement professionnel ». Péchoux Philippe, *art.cit.*, p.432.

99 Brucy Guy, *op.cit.*, pp.311-312.

syndicats hégémoniques dans leurs domaines respectifs, que sont l'UNEF et la CGT, ne se font que dans un second temps: « Donc quand on décrète la grève générale dans la nuit du 3 au 4<sup>3100</sup>, c'est une grève générale UNEF et SNESup (...). Ensuite (...) on prend des contacts avec la FEN et nous avons rapidement des soutiens de leurs dirigeants. Puis nous cherchons à joindre la CFDT et la CGT »<sup>101</sup>. Ainsi, les contacts avec la CGT s'établissent seulement à l'occasion de la répression policière face à laquelle l'UNEF sollicite le soutien de la CGT<sup>102</sup>. Le 9 mai, l'UNEF propose une rencontre commune UNEF/CGT/CFDT dans la perspective d'une action commune:

*« Le jeudi 9 mai nous tenons une rencontre au siège de l'UNEF où viennent Georges Séguy et Eugène Descamps pour discuter avec nous (...). Il y a de notre part une volonté de faire en sorte que la CFDT et la CGT se mettent également en mouvement avec nous. Donc c'est à ce moment là que nous discutons de l'hypothèse d'une journée d'action commune (...). Nous sentions que notre mouvement n'était pas assez fort pour libérer la Sorbonne des flics qui l'occupaient (...). La Sorbonne avait été réouverte le Jeudi (...). Donc quand nous voyons Séguy, la Sorbonne est encore occupée par la police, il faut se frayer un chemin entre des rangs de CRS pour entrer dans la Sorbonne. Nous sentions bien que nous avons besoin d'une force qui nous dépasse (...). Descamps était plus ouvert, mais dans toute cette période là la CFDT (...) sera beaucoup plus proche des luttes de la CGT<sup>103</sup>, et donc Descamps est plus prêt à agir, mais le contexte n'y est pas encore (...). Pour la FEN c'est évident que si il y avait un appel CGT-CFDT, elle serait dans le coup également (...) »<sup>104</sup>.*

Cette première rencontre entre les dirigeants de l'UNEF et Georges Séguy n'a pas lieu dans les meilleures conditions:

*« J'ai fait connaissance avec Séguy le 9 mai 1968. Je ne le connaissais pas avant (...). Nous étions dans la Sorbonne en train de dire aux étudiants « tenez un meeting ». Le meeting tenait depuis 4 heures; plein de gens s'exprimaient, notamment Aragon qui était au bureau politique du PC qui est venu discuter avec les étudiants (...)»<sup>105</sup>. Evidemment, ils se sont engueulés (...). Donc nous avons rendez-vous à 18h avec la CGT et la CFDT; je dis à Sauvageot « qu'est-ce qu'on fait? Séguy et Descamps doivent arriver ». Nous étions à 100m, entre le square Paul Berger et la rue Soufflot, siège de l'UNEF, entre le Luxembourg et le Panthéon. Donc il me dit: « écoute, va leur dire d'attendre le temps que j'arrive ». Alors ma première discussion avec Séguy a été de lui dire « écoute on est désolé, on arrive d'ici une demi-heure, il faut d'abord qu'on finisse le meeting avec les étudiants » (...). Il était un peu étonné (...). Ca l'avait surpris. Donc je traverse la rue avec lui, je*

3

100Ce tract d'appel à la grève générale est rédigé dans la nuit du 3 au 4 mai par Henri Rouilleault et Luc Barret. Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

101Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

102Voir en annexe 8 le courrier d'Henri Rouilleault du 7 mai 1968 sollicitant le soutien de la CGT face à la répression policière.

103Cette proximité CGT-CFDT s'explique par l'accord d'unité d'action signé le 10 janvier 1966.

104Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

105Sur le rôle des intellectuels communistes en Mai 68 et les contacts entre intellectuels communistes et les étudiants, voir Gobille Boris, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, dossier « Le capital militant (2). Crises politiques et reconversions: Mai 68 », n°158, juin 2005, pp.30-53.

*monte, on attend Eugène Descamps qui arrive aussi, et je le laisse quelques minutes le temps d'aller récupérer Sauvageot et de revenir. Et du coup on revient avec Sauvageot et Geismar. Là il n'est pas content (...). Il est étonné que les étudiants viennent aussi avec un dirigeant syndical enseignant, Geismar, qui plus est qu'il n'aimait pas parce que le SNESup avait changé de direction l'année d'avant (...), c'était une alliance socialistes/extrême gauche contre PC. Donc il ne contrôlait pas le SNESup, il ne contrôlait pas l'UNEF, ils ont eu énormément de mal à reprendre le contrôle de l'UEC, ça bouge dans les facs, ils voient des choses dont ils sont obligés de tenir compte, mais des choses qu'ils ne contrôlent pas »<sup>106</sup>.*

De même, le secrétaire général de la CGT ne semble pas avoir beaucoup apprécié ce premier contact avec l'UNEF, notamment agacé par la présence du secrétaire général du SNESup, Alain Geismar. Cette rencontre qu'il relate de la façon suivante symbolisant alors le « choc des cultures » entre étudiants et ouvriers :

*« Le 9, répondant à une lettre de l'UNEF appelant le syndicalisme ouvrier à la rescousse face au déchaînement de la répression, Eugène Descamps et moi, conduisant nos délégations CFDT et CGT, nous rendons au siège de l'UNEF (...). Cette rencontre vaut d'être décrite. Une heure après notre arrivée, la direction de l'UNEF ne s'est pas encore présentée. Nous faisons les cent pas rue Soufflot et les étudiants qui vont et viennent devant le siège de l'UNEF, se disant plus ou moins responsables, ignorent totalement qu'une rencontre CGT-CFDT-UNEF doit avoir lieu. Malgré tout ce que tant de désinvolture a d'irritant, nous patientons jusqu'au moment où on nous annonce l'arrivée d'un responsable. On nous prie d'entrer dans le siège de l'UNEF où nous découvrons un véritable capharnaüm : table submergée de paperasses, sièges défoncés, cendriers débordants de mégots, bouteilles vides, reliefs de sandwiches, pansements et casques de protection épars,... Le responsable arrive enfin. Un homme d'âge mur, hirsute, débraillé. Il nous confie qu'il a décidé de ne plus se raser jusqu'à la victoire ! Ce responsable n'est autre que Geismar, secrétaire général du SNESup. Je fais aussitôt remarquer que nous ne sommes pas venus discuter avec le SNESup mais avec l'UNEF. Geismar propose de se retirer. La délégation CFDT le retient et nous décidons d'attendre la direction de l'UNEF qui doit être quelque part dans le quartier Latin. C'est finalement le vice-président de l'UNEF, Jacques Sauvageot, qui se présente. Il s'excuse à peine de son retard d'une heure et demie et la discussion sérieuse commence »<sup>107</sup>.*

Finalement, cette réunion ne débouche sur aucun accord, d'après Henri Rouilleault car « Cette journée d'action commune est refusée par Séguéy (parce que) « les salariés n'étaient pas prêts »<sup>108</sup>. Toutefois, la nuit des barricades du 10 au 11 mai fait basculer les relations UNEF/CGT sur une position commune<sup>109</sup>. Ainsi, le samedi 11 mai au matin les organisations syndicales se retrouvent à la bourse du travail de Paris pour organiser la grève générale du lundi 13 mai où ont lieu des désaccords sur la présence, au premier rang du cortège, de certains dirigeants d'organisations de

---

106Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

107Séguéy Georges, *Le mai de la CGT*, Paris, Editions Julliard, 1972, pp 19-20.

108Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

109Voir en annexe 9 le communiqué de la CGT du 11 mai 1968 protestant contre la répression policière et appelle à une réunion des confédérations ouvrières, de la FEN et de l'UNEF.

jeunesse n'étant pas jugées représentatives et de masse telles que le mouvement du 22 mars et le Comité d'Action Lycéen pourtant soutenues par les dirigeants de l'UNEF:

*« A la manif, nous sommes au premier rang ensemble. Nous leur faisons un premier coup de vache, à savoir imposer la présence de Cohn-Bendit au premier rang. Il a fallu une demi-heure durant laquelle nous avons dit « Sauvageot n'ira pas au premier rang si il n'y a pas aussi Cohn-Bendit ». Quelque part (Sauvageot et Cohn-Bendit) s'étaient rapprochés parce qu'ils avaient été en taule ensemble (...). Le rapprochement s'est fait par police interposée (...). (Et puis le deuxième coup de vache, c'est d'avoir la présence de) Michel Recanati (...), un des deux dirigeants des CAL<sup>110</sup> en flèche à Paris (...), qui à l'époque était à la JCR (...). Donc le 13 mai il y aura Sauvageot, Geismar, Cohn-Bendit et Recanati (...). Hasard de la date, 13 mai 1958, 13 mai 1968, 10 ans après le coup d'Etat personne ne l'avait prévu évidemment, sauf que beaucoup de manifestants criaient « 10 ans ça suffit. Bon anniversaire mon général »<sup>111</sup>.*

Dans les jours qui suivent, suite à la grève se propageant dans les entreprises, la CGT prend la décision de suspendre un festival de la jeunesse prévu de longue date, invitant les jeunes travailleurs à rejoindre les occupations d'usines<sup>112</sup>. Le 17 mai, l'UNEF, organise un cortège en direction de Renault-Billancourt, bastion de la CGT, pour aller à la rencontre des jeunes travailleurs. L'organisation étudiante se heurte alors à une réticence des services d'ordre de la CGT<sup>113</sup>:

*« Au départ, comme dirigeants de l'UNEF, nous n'avions pas de relations avec les jeunes ouvriers. Nous savions qu'il y avait eu des grèves à Redon, à Rhodiacéta à Lyon, à Caen, etc, dans lesquelles il y avait des jeunes ouvriers qui avaient manifesté très fortement. Donc il y avait une relation de sympathie, mais il n'y avait aucune relation organique. Les relations organiques étaient avec les syndicats, la CGT, la CFDT, et les enseignants (...). Quand Renault-Billancourt se met en grève (...), les Mao font une manif la nuit, en soirée, pour aller à la rencontre des ouvriers de Billancourt; le service d'ordre de la CGT bloque tout pour empêcher toute discussion. Là, nous sommes au cœur des positions fortes du Parti Communiste (...). Le lendemain, l'UNEF fait une manif, avec la JCR ,etc (...). Nous étions 3000, et quand nous sommes arrivé à Billancourt de jour, c'était pareil (...), la discussion avait lieu avec le service d'ordre de la CGT (...). Une partie de la CGT bloquait très fortement, c'était la partie de la CGT qui était la plus liée à l'appareil du Parti Communiste, et aussi aux moins ouverts des militants du Parti Communiste »<sup>114</sup>.*

Le 21 mai, Daniel Cohn-Bendit est interdit de séjour en France. Le 22 mai, à l'appel du Mouvement du 22 mars, de l'UNEF et du SNESup, une manifestation est organisée contre l'interdiction de séjour

---

110Morder Robi, « Les Comités d'Action Lycéens », *Les Cahiers du GERME*, trimestriel, n°22, 23, 24, 2°, 3° et 4° trimestre 2002, pp. 41-45.

111Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008. Pour des précisions sur le vécu de la grève générale par Jacques Sauvageot, voir son témoignage en ligne sur le site internet de la mission CAARME: sur <http://www.caarme.fr>

112Voir en annexe 10 le communiqué confédéral de la CGT du 17 mai 1968 prenant la décision de suspendre la Conférence Nationale de la Jeunesse et invitant les jeunes travailleurs à rejoindre les occupations d'usines.

113Voir en annexe 11 le courrier du syndicat CGT Renault du 17 mai 1968 refusant l'ingérence des étudiants et des enseignants à Renault.

114Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

en France de ce dernier. La CGT prend position contre cette manifestation, mettant « en garde les travailleurs et la population contre cette nouvelle provocation »<sup>115</sup>. Cette divergence de position sur le mouvement de soutien à Daniel Cohn-Bendit entache alors les relations UNEF/CGT, empêchant, d'après le bureau confédéral de la CGT, une rencontre prévue le soir même entre les deux organisations<sup>116</sup>. L'annulation de la rencontre et/ou la participation à cette manifestation semble officialiser un point de divergence fondamental entre les deux organisations. Les jours qui suivent, l'UNEF et la CGT n'ont que peu de contacts. Le 24 mai, la CGT appelle seule à la manifestation à Paris et dans toute la France. Le désaccord sur le soutien ou non à apporter à Daniel Cohn-Bendit se confirme<sup>117</sup>. Les 25 et 26 mai, au ministère du Travail rue de Grenelle, les négociations entre les confédérations syndicales, rejointes par la FEN, le patronat et le gouvernement débutent. L'UNEF n'y est pas invitée. Le 27 mai, le constat de Grenelle, dit « Accords » de Grenelle est entériné<sup>118</sup>. Le même jour, pour faire pression sur les négociations, l'UNEF, avec le soutien du PSU, de la CFDT, de la FEN, et en présence de Pierre Mendès France qui ne prend pas la parole, tient meeting au stade Charléty<sup>119</sup>, « la question du débouché politique commençant à être posée »<sup>120</sup>. De même, André Barjonet, jusqu'alors militant du PCF et secrétaire du Centre d'études économiques de la CGT depuis 1946, participe au meeting de Charléty où il prend même la parole, suite à sa démission de la première centrale syndicale liée à son refus de la participation de la CGT aux accords de Grenelle, ce que Georges Séguéy relève dans une note dès le jour suivant en qualifiant ces participants d'« éléments spécialistes en anticommunisme (qui) s'emploient à calomnier les dirigeants de la CGT ». De même il estime qu'« un individu Barjonet qui, a fui la CGT en pleine bataille comme l'ordre lui en avait été donné impérativement est utilisé, sans vergogne, pour cette vile besogne. La classe ouvrière lui réservera (à) ce renégat (...) le sort qu'elle a toujours réservé aux traîtres »<sup>121</sup>. *A posteriori*, André Barjonet déplorera pour sa part que « la façon dont la CGT a « analysé » le mouvement de mai témoigne tout à la fois d'un renouveau subjectiviste et d'un alignement de fait sur l'attitude du PCF qui marquent un recul évident »<sup>122</sup>, de même qu'il

---

115 Voir en annexe 12 le communiqué de la CGT en date du 22 mai 1968.

116 Voir en annexe 13 le communiqué du bureau confédéral de la CGT en date du 22 mai 1968.

117 Voir en annexe 14 l'interview donnée par Benoît Frachon à un journaliste de *l'Humanité* le 24 mai 1968, date de l'appel à la manifestation de la CGT.

118 Un débat historiographique existe sur la façon de dénommer le résultat de ces négociations, « protocole » ou « accords ». A ce sujet, voir Zancarini-Fournel Michelle, « Retour sur 'Grenelle' : la cogestion de la crise ? » in Dreyfus-Armand Geneviève *et al.*, dir, Les « Années 68 ». Le temps de la contestation, Bruxelles, Complexe, IHTP, 2000, pp.443-460.

119 Voir le témoignage du vécu du meeting de Charléty par Jacques Sauvageot sur le site de la mission CAARME: <http://www.caarme.fr>

120 Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

121 Voir en annexe 15 la note de Georges Séguéy en date du 28 mai 1968 sur la participation d'André Barjonet au meeting de Charléty.

122 Barjonet André, *La CGT*, Seuil, Paris, 1968, pp.171-172. Suite aux événements de Mai-Juin 68 il deviendra membre du bureau national du PSU et militant de la CFDT. Pour une biographie plus précise d'André Barjonet rédigée par

remarquera « la façon dont les principaux dirigeants, Georges SEGUY en tête, ont traité non seulement les « groupuscules » mais des organisations syndicales responsables et représentatives telles que le SNESup, l'UNEF et surtout la CFDT elle-même, laisse naturellement planer de sérieuses inquiétudes sur la démocratie qui règnerait dans la CGT »<sup>123</sup>. Le mardi 28 mai, en attente d'un débouché politique possible, la CGT renoue contact avec l'organisation étudiante en recevant une délégation de l'UNEF à son siège afin de préparer une manifestation<sup>124</sup>. Or, suite au désaccord persistant avec la CGT sur le sort de Daniel Cohn-Bendit, l'UNEF refuse de participer à la manifestation prévue le 29 mai:

*« Le mardi 28 mai, la CGT nous invite à préparer une manifestation ensemble. Aussi, nous allons rue Lafayette, au siège de la CGT de l'époque (...), et nous avons 3 à 4 heures de discussion avec Krasucki (...) avec qui nous faisons connaissance à cette époque là (...). En même temps les ronéos tournaient. C'est-à-dire que la CGT avait mis en route sa manifestation (...). Or nous faisons l'erreur, qui était une erreur du PSU, de Marc Heurgon et sans doute aussi de Michel Rocard, de dire non à la manifestation commune (...). Nous faisons l'erreur de ne pas y aller parce que nous avons le mandat de la FEN et de la CFDT: c'est-à-dire que si nous nous mettions d'accord avec la CGT, nous savions que la CFDT et la FEN nous suivraient. Ce qui montre à quel point la CFDT et la FEN nous faisaient confiance. C'était sérieux. Or nous avons eu une position trop raide, Sauvageot demandant à Krasucki de faire son auto-critique sur Cohn-Bendit, de trouver une phrase dans laquelle il soit dit qu'il fallait que Cohn-Bendit puisse rentrer en France. Et sur l'absence de phrase protestant contre l'expulsion de Cohn-Bendit (...), nous n'avons pas participé à la manifestation. (Or) même si le mot d'ordre des tracts était « satisfaction de nos revendications, etc » dans le prolongement des accords de Grenelle, les manifestants criaient « gouvernement populaire ». C'est-à-dire que quelque part l'envie d'un débouché politique était fort, y compris dans la base de la CGT »<sup>125</sup>.*

A la sortie de la réunion, les dirigeants de l'UNEF apprennent la disparition momentanée du général De Gaulle. François Mitterrand alors président de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS), considérant qu'il y a vacance du pouvoir, annonce sa candidature à la présidence de la République. Waldeck-Rochet, secrétaire général du Parti Communiste, propose, au nom du PCF, « un gouvernement populaire et d'union démocratique à participation communiste ». Le 29 mai, la CGT rassemble 800.000 manifestants dans les rues de Paris. Pierre Mendès France, quant à lui proche du PSU, se déclare prêt à former un « gouvernement de gestion ». Le 30 mai, de retour de Baden-Baden où il y a rencontré le général massu, De Gaulle annonce à la radio la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de prochaines élections législatives. A Paris, une

---

René Mouriaux voir l'adresse suivante: <http://biosoc.univ-paris1.fr/maitron/Dico/synd4.htm>

123Barjonet André, *op.cit.*, p.172.

124Voir en annexe 16 le communiqué du bureau confédéral de la CGT sur la réception d'une délégation du bureau national de l'UNEF le 28 mai 1968.

125Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

manifestation de soutien au pouvoir gaulliste réunit jusqu'à un million de personnes sur les Champs-Élysées. Les négociations dans les branches d'activité et dans les entreprises s'ouvrent. Le 31 mai, l'UNEF appelle à une nouvelle manifestation pour le 1er juin sur le thème « Elections, trahisons ». La CGT quant à elle estime que « la rencontre (...) avec les partis de gauche et ceux des autres organisations syndicales (...) en vue d'aboutir à une rencontre de toutes les formations démocratiques et syndicales qui permettrait de déterminer les conditions de leur action commune (...) est sur le point d'aboutir ». Aussi, cette dernière désapprouve cette manifestation qui « est non seulement inopportune mais comporte des dangers évidents de provocation » et « engage ses organisations à poursuivre les négociations en cours à tous les niveaux afin d'aboutir dans les meilleurs délais à des résultats revendicatifs susceptibles d'être acceptés par les travailleurs en lutte »<sup>126</sup>. Le mouvement ayant atteint son apogée, durant le mois de juin, il décline progressivement. Désormais, « la CGT s'applique à opérer en bon ordre le mouvement de repli qu'elle juge nécessaire »<sup>127</sup>. Le mouvement de reprise du travail est général à partir du 10 juin. Le 12 juin, le gouvernement prend la décision de dissoudre plusieurs mouvements d'extrême-gauche, dont certains sous différentes appellations, à savoir la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR), Voix ouvrière, les groupes « Révoltes », la Fédération des Etudiants Révolutionnaires (FER), le Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires (CLER), l'Union des Jeunesses Communistes marxistes-léninistes (UJCml), le Parti Communiste Internationaliste (PCI), le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF), la Fédération de la jeunesse révolutionnaire, l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI), le Mouvement du 22 mars. De même, le pouvoir interdit toute manifestation durant la campagne électorale. Le 17 juin, la fin de la grève à Renault marque une nouvelle décrue. Dès lors, la campagne électorale est dans tous les esprits. Faute d'union de la gauche, les élections législatives des 23 et 30 juin mettent un point final au mouvement de Mai 68, avec une surprenante victoire de la droite.

Finalement, en Mai 68, l'écosystème syndical est en principe dominé par l'hégémonie de la CGT. La Confédération Générale du Travail sort renforcée du mouvement de Mai 68 avec 300.000 adhésions supplémentaires<sup>128</sup>. La génération des permanents du Front populaire cède peu à peu la place aux cégétistes « soixante-huitards ». Le remplacement de Benoît Frachon par Georges Séguy à la tête de la CGT, même s'il s'est fait un an plus tôt, symbolise ce changement. De même, à l'issue des élections législatives qui voit une large victoire de la droite, le PCF reste malgré tout la première

---

126 Voir en annexe 17 le communiqué du bureau confédéral de la CGT sur la désapprobation de l'organisation de la manifestation de l'UNEF pour le 1er juin et l'appel à une poursuite des négociations.

127 Mouriaux René, *La CGT*, Éditions du Seuil, 1982, p.112.

128 Mouriaux René, *ibid.*, p.227. Le nombre d'adhérents de la CGT passe de 1.942.523 en 1966 à 2.301.543 adhérents en 1968.

force électorale de gauche<sup>129</sup>. Toutefois, face à cette mobilisation, la CGT a montré « une méfiance initiale devant un mouvement dont elle n'est pas à l'origine, un désarroi devant l'absence d'une perspective politique crédible, une grande gêne devant la division syndicale, (un repli) sur sa fonction revendicative classique »<sup>130</sup>, et en définitive une « sous-estimation (du) caractère de révolution sociétale de Mai 68 (...), de changement de société au sens sociologique du terme »<sup>131</sup>, avec une difficulté à articuler les cinq crises constitutives de Mai 1968 que sont les crises étudiante, sociale, politique, internationale, et culturelle. A revenir sur cette séquence, il ressort une « méfiance » exprimée par la CGT aussi bien à l'égard de l'UNEF, et notamment envers ses éléments les plus radicaux (ex-italiens, maoïstes de l'UJC(ml), militants de la JCR, lambertistes de la FER) qu'à l'égard des organisations étudiantes plus ou moins constituées proches de l'UNEF (Mouvement du 22 mars, CAL). Ainsi, malgré des relations UNEF/CGT constantes tout au long du mouvement, « la direction de l'UNEF (bénéficiant par exemple) d'essence par la CGT, parce que la CGT contrôlait quelques dépôts d'essence (...). C'étaient des services, c'est pour ça que les ponts n'ont jamais été coupés (...) »<sup>132</sup>, la peur de cette dernière de ce que d'aucuns appellent le « gauchisme »<sup>133</sup> l'a conduite à ignorer les attentes de la jeunesse étudiante, comme par exemple la remise en cause de l'autorité, ou encore les grands problèmes sociétaux soulevés à cette occasion (féminisme, sexualité...). Aussi, ces relations n'ont été que contraintes et forcées, notamment par la nécessité de dénoncer la répression policière ainsi que par la position incontournable de l'UNEF, cette dernière organisant la « masse » des étudiants. Ainsi, « la CGT entretenait des relations avec la direction de l'UNEF (...) parce que nous n'étions pas seulement des étudiants du PSU, mais parce que nous étions les dirigeants légitimes d'un syndicat étudiant qui était l'UNEF et parce que ce syndicat étudiant, ça faisait des années qu'ils travaillaient avec lui »<sup>134</sup>. Mais au-delà de la mobilisation, cette méfiance ouverte de la CGT envers les éléments étudiants les plus radicaux trouve toujours à s'exprimer, comme lors du comité confédéral national de la CGT des 13 et 14 juin 1968<sup>135</sup>, tandis que l'UNEF persiste dans « la continuation d'un certain processus de

---

129D'après la chronologie du CODHOS, les résultats du second tour des élections législatives sont les suivants : 22 millions de votants, pour 78% de participation. Gaullistes: 43,6% des voix, Centre démocratique: 10,3%, PCF: 20%, FGDS: 16,5%, PSU: 3,9%.

130Dreyfus Michel, *op.cit.*, p.274.

131Entretien d'Alain Obadia du 24 avril 2008.

132Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

133D'après René Mouriaux, « le gauchisme c'était au fond deux choses: c'était la mise en cause du stalinisme, et ça il y en a qui n'avaient pas du tout envie de cette contestation. Et c'était aussi une remise en cause des pratiques, une certaine institutionnalisation de la CGT, une critique de sa bureaucratisation, d'un certain légalisme, d'une certaine prudence. Et à ce titre (...) ni la CGT ni le Parti Communiste n'appréciaient qu'on remette en cause leur capacité révolutionnaire ». Entretien avec René Mouriaux le 6 mars 2008. Dans cette peur du « gauchisme », sans doute faut-il y voir en la matière une influence forte de la doctrine léniniste théorisée dans l'ouvrage de Lénine, *La maladie infantile du communisme, le « gauchisme »*, Paris, Editions sociales, 1979, 182 p.

134Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

135Voir en annexe 18 le rapport présenté par Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, à l'occasion du comité

décomposition »<sup>136</sup>, entamant ainsi sa marche vers la scission.

### **B) L'après-Mai 68: une défiance réciproque (Juillet 1968-Janvier 1971)**

Du 3 au 9 juillet 1968, les assises nationales des universités se tiennent à Grenoble, organisées par la direction ESU de l'UNEF. Les clivages internes de l'UNEF antérieurs à Mai 68 rejaillissent. Les assises adoptent alors une « charte de Grenoble bis », aussi intitulée la « nouvelle charte de l'UNEF »<sup>137</sup>, rédigée par un groupe de travail de six à sept personnes composé de responsables du bureau national de l'UNEF, à savoir Jacques Sauvageot, Jean-Daniel Bénard et Henri Rouilleault, tous trois membres du PSU, ainsi que de Daniel Bensaïd, membre de la Ligue Communiste (LC) de Nanterre (anciennement JCR dissoute par le pouvoir gaulliste) et du Mouvement du 22 mars, et différents délégués provinciaux<sup>138</sup>. Cette charte a désormais vocation à faire de l'organisation un « mouvement politique de masse »<sup>139</sup>, estimant que durant la mobilisation de Mai 68, le « rôle revendicatif (de l'UNEF) l'a souvent paralysée et n'a pas permis au mouvement de trouver sa pleine expression »<sup>140</sup>. Ainsi, d'après cette charte, « les revendications portant sur la sélection et l'orientation professionnelle (...) n'ont de sens que si elles s'insèrent dans une contestation du système capitaliste, c'est-à-dire que si elles sont avancées non pas par un pseudo syndicat étudiant, mais par un mouvement politique de masse, (reconnaissant ainsi à) l'UNEF à la fois un rôle revendicatif et contestataire »<sup>141</sup>. Désormais, « n'ayant plus de prétention à représenter l'ensemble du milieu mais le mouvement étudiant en lutte, (l'UNEF) travaille en fonction de buts politiques généraux qui lui permettent d'intervenir non seulement sur le terrain universitaire mais aussi sur tous les terrains de la lutte de classe aux côtés de la classe ouvrière, (menant ainsi à) la contestation du système capitaliste en général »<sup>142</sup>. En définitive, « L'UNEF a à son programme le soutien internationaliste à la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste de tous les peuples opprimés, notamment à la lutte victorieuse du peuple vietnamien »<sup>143</sup>. Avec cette charte, l'orientation syndicale de l'UNEF cède alors la place à une sur-politisation:

---

confédéral national de la CGT des 13 et 14 juin 1968.

136Legois Jean-Philippe, « Les années 68: du passé, faisons table rase?! », *op.cit.*, p.95.

137Voir en annexe 19 « la nouvelle charte de l'UNEF ». Nous souhaitons vivement remercier Henri Rouilleault qui nous a mis sur la piste de cette charte, ainsi que Roger Barralis qui a bien voulu nous prêter son exemplaire original. Ce document est également disponible aux Archives municipales de Lyon, fonds des éphémères, boîte 5F1190.

138Ces informations sont en partie issues de l'entretien que nous avons eu avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008, complétées par un échange postérieur à l'entretien avec l'enquêteur.

139Article IV de la charte de Grenoble bis.

140Article V de la charte de Grenoble bis.

141Article VI de la charte de Grenoble bis.

142Article VII de la charte de Grenoble bis.

143Article VIII de la charte de Grenoble bis.

*« Le débouché des partis de gauche n'a pas pu se faire, et ce qui a commencé à prévaloir à ce moment là était l'interprétation des événements que donnera après coup Bensaïd, c'est-à-dire l'idée de révolution manquée, (à savoir) que Mai 68 était l'équivalent de 1905 (...), que les mouvements sociaux avaient du mal à se penser pour ce qu'ils étaient (...), à s'imaginer dans les maux des mouvements sociaux précédents (...), et que ce qu'il nous fallait était 1917. Donc à ce moment là certains d'entre nous allons passer d'une position réformiste-révolutionnaire, à, durant quelques années, des positions plus radicales (...). Nous nous sommes radicalisés en 68 sans avoir été gauchistes, mais nous le sommes devenus quelques mois après parce que la force du mouvement avait été telle qu'elle nous avait éblouis, et que le seul rêve que nous avions était que cela recommence. Du coup ça nous a amené à une lecture sur-politique des choses (...). C'était une grosse illusion. Nous avons sur-estimé le caractère politique du mouvement et la dialectique qu'il fallait entre l'aile la plus radicale et la masse des étudiants qui avaient envie que ça bouge à l'université (...). Or le mouvement politique de masse, c'est ce que nous appelions l'UNEF des comités d'action. L'idée était que l'UNEF soit un grand machin d'extrême gauche des universités, mais du coup perdait sa vocation syndicale de rassembler (...) un nombre significatif d'étudiants. Nous nous coupions de la masse des cathos de gauche, etc (...), de cette masse d'étudiants qui n'avaient pas été dans les usines mais qui s'étaient réunis dans plein de commissions dans les facs, plein de débats, etc (...) pour voir comment il fallait réformer l'université, qui ont été actifs en 68, qui étaient PSU, UNEF, mais qui étaient moins politisés à ce moment là que l'extrême gauche (...). Aussi, ce texte faisant de l'UNEF un mouvement politique de masse et non plus un syndicat, c'est à mon avis une erreur »<sup>144</sup>.*

Ainsi, ce texte marque, d'une certaine façon, si ce n'est un dépassement, du moins un rapprochement de la ligne des étudiants du PSU de leur minorité de soutien traditionnel l'ayant aidé à accéder à la direction de l'UNEF avant les événements de Mai-Juin 68, la gauche syndicale, et notamment les militants constitués autour de la JCR devenue LC, ces derniers impulsant une démarche politique à l'intérieur même de l'UNEF :

*« La Ligue a joué un rôle important là-dedans. Il y avait des dirigeants de la Ligue qui étaient là, et eux jouaient le rôle qui était le leur qui était le fait que de ce mouvement ils voulaient (...) asseoir des positions de force et extraire des militants pour les rallier à la cause de l'avant-garde révolutionnaire (...). Nous avons eu une rencontre entre la direction étudiante (...) et la direction de la Ligue (...), ils nous ont dit clairement qu'ils n'étaient pas prêts à prendre l'UNEF, donc ce qui les intéressait était de prendre le secteur international (...) et d'avoir des positions fortes dans quelques AG »<sup>145</sup>.*

Or ce rapprochement des lignes de la direction ESU de l'UNEF et de l'aile gauche de sa majorité pousse cette première à prendre position contre la Loi Faure, ayant pour pilier, avec la pluridisciplinarité et l'autonomie, la participation étudiante aux instances décisionnelles universitaires, alors même que certaines structures de la CGT voient dans le vote de cette loi du 12

---

144Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

145Entretien avec Roger Barralis le 17 mai 2008.

novembre 1968 « un effort considérable d'adaptation »<sup>146</sup>:

*« La deuxième manifestation (de cette sur-politisation) c'est le refus de la participation aux élections universitaires au mois d'octobre 1968 où nous hésitons, et puis Sauvageot<sup>147</sup> et Marc Heurion décident que nous n'y allons pas (...), que nous refusons de participer aux élections des conseils d'universités, alors que je pense que si nous y avions participé nous les aurions gagnés. Mais par contre cela voulait dire qu'il fallait s'investir davantage dans le milieu étudiant, alors que nos centres d'intérêt ont eu tendance à s'élargir (...). Aussi, l'UNEF appellera au boycott des élections de la loi Faure (...), alors que l'UEC se positionne très vite pour se présenter aux élections »<sup>148</sup>.*

Ce basculement des rapports de force interne de l'UNEF en faveur de la LC, parfois à regret, mais par nécessité de la part des ESU afin de conserver la direction de l'UNEF, et aux dépens de l'UEC, et donc du conglomérat communiste, est suivi de près par la CGT et affecte les relations entre l'organisation étudiante et la centrale syndicale:

*« En mettant en avant (le fait que le) syndicalisme était un peu périmé etc, on s'est mis dans la nasse (...), ceci nous a (...) cantonné, nous a coincé (...) dans l'expression de l'UNEF de Mai, des comités de Mai et des mouvementistes de Mai (...). Désormais, il y avait ceux qui avaient été dans le mouvement, et ceux qui avaient été contre (...), et prétendument, dans ceux qui avaient été dans le mouvement, il y avait la JCR. Sauf qu'ils n'avaient pas les mêmes orientations que nous (...). Et du coup, pendant 6 mois à vouloir essayer (...) de faire des choses avec eux sans y réussir, pour avoir mis en avant de manière exclusive désormais cette nouvelle oriflamme d'un mouvement politique de masse (...), nous avons donc finalement refusé (...) la participation, essentiellement parce que (...) l'UEC était pour (...). Et puis il y avait sans doute encore trop de rêve de poursuite de Mai sous une autre forme etc, une sur-estimation du rapport des forces. Résultat, en s'enfermant dans la non-participation, nous avons clairement sabordé la possibilité que nous avions de capitaliser sous le nom de l'UNEF tout le mouvement de Mai (...). Du coup, nous sommes parti dans l'engrenage infernal du non à la participation<sup>149</sup>. Donc comme nous ne nous présentions pas, nous ne capitalisons rien du tout, les autres ont quand même existé sur la base de leur participation, et surtout nous avons créé des oppositions radicales et la lutte à mort de la CGT et du PC contre nous. Parce que c'est là qu'intervenait quand même l'ultime rencontre officielle que nous avons eue début décembre 68 entre le bureau national de l'UNEF et le bureau confédéral de la CGT<sup>150</sup> où nous avons en face de nous Krasucki qui dirigeait la délégation, mais aussi Moynet (...). Cette rencontre a débouché sur un constat poli de désaccord. Constat poli parce que vers*

146 Déclaration d'André Jaegle, secrétaire de l'UGICT-CGT issu de l'ouvrage de Michel Claude, *La CGT et l'enseignement*, Institut CGT d'histoire sociale, mai 1990, p.145.

147 A ce titre, l'UNEF se positionne contre la Loi Faure, malgré la présence de François Furet, membre du PSU, l'ayant conseillé sur cette question, et malgré une rencontre discrète de Jacques Sauvageot et Edgar Faure à propos de ce projet de loi. Sur ces révélations à l'occasion du colloque « A la redécouverte des mouvements étudiants dans les années 68 » des 25 et 26 janvier 2008 organisé par le GERME et la Mission CAARME à Reims, voir l'interview de Jacques Sauvageot sur le site de la mission CAARME: <http://www.caarme.fr/>

148 Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

149 Voir en annexe 20 la déclaration du bureau national de l'UNEF du 20 novembre 1968 appelant ses militants à organiser une semaine « Contre la main-mise du patronat sur la formation » ainsi qu'en annexe 21 le communiqué du bureau national de l'UNEF du 3 décembre 1968 appelant les « étudiants parisiens à participer (...) aux actions prévues par les organisations syndicales CGT, CFDT et FO (...) pour faire de cette journée un moment important de l'unité dans l'action anticapitaliste ».

150 Voir en annexe 22 le bilan de la rencontre UNEF/CGT en date du 4 décembre 1968.

*l'extérieur ça a donné deux communiqués, l'un de l'UNEF disant « nous avons dit ça », et l'autre de la CGT disant « nous avons dit ça ». Nous avons constaté que nous étions en désaccord sur tout (...). Le communiqué de la CGT qui est un monument de langue diplomatique qu'on décrypte très facilement consistait à dire « deux délégations se sont rencontrées etc, la délégation confédérale dit ceci et cela, la délégation confédérale a dit que la CGT a toujours considéré qu'il fallait une UNEF importante, solide, représentative, assise sur les préoccupations des étudiants... ». Elle a tracé le portrait robot de ce dont elle disait et pensait que nous n'étions pas. Et elle ajoutait à un endroit « et d'ailleurs la confédération est prête à continuer à avoir les relations avec cette organisation là, d'ailleurs c'est le cas d'ores et déjà avec plusieurs AGE de province »; les leur, évidemment »<sup>151</sup>.*

La CGT semble donc s'intéresser aux débats autour de la jeunesse, tant ouvrière que lycéenne et étudiante. En effet, le bureau confédéral de la CGT crée en novembre 1968 le Centre Confédéral de la Jeunesse (CCJ)<sup>152</sup>. De même, « la CGT rencontre à plusieurs reprises l'UNCAL, l'organisation syndicale des lycéens née en 1969 dont elle soutient les initiatives d'action »<sup>153</sup>. Enfin, elle suit de très près les enjeux internes de l'UNEF durant la fin de l'année 1968<sup>154</sup>, et notamment le Congrès de Marseille des 20, 21 et 22 décembre 1968 de l'UNEF marquant la poursuite de l'affaiblissement des ESU à la direction de l'organisation étudiante, suite au départ de son aile gauche constituant sa force d'appoint:

*« Je pense que la Ligue, la JCR à l'époque, c'est l'organisation qui nous a mis dans les difficultés à la fois aux assises de Grenoble, à la fois au congrès de Marseille, et dans toute cette période allant de juillet à décembre 68 (...). En décembre, quand les militants de la Ligue ont vu qu'en réalité, ils ne pouvaient pas prétendre être à la direction de l'UNEF, ils ont cassé le congrès de Marseille, ils ont dressé le flambeau et l'oriflamme de l'UNEF des comités d'action contre l'UNEF. Ca a duré un mois et demi, et à la mi-février 1969 (...), suite à des troubles très forts à la Sorbonne en particulier, ils se sont plantés contre plus gauchistes qu'eux (...), les spontex, le mouvement spontanéiste, hyper-gauchiste, et ils ont cassé l'UNEF des comités d'action (...) qu'ils avait prétendument voulu mettre en place par scission au congrès de Marseille (...). Et comme ces braves mouvementistes de Mai ne voulaient plus de l'UNEF et qu'ils en sont partis, nous restions tout seuls »<sup>155</sup>.*

---

151Entretien avec Roger Barralis le 17 mai 2008.

152La date de création du Centre Confédéral de la Jeunesse (CCJ) semble imprécise: pour Sébastien Grollier, doctorant en sociologie, la transformation des commissions jeunesse, issus de la Libération, en Centre Confédéral de la Jeunesse remonte à 1968 (Grollier Sébastien, « Eléments de sociologie du traitement syndical de la jeunesse: « syndiquer les intérimaires », *communication*, [http://jeunes-et-societes.cereq.fr/RJS3/Textes\\_PDF/F\\_Grollier.pdf](http://jeunes-et-societes.cereq.fr/RJS3/Textes_PDF/F_Grollier.pdf)), tandis que Sophie Bérout et Georges Ubbiali font remonter cette création à l'année 1969 (Bérout Sophie, Ubbiali Georges, « Association ou syndicat? Le syndicalisme des retraités face au principe associatif », in Bressol Elyane, Dreyfus Michel, Hedde Joël, Pigenet Michel, *La CGT dans les années 50*, PUR, 2005, p.294). En réalité, cette création du CCJ remonte à novembre 1968 suite à une décision de la direction de la CGT à l'issue d'une conférence de la jeunesse (*Cadres-Information*, n°16, novembre 1974, IHS-CGT côte 29CFD19).

153Michel Claude, *op.cit.*, p.149. Comme pour le CCJ, la date de naissance de l'UNCAL est floue: si Claude Michel l'identifie à 1969, Robi Morder trouve trace d'un dépôt de statuts uniquement en 1972 (Morder Robi, « Les Comités d'Action Lycéens », *art.cit.*, p.44).

154Voir en annexe 23 un courrier de l'Union des syndicats CGT du Var en date du 29 novembre 1968 adressé à Henri Krasucki et au bureau confédéral de la CGT sur les activités de Jacques Sauvageot.

155Entretien avec Roger Barralis le 17 mai 2008.

Le 15 janvier 1969, le bureau confédéral de la CGT prend alors acte des nouveaux rapports de force se jouant dans l'UNEF à l'issue du congrès de Marseille, cristallisant ainsi les différents existants déjà entre les deux directions syndicales au sujet de la Loi Faure, et plus globalement à propos de l'orientation de l'UNEF:

*« (Le bureau confédéral de la CGT) constate et déplore l'affaiblissement et la désagrégation provoqués au sein de l'organisation syndicale des étudiants pour l'orientation qui prédomine à la direction de l'UNEF depuis ces derniers mois et tend à réduire une grande organisation de masse à l'état de secte minée par des luttes politiques intestines (...). Il souhaite retrouver au plus tôt, avec le mouvement syndical étudiant, les conditions d'une coopération fondée sur la confiance réciproque et le respect mutuel de chaque organisation qui permettront entre la CGT et l'UNEF une collaboration fraternelle basée sur la solidarité des travailleurs et des étudiants »<sup>156</sup>.*

Désormais, la direction ESU de l'UNEF est très affaiblie, n'ayant qu'une majorité toute relative, incapable de pouvoir impulser une orientation homogène dans l'organisation. Officiellement, l'UNEF est contre la participation étudiante et la boycott, dans les faits, cela peut varier d'une ville universitaire à l'autre:

*« A côté de nous, restaient dans l'UNEF (...) des courants qui s'opposaient. Aussi, du fait que l'Union des Etudiants Communistes et le Parti Communiste étaient en position de participation, ça posait le problème de la discipline de l'organisation. Et donc nous nous sommes empêtrés pendant un an et demi, deux ans même, avec le problème de « ces militants qui se réclament de l'UNEF et qui participent (aux structures de cogestion) alors que l'UNEF avait décidé de ne pas participer (...). Et (...) il y avait (...) le troisième morceau, le parasite. L'AJS (Alliance des Jeunes pour le Socialisme, ancienne FER dissoute le 12 juin 1968). Ils étaient là, ils constituaient leur petit machin, ils prenaient par putschs successifs telle ou telle AG (...). Comme c'était une organisation hyper-militarisée, comme la Ligue mais en plus légaliste, et puis très orientée sur l'unité ouvrière etc, elle avait de quoi rassembler un certain nombre de militants qui apportaient des références solides (...). Si bien que nous avons vécu deux années d'enfer. Là-dessus (...) Mai 68 a apporté aussi la radicalisation politique dans notre organisation politique, en tout cas au PSU (...) pendant les deux ou trois années qui ont suivi, du coup les étudiants du PSU se sont vraiment cristallisés, certains en maoïstes, toutes les chapelles se déchirant à qui mieux mieux. Nous tenions le bureau national de l'UNEF mais avec des ESU qui se déchiraient. D'ailleurs j'ose dire (...) que la seule fois où la porte du bureau national de l'UNEF a été forcée, c'est-à-dire défoncée physiquement par des militants mécontents de la direction nationale, ce sont des militants du PSU qui l'ont fait (...) fin 70 »<sup>157</sup>.*

Au cours du mois de mars 1969, les relations entre les directions de l'UNEF et de la CGT s'enveniment. Dans certaines universités, comme à la Sorbonne, des militants étudiants des comités dits « UNEF-Renouveau » distribuent dès mars 1969 des tracts co-signés par une section SNTRS-

---

156 Michel Claude, *op.cit.*, p.149.

157 Entretien avec Roger Barralis le 17 mai 2008.

CGT, prenant publiquement position pour la participation aux élections universitaires. Pour la direction de l'UNEF, il s'agit là d'un « acte d'ingérence et de pression publique »<sup>158</sup>. Mi-mars 1969, suite à une entrevue avec le Ministre de l'Education Nationale, le secrétaire général de la CGT, Georges Ségué, déclare publiquement que la CGT « soutenait les revendications des lycéens telles qu'elles étaient exprimées par l'UNCAL et celles des étudiants telles qu'elles étaient exprimées par les Comités dits « UNEF-Renouveau »<sup>159</sup>. De même, lors de la manifestation parisienne du 11 mars 1969, la direction de l'UNEF estime que « le service d'ordre de la CGT a eu, vis-à-vis des militants et des manifestants de l'UNEF, une attitude volontairement provocatrice, les reléguant en queue de cortège (...), tandis que le service d'ordre de la CGT scandait: « UNEF-Renouveau »<sup>160</sup>, et que les « Unions Locales CGT (...) notamment à Dijon et Clermont (ne souhaitent discuter) qu'avec les Comités dits « UNEF-Renouveau »<sup>161</sup>. Pour Jacques Sauvageot il s'agit là d'une attitude de la CGT ayant « pour conséquence de vouloir faire apparaître une fraction de l'UNEF, très fortement minoritaire, comme une organisation autonome (...), (un comportement) anti-démocratique (et) scissionniste, et enfin contraire à tout ce qui peut être à la base même du développement de l'unité étudiants-travailleurs »<sup>162</sup>. Désormais, de fait, la CGT entretient des relations non plus avec la direction de l'UNEF, mais avec les comités UNEF-Renouveau. L'appareil de la CGT apporte son soutien le plus total, jusqu'à l'intervention directe de la direction de la centrale syndicale par l'intermédiaire d'Henri Krasucki, alors membre de la direction confédérale de la CGT et membre du bureau politique du PCF:

*« Comme j'étais l'ouvrier dans cette mythologie ouvriériste de l'époque du milieu étudiant d'après 68, en un mois et demi je me suis retrouvé (...) membre du bureau national des étudiants du PSU, et élu par la suite à la direction de l'AG de l'UNEF de Sciences Po (...). Au départ c'était parce que j'étais le seul issu d'un milieu populaire. Donc il y avait un côté vitrine (...). A l'époque cette UNEF là était très hostile à la CGT parce que nous considérions qu'elle avait trahi, que la révolution était mûre, et que si la CGT et le Parti Communiste n'avaient pas bloqué, il y aurait eu un vrai changement, non seulement de pouvoir mais aussi de société, nous aurions mis fin au règne du capital, etc (...). (Mais) quand je suis passé à l'UNEF-Renouveau (...), c'était au contraire une grande compréhension et une grande proximité vis-à-vis de la CGT. Je me souviens d'ailleurs d'une réunion de l'UNEF-Renouveau à laquelle était venu Henri Krasucki. C'était un débat organisé par l'UNEF-Renouveau sur « qu'est-ce que le syndicalisme » (...). Henri Krasucki (...) nous avait absolument passionné en nous expliquant des principes de base du syndicalisme mais dont finalement je n'avais jamais entendu parler dans les réunions de l'UNEF quelque soit la tendance. Pour moi ça avait été quelque chose de très important. J'avais senti ce qu'était un syndicaliste (...). Ce qui m'avait le plus marqué c'était les rapports entre le syndical et le politique. Parce que je*

---

158 Voir en annexe 24 le courrier de Luc Barret, membre du bureau national de l'UNEF, à l'attention du secrétaire général de la CGT, Georges Ségué, et du bureau confédéral de la CGT en date du 6 mars 1969.

159 Voir en annexe 25 le courrier en date du 13 mars 1969 adressé par Jacques Sauvageot à Georges Ségué.

160 *Ibid.*

161 *Ibid.*

162 *Ibid.*

*venais d'une UNEF où la différence entre le syndical et le politique nous ne la comprenions pas, c'était des groupes politiques qui essayaient de prendre le contrôle de la direction de l'UNEF (...) et où l'activité revendicative était considérée comme méprisable (...). De même Henri Krasucki avait expliqué, et pour moi c'était une révélation, à quel point un travail revendicatif humble était un élément en soi de transformation de la société (...) en transformant le rapport de force entre le travail et le capital, tout en n'étant pas politique, mais aussi comment il faisait progresser les revendications (...). Et puis deuxièmement, il avait montré, à partir d'exemples historiques, comment la CGT ne se cantonnait pas au seul travail revendicatif, mais pouvait réfléchir sur les questions d'avenir de la société, non pas à partir d'une vision politique mais à partir de cette vision syndicale. C'est-à-dire qu'en partant de la nécessité de voir satisfaire un certain nombre de revendications, ça posait le problème d'une transformation en profondeur de la société dont la conception pouvait transcender l'appartenance politique (...). Il prenait l'exemple de l'attitude de la CGT en 1956 sur la question de l'intervention soviétique en Hongrie. Il rappelait que des fédérations avaient pris position contre l'intervention soviétique en Hongrie, et que la direction confédérale n'ayant pas pu se mettre d'accord avait laissé la liberté de jugement à ses militants (...). Pour moi c'était très pédagogique. Vraiment (...)<sup>163</sup>.*

En mai 1969, Jacques Sauvageot part à l'armée. L'UNEF poursuit son émiettement. Le paysage syndical étudiant connaît un éparpillement sans précédent. Déjà hors de l'UNEF, le MARC (Mouvement d'Action et de Recherche Critique), regroupant des syndicalistes autogestionnaires participationnistes soutenus par la CFDT, tient sa première rencontre nationale les 25 et 26 octobre 1969<sup>164</sup>. De même, à droite, en plus de la FNEF (Fédération Nationale des Etudiants de France) ayant scissionné de l'UNEF en 1961 suite au soutien du pouvoir gaulliste, se crée l'UNI (Union Nationale Interuniversitaire). Le successeur de Jacques Sauvageot, Luc Barret, dans un contexte de réforme du sursis militaire<sup>165</sup>, quitte la direction de l'UNEF en avril 1970 pour partir à son tour au service militaire. En mai 1970, au congrès d'Orléans de l'UNEF, la direction ESU est alors mise en minorité par un vote commun des étudiants de l'AJS (liste Sérac) et de l'UEC (liste Konopnicki)<sup>166</sup>. Un bureau de gestion de crise est mis en place, la scission ayant officiellement lieu en janvier 1971:

*« L'éclatement de janvier 1971, il est tout simplement lié à un phénomène de décrépitude (...) parce que nombre d'ESU de fin 70-janvier 71 considéraient que désormais il fallait militer ailleurs qu'à l'UNEF (...). Donc par délitement interne des ESU, le PSU a constaté qu'il ne pouvait plus tenir la direction de l'UNEF (...). Le parti lui-même était entré en éclatement interne, et (...) donc tout ceci a fait que la branche étudiante du PSU dans le courant de l'année 1971 s'est volatilisée (...). Nous nous sommes retrouvés en position de majorité relative, et non pas de majorité tout court. Donc ça devenait de plus en plus invivable (...). Début décembre, quand nous avons quitté le bureau national, nous avons bien compris que la guerre était ouverte (...). Nous avons créé une commission de contrôle au congrès d'Orléans, qui était donc en piste en janvier 1971, dans laquelle il y avait deux étudiants du PSU, un représentant de l'UEC, c'était Konopnicki, et un*

---

163Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

164Legois Jean-Philippe, « Les années 68: du passé, faisons table rase?! », *op.cit.*, p.97.

165Voir en annexe 26 le communiqué du 9 juin 1970 sur la réforme du service national signé notamment par le CCJ-CGT, l'UNCAL, l'UEC et l'UNEF-Renouveau.

166Legois Jean-Philippe, *art.cit.*, p.98.

*représentant de l'AJS (...). Et ça a joué son rôle puisqu'une fois que nous avons quitté le bureau national la commission s'est réunie (...). Nos camarades les ont laissé en tête-à-tête et ils n'ont pas pu déterminer une majorité, et de là sont venus les deux congrès et les deux UNEF (...). Donc ça revenait à laisser s'organiser la scission (...) »<sup>167</sup>.*

En janvier 1971, la scission de l'UNEF est en passe d'être officiellement consommée. Les relations CGT/UNEF de Mai-Juin 68 à Janvier 1971 ont donc pâti d'une transversalité du champ politique se faisant plus pressante sur l'écosystème syndical, les appartenances politiques, de l'une au PCF, de l'autre à majorité PSU, influençant directement les relations des organisations syndicales. Au-delà, la peur du gauchisme de la CGT d'une part, la nécessité d'une force d'appoint radicale pour les ESU de l'UNEF d'autre part, n'ont eu de cesse de constituer les pommes de discorde des deux organisations, marquant ainsi durablement les esprits: « A l'époque j'avais été quand même assez marqué par les difficultés qu'on avait rencontré en 68 dans les rapports avec les étudiants (...). J'ai mis assez longtemps à accepter le fait que les dirigeants de l'UNEF se soient laissé balader par les gauchistes (...). Ca a laissé des traces »<sup>168</sup>. Par conséquent, de « méfiance mutuelle » en Mai 68, les relations UNEF/CGT depuis le congrès de Marseille de 1969 jusqu'à la scission de l'UNEF en Janvier 1971 deviennent progressivement « conflictuelles »<sup>169</sup>, notamment suite à la volonté de la CGT de développer une orientation spécifique en direction des jeunes, ce qu'elle fait tant avec la jeunesse salariée lors de la création du CCJ-CGT, qu'avec la jeunesse lycéenne et le soutien à l'UNCAL ou encore avec la jeunesse étudiante, jouant de la division syndicale, dans le soutien actif de l'émergence de l'UNEF-Renouveau. Les relations avec les différentes organisations de l'écosystème syndical ne sont plus pensées sur un pied d'égalité, la CGT traitant d'abord avec les organisations du conglomérat communiste. Cette préoccupation de la CGT marque ainsi son souhait de restructurer le paysage syndical post-68 des organisations de jeunesse. Ceci se fait alors par le biais d'une « ingérence » à travers un certain lien de subordination, qu'il soit organique (CCJ-CGT) ou non (UNCAL, UNEF-Renouveau). Cette orientation va alors figer durablement les relations entre l'(es) UNEF et la CGT.

---

167Entretien de Roger Barralis du 17 mai 2008.

168Entretien avec Louis Viannet le 19 juin 2008.

169Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

## **II. Les années 1970/1980: Une « polarisation »<sup>170</sup> durable des relations entre l'(es)UNEF et la CGT (Janvier 1971-Chute du mur de Berlin)**

Janvier 1971 marque l'officialisation de deux UNEF. Les tensions post-68 vont alors peu à peu s'institutionnaliser (A), figeant durablement le paysage syndical étudiant dans la division lors des années 1970 et 1980. Toutefois, dans un contexte de rivalité toujours persistante entre les deux UNEF, la mobilisation contre la réforme Devaquet de 1986 marque les prémices de la rencontre CGT/mouvement étudiant (B).

### **A) UNEF-Renouveau/CGT et UNEF-US: l'institutionnalisation des tensions post-68 (Janvier 1971-1986)**

Le collectif national de l'UNEF est convoqué le 10 janvier 1971. Le bureau national ESU y annonce sa démission. Une « délégation permanente » est mise en place pour la préparation d'un congrès annoncé les 21-22-23 février. Cet organisme provisoire est composé sur la base des mandats du congrès d'Orléans, à savoir deux « Renouveau », trois Unité syndicale et théoriquement quatre PSU. Mais l'absence effective du PSU ne laisse plus dans un face à face que deux tendances dont aucune ne peut accepter d'être minoritaire face à l'autre. De fait, il s'agit d'une « scission en trois »<sup>171</sup>. « A l'extérieur, dès le 13 janvier, la CGT indique qu'elle « ne reconnaît pas au groupe qui a succédé au bureau démissionnaire le droit de parler au nom de l'UNEF »<sup>172</sup>. Par cette déclaration, la CGT, en reconnaissant une fraction de l'UNEF comme étant son interlocuteur légitime aux dépens d'une autre, s'ingère dans le débat interne de l'organisation étudiant, participant ainsi, de fait, à la scission syndicale. Les statuts de l'Union Nationale des Etudiants de France ne prévoyant pas la démission du bureau national, de fait, deux UNEF co-existent, revendiquant chacune la légitimité de l'appellation de l'organisation. Le 10 février 1971, le tribunal de grande instance de Paris charge trois experts de l'éclairer<sup>173</sup>. La tendance Unité syndicale, créée depuis le 5 décembre 1970 dans la perspective de la préparation du congrès de l'UNEF, se fondant sur la légitimité du collectif

---

170Entretien avec René Mouriaux le 6 mars 2008.

171Entretien avec Henri Rouilleault le 21 avril 2008.

172Morder Robi, « Années 1970 et 1980: décompositions et recompositions », in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, p.100.

173Morder Robi, *art.cit.*, p.102. A noter que la cour d'appel de Paris ne constatant l'extinction des instances engagées faute d'objet uniquement le 29 juin 1979, durant toute cette période, chaque courant utilise sans distinction l'appellation « UNEF » dans les documents d'archive.

national, est désormais majoritaire, et décide la tenue du 59ème congrès dans l'un de ses fiefs, à Dijon, du 21 au 23 février 1971. La ratification de la légitimité de la délégation permanente présidée par Michel Sérac est adoptée. L'UNEF-US a son siège rue Soufflot, siège du bureau national historique de l'UNEF. Quant au courant Renouveau, depuis octobre 1970, il contrôle l'UGE (Union des Grandes Ecoles), cette dernière rencontrant le 28 janvier 1971 une délégation CGT<sup>174</sup> composée d'un membre de la commission exécutive de la CGT, André Sainjon, et de deux secrétaires confédéraux de la CGT, René Buhl et Jean-Louis Moynot, ce dernier ayant été lui-même militant de l'UNEF et de l'UGE en 1955 et dans les années qui suivirent<sup>175</sup>. S'appuyant sur une autre assemblée des comités d'action, le courant Renouveau convoque le 59ème congrès de l'UNEF à Paris les 5, 6 et 7 mars. Cette initiative est largement soutenue par l'UEC. Plusieurs organisations, toutes dirigées par des communistes, participent à ce congrès, à savoir le SNCS (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques), le SNEP (Syndicat National de l'Education Physique), l'UNCAL, le SNESup, et surtout la CGT. A cette occasion, Jean-Louis Moynot déclare:

*« La CGT (...) suit avec une grande attention les efforts soutenus et le travail tenace du mouvement étudiant, des militants que vous êtes, pour reconstruire l'UNEF (...). La volonté de la CGT de restaurer les meilleurs liens de solidarité, de coopération et d'action commune avec le mouvement étudiant n'est pas une attitude de circonstance. Cette volonté et l'existence de tels liens sont anciens. Je puis moi-même, ancien militant de l'UNEF et de l'UGE, en témoigner (...). Il y a de solides raisons d'établir des liens solides entre la CGT et l'UNEF. Nous souhaitons ardemment que ces liens se renouent, pas seulement d'une manière formelle, mais dans les faits, concrètement, dans toutes les villes de France (...). Nous suivons avec la plus grande attention et avec un esprit de solidarité vos travaux et toute votre action qui va dans ce sens. Nous espérons avec confiance qu'elle aboutira rapidement à liquider définitivement les méfaits de ceux qui trichent avec la démocratie, à rétablir l'organisation nationale, l'unité et le caractère de masse du mouvement étudiant, et à lui donner une force réelle. Cela, c'est **vosre** affaire (...). La CGT ne s'immisce pas dans la vie intérieure de l'UNEF pour des raisons de principe (...). La CGT vous considère à égalité de responsabilité avec les travailleurs adultes. Elle le fait bien sûr avec beaucoup de sympathie fraternelle en sachant que la rude école à laquelle vous êtes aujourd'hui fera de vous des militants trempés pour la lutte de classe dans leur vie professionnelle de demain (...) »<sup>176</sup>.*

Notons une contradiction intéressante dans cette déclaration de Jean-Louis Moynot, ce dernier évoquant le désir de la CGT de « liquider définitivement les méfaits de ceux qui trichent avec la démocratie », quand bien même la CGT s'immisce dans le débat interne de l'UNEF, dépossédant

174 Voir en annexe 27 la rencontre entre une délégation de l'UGE et une délégation de la CGT en date du 28 janvier 1971.

175 Sur l'engagement de Jean-Louis Moynot à l'UNEF et à l'UGE, voir son témoignage sur le site internet de l'IHS-CGT: [http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf\\_Temoignage\\_de\\_Jean-Louis\\_Moynot\\_Mai\\_68-2.pdf](http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf_Temoignage_de_Jean-Louis_Moynot_Mai_68-2.pdf)

176 Intervention de Jean-Louis Moynot, membre du bureau confédéral de la CGT, au 59ème congrès de l'UNEF à Paris (congrès de création de l'UNEF-Renouveau), *Etudiants de France*, n°00, p.12.

ainsi le syndicat étudiant de son débat démocratique. L'occurrence « démocratie » semble alors mobilisée uniquement dans le sens de la « démocratie syndicale et ouvrière »<sup>177</sup> prônée par la CGT, et non au sens d'un débat contradictoire favorisant l'émergence d'opinions divergentes. Suite à ce congrès, l'UNEF-Renouveau installe alors son siège rue de Provence. Ainsi, le paysage syndical étudiant est en pleine recomposition, chacun étant en recherche d'une légitimité institutionnelle:

*« A Dijon on annonce 16.000 cartes, à Paris 21.000 (...). Chacune des deux UNEF dispose de soutiens dans le syndicalisme de salariés: présentes à Dijon, Force Ouvrière et la FEN appuient l'UNEF-US<sup>178</sup>, contreponds au Parti Communiste, tandis que, présentes à Paris, CGT et SNESup soutiennent l'UNEF-Renouveau<sup>179</sup>. Ce dernier front est bien visible dans les élections universitaires où ces organisations se présentent. La CFDT, observatrice à Dijon, se situe hors de ce conflit, maintenant ses relations privilégiées avec le MARC »<sup>180</sup>.*

Les organisations syndicales de salariés, par leur participation ou non à ces deux congrès, semblent alors se « partager » les organisations étudiantes, ce dernières n'étant pas pensées comme des organisations ayant une activité autonome des confédérations syndicales, mais plutôt comme des « filiales jeunes », le syndicalisme étudiant s'apparentant, en somme, à un terrain d'affrontements interposés entre centrales syndicales. Certains voient dans cette scission « un rôle du Parti Communiste (...). J'ai des anecdotes de dirigeants communistes qui se sont retrouvés au bureau national de l'UNEF-Renouveau en prenant leur carte après leur élection. Donc c'était vraiment très politique, c'était l'UEC et le Parti Communiste qui ont suivi cette affaire (...). C'est les suites de 68, c'est-à-dire une volonté de couper avec l'extrême gauche »<sup>181</sup>. Quoiqu'il en soit, même si pour certains il s'agit là d'une décision du Parti Communiste<sup>182</sup>, et quand bien même « la CGT avait du mal à comprendre ce que pouvait raconter la direction de l'UNEF (...), la CGT a vu avec beaucoup de sympathie l'émergence d'une UNEF sur des bases revendicatives »<sup>183</sup>, ne serait-ce que par une certaine « proximité, une complicité politique entre l'UNEF-renouveau et la CGT »<sup>184</sup>. Par conséquent, l'UNEF-Renouveau faisant désormais partie du conglomerat communiste, la CGT

---

177Mouriaux René, *op.cit.*, p.134.

178Voir en annexe 28 l'article de journal « Les nouveaux dirigeants de l'UNEF veulent reconstruire un « syndicat étudiant ». M. Michel Sérac élu président à l'unanimité » en date du 25 février 1971.

179Voir en annexe 29 l'article de journal « Congrès de l'UNEF: le syndicat étudiant reprend sa marche », en date du 4 mars 1971.

180Morder Robi, *art.cit.*, p.101.

181Entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008.

182Entretien avec René Mouriaux le 6 mars 2008 et entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008. Même si de fortes présomptions pèsent sur ce point, en l'état actuel, nous sommes dans l'incapacité de l'affirmer, ceci demandant à être confirmé.

183Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

184Entretien avec Pierre Tartakowsky le 28 mars 2008.

adopte à l'égard de cette dernière « une position traditionnelle d'aide »<sup>185</sup>, tant dans la reconnaissance et la légitimité politique qu'elle peut lui apporter, que dans une aide logistique. A ce propos, c'est à partir de cette date qu'un dispositif aurait été mis en place afin de proposer aux militants de l'UNEF-Renouveau un emploi rémunéré par l'intermédiaire de la fédération du Livre:

*« Je pense que la CGT a au départ aidé à l'existence de l'UNEF-Renouveau. Donc ils ont perpétué ce lien (...). La décision de permettre aux militants de l'UNEF-Renouveau de bosser dans le Livre, c'est une décision de Séguy, de ce qu'on m'en a dit. Donc ce n'est pas une décision du Livre, c'est une décision du secrétaire général de la CGT, c'est une volonté de vouloir permettre aux petits jeunes de pouvoir manger et militer en même temps. C'est un choix. Ça je ne pense pas qu'il l'ait fait avec beaucoup d'organisations »*<sup>186</sup>.

A l'inverse, pour d'autres, Georges Séguy n'aurait joué aucun rôle dans cette décision. Il s'agirait plutôt d'une initiative unilatérale de la part de la fédération du Livre d'aider l'UNEF-Renouveau:

*« Je ne crois pas qu'il y ait eu intervention de la confédération pour favoriser les contacts entre la fédération du Livre et les organisations étudiantes (...). Je ne pense pas que Georges Séguy ait joué un rôle, parce que la fédération du Livre a toujours eu une position particulière dans la CGT dans la mesure où c'est une fédération qui a refusé la scission, qui est restée unie, et qui est restée dans la CGT. A certains moments elle revendiquait le droit d'avoir son propre positionnement si celui de la CGT posait des problèmes à certains courants de la fédération. C'est la raison pour laquelle je suis tout à fait convaincu que la fédération du Livre était tout à fait à même, à partir de ses propres motivations, d'avoir des contacts avec les organisations étudiantes sans forcément passer par la confédération (...). En même temps la confédération voyait sûrement d'un très bon oeil qu'il y ait des relations entre une de ses fédérations et le mouvement étudiant »*<sup>187</sup>.

Dès mai 1971, le 4ème congrès de l'UGICT<sup>188</sup> (Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens CGT) tenu à Versailles les jeudi 20, vendredi 21 et samedi 22 mai 1971 opte - en

---

185Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

186Entretien avec Robert Injeu le 18 juin 2008.

187Entretien avec Louis Viannet le 19 juin 2008.

188« Si l'UGICT voit le jour en 1949, dans le prolongement du cartel confédéral des cadres, ce n'est qu'en 1963 qu'il faut réellement parler d'un syndicalisme spécifique cadre au sein de la CGT » in MOURIAUX René, « Quelques aspects de l'histoire du syndicalisme cadre », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire Sociale Mines-Energie*, n°17, octobre 2007, p. 32. Mais cette structure se dénomme elle-même encore UGIC à l'occasion de son 2ème congrès des 15 et 16 avril 1967 (annexe 7), même si elle a déjà vocation à s'occuper des Techniciens. Ce n'est donc qu'après 1968 que se consolide l'appellation UGICT. De même, il convient de se remémorer que la CGT se dote d'une telle structure face à une organisation spécifique des cadres, la CGC. A ce propos, voir Pernot Jean-Marie, *Syndicats: lendemains de crise?*, Gallimard, 2005, pp.247-251.

présence d'une délégation de l'UGE - pour « développer ses relations avec les organisations étudiantes de masse pour conduire avec elles un certain nombre de réflexions et d'actions communes (...) », estimant que « le développement des relations étroites que nous souhaitons avoir est conditionné par la réussite de ceux qui dans l'UNEF et l'UGE veulent faire de leur organisation une organisation syndicale spécifique et de masse pour tous les étudiants »<sup>189</sup>. Un travail étroit s'instaure alors entre d'une part l'UNEF-Renouveau, à laquelle est le plus souvent associée l'UGE, et la CGT, celle-ci concernant tant la direction confédérale lorsqu'il s'agit des questions d'orientations syndicales générales, que l'UGICT et le CCJ à propos des activités plus spécifiques. L'UNEF-US quant à elle n'a aucun rapport avec la CGT durant toute cette période. Cet intérêt de la Confédération Générale du Travail pour la jeunesse étudiante, et particulièrement l'UNEF-Renouveau, participe toujours d'une politique plus globale impulsée en direction de la jeunesse, avec certes la jeunesse étudiante pour l'UNEF-Renouveau, mais au-delà la jeunesse laborieuse avec le CCJ-CGT, constitué non sous la forme d'une fédération mais d'une structure de la CGT<sup>190</sup> s'occupant d'un secteur bien particulier, la jeunesse, ou encore la jeunesse lycéenne avec l'UNCAL, cette dernière reléguant, voire reproduisant, le modèle cégétiste dans le milieu lycéen face aux derniers CAL, reliquats de Mai-Juin 68 :

*« Les CAL étaient composés de (...) quelques situationnistes (...), des organisations trostkystes très constituées, l'AJS à l'époque, la LCR, quelques organisations maoïstes et néo-maoïstes, les maoïstes pouvant parfois mordre sur les libertaires, les libertaires rejoignant les situationnistes; tout cela était assez diversifié (...). Ils étaient dans une logique de continuité du mouvement politique de Mai 68 (...). Et l'UNCAL s'est constituée fin Mai (...). C'était le PCF (...). En termes stratégiques c'était tout à fait vrai (...). L'UNCAL se définissait beaucoup plus sur un modèle syndical. Le modèle de référence, c'était la CGT (...). La référence à la CGT était très très forte (...). Nous étions nous mêmes, à notre corps défendant, porteurs d'une vision extraordinairement mythifiée de la CGT (...). Les CAL, si on veut se payer de mots ou les qualifier, étaient plutôt dans une démarche révolutionnaire, il s'agissait de renverser l'ordre établi. L'UNCAL était beaucoup plus dans une démarche de construction revendicative, négociatrice, syndicale, pragmatique (...). Aussi, il s'agissait à la fois de traduire en termes d'organisation une ébullition sociale et politique réelle dans les lycées, et en même temps en termes stratégiques de faire opposition à d'autres organisations concomitamment créées, les CAL (...). La JC était très investie dans l'UNCAL, elle faisait du syndicalisme, parce qu'elle avait là une base de masse qui lui permettait de reconstruire un discours politique audible et qui tranchait avec celui des organisations politiques radicales, ultra-gauches, gauchistes (...). Nous avons corrélativement des contacts au niveau confédéral avec la CGT (...). Quand nous avons des problèmes d'ordre physique nous faisons appel à la CGT qui*

<sup>189</sup>Cadres information, Spécial 4ème congrès, décembre 1971, p.21.

<sup>190</sup>A ce propos, notons que « sans être une organisation autonome de la CGT – son activité étant sous le contrôle du Bureau Confédéral, organisme de direction de la CGT – le Centre Confédéral de la Jeunesse a ses propres structures (secrétariat, bureau, conseil national) qui se réunissent régulièrement pour faire le point de l'activité et déterminer les axes de travail prioritaires. Naturellement, le Centre Confédéral de la CGT peut prendre toute initiative entrant dans le cadre de la politique générale définie par les instances et organismes de direction de la CGT » in Cadres Information, n°16, novembre 1974, p.13 (IHS-CGT côte 29CFD19).

*arrivait en général en la personne d'un permanent (...). Entre les CAL et l'UNCAL, cela pouvait aller jusqu'à l'affrontement physique: matraques, échanges d'extincteurs, bris de verre, lance-pierres, cocktails Molotov dissimulés mais quand même dangereux »<sup>191</sup>.*

Symbole fort de cette préoccupation de la CGT envers la jeunesse étudiante, dans la préparation du 38ème congrès de la CGT, une journée de rencontre-débat est organisée à Renault-Billancourt le 12 janvier 1972 avec la participation de la CGT, de l'UNEF-Renouveau et de l'UNCAL, lieu où, 3 ans et demi auparavant, en plein Mai 68, la rencontre entre la jeunesse étudiante et les ouvriers de Renault-Billancourt avait été entravée par le service d'ordre de la CGT. A cette occasion, dans une allocution, Georges Séguy note:

*« Dans les jours qui viennent, des manifestations semblables auront lieu à Rouen, Marseille, Lyon, Lille, Auxerre. De telles rencontres auraient été impensables sans l'existence de l'UNCAL et surtout sans la résurrection de l'UNEF. En tant que militants ouvriers, nous rendons hommage aux camarades syndicalistes étudiants qui sont parvenus, en dépit des difficultés de toutes sortes et au prix d'une persévérance exemplaire, à rétablir dans l'université une véritable organisation syndicale d'étudiants, de masse et progressiste. Nous pouvons, à présent, revivifier les rapports d'amitié et de coopération fructueuse qui ont toujours existé entre l'UNEF et la CGT jusqu'au moment où des éléments irresponsables parvinrent à les saper. Nous pouvons redonner essor aux profonds sentiments de solidarité qui n'ont jamais cessé d'animer les jeunes travailleurs et les étudiants dans leurs luttes respectives (...). Je pense notamment aux étudiants dont l'élan de générosité révolutionnaire, en mai 68, a pu être intercepté par des groupes gauchistes et qui, dans la fièvre et la confusion, ont cru aux calomnies déversées par ces derniers sur les militants de la classe ouvrière à la grande satisfaction de la bourgeoisie »<sup>192</sup>.*

Par cette déclaration, Georges Séguy se félicite implicitement de la scission de l'UNEF au profit de l'UNEF-Renouveau qui est devenue majoritaire de par sa participation aux élections universitaires. De même, trois ans et demi après la fin des événements de Mai-Juin 68, il persiste à dénoncer les « gauchistes », pointant ainsi du doigt, sans la nommer, l'existence de l'UNEF-US. La CGT soutient donc « de façon exclusive l'UNEF-Renouveau et l'UNCAL, (sa) stratégie étant de vraiment jouer les organisations soeurs »<sup>193</sup>. Ainsi, loin de prôner l'union des forces de gauche comme elle avait pu le faire pour décrédibiliser l'appel à manifester de l'UNEF du 1er juin 1968 sur le mot d'ordre « Elections, trahisons », la CGT, toujours hégémonique dans l'écosystème syndical, « passe

---

191Entretien avec Pierre Tartakowsky le 28 mars 2008.

192Voir en annexe 30 l'allocution de Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, le 12 janvier 1972, à l'occasion de la rencontre-débat entre la CGT, l'UNEF et l'UNCAL à Renault-Billancourt.

193Entretien avec Pierre Tartakowsky le 28 mars 2008.

alliance » seulement avec les organisations du conglomérat communiste qu'elle considère comme étant syndicales, ignorant les autres organisations étudiantes de l'écosystème syndical que sont l'UNEF-US et le MARC. Ce front commun va perdurer de nombreuses années. Le 26 juin 1972, le programme commun est signé entre le PCF, le PS et le MRG (Mouvement des Radicaux de Gauche) qui forment désormais l'union de la gauche. Ceci ne laisse pas le monde étudiant insensible, car « à ce moment là l'UNEF-Renouveau étant l'organisation étudiante qui portait le programme commun dans les milieux étudiants et intellectuels où il avait beaucoup d'écho, aussi, elle connaissait de fait sa plus forte croissance numérique et était majoritaire aux élections »<sup>194</sup>, accentuant ainsi les rapports déjà violents entre l'UNEF-US et l'UNEF-Renouveau. En décembre 1972, Georges Marchais devient secrétaire général du PCF, succédant ainsi à Waldeck-Rochet. Durant cette période d'effervescence politique, une tension est parfois palpable entre les dirigeants de l'UNEF-Renouveau et l'UEC, cette dernière exerçant une influence forte, voir une tutelle et une politique de cadres, sur le syndicat étudiant:

*« J'ai dû adhérer au PC en Décembre 1972 (...). Je ne voulais adhérer ni à l'UEC, ni à la JC, parce que je trouvais que c'étaient des mouvements très sectaires. J'étais d'ailleurs très mal vue par mes camarades de l'UEC (...). Quand je présidais l'UNEF-Renouveau de Bordeaux, j'ai été convoquée à une réunion de l'UEC de Bordeaux où j'ai été mise en cause. Le lendemain matin, j'ai téléphoné au bureau national de l'UNEF-Renouveau en demandant d'où je tenais ma légitimité (...). On m'a répondu: « non, ta légitimité est syndicale, elle vient de l'UNEF », auquel cas je suis restée présidente de l'UNEF-Renouveau de Bordeaux (...). Ce qui me frappait, c'était une différence entre l'UNEF-Renouveau de Bordeaux et l'UNEF-Renouveau de Paris (...). A Paris, les jeunes militants étaient pour beaucoup des enfants de militants confirmés, voire de dirigeants du Parti Communiste. alors qu'en Gironde, plusieurs militants, comme moi (...), étaient arrivés au militantisme par leurs propres convictions (...). J'ai eu beaucoup de mal à m'intégrer dans la direction nationale de l'UNEF-Renouveau de Paris parce que j'avais plus l'impression que c'était des familles qui dirigeaient et des enfants de familles communistes qu'un militantisme authentique (...). Mais au bureau national de l'UNEF-Renouveau j'ai rencontré quelqu'un pour qui j'ai gardé une profonde admiration, qui a beaucoup contribué à ma formation syndicale, qui est décédé aujourd'hui, le président de l'UNEF-Renouveau de l'époque, René Maurice (...). En fait, je pense que j'ai toujours été une militante plus syndicale que politique »<sup>195</sup>.*

Ainsi, à l'instar de la CGT qui, malgré la conclusion du programme commun par le PCF, tend à ne travailler qu'avec des organisations issues du conglomérat communiste, et non avec tout syndicat de gauche de l'écosystème, semblant ainsi défier sa tutelle politique, l'UNEF-Renouveau fait de même que la CGT en s'autonomisant de l'UEC. Cette défiance vis-à-vis de la tutelle politique ainsi que

---

194Entretien avec Philippe Darriulat le 21 mai 2008.

195Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

cette méfiance des cercles parisiens proches du pouvoir semble durablement marquer Maryse Dumas qui, 34 ans après, en tant que membre du bureau confédéral de la CGT en charge de la lutte contre le CPE en, entretiendra une relation de particulière proximité avec l'UNEF et développera le partenariat entre les deux organisations au-delà du milieu parisien, dans les départements. En 1973, alors que la « loi Debré » réformant les sursis militaires entre en vigueur, un grand mouvement parti des IUT s'étend à tout l'enseignement secondaire. Les militants étudiants saisissent cette occasion afin de mobiliser contre la réforme instaurant un nouveau diplôme, le DEUG. Tant la réforme du sursis que celle du DEUG sont perçues comme des éléments d'un dispositif commun de sélection. Une coordination nationale, expérimentée pour la première fois en 1971 à l'occasion de l'affaire Guiot<sup>196</sup>, se met en place. Celle-ci est un « collectif » (bureau) à majorité Ligue Communiste, avec la présence de l'AJS, de Alliance Marxiste Révolutionnaire (AMR), et de Révolution. Après le 22 mars, l'UNEF-Renouveau et l'UNCAL font front commun, acceptant d'entrer dans la coordination<sup>197</sup>. Le 9 avril, Georges Séguy défile aux côtés des étudiants et lycéens. Durant cette mobilisation, le 28 mars 1973, André Sainjon, secrétaire du CCJ et membre de la Commission Exécutive de la CGT estime qu'il convient d'inviter à la Commission armée jeunesse l'UNCAL, l'UNEF-Renouveau, le MARC, les comités lycéens, et les parents d'élèves afin de recueillir leurs positions sur les lycées, les universités et les CET. De même, une délégation de la CGT conduite par Georges Séguy et une autre de l'UNEF-Renouveau menée par René Maurice, tout jeune président de l'UNEF-Renouveau, exigent la suspension des arrêtés d'application des DEUG et le rétablissement et l'extension du sursis militaire<sup>198</sup>. Du 22 au 25 novembre 1973, le congrès de Nanterre de l'UNEF-Renouveau voit la participation d'Henri Krasucki<sup>199</sup>, mais aussi, celle plus inattendue, d'Albert Detraz de la CFDT, du MARC, et de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente (organisation proche de la FEN). Les vendredi 1er, samedi 2 et dimanche 3 février 1974, à l'occasion du 5ème congrès de l'UGICT, René Le Guen, secrétaire général de l'UGICT, propose alors aux congressistes la création d'un centre des jeunes de l'UGICT:

*« Le 4ème congrès avait mis l'accent sur l'importance des relations avec le syndicalisme étudiant. Une collaboration fructueuse s'est développée au cours des deux dernières années et tout particulièrement à l'occasion des puissantes luttes du printemps 1973; de nouveaux pas ont été faits dans la coopération et la solidarité. Mais sur ce point aussi, des aspects nouveaux sont à souligner. En effet, l'état de nos relations avec nos camarades étudiants porte témoignage de l'acuité de certains problèmes actuels, de la convergence d'intérêts et également du rôle spécifique de l'UGICT pour le renforcement du front syndical commun pour lequel lutte la CGT. Ceci est vrai pour nos*

196Morder Robi, *art.cit.*, pp.103-104.

197Ibid., p.104.

198Voir en annexe 31 le communiqué commun CGT/UNEF-Renouveau du 4 avril 1973.

199Voir en annexe 32 le discours d'Henri Krasucki le 24 novembre 1973 au congrès de l'UNEF-Renouveau.

*relations avec l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF), avec sa Fédération Nationale des Etudiants Techniciens (FNET) comme avec l'Union des Grandes Ecoles (UGE): avec l'UNEF pour s'opposer aux attaques générales contre l'enseignement supérieur et en particulier aux tentatives de réduction de la durée de la scolarité (...), pour développer également au sein des universités des formations supérieures techniques et professionnelles de haute qualité. Avec la FNET pour imposer la reconnaissance des DUT et des BTS dans les conventions collectives et les statuts, assurer des garanties à l'embauche pour la classification et les rémunérations ainsi que pour l'accès à la filière « cadres ». Avec l'UGE qui a signé avec l'UGICT un document relatif aux conditions de déroulement et de sanctions des stages-étudiants dans les entreprises<sup>200</sup>, pour la démocratisation de la gestion des grandes écoles, premier pas vers leur insertion dans l'Université, pour une élaboration de la qualité de l'Enseignement (...). En vérité, quatre aspects essentiels et nouveaux sont à souligner: 1) Le syndicalisme étudiant a, dans l'UNEF et l'UGE, retrouvé des conceptions démocratiques et de masse et permis de réaliser les conditions d'une collaboration fructueuse avec le mouvement ouvrier. 2) La coopération UGICT-UNEF concrétise la solidarité du jeune qui étudie à l'université ou en IUT ou en Grande Ecole avec l'ingénieur qui travaille. Ils subissent, l'un au cours de ses études, l'autre dans sa fonction même, les conséquences de la politique du grand capital. 3) Si jusqu'ici, les rapports entre l'UGICT et le Mouvement Etudiant – qui sont anciens – se bornaient essentiellement à exprimer leur solidarité réciproque, il s'avère maintenant nécessaire et possible de sortir des déclarations générales et généreuses. Il faut déboucher sur des décisions et des actions revendicatives communes (...). 4) Enfin, les progrès dans les relations étudiants-salariés éclairent d'un jour particulier le rôle spécifique de l'UGICT. Il existe une complémentarité et une continuité entre le syndicalisme spécifique des cadres et le syndicalisme étudiant (...). Nous proposons au Congrès de mandater les futurs organismes dirigeants de l'UGICT pour constituer un centre national des jeunes ICT qui, en liaison étroite avec le Centre Confédéral de la Jeunesse, jouera son rôle spécifique et assurera la passerelle nécessaire pour le passage du syndicalisme étudiant au syndicalisme spécifique des cadres »<sup>201</sup>.*

La création du centre national des jeunes de l'UGICT est alors adoptée, Alain Obadia, ancien militant de l'UNEF, puis de l'UNEF-Renouveau, diplômé de Science Po Paris, et tout jeune salarié à la RATP, y étant rapidement intégré. Désormais, l'UNEF-Renouveau et l'UGE d'une part, le CCJ et le Centre National des Jeunes Ingénieurs Cadres et Techniciens (CEJICT) d'autre part, sont amenés à travailler sur des dossiers revendicatifs communs:

*« Quand je suis entré au centre des jeunes de l'UGICT, nous avons parmi nos responsabilités celle d'entretenir des relations suivies avec le syndicalisme étudiant, donc l'UNEF et l'UGE. L'UNEF que nous voyions c'était l'UNEF-Renouveau parce que l'autre UNEF, l'UNEF-US, ne voulait pas nous voir, considérant que nous étions des traîtres (...). Nous n'avions pas de relations avec eux, et c'était une volonté bien partagée. Mais quant à l'UGE, l'Union des Grandes Ecoles, elle était dirigée par des militants proches de l'UNEF-Renouveau et donc pour nous, l'UGICT, l'Union des Grandes Ecoles était quelque chose de tout à fait essentiel parce que nous considérions que c'était un vivier potentiel de militants de l'UGICT dans le monde du travail (...). Et puis le CCJ avait lui*

---

200D'après les informations recueillies dans les archives de l'IHS-CGT (carton 34CFD10), l'UGE et l'UGICT semblent avoir signé cette charte commune en octobre 1972.

201Rapport de René Le Guen, secrétaire général de l'UGICT au 5ème congrès de l'UGICT de Versailles des vendredi 1, samedi 2 et dimanche 3 février 1974, pp.42-44 (disponible à l'IHS-CGT côte 34CFD3).

*aussi des relations de travail assez étroites avec l'UNEF-Renouveau (...). Le rôle du CCJ portait sur des relations plus générales entre la CGT et l'UNEF-Renouveau, ce qui devait absolument exister auquel l'UNEF-Renouveau tenait beaucoup (...). En revanche, sur des sujets plus pointus nécessitant plus d'expertise (...), comme par exemple sur la notion de reconnaissance des qualifications dans les grilles de salaire des techniciens et des cadres (...), La question du caractère national des diplômes, la question des commissions d'habilitation des diplômes nationaux (...), la question des équivalences de diplômes (...), là c'était plutôt avec les jeunes de l'UGICT que l'UNEF-Renouveau discutait parce que le CCJ n'avait pas cette expertise là (...) »<sup>202</sup>.*

Les contacts entre la CGT, à travers l'UGICT, et l'UNEF-Renouveau, par le biais de l'UGE, se multiplient. Ainsi, par exemple, les 15, 16 et 17 mars 1974, au nom de l'UGICT, René Le Guen participe au 28ème congrès de l'UGE tenu à Paris<sup>203</sup>. Les liens entre les deux structures deviennent de plus en plus étroits. Ainsi, l'UGICT, en la présence, notamment, de Gérard Alézard, prévoit même d'apporter à l'UGE des aides d'ordre « matériel, financier et de conseil »<sup>204</sup>. Ainsi, cette aide se décline de plusieurs façons:

*« L'UGICT joue un rôle de conseil pour les divers aspects d'administration et de fonctionnement (...), pour aider à la sortie du bulletin mensuel « Grandes Ecoles » (du type Cadres Information), l'UGICT établira un devis de fabrication (...), afin de faciliter le lancement d'une revue de l'UGE « La Marmite » (...) pour laquelle une souscription est actuellement en cours (...). Par ailleurs, il a été convenu de rechercher une aide technique (...et militante) pour la mise au point de la maquette du premier numéro (...). Il est proposé le lancement de bourses de formation (analogues à celles destinées à l'UNCAL il y a environ un an), qui permettraient aux syndicats de cadres de contribuer de façon originale et ponctuelle, et selon leur initiative propre au financement d'éducation de l'UGE (...). L'UGE vient d'effectuer à nouveau une démarche pour obtenir une subvention du Ministère de l'Education Nationale. Dans le cas d'une nouvelle réponse négative des pouvoirs publics, l'UGICT proposera aux autres organisations de cadres d'intervenir ensemble pour appuyer la démarche de l'UGE. Ces divers aspects de l'aide à l'UGE ne doivent en aucun cas remettre en cause la nature de nos relations, d'égal à égal, respectant l'indépendance de chaque organisation »<sup>205</sup>.*

202Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

203Options, avril 1974. Y participent également pour les étudiants et lycéens l'UNEF-Renouveau, l'UNCAL, la FRUF (Fédération des Résidences Universitaires de France), pour les enseignants et les chercheurs le SNCS, le SNESup, le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré), la FEN-CGT, et pour les salariés, en plus de l'UGICT, la FNIC-FO Fédération Nationale des Ingénieurs et Cadres-FO et la CGC (Confédération Générale des Cadres). De même, le 16 avril 1974, une rencontre UGE/Centre des Jeunes Ingénieurs, Cadres et Techniciens CGT se tient (*Bulletin de l'Union des Grandes Ecoles*, IHS-CGT côte 34CFD10). Une délégation de l'UGICT et de l'UGE-UNEF rencontre conjointement le CNPF le 18 avril 1974 (*L'Humanité*, 18 avril 1974). Le 30 avril 1974, l'UGE participe à un débat avec l'UGICT et le Centre des Jeunes ICT-CGT sur le thème « Le syndicalisme face aux présidentielles » avec notamment René Le Guen, secrétaire général de l'UGICT, Michel Laurent, président de l'UGE, et Jean-Pierre Charles, président du CJICT-CGT (*Bulletin de l'Union des Grandes Ecoles*, IHS-CGT côte 34CFD10). A la rentrée 1974, un groupe de travail sur le problème des grandes écoles est constitué à l'initiative du Centre national des jeunes ICT, comprenant des représentants de l'UGE, du CEJICT et de l'UGICT. Le Centre envisage même une aide matérielle à l'UGE (Compte-rendu de la réunion du CEJICT du 2 juillet 1974, IHSCT, côte 34CFD10).

204Note au bureau de l'UGICT, rencontre avec l'UGE du 27 juin 1974 (IHS-CGT côte 34CFD10).

205Ibid.

De même, dès la rentrée universitaire, l'UGICT prévoit de travailler sur les statuts et la situation des grandes écoles, ayant pour finalité l'organisation d'un colloque en juin 1975<sup>206</sup>. Ainsi, l'Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens semble constituer le fer-de-lance d'une politique plus globale décidée par la direction de la CGT, et en premier lieu par son secrétaire général, Georges Séguy, de relations d'exclusivité entretenues avec l'organisation étudiante de « masse »<sup>207</sup>, l'UNEF-Renouveau, tandis que l'UNEF-US, durant toute cette période, pour des raisons tant politiques - le lambertisme - que syndicales - le manque de caractère de masse lié à la non-participation aux élections universitaires - n'entretient aucune relation avec une quelconque structure de la CGT. Le 27 mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing est élu Président de la République. Le nouveau Secrétaire d'Etat aux universités, Jean-Pierre Soisson, ancien de l'UNEF, joue la carte de l'UNEF-US, jugée plus modérée face aux organisations proches du PCF (UNEF-Renouveau, SNESup, CGT) majoritaires dans les conseils universitaires. Ainsi, « Le gouvernement permet à l'UNEF-US d'intégrer le cercle des organisations reconnues (...), le Secrétaire d'Etat semblant rompre avec la logique de ses prédécesseurs. Il tourne la page de la répression « anti-gauchiste » tous azimuts, où le PCF était *de facto* reconnu comme force de stabilité des institutions et d'ordre face aux « agitateurs »<sup>208</sup>. Jean-Pierre Soisson renoue le dialogue avec la mutuelle étudiante dirigée par des socialistes. En 1975, sous la nouvelle présidence de Denis Sieffert<sup>209</sup>, l'UNEF-US se présente aux élections du CROUS, obtenant des résultats encourageants avec 31,8% des voix, juste derrière l'UNEF-Renouveau (46,9% des voix). « Pour Force ouvrière comme pour la FEN, il s'agit d'un allié de poids au sein de l'enseignement supérieur. Au sein de la MNEF, elle obtient une place grandissante. En retour, un espace de plus en plus large est laissé à une tendance socialiste dans l'UNEF-US dans laquelle se retrouvent les anciens du COSEF (Comité d'Organisation pour un Syndicat des Etudiants de France) »<sup>210</sup>. Quelques mois plus tard, en 1976, une grève étudiante contre la réforme du deuxième cycle éclate<sup>211</sup>. Une coordination étudiante est mise en place dans laquelle la LCR est majoritaire, cette dernière refusant toute négociation. Les deux UNEF rencontrent le ministère. L'UGICT prend publiquement position contre cette réforme, tandis que « Le Bureau Confédéral de la CGT réaffirme sa solidarité à l'UNEF(-Renouveau) »<sup>212</sup>. L'UNEF-US quant à elle rend compte de cette rencontre à la coordination étudiante. La réforme n'est pas retirée,

---

206Ibid.

207Voir en annexe 33 l'interview de Georges Séguy du 15 décembre 1975 pour *la Vie ouvrière* (IHS-CGT fonds Georges Séguy côte 26).

208Morder Robi, *art.cit.*, pp.105-106.

209Denis Sieffert est à ce jour directeur de la rédaction de la revue *Politis*.

210Morder Robi, *art.cit.*, p.108.

211Ibid., pp.106-107.

212Déclaration de la CGT sur le conflit dans les universités le 15 mars 1976 in Michel Claude, *op.cit.*, p.207.

seulement aménagée. La coordination étudiante s'affaiblit faute de résultats, alors qu'à l'inverse les syndicats étudiants se renforcent. Un nouveau syndicat étudiant, le Mouvement d'Action Syndicale (MAS) voit le jour au printemps 1976. A l'intérieur de celui-ci se fondent le MARC, les étudiants du PSU et les étudiants socialistes de sensibilité rocardienne. Ce nouveau syndicat étudiant bénéficie aussi du soutien de la Confédération d'Edmond Maire, la CFDT. Rejetant le « corporatisme » des deux UNEF, le MAS s'affirme alors comme un « syndicat anticapitaliste et autogestionnaire »<sup>213</sup>, prônant des propositions alternatives telles que « le contrôle étudiant » et l'auto-organisation. La concordance de sa création avec la grève de 1976 lui donne une véritable dynamique. La LCR opère alors un tournant syndical l'amenant, non sans tensions, à rejoindre le MAS. « Le MAS est (désormais) le vecteur dans lequel ceux qui avaient, entre 1968 et 1971, quitté le syndicalisme étudiant pour des raisons conjoncturelles ou fondamentales (PSU, LCR, Etudiants socialistes) y reviennent. Le capital de sympathie est important, mais le nombre d'adhérents et les capacités organisationnelles demeurent faibles en comparaison des deux UNEF »<sup>214</sup>. François Chérèque en est alors l'un de ses responsables. Effet du programme commun oblige, l'UNEF-Renouveau veille à élargir son recrutement avec l'entrée plus importante d'étudiants socialistes, notamment du CERES, mais également d'étudiants chrétiens dans ses rangs. En avril 1976, l'UNEF-Renouveau poursuit son travail avec l'UGICT en établissant « une plate-forme commune relative au déroulement des stages dans les entreprises pour les étudiants préparant le DUT et le BTS »<sup>215</sup>. Au cours de l'année 1977, l'UNEF-Renouveau, probablement inspirée par la volonté de ne pas mettre à mal l'Union de la gauche, commence à « développer des « services », (cette orientation rentrant) en contradiction avec un cours plus sectaire du PCF »<sup>216</sup>. Bientôt, pourtant, la rupture de l'Union de la gauche conduit la CFDT à poser les fondements d'un « recentrage », rapidement rebaptisé « resyndicalisation » à la fin de l'année 1977<sup>217</sup>. « Des polémiques à l'intérieur même de la centrale entre socialistes et communistes prennent un tour public en octobre 1977, après la rupture des négociations sur l'actualisation du programme commun et l'engagement de la CGT au côté du PCF dans le débat sur les filiales à nationaliser »<sup>218</sup>. Le monde étudiant n'est pas en reste. Dans le milieu étudiant, l'électorat socialiste progresse, quand « les tentatives d'un syndicalisme étudiant animé par les socialistes s'avèrent des échecs. Que ce soit un syndicalisme ouvert pouvant s'appuyer sur une forme de « mouvementisme » comme le MAS, ou en s'adossant à l'appareil mutualiste comme le

---

213Morder Robi, *art.cit.*, p.107.

214*Ibid.*, pp.107-108.

215Voir en annexe 34 la plate-forme commune UGICT et UNEF relative au déroulement des stages dans les entreprises pour les étudiants préparant le DUT et le BTS d'avril 1976.

216Morder Robi, *art.cit.*, p.108.

217Pernot Jean-Marie,*op.cit.*, p.201.

218Mouriaux René, *La CGT, op.cit.*, p.116.

COSEF ce sont encore les militants du Parti communiste, de l'extrême gauche, de l'AJS qui sont les forces sur le terrain »<sup>219</sup>. En 1977, les étudiants socialistes rocardiens et ceux du PSU se retirent du MAS, où la LCR est devenue majoritaire. La CFDT retire alors son appui au MAS. Le COSEF n'arrive pas à constituer de réelles équipes militantes. En janvier 1978, des membres socialistes de la direction de l'UNEF-Renouveau dénoncent « l'absence de démocratie »<sup>220</sup> à l'intérieur du syndicat étudiant. Trois élus du bureau national démissionnent. Mais le SNESup, le SNES, le SNETAP (Syndicat National de l'Enseignement Technique Agricole Public), l'UGE, l'UGICT et l'UNEF-Renouveau continuent de faire front commun en élaborant un projet sur l'avenir des grandes écoles en mars 1978<sup>221</sup>. Finalement, « La crise atteint son apogée en 1978-1979, lorsque la direction (de l'UNEF-Renouveau) voit ses principales associations générales devenir « oppositionnelles » et préfère les « normaliser » au risque d'en faire partir les adhérents »<sup>222</sup>. Malgré des tensions avec le PCF, le CERES fait le choix de demeurer à l'UNEF-Renouveau. Les relations se poursuivent entre l'UNEF-Renouveau et la CGT durant l'année 1979<sup>223</sup>. Mais une nouvelle recomposition du paysage syndical étudiant de taille s'annonce. En effet, au congrès du MAS de mai 1979, la minorité autogestionnaire animée par les CCA (Comités Communistes pour l'Autogestion) fonde la Tendance Syndicalisme Autogestionnaire (TSA) avec la participation de certains socialistes rocardiens. Cette dernière prône une réunification. Dans l'UNEF-US, la Tendance Reconstruction Syndicale (TRS) réunit les mitterrandistes et d'autres rocardiens. En janvier 1980, un protocole d'accord est signé entre le MAS et l'UNEF-US, prévoyant un congrès de réunification du 3 au 5 mai<sup>224</sup>. Dans cette perspective, des comités d'action pour la réunification syndicale sont mis en place ainsi qu'une commission paritaire nationale (CPN) dans laquelle se retrouvent les majorités du MAS, de l'UNEF-US, la TSA et la TRS. La MNEF appuie le processus d'unification. Une véritable dynamique se crée, entachée par « une polémique plus politique que syndicale entre OCI et LCR (qui) tend à vider les comités des sans-parti et contribue à faire du congrès un « congrès d'appareils »<sup>225</sup>. Officiellement, cette organisation rassemble 17.000 adhérents, officieusement 12.000. « Sur 628 délégués au congrès, 360 sont issus de la majorité de l'UNEF-US (plus de 59%),

219Morder Robi, *art.cit.*, p.108.

220Ibid.

221Courrier du SNES-FEN du 17 mars 1978 (IHS-CGT côte 34CFD10).

222Leschi Didier, *Les stratégies syndicales étudiantes: l'UNEF-ID dans le mouvement de novembre-décembre 1986*, mémoire d'histoire contemporaine, Paris X, 1987.

223Du vendredi 16 au mardi 20 février 1979 se tient le 65ème congrès de l'UNEF-Renouveau. Jeannine Marest y assiste avec une délégation composée d'un représentant du CCJ et d'un ou deux autres de l'UGICT (courrier de Pierre Quay-Thevenon, secrétaire général de l'UNEF-Renouveau du 24 janvier 1979, IHS-CGT, fonds Georges Séguy carton 2). De même, la rentrée universitaire de septembre 1979 est marquée par une volonté de l'UNEF-Renouveau de mener des actions communes avec la CGT (courrier du président de l'UNEF-Renouveau, Didier Seban, à l'attention du secrétaire général de la CGT, Georges Séguy, du 26 septembre 1979, IHS-CGT, fonds Georges Séguy carton 2).

224Morder Robi, *art.cit.*, p.109.

225Ibid.

92 de la majorité du MAS (près de 15%), qui forme la Tendance Lutte Étudiante, Action Syndicale (TLEAS). Il y a 156 délégués pour le texte TSA-TRS (26%) mais les mitterrandistes entraînant les rocardiens dans une tendance socialiste pure (Pour L'Union Syndicale, PLUS), une quinzaine de délégués forment une Tendance Syndicaliste Autogestionnaire/Reconstruction Syndicale (TSARS) »<sup>226</sup>. Pour certains, ce congrès de Nanterre constitue « une ouverture de l'UNEF-US à d'autres courants politiques de la part de Jean-Christophe Cambadélis »<sup>227</sup> lorsque d'autres estiment que « l'UNEF-ID se crée dans la réunion de tout ce qui n'est pas communiste à l'université »<sup>228</sup>, comme le prouve « le sigle « Indépendante et Démocratique » qui est à la fois une référence à la tendance socialiste de la FEN qui était UID (Unité Indépendance et Démocratie), mais aussi par rapport à l'autre UNEF qui était liée au Parti Communiste Français, et qui soutenait les pays de l'Europe de l'Est »<sup>229</sup>. En effet, à la même période, « en janvier 1980, la CGT est confrontée au problème afghan. Malgré l'opposition de militants de sensibilité socialiste et aussi de militants connus comme adhérents du PCF (...), la confédération décide de s'en tenir au rappel des principes qu'elle défend: pacifisme, non-ingérence, libre détermination des peuples, sans approuver ni condamner l'intervention soviétique en Afghanistan (...). La CFDT (...) stigmatise (...) l'alignement de la CGT sur le PCF »<sup>230</sup>. Ainsi, à l'instar du comportement de la CFDT vis-à-vis de la CGT, le choix du sigle « UNEF-ID » est aussi une façon de stigmatiser l'alignement de l'UNEF-Renouveau sur le PCF, et plus globalement sur le conglomerat communiste. Quoiqu'il en soit, « au fur et à mesure dans ce cadre désormais commun se forge une synthèse des différentes expériences: celle plus institutionnelle des socialistes, présents dans la mutuelle étudiante et dans les conseils d'Université; celle plus « mouvementiste » des forces issues du MAS, et celle de l'action corporative et de la présence dans les « oeuvres » universitaires de l'UNEF-US »<sup>231</sup>. L'UNEF-ID a alors pour partenaire « FO parce que nous étions d'accord sur la question du stalinisme, et puis que nous étions des anticléricaux primaires. Et la CFDT, (malgré sa déconfessionnalisation), était de tradition CFTC »<sup>232</sup>. Les élections présidentielles approchent. Le 10 mai 1981, François Mitterrand devient le premier président de gauche de la Vème République. Quatre ministres communistes entrent au Gouvernement. A cette même date, l'OCI prend le nom de Parti Communiste Internationaliste (PCI). L'impact de la transversalité du champ politique se fait plus intense sur l'écosystème syndical. « (Malgré le fait que) des bruits de la querelle entre les communistes et les socialistes

---

226Ibid.

227Entretien avec Philippe Darriulat le 21 mai 2008. Philippe Darriulat est alors responsable du congrès de Nanterre.

228Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

229Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

230Mouriaux René, *op.cit.*, p.121.

231Morder Robi, *art.cit.*, p.109.

232Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

(courent), entre les deux tours de l'élection présidentielle (...), la CGT décide à l'unanimité, le 29 avril 1981, d'appeler à voter, « le 10 mai, pour le candidat de gauche restant en lice au deuxième tour: François Mitterrand »<sup>233</sup>, signifiant ainsi que la CGT souhaite jouer un rôle actif en cas de victoire du candidat socialiste. La CFDT, elle aussi, appelle à voter pour le candidat de gauche. Mais « au moment où elle cherchait un désengagement du politique, la CFDT a été au contraire absorbée dans la gestion gouvernementale en 1981 »<sup>234</sup>. Le syndicalisme étudiant est lui aussi amené à bouger. A cette même date, l'UNEF-ID abandonne le boycott et présente des listes dans la plupart des élections universitaires, au même titre que l'UNEF-Renouveau avec laquelle elle fait désormais jeu égal. En 1982, « contre le Yalta des deux UNEF », des étudiants parisiens issus de l'une ou l'autre UNEF, à Tolbiac, l'IEP et Dauphine fondent, avec le soutien de la CFDT, pour un Syndicalisme Autogestionnaire (PSA) »<sup>235</sup>. Pour sa part, au congrès de Reims, l'UNEF-Renouveau adopte « l'orientation dite de la « solidarité étudiante », pour développer services, lieux de sociabilité et d'entraide étudiante »<sup>236</sup>. Désormais, l'UNEF-Renouveau tient une position instable, coincée entre d'une part le gouvernement de gauche auquel participent des ministres communistes, et d'autre part son activité par essence revendicative:

*« Le fait qu'il y ait des ministres communistes dans le gouvernement au début c'était bien, mais ça nous a rapidement mis en porte-à-faux parce que de fait ça nous contraignait à soutenir leurs projets, alors que nous n'étions pas forcément d'accord avec eux puisque eux-mêmes étaient obligés d'avaler un certain nombre de couleuvres au Gouvernement (...). Par rapport à l'UNEF-ID c'était difficile parce qu'il fallait à la fois rassembler les étudiants contre des projets qui n'étaient pas forcément favorables, ou très peu progressistes, même venant de la gauche, et se faire comprendre des étudiants de gauche. Par rapport à l'UNEF-ID, c'était assez compliqué. Et en même temps nous ne pouvions pas non plus trop combattre (...). Donc c'était assez difficile de tenir les deux bouts (...). D'ailleurs ça explique que des années 81 à 84 l'UNEF-Renouveau n'a pas beaucoup été sur les luttes parce que c'était aussi lié au contexte politique. Et donc l'UNEF-Renouveau s'est repliée sur l'activité de commerce, de coopérative, de cafétéria (...). Ça correspondait aussi au contexte politique »<sup>237</sup>.*

De même, la lutte pour le sigle redevient un enjeu militant central, la cour d'appel de Paris ayant constaté l'extinction des instances engagées faute d'objet le 29 juin 1979, huit ans et demi après l'ouverture de l'instance<sup>238</sup>. Ainsi, à nouveau, les deux organisations sont en lutte pour la revendication de la légitimité du sigle UNEF:

---

233Mouriaux René, *op.cit.*, p.122.

234Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, p.203.

235Morder Robi, *art.cit.*, p.110.

236Ibid.

237Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

238Morder Robi, *art.cit.*, p.102.

*« Juste un mot sur « SE ». Nous nous étions appelé « Solidarité Etudiante », c'était le nom de nos élus. C'était en fait pour se différencier de l'UNEF-ID. Et à ce moment-là, dans les années 80, il y avait une grosse bagarre avec l'UNEF-ID qui était « oui, vous vous appelez solidarité alors que vous êtes contre Solidarnosc en Pologne ». Donc ça nous a valu quand même quelques railleries. En réalité c'est la presse qui nous appelait « UNEF-SE », et nous n'aimions pas ça parce que pour nous, nous étions l'UNEF, mais de fait, pour nous distinguer, nous nous étions fait appeler comme ça (...) »<sup>239</sup>.*

Du côté des organisations syndicales de salariés, juin 1982 marque le départ de Georges éguay, meneur de la CGT en Mai 68, dans une atmosphère pesante, à la fois parce que la centrale accepte les déclarations du gouvernement Mauroy mais aussi suite aux dissensions internes sur la question de Solidarnosc. Ainsi, « la CGT traverse une crise, la plus grave probablement qui se soit produite depuis 1947 »<sup>240</sup>. Malgré cette crise de la CGT et les recompositions du milieu étudiant, l'UGICT poursuit ses relations avec l'UNEF désormais dite SE. Ainsi, lors du 8ème congrès de l'UGICT des 22 aux 25 avril 1982, Alain Obadia, succédant à René Le Guen à cette occasion au secrétariat général de l'UGICT, puis bientôt membre du bureau confédéral de la CGT au 41ème congrès en juin 1982, s'inscrit dans la continuité de son prédécesseur en déclarant:

*« Ces questions me conduisent à évoquer le problème des jeunes diplômés. Notre activité en leur direction reste trop sporadique et irrégulière. C'est d'ailleurs pourquoi l'excellente expérience réalisée depuis le 7ème congrès par le GNC (Groupement National des Cadres) et son CEJICT n'en prend que plus de valeur. Certes, il ne faut pas nous cacher les difficultés qui existent dans ce domaine et le fait que ce n'est certainement pas en essayant de dénicher dans chaque entreprise, un état d'esprit de jeune cadre ou jeune diplômé d'une manière artificielle, que nous arriverons à tenir ce créneau important. En revanche, notre responsabilité est de mieux nous préoccuper du problème du premier emploi, de l'insertion professionnelle, de la reconnaissance des diplômés d'où l'importance du CEJICT. Nous avons avancé des revendications de ce point de vue, mais nous l'avons fait trop souvent pour répondre à des sollicitations au niveau de négociations avec le gouvernement ou avec le patronat. Le problème c'est bien de faire en sorte que les jeunes diplômés ou les étudiants en fin de cycle se saisissent de ces revendications. C'est pourquoi sans la limiter à cela nous pensons que c'est bien ce créneau qui doit être prioritaire dans cette activité. Cela devrait nous amener à resserrer nos liens avec les organisations que sont l'UNEF(-SE) et l'UGE avec lesquelles nous entretenons des relations d'amitié qui devraient mieux se concrétiser au plan d'une coopération revendicative plus concrète »<sup>241</sup>.*

A l'occasion de ce même colloque, Denis Dubien, alors président de l'UNEF-SE, prône une intensification des relations UNEF/CGT, et notamment un travail commun avec l'UGICT encore plus poussé:

---

239Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

240Mouriaux René, *op.cit.*, p.125.

241Allocution d'Alain Obadia à l'occasion de son rapport introductif du 8ème congrès de l'UGICT-CGT des 22 au 25 avril 1982, p.24 (IHS-CGT, côte 34CFD3).

*« Il faut franchir une nouvelle étape dans les relations qui unissent nos deux organisations et les réalisations concrètes qui peuvent en découler. Nous avons noté avec attention l'importance particulière que vous avez décidée d'accorder au CEJICT. Nous pensons qu'il s'agit-là d'un élément pouvant permettre un travail plus suivi, plus concret (...). Développer ce travail intersyndical, cela pourrait se concrétiser dans le domaine de la formation par une réflexion entre nos deux organisations au niveau local ou régional concernant le développement du potentiel de la région et des formations nécessaires à ce développement. Cette réflexion pourrait se concrétiser par des liens nouveaux entre vos sections d'entreprises et nos sections d'UER (Unité d'Enseignement et de Recherche). Par exemple, dans le domaine de la formation professionnelle, nous souhaitons développer les contacts entre les étudiants et les travailleurs sous forme de conférences faites par des cadres, des visites d'entreprises, l'organisation de stages pleinement intégrés dans la formation initiale. Développer ce travail intersyndical, cela pourrait se concrétiser dans le domaine de l'emploi par des actions en commun concernant le premier emploi, la mise en place de contrats de solidarité associant nos organisations respectives au niveau de l'entreprise ou de l'UER (...). Ensemble, l'UNEF et la CGT peuvent créer une dynamique nouvelle dans l'enseignement supérieur »<sup>215</sup>.*

Enfin, Patrice Leconte, président de l'UGE, profite de son intervention pour lancer une « invitation à participer non seulement aux travaux de notre congrès national mais aussi à nos congrès régionaux »<sup>216</sup>, avant de souligner qu'il « rejoint totalement l'idée avancée par Alain Obadia dans son rapport: nous pouvons, nous devons concrétiser la bonne qualité de nos relations au plan d'une coopération revendicative plus concrète. Cela peut vouloir dire au niveau de telle région, de telle filière de formation (...), et au niveau d'une entreprise, d'un groupe d'écoles (...) »<sup>217</sup>. Ainsi, « dans les années 1980, la CGT utilise un peu l'UGICT comme moyen de tête chercheuse »<sup>218</sup>, quand bien même l'UNEF-SE continue à entretenir des liens avec le CCJ, notamment pour condamner la politique de rigueur<sup>219</sup> mise en place par le gouvernement à partir de mars 1983. La CFDT, quant à elle, s'implique dans les enjeux politiques du tournant de 1983 en faveur d'une politique de rigueur. Ainsi, « cet engagement politique, qui tournait le dos à une des dimensions du recentrage, coûta cher à la CFDT (...). D'une certaine manière, l'orientation décidée en 1979 est contrariée par l'élection surprise de François Mitterrand à la présidence de la République. La « resyndicalisation » de l'action, envisagée comme un désengagement du politique, se trouve empêchée dans un contexte

---

215 Allocution de Denis Dubien, président de l'UNEF-SE, à l'occasion du 8ème congrès de l'UGICT-CGT des 22 au 25 avril 1982, p.58 (IHS-CGT, côte 34CFD3).

216 Allocution de Patrice Leconte, président de l'UGE, à l'occasion du 8ème congrès de l'UGICT-CGT des 22 au 25 avril 1982, p.58 (IHS-CGT, côte 34CFD3).

217 *Ibid.*

218 Entretien avec René Mouriaux le 6 mars 2008.

219 Voir en annexe 35 le communiqué commun du 29 novembre 1982 entre une délégation de l'UNEF-SE composée de Denis Dubien, Président, et Gilles Boitte, Secrétaire National, et une délégation du CCJ-CGT représentée par Alain Guinot, Patricia Arbieu et Patrick Minder.

imprévu »<sup>220</sup>. Face à la politique menée par le gouvernement, les désaccords entre la CGT et la CFDT s'accroissent, et leurs relations se détériorent. La Confédération Générale du Travail « s'interroge pour savoir dans quelles limites elle peut maintenir son appui au gouvernement (...). Assez vite, la CGT se trouve partagée entre le soutien qu'elle veut continuer d'apporter au gouvernement socialiste et sa volonté d'impulser des luttes revendicatives plus affirmées »<sup>221</sup>. Mais en mars 1983, lorsque la politique de rigueur est effectivement mise en place, elle est « l'objet de critiques croissantes de la CGT (...). Le PC, qui amplifie ses critiques contre la rigueur, intervient plus activement dans la vie politique tout en laissant le champ libre à la CGT sur le plan revendicatif »<sup>222</sup>. Désormais, la CGT hausse le ton, « La politique gouvernementale est analysée en des termes presque analogues à celle de l'action patronale »<sup>223</sup>. Quant à FO, cette année-là, elle décide de créer sa propre fédération enseignante<sup>224</sup>. Le monde étudiant pour sa part connaît une certaine agitation. Hasard du rapport au pouvoir ambigu qu'entretient le conglomérat communiste ou pas, le 22 juin 1983, l'UGICT-CGT, l'UNEF-SE et l'UGE dénoncent la hausse « des droits d'inscription (...) de 60% (...) et de la Sécurité sociale étudiante de 75%, (estimant) qu'il n'est pas possible de faire payer aux étudiants les conséquences de la politique désastreuse qui a été menée pendant des années, (et voyant en cette mesure) l'augmentation de la cotisation étudiante imposée par la coalition CNPF (Conseil National du Patronat Français) - FO de la CNAM et négociée avec l'actuelle direction de la MNEF qui a donné son accord »<sup>225</sup>. Dans le même temps, depuis son accession au poste de ministre de l'Education nationale, Alain Savary engage une concertation pour susciter une réforme de l'enseignement supérieur. « La présence au sein de l'UNEF-ID d'une forte tendance socialiste lui donne (...) une proximité avec le pouvoir. Au lieu de s'opposer en bloc au projet de réforme Savary, les syndicats étudiants agissent sur des points partiels »<sup>226</sup>. Des mobilisations sont lancées par la droite universitaire, notamment avec une forte présence de l'UNI et de l'extrême droite. Mais « La gauche n'entend pas abandonner la rue à la droite. L'UNEF-SE soutient Savary et manifeste « pour une bonne réforme »<sup>227</sup>. La relation au pouvoir de l'UNEF-SE est alors complexe, le syndicat étudiant se mobilisant pour soutenir cette réforme d'un gouvernement socialiste:

*« La réforme Savary (...) a quand même apporté des avancées. Mais nous avons été amené à nous*

---

220Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, p.203.

221Dreyfus Michel, *op.cit.*, p.296.

222Ibid., pp.297-298.

223Ibid., p.298.

224Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, p.222.

225Voir en annexe 36 le communiqué de l'UGICT-CGT, l'UNEF-SE, l'UGE en date du 22 juin 1983.

226Morder Robi, *art.cit.*, p.110.

227Ibid.

*mobiliser tout de suite parce que malheureusement elle a mis du temps à être mise en application du fait de beaucoup de résistances (...), notamment avec la grande mobilisation pour soutenir l'école privée en 1984 pour essayer d'enterrer dans l'œuf la réforme Savary (...). C'était difficile pour nous, nous étions obligé d'essayer de déraciner les « projets de droite » proposés par le Parti Socialiste, et en même temps nous n'étions pas forcément compris des étudiants de gauche parce qu'il y avait l'UNEF-ID qui nous accusait de faire de l'anti-PS primaire, de l'anti-Mitterrand primaire. Donc c'était une position pas facile à tenir (...) »<sup>228</sup>.*

Certains militants de l'UNEF-SE expriment même une relative admiration à l'égard d'Alain Savary, parlant de « relations de confiance et de franchise (...), d'un grand bonhomme (...), d'un homme d'une très grande intégrité qui travaillait beaucoup, (étant) le seul ministre avec lequel nous avons très bien travaillé »<sup>229</sup>. A l'inverse, « l'extrême gauche s'oppose au projet de loi au nom d'une « vraie réforme de gauche », et tente de mettre sur pied une coordination. L'UNEF-ID ne s'oppose ni ne soutient, et manifeste d'abord pour « un report du débat » au Parlement »<sup>230</sup>. L'opposition entre les militants de l'UNEF-SE et les autres militants dans les assemblées générales est parfois visible:

*« Pendant la réforme Savary j'avais appris ces techniques d'animation d'une assemblée générale (...). Je me rappelle qu'à Nanterre (...) nous nous faisons retourner les assemblées générales à chaque fois parce que mes copains de l'UNEF-SE étaient tous en tas en bas de l'amphi à me soutenir quand j'intervenais, alors que ceux de l'UNEF-ID étaient tous répartis un par un dans la salle et créaient une ambiance de salle (...). Ils sifflaient, ils raillaient. Et puis quand c'était un des leurs qui intervenait ils disaient tout simplement autour d'eux « c'est vachement bien », ils soutenaient l'intervention (...). C'était une pratique des lambertistes »<sup>231</sup>.*

Finalement, la loi est adoptée et promulguée le 24 janvier 1984. En juillet 1984, la nomination du gouvernement Fabius, auquel ne participent plus de ministres communistes, constitue une étape importante dans le contexte politico-syndical. Le bureau confédéral de la CGT entend « continuer de se situer dans la majorité en apportant un soutien critique au gouvernement »<sup>232</sup>. En cela, la centrale syndicale désormais installée à Montreuil depuis 1982, prend position contre les Travaux d'Utilité Collective (TUC) proposés en conseil des Ministres<sup>233</sup>. En 1985, après un congrès difficile, « la CFDT aborde plus franchement un nouveau cours que plusieurs auteurs ont qualifié de « second recentrage »<sup>234</sup>. La politique contractuelle devient sa pierre angulaire, aux dépens de son implication dans le mouvement social. Les relations entre la CGT et la CFDT sont de plus en plus

---

228Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

229Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008. Lors de la réforme Savary, Patrice Leclerc est trésorier national de l'UNEF-SE.

230Morder Robi, *op.cit.*, p.111.

231Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

232Dreyfus Michel, *op.cit.*, p.299.

233Michel Claude, *op.cit.*, pp.276-277.

234Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, p. 203.

difficiles. La Confédération Générale du Travail accentue sa critique de la politique gouvernementale. L'année 1985 marque également la poursuite des relations bilatérales UNEF-SE/CGT au plus haut point. Au printemps 1985, à l'occasion du congrès de Colombes de l'UNEF-SE, Henri Krasucki, alors secrétaire général de la CGT, fait une intervention remarquée et virulente vis-à-vis du Parti Socialiste. Les Chevènementistes du CERES quittent alors l'UNEF-SE:

*« Henri Krasucki est intervenu dans ce congrès, et il a fait une très très forte intervention, je m'en souviendrai toujours, il a comparé le capitalisme au monopoly. C'était extraordinaire. Le congrès de Colombes, c'était 9 mois après le départ des ministres communistes du Gouvernement, donc c'était un congrès très très dure vis-à-vis du Parti Socialiste. A cette époque, c'était Chevènement qui était ministre de l'Education nationale. Et les seuls socialistes qui restaient encore à l'époque au bureau national étaient justement des chevènementistes. Donc le congrès de Colombes a été très très dur vis-à-vis du PS ce qui a fait que les Chevènementistes ont quitté le bureau national de l'UNEF-SE (...). Ensuite, quelques-uns se sont retrouvés à l'UNEF-ID comme Didier Leschi (...) »<sup>235</sup>.*

Certains voient là une différence d'appréhension de la jeunesse étudiante entre, d'une part, la CGT et, d'autre part, le PCF. Ainsi, la CGT semble pour certains plus ouverte que le PCF sur la question étudiante. Ceci serait notamment lié au positionnement interne au PCF d'Henri Krasucki, ce dernier ne partageant pas forcément l'orthodoxie *stricto sensu* du Parti Communiste à cette époque:

*« Quand le PCF s'intéressait à la jeunesse, c'était un rapport affectueux qu'ils avaient avec des jeunes dirigeants communistes (...). Même si des fois l'arrière-pensée était d'essayer de récupérer des cadres, ce n'était même pas construit, ce n'était pas élaboré et suivi. (Ce rapport suivi et affectueux), la CGT l'avait peut-être un peu plus construit dans sa direction (...). Krasucki a toujours été très sympa avec nous. Le souvenir que je garde de lui est un grand bonhomme qui est venu participer à notre congrès (...) de Colombes. Et il n'était jamais donneur de leçons, il était très simple. Il avait fait une intervention très remarquée, et remarquable à l'époque. Nous avons aussi de bons rapports avec Viannet qui était le numéro 2, mais c'était autre chose, (parce qu'à l'époque) c'était le dirigeant cégétiste qui (prônait) l'orthodoxie politique, même s'il a ensuite changé, comme d'autres (...). Avec Krasucki ce n'était pas la même chose car il n'avait pas forcément la confiance de tout le bureau politique du Parti Communiste Français. Mais somme toute, avec Krasucki et Viannet nous avons d'excellents rapports »<sup>236</sup>.*

De même, l'UNEF-SE continue d'avoir des relations poussées avec l'UGICT. Ainsi, en décembre 1985, à l'occasion du 9ème congrès de l'UGICT, Régis Piquemal, président de l'UNEF-SE en poste, souligne combien désormais, l'UGICT doit prendre en compte le million d'étudiants préoccupé par l'apparition du chômage<sup>237</sup>, tout comme Laurent Magne, président de l'UGE, qui soulève que

<sup>235</sup>Entretien avec Frédéric Genevée le 16 mai 2008.

<sup>236</sup>Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

<sup>237</sup>Intervention de Régis Piquemal, président de l'UNEF-SE, au 9ème congrès de l'UGICT, *Spécial Options*, n°13,

« l'UGE et l'UGICT doivent poursuivre le travail entrepris en commun, et, je pense, en le développant »<sup>238</sup>. Enfin, à côté de la participation aux congrès, les membres du bureau national de l'UNEF-SE bénéficient d'une aide matérielle substantielle de la CGT. Ainsi, ces derniers, à condition d'adhérer à la CGT - exigence non-négociable liée au statut des ouvriers du Livre - peuvent compter sur l'aide du syndicat du Livre afin de leur garantir un emploi rémunéré pour financer leurs études tout en poursuivant leur activité militante:

*« L'UNEF-SE était très différente de l'UNEF-ID. Même par rapport à l'UEC, c'était vraiment un recrutement ouvrier. C'est-à-dire que les militants de l'UNEF-SE étaient des militants de chiche condition, c'était les pauvres de l'université, souvent en cité universitaire. Là il y avait une réalité sociologique de l'UNEF-SE qui s'est par la suite amoindrie (...). Mais l'UNEF-SE était une vraie organisation de pauvres. (Et nous avons deux adhésions syndicales, une à l'UNEF et une à la CGT), c'était alimentaire. A la CGT, nous ne participions à rien (...). La CGT des ouvriers du Livre (...) est une CGT assez diverse, composée d'anarchistes qui tiennent les rotos, même si c'est des communistes au départ, il y a une tradition anarcho-syndicaliste très forte. Mais le système des ouvriers du Livre nous obligeait à adhérer à la CGT pour être embauché (...). Mais c'était la fin de ce système, dans les deux ou trois ans qui ont suivi, ce système s'est arrêté »<sup>239</sup>.*

Les militants de l'UNEF-SE ne sont donc pas permanents syndicaux mais étudiants-salariés. A l'inverse, à cette période, l'UNEF-ID n'entretient aucun rapport avec la CGT. Ses militants cherchent alors à entretenir des contacts avec la FEN et FO, pour contre-balancer l'aide logistique et institutionnelle dont bénéficie l'organisation rivale, l'UNEF-SE. Ainsi, FO joue un rôle déterminant dans la capacité de financement de permanents étudiants de l'UNEF-ID:

*« Nos relations avec la CGT étaient totalement inexistantes. D'abord pour une raison politique fondamentale: il y avait deux UNEF qui étaient sur une rivalité folle, on n'imagine plus. Il y avait y compris des fois des affrontements physiques. C'était parfois violent (...) des deux côtés (...). C'était une bataille très âpre, les deux se battant sur le même électorat pour gagner la légitimité de l'UNEF. Et la CGT était le bras armé de l'autre UNEF, donc était notre ennemi. Pour cette raison nous cherchions des contacts avec les autres organisations syndicales justement pour contrecarrer le poids de la CGT qui favorisait totalement l'UNEF-SE (...), et nous cherchions l'équivalent. Alors nous avons des contacts avec la FEN, nous avons des contacts avec Force Ouvrière. Nous avons eu aussi quelques contacts avec la CFDT, mais très rapidement, pour des raisons politiques, elle s'était plutôt orientée vers la construction d'une autre organisation qui s'appelait PSA. C'était dirigé par le fils d'Edmond Maire. C'était très népotique, donc beaucoup plus difficile. Donc nos contacts se limitaient principalement à Force Ouvrière à une époque et à la FEN, sachant que les contacts avec Force Ouvrière étaient importants<sup>240</sup> parce qu'à l'époque FO tenait les caisses de la Sécurité sociale, la MNEF y étant impliquée, et la MNEF était totalement liée à l'UNEF-ID que j'ai*

p.128 (IHS-CGT côte 34CFD3).

238 Intervention de Laurent Magne, président de l'UGE, au 9ème congrès de l'UGICT, *Spécial Options*, n°13, p.129 (IHS-CGT côte 34CFD3).

239 Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

240 Comme en atteste par exemple les contacts entre « Alain Bauer, vice-président de l'UNEF-ID à Paris I (qui) était assez proche de Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière ». Entretien avec Frédéric Genevée le 16 mai 2008.

*présidée à partir de février 1986. FO et le secrétaire de FO ont joué un rôle important de façon à ce que la MNEF sorte des ennuis financiers qu'elle avait eu dans les années 1970. Donc il y avait aussi cette dimension, FO et caisses de Sécurité sociale »<sup>241</sup>.*

D'une certaine manière, les impératifs économiques orientent les stratégies de développement des deux UNEF: lorsque la direction de l'UNEF-SE, grâce à ses liens avec la fédération du Livre CGT, peut proposer des emplois étudiants à ses membres en bénéficiant d'« un accord tacite, parce que ça n'a jamais été écrit, mais c'était un accord d'une aide de la fédération du Livre CGT à l'UNEF-SE. (Cette aide pouvait bénéficier au membres du) Conseil national de l'UNEF-SE, c'est-à-dire à 30 ou 40 étudiants (...). D'ailleurs il y en a quelques-uns qui sont restés ouvriers du Livre »<sup>242</sup>, les faisant ainsi travailler généralement « le week-end, la nuit (...), dans le routage de la presse, au NMPP principalement, Nouvelle Messagerie de la Presse Parisienne »<sup>243</sup>, la direction de l'UNEF-ID, *via* la mutuelle étudiante investie par FO, rémunère des postes de permanents syndicaux<sup>244</sup>.

*« Contrairement à La MNEF, qui était la pompe à finances de l'UNEF-ID et qui leur a permis justement d'avoir des pôles de stabilité (...), le bureau national de l'UNEF-SE était une direction qui changeait tous les deux ans. Contrairement à l'UNEF-ID, nous n'avions pas de pôle de stabilité. C'était un gros problème de développement pour l'UNEF-SE. C'est-à-dire que le Conseil National, le Bureau national de l'UNEF-SE, voire même le président, changeaient souvent parce que nous étions vraiment des gens non payés, étudiants (...). A l'échelle de l'histoire, il y a eu moins de présidents de l'UNEF-ID sur la même période que de présidents de l'UNEF-SE »<sup>245</sup>.*

Cette période allant de janvier 1971 à mars 1986 est donc marquée par une polarisation des relations de la CGT avec les deux UNEF. D'abord sur le thème de la participation aux élections universitaires, puis à propos du programme commun de gouvernement, et enfin dans la relation au pouvoir depuis l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en mai 1981, la CGT n'a eu de cesse de traiter d'abord avec l'UNEF-Renouveau, puis à partir de 1982 avec l'UNEF-SE, le fil rouge de cette relation étant, en définitive, l'appartenance commune au conglomérat communiste. Par conséquent, ce « rapprochement avec la CGT s'est fait parce que l'UNEF-SE était communiste, et que ça allait dans le sens de classe »<sup>246</sup>, tandis que dans l'« UNEF-SE, (les militants étudiants) se sentaient investis d'une mission, (à savoir que) comme communistes dans l'UNEF-SE nous défendions l'hégémonie communiste (...). Or l'ambiguïté (...) ou l'injonction paradoxale que

---

241Entretien avec Philippe Darriulat le 21 mai 2008.

242Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

243Entretien avec Frédéric Genevée le 16 mai 2008.

244Sur les liens étroits entre l'UNEF-ID, la MNEF et FO, voir Morder Robi, « Eléments pour une histoire politique de la mutuelle nationale des étudiants de France », *Les Cahiers du GERME*, spécial n°4, décembre 2003, pp.41-56.

245Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

246Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

nous nous donnions à nous-même était de prétendre être de vrais syndicalistes en défendant tous les étudiants, y compris en ayant des étudiants non-communistes à la direction de l'UNEF-SE, tout en veillant à ce que l'organisation n'échappe pas de trop au PC »<sup>247</sup>. De même, en complément de cette politique générale de la Confédération, l'UGICT, en prise permanente avec le monde étudiant et partenaire de l'UGE, mais aussi, dans une moindre mesure, le CCJ-CGT ainsi que la fédération du Livre ou la Fédération des travailleurs des Industries du Livre, du Papier et de la Communication (FILPAC-CGT) pour l'impression de tracts, ont contribué, chacun à leur façon, à tisser des liens forts avec l'organisation étudiante. Face à ce « soutien d'appareil syndical »<sup>248</sup>, à l'inverse, durant toute cette période, l'UNEF-US, puis l'UNEF-ID dès 1980, s'appuient sur la FEN, la CFDT et surtout FO, principalement *via* le réseau lambertiste, afin de contre-balancer le front commun UNEF-Renouveau-UNEF-SE/CGT. A l'aube de l'année 1986, la Confédération Générale du Travail n'en finit pas de s'affaiblir, cette dernière étant « directement affectée par le grave recul subi par le PC depuis le début des années quatre-vingt »<sup>249</sup>. Le paysage économique est morose. La période de plein emploi est révolue. Le monde du salariat est en profonde restructuration. La particulière faiblesse du taux de syndicalisation des organisations syndicales françaises s'accompagne d'une chute brutale de leurs effectifs. Les bastions militants historiques de la CGT et du PC en pâtiennent. La déroute électorale de la gauche aux élections législatives de mars 1986 plonge la France dans la première cohabitation.

### **B) De la mobilisation contre la réforme Devaquet à la chute du mur de Berlin: rivalités étudiantes et prémices d'une rencontre CGT/mouvement étudiant (printemps 1986-novembre 1989)**

A la veille du mouvement contre la réforme Devaquet, en avril 1986, la direction nationale et la majorité de l'UNEF-ID quittent le PCI pour rejoindre le Parti Socialiste. « Il s'agit pour elle de sa mise en cohérence politique de sa pratique « syndicale ». Ces militants vivent en effet comme contradictoires, d'être à la tête du premier syndicat étudiant de France<sup>250</sup> tout en étant membre de ce qu'ils estiment être un groupuscule »<sup>251</sup>. En passant au Parti Socialiste, ils manifestent donc l'« envie

---

247Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

248Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

249Dreyfus Michel, *op.cit.*, p.300.

250L'UNEF-ID cesse de boycotter les élections universitaires en 1981. En 1983, elle devient la première organisation étudiante avec six élus au CNESER contre cinq pour l'UNEF-SE, *in* Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, *op.cit.*, p.392.

251Morder Robi, *art.cit.*, p.111.

d'être dans une organisation qui pèse dans la société (...). Ca a été une décision collective, avec toute une série de gens (...). Nous étions 400 à y passer le même jour. Il y avait tous les cadres étudiants de l'UNEF-ID, plus un certain nombre de villes de cette organisation »<sup>252</sup>. L'UNEF-SE est quant à elle affaiblie à la veille de ce mouvement étudiant:

*« (Face à l'arrivée de la gauche au pouvoir), Denis Dubien, le président de l'UNEF-SE de 1981 à 1984, avait installé les coopératives (afin d'orienter l'organisation vers une activité moins revendicative). Régis Piquemal qui lui a succédé en 1984 avait essayé de mettre l'organisation sur une position de lutte, mais c'était compliqué parce qu'à ce moment là il y avait la gauche au gouvernement, les ministres communistes, donc il avait eu du mal (...). Donc nous étions très affaiblis en 1986 parce que nous sortions des coopératives étudiantes (...), nous avons moins de moyens financiers, moins d'adhérents (...) »<sup>253</sup>.*

La priorité qu'elle se fixe au congrès de Limoges du printemps 1986 se résume alors au « syndicalisme au cœur des études ». C'est l'idée que les attaques contre l'université sont telles qu'il faut s'organiser là où elles ont lieu, c'est-à-dire les TD, les UFR, et donc faire un gros effort d'organisation et d'adhésion »<sup>254</sup>. Puis, lors du collectif national de l'UNEF-SE, Patrice Leclerc, alors tout jeune président, admiratif de la CGT au point de lire « *Le Peuple* (en essayant) d'adapter les orientations syndicales de la CGT au monde de l'UNEF-SE (...), travaillant les congrès et les orientations en fonction des derniers congrès de la CGT »<sup>255</sup>, « tient un discours très très dur vis-à-vis du gouvernement, mais la ligne qui se dégage c'est qu'il faut déraciner les attaques au niveau local. Bien sûr on est contre le projet Devaquet, mais la priorité ce n'est pas de lutter contre la loi en tant que telle parce que même si cette loi était retirée, de toute façon les attaques allaient se poursuivre localement »<sup>256</sup>. A cette époque, le président de l'UNEF-SE entretient des relations avec « le responsable à la jeunesse du PCF, et le responsable à la jeunesse de la CGT qui était René Lomet. J'avais des rencontres régulières avec eux, de l'ordre du débat général. De même, j'avais des relations avec le CCJ-CGT, avec la fédération de l'énergie parce qu'elle avait des moyens et pouvait donc nous aider financièrement, et nous avons un accord avec la fédération du Livre »<sup>257</sup>. Ainsi, tandis que le CCJ se mobilise contre la réforme des TUC, le bureau confédéral de la CGT et l'UGICT prennent publiquement position contre le projet Devaquet le 30 juin 1986<sup>258</sup>. S'agissant de

---

252Entretien avec Philippe Darriulat le 21 mai 2008. Lorsque les militants du PCI prennent la décision d'entrer collectivement au PS, Philippe Darriulat est tout jeune président de l'UNEF-ID. Lionel Jospin, ancien de l'OCI jusqu'en 1981, est alors premier secrétaire du Parti Socialiste.

253Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

254Entretien avec Frédéric Genevée le 16 mai 2008.

255Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

256Entretien avec Frédéric Genevée le 16 mai 2008.

257Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

258Michel Claude, *op.cit.*, p.287.

la CFDT, depuis le second recentrage, son « lien aux mouvements sociaux s'est distendu, se transformant progressivement en franche hostilité »<sup>259</sup>. Elle se coupe alors du mouvement étudiant qui s'annonce en votant pour le projet de loi Devaquet au Conseil Economique et Social saisi en septembre<sup>260</sup>, tandis que la FEN s'abstient. Quant à l'UNEF-ID en position de force après la bonne négociation du passage de ses cadres au Parti Socialiste, elle lance dès novembre 1986 un mouvement étudiant contre le projet de loi Devaquet, ce dernier prévoyant l'autonomie accrue des universités par la variation des droits d'inscription et des diplômes, ainsi que la possibilité de sélection. Cette réforme provoque une mobilisation sans précédent des étudiants et des lycéens<sup>261</sup>. La grève est rapidement lancée à l'université Paris XIII de Villetaneuse. Le 13 novembre 1986 la mobilisation gagne l'ensemble des universités parisiennes et de province. Philippe Darriulat, sur proposition de la tendance Lutttes Etudiantes Action Syndicale (LEAS) et de l'AGE de Villetaneuse avec pour figure de proue Isabelle Thomas<sup>262</sup>, décide de transformer les états généraux de l'UNEF-ID, prévus pour le 22 novembre, en « états généraux du mouvement étudiant »<sup>263</sup>, ouverts à tous les étudiants grévistes. Ainsi, « depuis 1976 c'est la première grève générale étudiante »<sup>264</sup>. L'UNEF-ID se mobilise alors sur tous les fronts: « elle joue à la fois de sa place institutionnelle pour faire prendre position aux conseils élus, se faire entendre des pouvoirs publics, utilise ses liens avec des députés socialistes pour préparer des amendements »<sup>265</sup>. L'UNEF-SE est prise de court. A l'issue de « cette élection de la première coordination de la grève, l'UNEF-SE n'a pas de représentants. Ils étaient totalement extérieurs au mouvement. Et ensuite ils vont courir derrière, (leur) côté « concurrence entre les deux organisations » les ayant totalement aveuglé »<sup>266</sup>. Face à ce début de mobilisation, l'UNEF-SE connaît un débat interne dans lequel de profondes divergences s'expriment

259Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, p.204.

260Michel Claude, *op.cit.*, p.288.

261De nombreuses contributions ont été écrites sur ce sujet, et notamment: Dobry Michel, « Calcul, concurrence et gestion du sens: quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 » in *La manifestation*, FNSP, 1990, Hudon Raymond, Lecomte Patrick, « L'engagement sans médiations. Auto-analyse du mouvement étudiant de l'automne 1986 en France », *Cahiers du Laboratoire d'Etudes Politiques et Administratives de l'Université Laval*, n°87-12, 1987, 54 p., Lapeyronnie Didier, « Le mouvement étudiant de l'automne 1986 », *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993, Leschi Didier, *Les stratégies syndicales étudiantes: l'UNEF-ID dans le mouvement de novembre-décembre 1986*, mémoire de DEA d'histoire contemporaine, Paris X, 1987, Namer Gérard, *Mémoire et projet du mouvement lycéen étudiant de 1986-1988*, Paris, L'Harmattan, 1990, ainsi que les nombreux témoignages d'acteurs, commentaires et analyses de journalistes.

262Leschi Didier, « La coordination nationale étudiante dans la grève générale étudiante de 1986 », *Les Cahiers du GERME*, spécial n°4, décembre 2003, p.67. A ce propos, Julien Dray, ancien président du MAS, qui, depuis 1984, se consacre officiellement à l'association SOS-Racisme dont il est le fondateur, conserve en réalité un rôle important dans ce qui fut son « courant » dans la tendance Pour L'Unité Syndicale (PLUS), par la suite notamment animé par Isabelle Thomas à l'université de Villetaneuse. Pour plus de précisions à ce sujet, voir Juhem Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS: la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, n°1-2, 2001, pp.131-153.

263Porte Emmanuel, « Au tournant du siècle (1986-2006), actualité des mouvements étudiants », in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, p.121.

264Morder Robi, *art.cit.*, p.111.

265Ibid., p.112.

266Entretien avec Philippe Darriulat le 21 mai 2008.

quant à l'appréciation du mouvement étudiant:

*« Cette loi allait être adoptée au Parlement à l'automne. Mais de fait il y avait eu les prémices de la loi Devaquet qui contenaient déjà toutes les orientations que nous avons combattues dès le départ dans plusieurs facs. Donc nous nous étions déjà largement mobilisés. Mais ensuite, lorsque le projet Devaquet est arrivé, il y a eu un sacré débat au sein du secrétariat de l'UNEF-SE. D'une part, il y avait les partisans du déracinement dans les universités (...) qui étaient des communistes purs et durs (...), qui étaient au moins autant anti-PS qu'anti-droite (...), dont le secrétaire général de l'époque. Ces militants étaient des freins parce qu'ils étaient trop marqués à l'organisation (...). Or cette option du déracinement n'était pas compréhensible des étudiants puisque ça partait de positions politiciennes et que ça nous empêchait de rassembler (...). Ceci a par la suite posé des difficultés de direction parce que des dirigeants (...) étaient très « porte-drapeau ». Et d'autre part, il y avait les partisans d'une attaque frontale de ce projet (...). Finalement c'est la seconde position qui a triomphé<sup>267</sup>, mais ça a été l'objet d'un vif débat au sein de l'UNEF-SE »<sup>268</sup>.*

Ainsi ce « positionnement sectaire, ce réflexe purement boutiqueur »<sup>269</sup> d'une frange des militants de l'UNEF-SE recoupe la position tenue par l'UEC. Or, à l'instar du PCF qui, entré en crise, tend à voir l'autorité de sa courroie de transmission contestée par la CGT<sup>270</sup>, le « regard (de l'UNEF-SE porté) sur la CGT comme une grande soeur »<sup>271</sup> peut, dans une certaine mesure, inciter le syndicat étudiant à doubler son débat interne d'une contestation externe de la tutelle exercée par l'UEC:

*« Souvent nous étions en guerre avec l'UEC (...). Il y avait une concurrence entre les dirigeants de l'UNEF-SE, pourtant membres de l'UEC, et les dirigeants de l'UEC sur l'appréciation de la*

267A propos de cette posture triomphante du rassemblement, Xavier Aknine note que l'appartenance de certains membres du bureau national de l'UNEF-SE à d'autres organisations a pu aider le syndicat étudiant à adopter une ligne moins virulente à l'égard du PS: « Lors du mouvement étudiant des militants de la JOC s'y sont investis. Nous avons un responsable de l'UNEF-SE, Jean-François Courtille, également responsable de la JOC, qui (...) nous avait beaucoup aidé parce qu'il tenait justement cette position de rassemblement par rapport au mouvement, et il nous poussait à ce que nous n'ayons pas une position politicienne par rapport au PS. Il se battait beaucoup au bureau national de l'UNEF-SE pour que nous ne fassions pas de l'anti-PS primaire ». Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

268Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

269Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

270A ce propos, Michel Dreyfus indique: « On ne peut traiter longuement des raisons d'une telle chute qui constitue une donnée majeure de la vie politique française depuis quinze ans. La disparition, ou du moins la très forte réduction de bastions traditionnels de la classe ouvrière, qui est une des causes de la crise de la CGT, contribue aussi à expliquer celle du PC. Dès lors, s'établissent des relations plus complexes qu'auparavant entre les deux organisations: le développement de luttes de tendances au sein du PC rejaillit, bien que de façon plus feutrée, au sein de la Confédération. Et surtout le rapport entre les deux organisations tend à s'inverser, la CGT ayant, dans un premier temps au moins, mieux résisté que le PC. Selon certains analystes, « le visage physique du communisme français est aujourd'hui celui du délégué CGT. Tout se passe comme si la fameuse courroie de transmission fonctionnait à l'envers et comme si le PC tendait à devenir ce que le parti travailliste était à l'origine et qu'il est périodiquement sollicité d'être: l'expression des ouvriers syndiqués ». Dans quelle mesure le rapport de subordination entre les deux organisations ne s'est-il pas renversé au profit de la CGT? Formulée il y a quelques années, à un moment où la crise de la CGT était moins grave qu'aujourd'hui, cette analyse force sans doute le trait en faveur de la CGT et au détriment du PC: elle n'en contient pas moins une part de vérité en pointant une caractéristique d'une situation entièrement nouvelle que l'on peut caractériser comme l'heure de « la syndicalisation du communisme français » in Dreyfus Michel, *op.cit.*, pp.306-307.

271Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

*situation (...). Nous devenions de vrais syndicalistes par certains côtés (...) en refusant la tutelle (...). En fin de compte, avec le parti ou l'UEC, mais surtout avec l'UEC, nous luttons contre un rapport de subordination. Pour cette raison, les rapports étaient tendus. En réalité les relations avec le PCF étaient des relations d'aide, mais d'une aide intéressée (...). Nos relations étaient tendues avec l'UEC y compris parce que les modes de fonctionnement n'étaient pas les mêmes (...). A l'UEC c'était souvent le parti en culotte courte, les fils de dirigeants (...). Ce qui n'était pas le cas à l'UNEF-SE, même s'il y en avait quelques-uns. Donc il y avait certainement un ancrage plus populaire des dirigeants de l'UNEF-SE, obligés de travailler (...) »<sup>272</sup>.*

Finalement, ces divergences de positionnement sur le comportement à tenir vis-à-vis du début du mouvement Devaquet sont tranchées par une tierce autorité du conglomérat communiste chapeautant tant l'UNEF-SE que l'UEC, le Mouvement des Jeunes Communistes de France (MJCF)<sup>273</sup>:

*« Les rapports avec la JC étaient différents. Nous avions des rapports plutôt sympathiques. D'ailleurs, pendant le mouvement étudiant, j'étais en désaccord avec l'UEC, et j'étais en accord avec la JC sur la façon dont nous devons entrer dans le mouvement étudiant (...). Et comme l'UEC supportait l'idée de se battre contre l'investissement dans le mouvement, c'est à ce moment-là que j'ai obtenu l'arbitrage de la JC et de son président de l'époque, Jacques Perreux (...). Ca nous a aidé pour arrêter d'être tétanisés par les cadres de l'UEC qui se battaient contre le mouvement. Ce qui a convaincu l'UNEF-SE de se lancer dans le mouvement, c'était d'abord le débat interne, et puis ensuite d'avoir neutralisé l'UEC via la JC »<sup>274</sup>.*

L'UNEF-SE s'investit alors dans le mouvement étudiant, militant principalement dans les facultés de province. L'UEC fait de même, court-circuitant parfois le syndicat étudiant, au grand dam des militants identitaires de l'UNEF-SE:

*« L'UEC était sur la ligne de l'UNEF-SE, mais comme au départ du mouvement, elle n'y était pas directement impliquée, et que la polémique tournait finalement plus autour de l'UNEF-SE et de*

---

272Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

273L'UNEF-SE et l'UEC sont deux structures d'une même organisation, le MJCF, plus couramment appelé JC. A ce titre, l'UNEF-SE et l'UEC ont de fait des liens organiques: « le président de l'UNEF-SE a les deux casquettes: à la fois celle de militant communiste, mais aussi celle de président de l'UNEF-SE (...). Par conséquent, je ne sais plus si c'était statutaire, mais quand on était au bureau national de l'UNEF-SE et communiste à l'UEC, on se retrouvait automatiquement au Collectif National de l'UEC. De toute façon il y avait des passerelles très fortes, y compris des fois une politique de cadres commune avec des échanges; parfois, l'UEC dégageait des cadres pour l'UNEF-SE ». Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008. Or nous émettons l'hypothèse suivant laquelle l'exercice de responsabilités syndicales importantes participe d'une remise en cause de la tutelle politique. Ainsi, « c'est la fonction qui crée l'organe. Une fois que vous vous retrouvez dirigeant de l'UNEF, vous défendez votre organisation ». Entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008, et en substance entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

274Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

*l'UNEF-ID, elle s'est finalement mise plus vite dans le mouvement qu'une partie de la direction de l'UNEF-SE. Alors elle a notamment distribué un dollar à l'effigie de Devaquet pour critiquer l'université américaine, mais qui n'était pas signé UEC. Et donc c'était un geste de mise au service du mouvement étudiant sans faire de l'organisation syndicale un préalable, ce qui a scandalisé ceux qui, à l'UNEF-SE, défendaient une ligne à la fois indépendante mais très identitaire »<sup>275</sup>.*

Le 24 novembre, le bureau confédéral de la CGT et l'UGICT adoptent une déclaration dans laquelle ils soulèvent qu'« au printemps, les luttes étudiantes animées par l'UNEF sur le problème des inscriptions et des droits d'inscription avaient déjà permis de faire reculer le gouvernement. Le mouvement actuel ouvre la voie à des succès plus larges (...). C'est pourquoi la CGT et l'UGICT sont activement solidaires des luttes étudiantes et lycéennes »<sup>276</sup>. Le CCJ-CGT ne tarde pas à faire de même, puisque dans une déclaration du 26 novembre 1986 il note que « le Centre de la Jeunesse CGT sera présent le 27 novembre dans les manifestations interprofessionnelles à l'appel de la CGT et exprime sa solidarité avec les étudiants et les lycéens pour la journée du 27 novembre 1986 pour la suite de leur mouvement qui, déjà au printemps avec leur Organisation syndicale, l'UNEF, avait fait reculer le gouvernement au sujet des droits d'inscription »<sup>277</sup>. Le mouvement prend de l'ampleur, l'UNEF-ID s'investissant largement dans la coordination nationale<sup>278</sup>. L'UNEF-SE tente de faire de même, malgré une crise de direction, nombre de ses membres, dont son président Patrice Leclerc, partant au service militaire au début du mois de décembre. Xavier Aknine, jusqu'alors trésorier, assure de fait la présidence de l'UNEF-SE. Dans la coordination étudiante, les militants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE sont alors « en rivalité (...), en concurrence »<sup>279</sup>. L'UNEF-ID y est donc « majoritaire, mais majoritaire avec toutes ses composantes, c'est-à-dire PS et LCR »<sup>280</sup>. Elle est notamment force de proposition, « la motion des Etats Généraux et celle des quatre autres coordinations (ayant) été rédigées par des militants de l'UNEF-ID »<sup>281</sup>. Alain Obadia, secrétaire général de l'UGICT depuis quatre ans, est chargé par Henri Krasucki de remplacer Lydia Brovelli<sup>282</sup> alors en voyage, afin de suivre le mouvement Devaquet. Il est notamment amené à entretenir un lien permanent avec la coordination nationale étudiante, ce qu'il fait d'un point de vue professionnel en tant que responsable de la CGT, mais aussi avec un intérêt certain d'un point de vue personnel en

---

275Entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008.

276Voir en annexe 37 la déclaration du bureau confédéral de la CGT et de l'UGICT sur les luttes étudiantes et lycéennes en date du 24 novembre 1986.

277Voir en annexe 38 la déclaration du Centre Confédéral de la Jeunesse CGT en date du 26 novembre 1986.

278Leschi Didier, *art.cit.*, pp.65-74.

279Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

280Entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008.

281Leschi Didier, *art.cit.*, p.73.

282A l'époque Lydia Brovelli est membre du bureau confédéral en charge des questions d'enseignement, et elle est elle-même issue de l'UGICT.

tant qu'ancien militant, d'abord de l'UNEF post-68, puis de l'UNEF-Renouveau, lors de ses études à Sciences po Paris:

*« Henri Krasucki a tout de suite ressenti le besoin d'avoir quelqu'un de la direction confédérale qui suive cette affaire de façon à assurer la liaison entre (...) ce mouvement et la CGT. Il m'a donc demandé de le faire. J'étais probablement le mieux préparé de la direction confédérale puisque comme Lydia, j'avais des relations avec l'UNEF-SE (...). Nous avons rapidement vu que le projet de loi Devaquet était une volonté de sélection essentiellement sur des critères de discrimination sociale. Nous nous sommes donc estimés directement intéressés (...). S'agissant de la coordination (...), jusqu'alors nous étions très méfiants vis-à-vis des structures qui, dans un mouvement revendicatif, se situaient hors du cadre syndical. Or à ce moment-là nous avons constaté que cette coordination, peu ou prou, était représentative, que les deux UNEF, plus ou moins enthousiastes, avaient décidé d'y travailler (...). Des relations ont donc été établies avec la coordination nationale (...). David Assouline en était, semble-t-il, le porte-parole (...)»<sup>283</sup>. Il y avait aussi Isabelle Thomas, mais ce n'était pas avec elle que nous traitions. Finalement, pour la première fois depuis toujours je pense, la CGT et le mouvement étudiant dans sa complexité ont établis des liens; alors avec les uns des liens de très forte coopération, et avec les autres des liens de découverte. Les réticences du passé n'étaient pas effacées à cette époque, mais l'UNEF-ID d'un côté, la coordination de l'autre, ont compris elles aussi que les syndicats de salariés avaient un rôle à jouer (...). Dans cette démarche Krasucki a joué un rôle tout à fait considérable par la finesse d'analyse dont il a fait preuve (...). Je n'aurais surtout pas pu avoir cette démarche sans le soutien, mais aussi la mise en dynamique du secrétaire général de la CGT qui a pris ses responsabilités, qui s'est battu pour convaincre nos organisations que c'était bien la bonne voie et que c'était peut-être un peu inhabituel mais qu'il fallait prendre les choses comme elles étaient dans leur complexité »<sup>284</sup>.*

Cet investissement dans la coordination étudiante de la part de la CGT marque un basculement important dans ses relations avec le mouvement étudiant. La confédération fait preuve d'un comportement inédit en mettant entre parenthèses sa méfiance et sa peur du « gauchisme », ce qui est d'autant plus surprenant de sa part que la coordination étudiante, forme atypique d'organisation

<sup>283</sup>Didier Leschi note à ce propos: « Un certain nombre de membres du bureau (de la coordination nationale) ont des caractéristiques qui en font des militants atypiques, choisis en raison de leur position « marginale » et minoritaire: elle les rend acceptables par le plus grand nombre, et leur choix constitue des solutions de compromis. C'est certainement le cas de David Assouline, militant de la LOR (groupe très peu nombreux), simple adhérent de l'UNEF-ID mais presque continuellement en délicatesse avec son syndicat, délégué de la plus nombreuse université française: Jussieu. Il est acceptable par la majorité de l'UNEF-ID qui ne veut pas trop s'engager dans le bureau, et qui ne voit pas d'un mauvais oeil un « concurrent » direct de sa minorité trotskiste se mettre en avant. La minorité LEAS, qui connaît de longue date David Assouline, le préfère à un socialiste de sa majorité et surtout à Isabelle Thomas. La LOR ne constitue pas une « menace militante » réelle aux yeux de la LCR. C'est également le cas de Vincent Guicharneau, délégué de Limoges, membre des JCR et du Bureau National de l'UNEF-SE, et président de l'AGE de Limoges. Son élection permet à la minorité de l'UNEF-ID de « contrôler » la représentation du syndicat concurrent, l'UNEF-SE, au sein du bureau, ce dont toute l'UNEF-ID se réjouit. Le seul autre étudiant de l'UNEF-SE élu, le délégué du Kremlin Bicêtre (université Paris XI), n'a en effet pas siégé et n'est pas réapparu par la suite. L'élection de Vincent Guicharneau est une opération d'autant meilleure pour l'UNEF-ID qu'elle s'est faite contre la candidature de Xavier Aknine, aujourd'hui président de l'UNEF-SE ». Leschi Didier, *art.cit.*,p.73. Enfin, notons que l'implantation de la LCR tant dans l'UNEF-ID que dans l'UNEF-SE est probablement due aux configurations locales des différentes AGE. Mais en la matière, peut-être pouvons-nous formuler aussi l'hypothèse suivant laquelle cette double implantation relèverait d'une stratégie « mouvementiste », lui permettant ainsi d'obtenir un plus grand nombre de délégués à l'occasion des coordinations étudiantes.

<sup>284</sup>Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

d'une mobilisation aux yeux du syndicalisme cégétiste traditionnel, est principalement dirigée par les militants les plus radicaux de l'UNEF-ID. Des initiatives concrètes sont alors envisagées entre la coordination étudiante et la CGT, son représentant, Alain Obadia, étant amené à intervenir dans une des coordinations étudiantes, celle de Jussieu, au titre d'organisation invitée:

*« Je me souviens avoir parlé devant une salle pleine pendant les évènements de 1986 (...). C'était un des grands meetings étudiants de ce mouvement. C'était une première que quelqu'un de la CGT soit invité et parle devant une telle assemblée. J'ai parlé dans un brouhaha total parce qu'une moitié de la salle me huait, et m'a hué tout le long. Et l'autre moitié de la salle m'applaudissait bruyamment et me soutenait pour couvrir ceux qui me huaient (...). Je savais qu'il ne fallait pas parler longtemps, j'ai dû parler cinq minutes »<sup>285</sup>.*

De même, fait nouveau, la CGT, pourtant traditionnellement chef de file des manifestations de rue<sup>286</sup>, participe cette fois-ci à côté des cortèges étudiants en signe de solidarité, signifiant symboliquement sa mise à disposition de la mobilisation étudiante:

*« Le mouvement étudiant était à la fois soucieux de travailler avec les syndicats de salariés, mais aussi soucieux de son indépendance (...). La grande peur qu'ils avaient à cette époque était la récupération, que le mouvement puisse être de fait chapeauté par la CGT (...). Comme nous sentions bien cette peur de la récupération, nous avons considéré qu'il fallait que nous soyons très clairs là-dessus, que nous montrions que nous respectons le mouvement étudiant (...). La CGT soutenait ce mouvement, son rôle était de faire en sorte que dans le milieu salarié il soit compris et bénéficie du soutien des salariés. Par conséquent, nous avons matérialisé cela y compris dans nos formes de participation aux manifestations. Par exemple, je me rappelle que l'une des premières manifestations était très importante, il y avait un monde fou. La CGT avait décidé de rester sur le côté avec ses banderoles et ses délégations. Nous marquions par là notre soutien aux étudiants tout en montrant que c'étaient les étudiants qui défilaient par eux-mêmes. C'était très nouveau comme démarche »<sup>287</sup>.*

Les manifestations des 4 et 5 décembre sont alors sans équivalents depuis Mai 1968. Dans la nuit du 5 au 6 décembre, Malik Oussekin, étudiant à l'Université Paris IX Dauphine, décède, victime des violences policières. Le 8 décembre, la coordination nationale étudiante appelle à une nouvelle journée de mobilisation. Le bureau confédéral de la CGT soutient alors l'appel à manifester:

---

285Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

286Sommier Isabelle, « Virilité et culture ouvrière: pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures et Conflits*, 09-10, 1993, pp.341-366, Tartakowsky Danielle, *La manif en éclats*, La Dispute, Paris, 2004, 126 p., Tartakowsky Danielle, Associations et syndicats dans les cortèges du 1er mai (1945-2004) », in Tartakowsky Danielle, Tétard Françoise, *Syndicats et associations. Concurrence ou complémentarité?*, PUR, 2004, pp.399-408.

287Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

« (...) Un étudiant est mort victime des violences policières, des dizaines d'autres ont été blessés, certains grièvement (...). La mobilisation reste nécessaire. La CGT maintient sa pleine et entière solidarité à la lutte engagée en veillant comme au premier jour au strict respect de l'indépendance du mouvement. La coordination nationale des étudiants a décidé de maintenir son appel pour une puissante manifestation: mercredi 10 décembre (...). La CGT approuve les raisons qui conduisent la coordination au maintien de son mot d'ordre. Pleinement fidèle à l'expression de la solidarité, elle confirme donc son appel à une puissante journée de lutte pour le mercredi 10 décembre (...) »<sup>288</sup>.

Le même jour, le Premier ministre Jacques Chirac décide de retirer le projet de loi et pousse à la démission son ministre délégué aux universités Alain Devaquet. « L'UNEF-ID en tire les bénéfices symboliques, médiatiques, et en effectifs puisque 4000 adhérents nouveaux sont enregistrés »<sup>289</sup>. Le 10 décembre, une manifestation de près de 300.000 personnes, parmi lesquelles sont représentées toutes les forces politiques et syndicales de gauche, célèbre le retrait du projet de loi et rend hommage à Malik Oussekin. Le 18 décembre 1986, la CGT tire le bilan de ce mouvement étudiant en décidant désormais de « s'adresser aux étudiants eux-mêmes par le canal des ex-coordinations (ainsi qu'une) aide à l'UNEF(-SE) et aux Comités de coordination lycéens »<sup>290</sup>. De même, dans la perspective de la tenue des Etats Généraux de l'enseignement supérieur, « l'élaboration (...) d'un document retraçant les événements, (à savoir) un récapitulatif fait à partir des déclarations et prises de positions de la CGT, des coordinations et autres organisations (à destination des) groupes de réflexion qui se mettent en place (est confié) à la FERC, qui le soumettrait à un groupe de travail composé de la FERC, du Secteur Enseignement et du Secteur Economique et Formation Professionnelle de l'UGICT »<sup>291</sup>. La présentation de ce document est alors confiée à Lydia Brovelli et Alain Obadia. Les 27, 28 et 29 mars 1987 à Paris VIII, à l'initiative de la dernière coordination étudiante qui espère voir aboutir un processus constitutif d'un mouvement étudiant unifié, « sans aucune illusion sur l'issue de cette réunion »<sup>292</sup>, l'UNEF-ID participe avec l'UNEF-SE et PSA aux Etats Généraux de l'enseignement supérieur. Celle-ci, par la voix de son président Philippe Darriulat, propose une réunification syndicale. Mais la dynamique de la grève est retombée, cette réunion ne constituant qu'une synthèse de différents travaux<sup>293</sup>. L'UNEF-SE quant à elle aborde ces « Etats généraux étudiants avec l'idée de faire des contre-propositions, (notamment en parvenant à faire adopter proposition de) la défense de la Sécurité sociale étudiante qui était identitaire pour l'UNEF-SE »<sup>294</sup>. La CGT y participe aussi en apportant une aide matérielle. Ce sont notamment

288 Michel Claude, *op.cit.*, p.289.

289 Morder Robi, *art.cit.*, p.112.

290 Voir en annexe 39 le compte-rendu des décisions du collectif étudiant du 18 décembre 1986.

291 *Ibid.*

292 Entretien avec Philippe Darriulat le 21 mai 2008.

293 Voir le compte-rendu des Etats Généraux de l'enseignement supérieur des 27, 28 et 29 mars 1987 à Paris VIII à l'adresse suivante: [http://er.jeunes-chercheurs.org/eg\\_87\\_ToC.html](http://er.jeunes-chercheurs.org/eg_87_ToC.html)

294 Entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008.

« des militants de la CGT (qui) montent le chapiteau à la faculté de Saint-Denis (...) suite à une consigne de la confédération »<sup>295</sup>. De même, la présence d'Alain Obadia est remarquée<sup>296</sup>. A cette même occasion, les grosses divergences entre l'UEC et l'UNEF-SE apparaissent à nouveau. L'UEC, forte de son investissement conséquent dans le mouvement contre la réforme Devaquet tend à remettre en cause la pertinence de la viabilité du syndicat étudiant. La CGT semble<sup>297</sup> alors soutenir l'UNEF-SE face à la tentative de l'UEC de convaincre le Parti Communiste du peu d'efficacité du syndicat étudiant. Nous émettons donc l'hypothèse d'une certaine solidarité des organisations syndicales que sont la CGT et l'UNEF-SE face à leurs tutelles politiques respectives que constituent d'une part le PCF et d'autre part la JC et l'UEC<sup>298</sup>:

*« A l'époque les communistes du mouvement étudiant se sont posé une question: 'est-ce qu'on peut se passer de l'UNEF-SE?'. Je sais que ça a été débattu au Comité central du parti. Comme nous avons vécu l'expérience des assemblées générales unitaires avec les collectifs unitaires étudiants dans lesquels les membres de l'UEC jouaient un rôle important, et étaient d'ailleurs quelque fois plus en avance que certains responsables de l'UNEF-SE (...), les dirigeants de l'UEC et certains dirigeants du parti, y compris Jacques Perreux qui était secrétaire général de la Jeunesse Communiste à l'époque, se disaient: « A la limite nous pouvons jouer les deux rôles. Comme nous sommes bien à l'aise dans le mouvement étudiant, nous n'avons peut-être plus besoin de l'UNEF-SE, nous pouvons peut-être simplement faire vivre les collectifs étudiants unitaires dans lesquels les communistes prendront leur place, et nous n'avons plus besoin de ce syndicat si minoritaire ». Et là je sais qu'ils ont été combattus, à juste titre, par la CGT, au sein du Comité central du parti, où notamment Krasucki a dit: 'mais vous êtes complètement fous, vous faites abstraction de l'histoire du mouvement syndical qui montre qu'effectivement à certains moment de l'Histoire il y a des périodes unitaires. Mais ces collectifs vont retomber dès le lendemain du mouvement étudiant, et il faudra bien un syndicat qui soit, par la suite, moteur. Or il ne restera plus que l'UEC, et ce sera la mort du mouvement syndical'. C'est cette position qui a triomphé au sein du Parti Communiste. Et puis nous-même avons défendu aussi cette position au sein de l'UEC. Parce que les militants de l'UEC n'osaient pas nous le dire en face. Evidemment ils savaient bien que nous n'allions pas être d'accord. Mais ils ont essayé de faire passer cette position dans le parti, ce qui a échoué (...). Les comptes-rendus de l'UEC n'ont pas été rendus officiels<sup>299</sup>. Je l'ai su parce que j'en ai eu la*

295Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

296Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

297Nous restons ici dans le mode hypothétique. Cette information demanderait à être confirmée par les responsables de la CGT de l'époque.

298De même, il apparaît que la JC est en charge de cette tutelle politique sur le CCJ-CGT: « Les jeunes CGT avaient plus de contacts directs avec la JC (...). A l'époque leur secrétaire général était Patrick Minder (...). Eux-mêmes d'ailleurs déploraient le même genre de problèmes dans leur relation avec la Jeunesse Communiste puisqu'ils subissaient les mêmes tentatives d'emprise tutélaire (...). Donc le CCJ avait plus de relations avec la JC et nous plus avec l'UEC ». Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008. Par conséquent, nous émettons l'hypothèse suivant laquelle le Parti Communiste, le MJCF et l'UEC exercent leurs tutelles politiques respectives sur la CGT, le CCJ-CGT et l'UNEF-SE.

299Ceci semble être confirmé par René Mouriaux, qui, dans son entretien du 6 mars 2008, nous fait bénéficier de sa connaissance du conglomérat communiste: « Les liens avec l'UEC ne sont pas publics. Ils ne s'affichent pas. Mais ça joue, ça fonctionne par solidarité. C'est-à-dire qu'au Bureau politique Georges Séguy rencontre les dirigeants et sait ce que le Parti Communiste demande aux étudiants. Et les représentants d'étudiants qui sont au Comité central savent ce que le Bureau politique demande à la CGT. Donc sauf si il y a une action immédiate, précise, à mettre en route, les convergences sont dans l'ordre des choses parce que ces différentes organisations respirent le même air. Souvent on dit « mais il y a un chef d'orchestre ». En réalité il y a une solidarité. Alors, de temps en temps il y a des

*substance par le secrétaire confédéral de la CGT qui lui était au Comité central, René Lomet. Sinon nous ne l'aurions pas su parce que c'étaient des débats « off » (...). C'est lui qui suivait les organisations de jeunesse pour la CGT (...). Il a beaucoup œuvré quand Krasucki était secrétaire général (...). Nous échangeons sur les projets de loi universitaires et sur le contexte de l'Université, mais au-delà sur la situation de la jeunesse, du pays. Ca nous apportait beaucoup d'éclairages (...). Et puis ce qui était très intéressant, c'est qu'à chaque fois il faisait le parallèle dans leurs relations avec le parti (...). Eux-même se plaignaient comme nous des tentatives de tutelle (...). Et nous nous rejoignons là-dessus avec les dirigeants de la CGT parce que nous voulions vraiment rester sur une orientation syndicale (...). Nous vivions des situations analogues (...). Il s'est donc passé beaucoup de choses sur le fond à ce moment là: c'était à la fois le changement d'orientation de l'UNEF-SE qui était en décalage au début du mouvement, et puis une tentative du mouvement étudiant communiste de phagocyter l'UNEF-SE »<sup>300</sup>.*

Ce conflit entre l'UEC et l'UNEF-SE semble d'ailleurs correspondre à une stratégie plus globale du Parti Communiste afin de faire de l'UNCAL et de l'UNEF-SE, alors en perte de vitesse, de réelles organisations de masse. Ainsi, une volonté de redéfinition plus globale des organisations communistes de jeunesse semble se dessiner:

*« L'UEC, qui avait été dubitative vis-à-vis du mouvement au début, est très pragmatique, elle mesure que l'UNEF-SE était faible, et qu'elle s'était engagée dans le processus des Etats généraux étudiants. Et à un moment donné, l'UEC se dit « nous allons appeler au dépassement de l'UNEF-SE et nous allons constituer ces Etats généraux étudiants en nouvelle organisation », ce qu'ils avaient fait avec les lycéens, parce que l'UNCAL n'existait plus. Ils avaient recréé à cette occasion ce qu'ils appelaient le Mouvement des Etats Généraux Lycéens, le MEGL (...). Alors la nouvelle direction de fait de l'UNEF-SE (...) s'était prononcée pour prendre part aux Etats généraux, mais à la condition de maintenir l'UNEF-SE. La CGT était d'accord avec nous. La CGT était donc dans une posture de contradiction avec l'UEC qui, elle, avait l'appui du Parti Communiste. Je ne sais pas si c'était vrai, mais il se disait qu'au Bureau politique Henri Krasucki avait tapé du poing sur la table en disant « on ne dissout pas l'UNEF-SE, l'UNEF-SE est maintenue ». A mon avis il avait dit cela parce que nous avons peut-être réussi à le convaincre, mais aussi parce qu'ainsi il affirmait aussi l'indépendance de la CGT par rapport au Parti Communiste »<sup>301</sup>.*

Les Etats généraux s'achèvent, laissant vacante la question de l'unification syndicale. Sous la conduite de Didier Leschi, le CERES rejoint l'UNEF-ID au congrès de Nanterre de cette dernière le 9 mai 1987. Le CERES devient alors une sensibilité de la majorité. Du côté de l'UNEF-SE, lors du congrès de Saint-Etienne du printemps 1987, les partisans de la « ligne indépendante mais

---

reprises en main, évidemment (...). L'UEC est là sans qu'il y ait à le mettre en évidence. Ca fait partie du réseau ».

300Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

301Entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008.

identitaire »<sup>302</sup> quittent le bureau national de l'organisation, ce dernier se retrouvant avec un secrétariat homogène. En octobre-novembre 1987, un nouveau mouvement étudiant éclate à propos des questions budgétaires. L'UNEF-SE y prend part. Une coordination étudiante des facultés de médecine se met en place. Ponctuellement, l'UNEF-SE bénéficie d'un appui matériel, notamment de « tirages de tracts »<sup>303</sup> de la part de la fédération de la santé CGT ainsi que du soutien de l'UGICT sur les questions de sécurité sociale ou encore de la solidarité du CCJ-CGT<sup>304</sup>. L'année 1988 voit la réélection de François Mitterrand à la présidence de la République. Michel Rocard est premier ministre. Pour sa part, Lionel Jospin quitte le poste de premier secrétaire du PS pour devenir ministre de l'Education nationale. Les 14 et 15 mai 1988, dans la préparation du congrès de Créteil, Frédérick Genevée, alors membre du bureau national de l'UNEF-SE, appuyé par son président Xavier Aknine, scandalise les militants communistes en affirmant lors de la conférence nationale des bureaux d'AGE:

*« Le congrès de Saint-Etienne (...) s'appuyant sur l'explosion de novembre-décembre 1986, fait l'analyse qu'il y a dichotomie entre étudiants et organisations syndicales. Eh oui! Les étudiants peuvent avoir une pratique syndicale en dehors du syndicat lui-même. Faire cette constatation n'a pas été facile, car à Limoges aussi, nous disions que « le fait syndical était minoritaire à l'Université (...). Avec Saint-Etienne, nous ne remettons pas en cause le cadre où évolue le syndicat (...). Le syndicalisme au cœur des études est toujours à l'ordre du jour. La rupture se situe dans la conception même du syndicat. En effet, partant d'une analyse de ce qu'est l'Université, de ce que sont les étudiants, analyse éclairée par le mouvement de 86, les Etats Généraux, et confirmée en novembre 87, nous ne mettons plus un signe égal entre mouvement étudiant et syndicats. Quelque soit l'admiration que l'on puisse avoir pour le mouvement ouvrier, et en particulier pour la CGT, il est erroné de tracer des parallèles avec ce dernier et le mouvement étudiant (...). La faiblesse du syndicalisme étudiant est une donnée structurelle valable pour bien des années. Cette relative faiblesse est due à plusieurs facteurs: les étudiants sont une catégorie sociale, non pas une classe. La vie étudiante ne dure que quelques années (...). Ainsi la mémoire étudiante est donc quasiment inexistante (...). Cette différence avec le mouvement ouvrier est notoire (...). D'ailleurs, à propos de l'UNEF, faisons tomber des mythes, même lors du renouveau, le nombre d'adhérents n'a jamais atteint des sommets (...). La force de la vague étudiante (de 1986) et ses acquis nous ont permis de renouveler notre analyse et de reconsidérer la place et le rôle de l'UNEF. L'UNEF n'est pas le mouvement étudiant (...). Notre organisation peut avoir une pratique de rassemblement de masse, devenir un syndicat de masse, à condition de poser la question de son renforcement comme un plus, et non comme un préalable au mouvement étudiant qui la dépasse largement (...) »<sup>305</sup>.*

---

302Entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008.

303Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

304Voir les déclarations de Patrick Minder, secrétaire général du Centre Confédéral de la Jeunesse CGT des 18 novembre et 2 décembre 1987 (IHS-CGT côte 28CFD17).

305Voir en annexe 40 la déclaration de Frédérick Genevée à l'occasion de la Conférence Nationale des bureaux d'AGE et des associations de l'UNEF-SE des 14 et 15 mai 1988.

Au congrès de Créteil de l'UNEF-SE quelques mois plus tard, de nouveaux affrontements avec l'UEC ont alors lieu par amendements interposés. Lydia Brovelli, sur demande de Xavier Aknine et de Frédérick Genevée, intervient sur le thème de l'indépendance syndicale et du syndicalisme de proposition (...), confirmant ainsi cette « tradition d'intervention de responsables cégétistes aux congrès de l'UNEF-SE »<sup>306</sup>. Xavier Aknine, président de l'UNEF-SE dissident, cède sa place à Olivier Meyer, ce dernier devenant rapidement « très lié organiquement et culturellement à l'UEC. Et donc de 1988 à 1989 l'UEC reprend le contrôle de l'UNEF-SE »<sup>307</sup>. La vocation de l'UNEF-SE à élaborer un projet en matière de politique universitaire est désormais mise entre parenthèses. De même, l'idée d'une possible unification du mouvement étudiant est de nouveau enterrée. Durant cette transition entre les deux présidents, l'UNEF-SE continue d'entretenir des liens forts avec la CGT. Changeant de local syndical, l'organisation étudiante bénéficie alors d'une aide matérielle conséquente de la CGT qui, *via* l'une de ses structures, lui trouve rapidement un nouveau local syndical à Paris même:

*« La CGT ne nous donnait pas d'argent directement. Mais il y avait une aide matérielle. Comme les locaux à Paris étaient chers, la CGT nous mettait des locaux à disposition. Au début, concernant le local de la place Clichy, nous l'occupions grâce au comité d'entreprise d'EDF, le CCAS d'EDF. Ensuite nous avons occupé les locaux d'Antoinette qui était le journal de la femme, de la Vie Ouvrière car c'est un journal qui n'existait plus (...). Donc la CGT nous avait mis à disposition un étage du bâtiment qui leur appartenait (...). Et la VO nous apportait aussi une aide matérielle ponctuelle pour le tirage de tracts nationaux, mais il n'y avait pas d'aide financière directe »<sup>308</sup>.*

Mais ce local n'est pas mis à disposition suite à une sollicitation de l'UNEF-SE. En réalité, il l'est suite à la médiation de l'UEC qui sollicite directement Louis Viannet, ce dernier ayant succédé depuis 1982 à Henri Krasucki au poste de directeur de la *Vie Ouvrière* et de responsable de la politique revendicative:

*« Le journal était propriétaire de locaux rue Pailleron, au siège de la VO (...). Auparavant c'était des locaux qui étaient loués (...), et ils se sont libérés<sup>309</sup>. Alors j'avais été sollicité par des dirigeants*

---

306Entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008.

307Entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008.

308Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

309Deux hypothèses peuvent être avancées sur le précédent locataire de ces locaux: tout d'abord, d'après Xavier Aknine, ces locaux étaient auparavant occupés par la revue *Antoinette*. Cette hypothèse apparaît probable dans la mesure où Michel Dreyfus souligne: « La CGT qui a beaucoup investi dans son nouvel immeuble de la Porte de Montreuil éprouve aujourd'hui de grandes difficultés qui l'obligent à réduire son nombre de permanents et qui rejaillissent sur sa politique éditoriale: suppression d'*Antoinette* en 1989, changement de titre de la *Vie Ouvrière* en *L'Hebdo*, sous titre, la *Vie ouvrière*, en 1993, etc. », (Dreyfus Michel, *op.cit.*, p.305). Mais une seconde hypothèse, toute aussi plausible, peut être soulevée. Ce précédent propriétaire des locaux de la rue Pailleron pourrait être

*de l'Union des Etudiants Communistes au siège du Parti Communiste, à Colonel Fabien, qui m'avaient dit: « voilà l'UNEF-SE cherche des locaux » (...). Et puis je n'ai pas répondu. C'est en discutant avec l'administrateur du journal que je lui ait dit « on pourrait peut-être les aider ». Alors il m'a dit « tiens, si, il y a Pailleron ». Voilà comment ça s'est fait. C'est pas des choses formelles (...). Ensuite, lorsque nous avons discuté de cette mise à disposition, les dirigeants de l'UNEF-SE m'avaient dit: « de toute façon on vous payera ». Et moi j'avais répondu: « écoutez, je préfère partir avec l'idée qu'on met le local à votre disposition plutôt que de se créer des conflits » (...). Et bon, c'est les jeunes, c'est normal (...), la solidarité fait partie intégrante des valeurs du syndicalisme »<sup>310</sup>.*

Au-delà de cette aide matérielle substantielle, L'UNEF-SE poursuit sa collaboration avec l'Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens. Ainsi, en juin 1989, au 10ème congrès de l'UGICT<sup>311</sup>, quand bien même la gauche est de nouveau au pouvoir, le président de l'UNEF-SE Olivier Meyer déclare:

*« Depuis le mouvement de novembre-décembre 1986, il n'y a pas vraiment un arrêt des luttes à l'université (...). Le 73ème congrès de l'UNEF(-SE), qui s'est tenu le mois dernier, a décidé de renforcer une pratique syndicale toute entière tournée vers le vécu des étudiants, une pratique qui vise au rassemblement le plus large (...). Je crois que nos deux organisations, l'UNEF(-SE) et l'UGICT, ont un rôle à jouer pour favoriser le rassemblement et les luttes des étudiants sur une question aussi importante que celle-ci. Partout dans les villes universitaires il est possible que nous coopérons, que nous organisons des initiatives communes, des débats dans les universités, des visites d'entreprises (...). Nous avons déjà connu des expériences de coopération entre l'UNEF et l'UGICT, elles n'ont jamais été inutiles; partout nous sommes prêts à renforcer nos relations »<sup>312</sup>.*

Durant la fin des années 1980, l'UNEF-SE a donc continué à entretenir ce partenariat cégétiste hérité de la scission de l'UNEF de 1971. A l'occasion du mouvement étudiant de 1986, l'organisation étudiante a diversifié ses liens avec les structures de la CGT. Elle a pu bénéficier d'une aide politique, avec le développement de relations bilatérales avec le Bureau confédéral de la CGT, et notamment avec son secrétaire général, Henri Krasucki, ainsi que René Lomet, tout comme elle a su recueillir le soutien des « responsables de l'UGICT, plutôt ceux qu'on va appeler les modernistes dans la CGT »<sup>313</sup>. Egalement, l'UNEF-SE a su développer un réseau de contacts plus ponctuels,

---

l'UNCAL, qui, selon Didier Leschi, s'est « auto-dissoute en 1987, après le mouvement de 1986 contre le projet Devaquet » (article de Didier Leschi: [http://irice.cnrs.fr/IMG/pdf/Lettre\\_d\\_info\\_68\\_no29\\_02-02-98.pdf](http://irice.cnrs.fr/IMG/pdf/Lettre_d_info_68_no29_02-02-98.pdf)).

310Entretien avec Louis Viannet le 19 juin 2008.

311Ce 10ème congrès voit également l'élection au Bureau de l'UGICT de Jean-Claude Gagna, ce dernier ayant fait ses premières armes syndicales à l'UNEF-SE (IHS-CGT côte 34CFD3).

312Déclaration d'Olivier Meyer, président de l'UNEF-SE, au 10ème congrès de l'UGICT de juin 1989 (IHS-CGT côte 34CFD3).

313Entretien avec Frédérick Genevée le 16 mai 2008.

s'agissant d'aide matérielle et logistique. Ainsi, dans cette perspective et à des degrés divers, tant la direction confédérale de la CGT (service d'ordre), que le CCJ-CGT lorsque les dirigeants de l'UNEF-SE « se retrouvaient avec eux dans le bureau de Lomet pour les discussions »<sup>314</sup>, ou encore la fédération du Livre (impression de tracts et embauches), la fédération de l'Energie (local syndical et impression de tracts), la fédération de la santé, la FILPAC (impression de tracts) et la *Vie Ouvrière* (impression de tracts et local syndical) ont occasionnellement constitué des partenaires syndicaux importants. Mais le sens de la courroie de transmission PCF/CGT a tendance à être inversé du fait de l'affaiblissement de ce premier. De même, « les rapports de force chez les étudiants changent »<sup>315</sup>. Ainsi, malgré l'absence de rencontres bilatérales, les relations entre l'UNEF-ID, fer-de-lance du mouvement contre la réforme Devaquet, et la CGT, avec le rôle essentiel d'Henri Krasucki dans le rapprochement avec le mouvement étudiant, passent peu à peu d'une méfiance réciproque à une « découverte »<sup>316</sup>, et ce grâce à la médiation de la coordination nationale étudiante dans laquelle la CGT s'investit pour la première fois de son histoire, du fait, notamment, du souhait de cette dernière de traiter avec les organisations de masse. Par conséquent, à l'inverse de Mai 68, lors du mouvement Devaquet, la CGT soutient d'abord les étudiants pour ensuite condamner la répression policière. En plus de représenter « l'émergence de l'UNEF-ID »<sup>317</sup> et son passage à des préoccupations plus seulement politiques mais « revendicatives »<sup>318</sup>, cette mobilisation contre la réforme Devaquet constitue aussi une revanche de la CGT dans son rapport à la jeunesse étudiante, face à une CFDT qui est progressivement passée de relations privilégiées avec l'UNEF lors des événements de Mai 68 à un désengagement du mouvement étudiant. Désormais, « il y a eu un avant 86 et un après 86 »<sup>319</sup>. En définitive, cette décennie des années 1980 s'achève avec un événement politique majeur. Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, le mur de Berlin chute. Cet événement constitue pour les militants de l'UNEF-SE « une désillusion importante »<sup>320</sup>. Le rapport de force dans le milieu étudiant ainsi que les représentations sont peu à peu en train d'évoluer, d'autant plus depuis que le gouvernement reconnaît et organise la représentativité des organisations étudiantes dans la loi d'orientation Jospin de 1989. Ce processus de transition agitant ainsi la « multiplicité de sphères ou secteurs sociaux plus ou moins autonomes les uns par rapport

---

314Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008. A ce propos, à défaut d'étude spécifique sur le CCJ-CGT, nous pouvons émettre l'hypothèse que les contacts de ce dernier avec la jeunesse étudiante sont limités dans la mesure où il donne « l'impression d'un rôle double, voire contradictoire, de réflexion sur ce qu'il convient de faire pour parler à cette jeunesse (...), mais aussi de fournir des cadres, des permanents syndicaux à la CGT ». Entretien avec René Mouriaux le 6 mars 2008.

315Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

316Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

317Entretiens avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008 et avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

318Entretiens avec Philippe Darriulat le 21 mai 2008 et avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

319Entretiens avec Alain Obadia le 24 avril 2008 et avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

320Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

aux autres (induit) des brusques redéfinitions du possible et du probable »<sup>321</sup>.

---

<sup>321</sup>Dobry Michel, « Les causalités de l'improbable et du probable: Notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale », *Cultures et Conflits*, 17, printemps 1995, p.123.

## **DEUXIEME PARTIE: ...à une relation de « syndicalisme de transformation sociale »<sup>322</sup>? (1990-2006)**

« Le syndicalisme de masse et de classe s'est effondré lorsque la « masse » a quitté le syndicat et lorsque la « classe » s'est effacée comme représentation sociopolitique »<sup>323</sup>. Ainsi, les années 1990 (I) marquent une profonde recomposition des relations entre l'(es)UNEF et la CGT liée à la recomposition de l'écosystème syndical, tandis que les années 2000 sont caractérisées par une possible reconnaissance progressive du « jeune travailleur intellectuel » (II).

### **I. Déclin de l'UNEF-SE, émergence de l'UNEF-ID, mutation de la CGT: une recomposition de l'écosystème syndical (1990-Juin 2001)**

Les étudiants des années 1990 n'ont plus grand chose à voir avec leurs aînés de Mai 68. Crise économique, chômage de masse, précarité, dévalorisation des diplômes, ces derniers sont confrontés à un contexte socio-économique difficile. Dans ces conditions moroses, les rapports entre l'(es)UNEF et la CGT hérités des années 1970 et 1980 vont peu à peu évoluer (A) pour opérer un rapprochement radical à partir du mouvement contre le Contrat d'Insertion Professionnelles (CIP) en 1994 (B).

#### **A) Les UNEF et la CGT: « les prémices d'un lien retrouvé »<sup>324</sup>? (1990-1993)**

« Au début de l'année 1990, peu de monde parie sur le fait que la CGT reste le premier syndicat de France (à cause des) friches industrielles qui nous faisaient perdre des dizaines de milliers de syndiqués par an »<sup>325</sup>. Suite à la réforme Jospin qui redéfinit le financement et les critères de représentativité des organisations étudiantes, les deux UNEF font quant à elles face à l'émergence de la Fédération des Associations Générales Etudiantes (FAGE) rassemblant des associations disciplinaires et des fédérations de ville au sein d'une représentation nationale, cette dernière se voulant construites sur le mode « apolitique ». Le paysage étudiant est ainsi modifié

---

322Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, p.196.

323Ibid.

324Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

325Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

dans la mesure où l'UNEF-ID et l'UNEF-SE, d'ordinaire concurrentes lors des élections universitaires, se retrouvent avec un nouvel acteur du monde étudiant. A l'automne 1990, à l'appel de deux coordinations lycéennes, l'une dans laquelle s'investit la Jeunesse Communiste et la LCR, et l'autre contrôlée par la Fédération Indépendante Démocratique Lycéenne (FIDL), cette dernière étant proche de Julien Dray et de SOS-Racisme<sup>326</sup>, un mouvement lycéen éclate<sup>327</sup>. Le 26 octobre, Lionel Jospin, alors ministre de l'Education nationale du gouvernement Rocard, reçoit des délégués lycéens. Mais le mouvement continue. L'UNEF-ID prend contact avec la FIDL. Quelques militants de l'UNEF-SE se joignent aux cortèges lycéens. Le courant communiste Unité et Action de la FEN, quant à lui, soutient les lycéens dans leur demande de moyens supplémentaires<sup>328</sup>. La CGT, par la voix de Lydia Brovelli, alors secrétaire confédérale, soutient le mouvement lycéen<sup>329</sup>. L'issue malheureuse du mouvement contre la réforme Devaquet, avec la mort de Malik Oussebine, quatre ans plus tôt, est dans tous les esprits. L'UNEF-SE soutient la mobilisation, parfois en jouant les services d'ordre, tandis que l'UNEF-ID, proche du pouvoir, se fait moins voyante dans les cortèges, laissant l'initiative à l'organisation lycéenne qui lui est proche, la FIDL. L'UNEF-SE appelle à manifester avec les lycéens les 5 novembre. Le SGEN-CFDT, le SNLC-FO, l'UNSEN-CGT, le SNES et le SNESup se joignent à la manifestation. A cette occasion, des vitrines sont brisées par des « casseurs ». Les différences d'origines sociales, entre lycéens de la capitale et lycéens de la banlieue parisienne, commencent à se faire ressentir dans les manifestations<sup>330</sup>. Sous l'impulsion de l'UNEF-SE, quelques universités rejoignent le mouvement lycéen, à l'instar de Poitiers. L'UNEF-ID, la FCPE et la FEN d'une part, l'UNEF-SE et la CGT, notamment représentée par une délégation du bureau confédéral d'autre part, appellent à rejoindre les lycéens lors de la nouvelle manifestation du 12 novembre<sup>331</sup> tout en venant prêter main-forte pour la constitution de services d'ordre. A cette occasion, François Duteil, secrétaire confédéral de la CGT déclare que les lycéens « ont le soutien de la CGT toute entière (...). En définitive, tout rapproche les lycéens et les salariés. Nous nous félicitons du caractère revendicatif, large, unitaire, déterminé du mouvement des lycéens (...). La CGT leur renouvelle son soutien sur la base de ces revendications et à partir des formes d'action qu'ils décident eux-mêmes »<sup>332</sup>. L'organisation d'Henri Krasucki prend acte de la précarisation de la jeunesse, marquant ainsi la poursuite de son soutien à cette dernière, qu'elle soit étudiante ou

---

326Juhem Philippe, *art.cit.*

327Voir en annexe 41 la discussion entre Alain Touraine, directeur du département de sociologie de l'université de Bordeaux II, et François Dubet, sociologue spécialisé dans les questions de jeunesse, *Le Quotidien*, 27 octobre 1990.

328*L'Humanité*, 25 octobre 1990.

329Voir en annexe 42 la déclaration de Lydia Brovelli, *L'Humanité*, 27 octobre 1990.

330Voir en annexe 43 l'article de l'historienne Annie Kriegel, « Le sens de l'agitation lycéenne », *Le Figaro*, 6 novembre 1990.

331Voir en annexe 44 l'article « Le bouillonnement continue », *Libération*, 9 novembre 1990.

332Voir en annexe 45 la déclaration de François Duteil, *L'Humanité*, 13 novembre 1990.

lycéenne, quand bien même elle ne revendique pas par le canal classique des syndicats, préférant de doter de formes d'auto-organisation telles les coordinations. A l'issue de la manifestation, François Mitterrand, conseillé par Isabelle Thomas - égérie de la mobilisation étudiante de 1986 - reçoit une délégation de lycéens, tandis que Lionel Jospin annonce un « plan d'urgence pour les lycées ». La coordination lycéenne dans laquelle est investie la Jeunesse Communiste appelle à une nouvelle journée de mobilisation. La FIDL, elle, reste sur la réserve. Les chevènementistes rejoignent alors la manifestation lycéenne organisée par le MJCF<sup>333</sup>. La mobilisation s'essouffle. Les commentateurs voient dans ce mouvement lycéen les signes d'un « malaise de la jeunesse (lié à une difficile) intégration sociale »<sup>334</sup>, ou encore « l'augmentation massive du chômage chez les jeunes (...), un écartèlement, une fuite en avant de la scolarisation, qui tire par le haut les lycéens de plus en plus nombreux, et un chômage, qui tire les mêmes par les pieds »<sup>335</sup>. *Via* ce mouvement lycéen, notamment en apportant leur aide à la constitution des services d'ordre, l'UNEF-ID, l'UNEF-SE et la CGT ont donc une nouvelle occasion de se cotoyer, en se rassemblant autour de la question du malaise des jeunes. L'UNEF-SE, à cette période, connaît des tensions. En effet, suite à la chute du mur de Berlin, les dissensions internes au PCF liées aux « refondateurs proches de Charles Fiterman et puis Guy Hermier (rejaillissent dans l'UNEF-SE), l'UEC faisant la « chasse » aux refondateurs »<sup>336</sup>. Ainsi, « il y avait des divergences qui étaient plutôt le fait des incidences qu'il y avait au niveau du PC (...). Elles n'étaient pas syndicales, elles étaient plutôt sur un fond politique, mais elles ne s'exprimaient pas »<sup>337</sup>. A la fin de l'année 1990/début de l'année 1991, pour la première fois de son histoire, l'UNEF-ID, *via* son président Christophe Borgel et son secrétaire général Philippe Campinchi, commence à « nouer quelques relations » avec la direction de la CGT:

*« Je me souviens que je n'ai jamais vu Viannet en direct, enfin comme je pouvais voir Blondel ou Notat (...). L'UNEF-ID se disait Indépendante et Démocratique, justement dans la différenciation avec l'autre UNEF dite Solidarité Etudiante, parce que c'était son lien au Parti Communiste, et donc à la CGT. Et donc Philippe Darriulat n'avait jamais eu de relations avec la CGT. Christophe Borgel et moi, lorsque j'étais secrétaire général de l'UNEF-ID, nous avons commencé à avoir une relation avec (...) une femme qui était au bureau confédéral de la CGT, qui était rénovatrice et qui s'occupait des fonctionnaires. Je n'arrive pas à retrouver son nom (...) »<sup>338</sup>. Nous l'avions rencontrée*

333 Voir en annexe 46 l'entretien de Didier Leschi, *Le Quotidien*, 15 novembre 1990.

334 Voir en annexe 47 l'entretien des deux sociologues Jacques Capdevielle, chargé de recherche au Centre d'études de la vie politique française contemporaine (FNPS) et Hélène Y. Menaud, chercheur au CNRS, *Le Quotidien*, 14 novembre 1990.

335 Voir en annexe 48 l'entretien d'Alain Touraine, « Voici pourquoi on peut parler d'échec socialiste », *Le Figaro*, 3 novembre 1990.

336 Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

337 Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008.

338 A cette époque, depuis le 43<sup>ème</sup> congrès de la CGT de 1989, seules trois femmes sont au bureau confédéral de la CGT: Lydia Brovelli, Jeanine Marest et Jacqueline Léonard. Or Lydia Brovelli semble tout à fait correspondre à la description faite par Philippe Campinchi, étant elle-même rénovatrice et responsable des questions d'enseignement et des relations structurelles avec les syndicats étudiants durant plusieurs années. Toutefois, il peut exister une confusion

*par l'intermédiaire d'Henri Vaquin, un sociologue. C'était la première fois que nous allions à Montreuil pour rencontrer quelqu'un de la CGT. Mais c'était par un biais particulier, parce que c'était par le biais des rénovateurs de la CGT »<sup>339</sup>.*

Les « rénovateurs » de la CGT jouent donc un rôle tout à fait essentiel dans la prise de contacts avec la direction de l'UNEF-ID désormais identifiée comme étant socialiste. Ainsi, ils ne se contentent pas d'entretenir des relations avec les organisations de jeunesse du conglomérat communiste. Au contraire, les « rénovateurs » s'intéressent à la complexité des organisations constitutives de l'écosystème syndical, s'adressant à l'ensemble d'entre elles. Le 31 janvier 1991, PSA, traditionnellement proche de la CFDT, s'autodissout pour rejoindre « l'UNEF-ID affirmant se « resyndicaliser »<sup>340</sup>. L'UNEF-ID renforce ainsi ses liens avec un partenaire syndical de poids, la seconde confédération française, la CFDT, tout en conservant ses liens historiques avec FO:

*« Concernant FO, nous voyions Bergeron, et puis après nous voyions Blondel, nous n'avions pas de problèmes particuliers. Et puis concernant la CFDT, c'est le moment où il y a eu le changement Kaspar/Notat, donc je voyais Kaspar avant, j'ai vu Notat après. Je les avait au téléphone, je mangeais avec eux. C'étaient des relations établies, officielles, stratégiques sur le fond. L'UNEF-ID avait une relation exclusive avec Force Ouvrière. Puis, suite à notre départ du PCI pour le Parti Socialiste, Darriulat a commencé à avoir une relation avec la CFDT, puis Borgel un peu plus, et puis j'ai poursuivi cette relation avec la CFDT. Parce que c'est sous Christophe que l'organisation étudiante qui s'appelait PSA qui était liée à la CFDT s'était dissoute pour rejoindre l'UNEF-ID. Donc les relations étaient bonnes et abouties (...). Bergeron ne voyait pas tout ça d'un mauvais œil, parce que tout ceci participait de la lutte contre l'influence de la CGT<sup>341</sup>. Donc le fait d'avoir un axe CFDT/FO n'était pas une mauvaise chose, et ça ne les dérangeait pas qu'on voit la CFDT »<sup>342</sup>.*

Ainsi, pour les confédération syndicales qui raisonnent toujours en terme d'un syndicalisme étudiant peu autonome constitutif du relais des influences des centrales syndicales de salariés, *via* l'UNEF-ID, un axe CFDT/FO se dresse dans le milieu étudiant face à l'influence historique de la CGT par la

---

sur la date de cette rencontre. Ainsi, si cette visite à Montreuil a eu lieu après janvier 1992, date du 44ème congrès de la CGT, Philippe Campinchi a pu rencontrer à cette occasion Lydia Brovelli, Michelle Commergnat, Maïté Demons, Jacqueline Léonard, ou Jeanine Marest.

339Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

340Porte Emmanuel, *art.cit.*, p.116.

341A ce propos Jean-Marie Pernot note: « En 1989, Marc Blondel accédait à la tête d'une organisation stimulée par la chute du mur de Berlin dans laquelle elle voyait un signe réconfortant de la position adoptée en 1948. Avec un Parti Communiste très affaibli, la CGT au plus bas, l'époque semblait dégager un terrain favorable au redéploiement militant auquel Marc Blondel invitait son organisation. Pariant sur l'affaiblissement de la CGT, il durcissait le ton du réformisme historique de FO, le potentiel contestataire d'une période devenue moins propice à la politique contractuelle. Rééquilibrer le discours, développer une culture d'organisation dans le secteur privé, maillon faible de son implantation, s'imposer comme force centrale du syndicalisme français contre l'hyper-réformisme de la CFDT, le programme Blondel affichait un tournant clair ». Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, pp.216-217.

342Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

voix de l'UNEF-SE. Durant cette période, la guerre du Golfe fait débat à l'intérieur de l'UNEF-ID. Une partie de la majorité de la direction de l'UNEF-ID constituée autour d'Emmanuelle Paradis, dont fait partie Pouria Amirshahi, est résolument contre cette guerre, tandis que le président de l'UNEF-ID, Philippe Campinchi, de par sa proximité avec le pouvoir en place, et notamment avec Jean-Christophe Cambadélis, désormais député PS et lieutenant du ministre de l'Education nationale Lionel Jospin, ne prend pas officiellement position contre l'envoi des troupes en Irak. Cette position amène une partie de la majorité de l'UNEF-ID à critiquer « une dérive cédétiste, corporatiste, associative gentille, se voulant apolitique, asyndicale, (...) théorisant le fait que le syndicalisme n'est plus adapté au monde moderne afin de justifier le passage de la direction de l'UNEF-ID du trotskisme au socialisme »<sup>343</sup>. Ainsi, ces militants auparavant constitutifs de la direction de l'UNEF-ID et proches du club cambadéliste Convergences socialistes fondent, dans la préparation du congrès de Clermont-Ferrand, la tendance Indépendance et Action, en présentant le texte « Indépendance et Action: pour un syndicalisme de transformation sociale », encore surnommé « texte rouge »<sup>344</sup>, dans un ralliement politique à la Gauche socialiste de Jean-Luc Mélenchon et de Julien Dray:

*« En 1990/1991, je faisais partie de ceux qui pensaient que les conditions de l'indépendance et de la démocratie n'étaient plus réunies au sein de l'UNEF-ID. Et donc j'ai fait partie des gens qui ont monté la tendance Indépendance et Action<sup>345</sup>, I et A, en 1991, et qui s'est manifestée début 1993 (...). En gros, la colonne vertébrale politique de l'UNEF-ID était incarnée par un courant politique au sein du PS qui était proche de Jean-Christophe Cambadélis, la majorité de l'UNEF-ID. Dans les minorités, il y avait des rocardiens, des fabiusiens, plus la LCR. C'était très cartellisé. Chaque courant politique avait son pendant dans l'UNEF-ID. Ces courants reproduisaient à l'identique ce qui se passait dans le PS, ce qui commençait à vraiment poser la question de l'indépendance et de la capacité démocratique à animer un mouvement en tant que tel, et c'était quand même l'époque durant laquelle Jospin était ministre de l'Education nationale, en gros toute l'orientation de l'UNEF-ID se prenait rue de Grenelle (...). En réalité, ce qui traversait l'UNEF-ID à l'époque était la même chose qui traversait le syndicalisme de salariés avec notamment deux grands courants, à savoir un syndicalisme un peu plus réformiste, ce que faisait la CFDT, et ce qu'incarnait la CGT qui était plutôt un syndicalisme de contestation. L'UNEF-ID était traversée par les mêmes questions, la majorité disant « il faut que nous devenions un syndicalisme de service », et nous disant, « ce n'est pas la question; la question est de savoir si nous voulons transformer un minimum l'entrée à l'Université, continuer de démocratiser l'enseignement supérieur etc (...) ». La tendance s'était amorcée avec Christophe Borgel, mais devenait carrément manifeste quand Campinchi est devenu président (...). Donc à quelques-uns et à quelques AGE nous avons décidé de quitter la majorité, et au congrès suivant de nous constituer en tendance, la tendance Indépendance et Action*

---

343Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

344Ce texte est notamment à l'origine de l'émergence de la revendication de l'allocation d'études. Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

345Ce nom « Indépendance et Action » fait référence à la tendance Unité Indépendance et Action (UID), tendance à sensibilité socialiste, majoritaire dans la FEN de 1948 à 1992. Pour plus d'informations voir Brucy Guy, *op.cit.*, 636 p.

au départ, avec un texte qui prônait une vision du syndicalisme en général »<sup>346</sup>.

Durant cette période d'instabilité caractérisée par des luttes de tendances, l'UNEF-ID, sur proposition de la Tendance Indépendance et Action, fonde « média-diplôme. Valérie Estournès en avait la responsabilité de l'animation, et l'objet de ceci était de valoriser les diplômes universitaires face aux diplômes des grandes écoles »<sup>347</sup>. Par l'intermédiaire de la Tendance I et A, l'UNEF-ID commence donc à s'investir sur le sujet de la relation formation/emploi, et notamment sur la question des stages non rémunérés et des stagiaires substituts de main-d'œuvre, concernant par la même la précarisation du salariat. *Via* cette activité prise intégralement en charge par la tendance I et A, et constituant par conséquent une opportunité stratégique pour la tendance minoritaire, « Valérie va alors à la rencontre de la CGT pour leur proposer d'écrire une charte des stages en entreprise afin de voir reconnaître les stages dans les qualifications »<sup>348</sup>. Ainsi, une course de vitesse est lancée entre la « majo » de l'UNEF-ID et la tendance I et A, le contact avec la CGT constituant un élément de légitimation à l'intérieur même du syndicat étudiant. Ainsi, Valérie Estournès mène à bien sa « mission » consistant, par le biais de média-diplôme, à prendre contact avec la CGT au nom de l'UNEF-ID, mais surtout au nom de sa tendance :

*« Ce qui m'a fait rencontrer la CGT, c'est la contestation que nous avons menée au sein de l'UNEF-ID. C'est-à-dire que nous avons fait le tour de tout ce que la place de Paris pouvait compter d'organisations politiques, syndicales, associatives. Nous avons pris des rendez-vous pour expliquer qui nous étions, que nous avons besoin de soutien, etc. Et moi je faisais partie de la délégation qui avait rencontré la CGT. Je pense que ce jour-là, la CGT ne s'est pas dit grand chose, parce que pour la CGT, l'UNEF-ID ce n'était pas son truc (...). J'avais rencontré une délégation de l'UGICT (...). A ce moment-là, je pense qu'ils ont découvert des choses quand même assez incroyables. D'abord, je pense que l'UGICT (...) s'est dit « c'est intéressant ». c'est-à-dire qu'ils ont découvert un monde totalement méconnu (...). C'est-à-dire que ce qui fait peut-être un peu l'originalité à ce moment là de l'UNEF(-ID), c'est qu'on ne fait pas que de la politique. Parce que pendant longtemps l'UNEF(-ID) avait été une compilation de militants politiques, qui certes faisaient du syndicalisme, mais enfin qui étaient là pour défendre des intérêts essentiellement politiques (...). Donc je pense que la CGT nous a regardés un peu avec des yeux étranges, se demandant: « qui sont ces gens qui sont en même temps très politisés, mais qui sont en même temps très attachés à leur syndicat, à leur spécificité? »<sup>349</sup>.*

Ainsi, cette rencontre officielle entre l'UNEF-ID et la CGT se fait par l'intermédiaire, d'une part de la Tendance Indépendance et Action, minoritaire, contestataire de la dépendance au pouvoir de la

---

346Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

347Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

348Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

349Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

direction de son syndicat, et proche du courant Gauche socialiste du PS, et d'autre part de l'UGICT principalement constituée de « rénovateurs » de la CGT. Le président de l'UNEF-ID, Philippe Campinchi, ancien militant du PCI, et désormais militant socialiste proche de l'aile cambadéliste et jospiniste du PS privilégiant ses relations avec FO et la CFDT, est alors pris de court, se trouvant « contraint » à un rapprochement, ne serais-ce que formel, avec la CGT:

*« Campinchi, qu'est-ce que tu veux qu'il dise? Tous les militants étaient pour ce texte. Il ne pouvait pas dire non (...). Il s'est précipité pour assumer ça, mais du coup ça a mis tout le monde en porte-à-faux. FO et la CFDT se demandaient ce qu'il se passait parce que ce n'était pas rien de signer un texte avec la CGT (...). En même temps la CGT donnait un signal en faisant ça. Et puis Campinchi était pris dans une contrainte: il était de plus en plus minoritaire dans son syndicat. Donc il a dû se dire: « Et bien si je m'affiche avec la CGT ce n'est pas plus mal ». Et nous, ça nous arrangeait, parce qu'une de nos stratégies était de reconstruire les liens entre l'UNEF-ID et la CGT (...) parce que c'était le seul syndicat de salariés avec lequel nous n'avions pas de liens (...). Nous ne voulions pas en avoir plus avec la CGT qu'avec un autre. Mais nous ne concevions pas ne pas en avoir avec la CGT. Ce n'était pas possible (...). Nous ne pouvions pas être un syndicat étudiant majoritaire qui ne discutait pas avec le syndicat ouvrier majoritaire. C'était un contre-sens du mouvement social. Et puis même la CGT, franchement, ne pouvait pas continuer à mettre sous perfusion l'UNEF-SE qui avait des militants valeureux, tumultueux, mais pesaient de moins en moins. Ca se voyait aux élections. Ca se voyait dans leurs troupes. Ca se voyait dans les AGE. Ca se voyait dans les meetings »<sup>350</sup>.*

A la fin de l'année 1991/début de l'année 1992, Lionel Jospin lance une réforme des 1ers cycles universitaires. Un mouvement étudiant et lycéen prend forme, notamment à l'appel de l'UNEF-SE. La direction de « l'UNEF-ID soutient la loi (après avoir) négocié avec Lionel Jospin avec qui nous avons une proximité politique et affective (...). Tout ça c'est des raisons politiques (...). Nous étions dans une opposition constructive face au gouvernement (...). Et puis avec Cambadélis qui était lui-même un des lieutenants de Jospin, c'était compliqué à gérer »<sup>351</sup>. La tendance Indépendance et Action participe à cette mobilisation aux côtés de l'UNEF-SE, « engagée dans ce mouvement contre la direction de l'UNEF-ID qui avait décidé par avance une partie de la réforme avec Jospin et qui se retrouve dépassée assez rapidement »<sup>352</sup>. Une coordination étudiante voit le jour. En désaccord avec cette dernière, la direction de l'UNEF-ID constitue une seconde coordination des villes de province, « orchestrant (ainsi) une division de la coordination »<sup>353</sup>. Mais la mobilisation étudiante ne faiblit pas. La réforme Jospin est temporairement abrogée, avant d'être adoptée par Jack Lang par décret. Par conséquent, cette mobilisation « amorce une recomposition de la gauche et de ce que sera le

---

350Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

351Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

352Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

353Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

mouvement syndical étudiant, (parce qu') en 1992, en gros, l'UNEF-SE est contre la réforme Jospin avec des gens qui prendront la majorité de l'UNEF-ID en 1994 (...). Il y a déjà des contacts, des habitudes qui se prennent »<sup>354</sup>. Ce mouvement étudiant, ainsi que la crise interne de l'UNEF-ID, permettent un sursaut à l'UNEF-SE qui récupère un poids médiatique et académique. Certains militants se tournent alors vers elle, notamment d'anciens membres de PSA ayant refusé l'adhésion à l'UNEF-ID<sup>355</sup>. Toutefois, ce rebond n'est que de courte durée. En septembre 1992, « il y a une crise de direction de l'UNEF-SE qui recoupe (...) un débat interne au Parti Communiste autour des fondateurs ou des reconstituteurs à l'époque. Donc cela trouvait des ramifications syndicales, notamment avec une direction de l'UNEF-SE à reconstituer en partie (...). L'UNEF-SE était au plus faible d'un point de vue organisationnel »<sup>356</sup>. La direction de l'UEC envoie certains de ses cadres prendre des responsabilités dans le syndicat étudiant afin de reconstituer le bureau national de l'UNEF-SE. La JOC fait de même. Robert Injey, alors tout nouveau président, doit faire face à une forte opposition des militants de la LCR. L'UNEF-SE est alors « une organisation sur le déclin »<sup>357</sup>. Pourtant, elle entretient toujours des liens avec la CGT, notamment avec « François Duteil qui était directeur de la *Vie Ouvrière* et membre du bureau confédéral en charge des questions de jeunesse qui nous hébergeait dans les locaux de la *Vie Ouvrière*, (mais aussi) avec la fédération de l'Energie pour sortir des affiches (...), avec les ouvriers du Livre (...) pour sortir un journal, des responsables de la FILPAC, et notamment son secrétaire général, Muller pour les embauches le week-end »<sup>358</sup>. L'UNEF-SE organise aussi quelques événements conjoints avec le CCJ-CGT, la JOC, le MJCF et les Pionniers de France. Toutefois, Robert Injey n'a « pas de rencontres avec le secrétaire général de la CGT »<sup>359</sup>, Louis Viannet, successeur d'Henri Krasucki depuis le 44ème congrès de la CGT des 26 au 31 janvier 1992, son accession à ce poste représentant pour certains « une nouvelle tentative de reprise en main de la Confédération par le PC. Mais il ne s'agit que d'une tentative: le PC, très affaibli, n'a plus les moyens de sa politique »<sup>360</sup>. Peu de temps après son arrivée à la tête de la CGT, Louis Viannet avance alors l'idée d'un « syndicalisme rassemblé »:

*« Pour la direction de la CGT, le rétablissement de relations unitaires entre les centrales syndicales est la condition sine qua non d'une resyndicalisation massive des salariés du secteur privé: elle considère qu'une sortie de crise est possible mais solidairement avec tous les syndicats (...). Le défi unitaire s'entend également vis-à-vis du monde associatif, militant au sein de ce qui est parfois nommé le « mouvement social » ou les « nouveaux mouvements sociaux » (...). La question est*

---

354Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

355Porte Emmanuel, *art.cit.*, p.117.

356Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

357Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

358Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008.

359Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008, confirmé par l'entretien avec Louis Viannet le 19 juin 2008.

360Dreyfus Michel, *op.cit.*, p.312.

*moins (...) celle des « relations » que la CGT entretient avec ces mouvements que la contribution que ceux-ci peuvent apporter à la reconstitution d'une dimension sociétale du syndicalisme »<sup>361</sup>.*

Ainsi, avec l'invention du « syndicalisme rassemblé » (...), pour la première fois, la CGT se dote d'un principe durable, stratégique, dans ses relations avec les autres, (tranchant avec la) succession de tactiques plus ou moins calées sur l'alternance au Parti communiste des périodes frontistes ou « lutte des classes »<sup>362</sup>. Ce idée constituera le fil rouge de la CGT sous l'ère Viannet. L'année 1993 constitue une année charnière à tous points de vue: le 29 mars 1993, suite à une déroute électorale de la gauche aux élections législatives, Edouard Balladur est nommé premier ministre. La France entre dans une deuxième période de cohabitation. De même, l'écosystème syndical connaît de profondes mutations. Le processus de scission de la FEN, commencé dès 1992, se parachève en 1993 avec d'une part la création de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA), et d'autre part la création de la Fédération Syndicale Unitaire (FSU), première organisation syndicale enseignante de France à l'issue des élections professionnelles de décembre 1993. La FSU entretient alors des relations tant avec la direction de l'UNEF-ID qu'avec la tendance Indépendance et Action, cette dernière théorisant l'« équidistance (syndicale, lui permettant ainsi) de prendre acte de cette scission (...), justifiant ainsi auprès de la direction de la FEN, avec laquelle nous avons des relations historiques (...), la reconnaissance de la FSU »<sup>363</sup>. Du côté des directions syndicales étudiantes, les présidents des deux UNEF font tous deux face à des minorités de plus en plus virulentes. Philippe Campinchi, président de l'UNEF-ID, conserve la direction de l'organisation à l'issue du congrès de Clermont-Ferrand uniquement grâce à un accord de gestion. Toutefois, « ce congrès ne désigne aucune majorité. Campinchi qui était déjà président avant ce congrès reste président, mais il est minoritaire dans son bureau national »<sup>364</sup>. Aussi, la Tendance Indépendance et Action, officiellement constituée pour l'occasion en Tendance Indépendance et Démocratie, progresse en terme de poids institutionnel en étant au coude à coude avec la direction officielle de l'UNEF-ID. A l'issue de ce congrès, Valérie Estournès, ancien membre du bureau national de l'UNEF-ID - au titre de la Tendance Indépendance et Action - intègre l'UGICT afin d'animer un collectif de jeunes. Il s'agit d'une première, officialisant l'ouverture croissante, *via* l'UGICT, de la CGT au monde étudiant, et en particulier à l'UNEF-ID. En juin, suite à une annonce de la réforme de l'aide au logement par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche François Fillon, Philippe Campinchi président de l'UNEF-ID, et Robert Injey, président de l'UNEF-SE, se

---

361Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, pp.192-194.

362Pernot Jean-Marie, « La CGT depuis 1992, les cheminements incertains de la rénovation », *Mouvements*, n°43, janvier-février 2006, p.42.

363Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

364Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

rencontrent alors pour la première fois depuis la scission de l'UNEF de 1971:

*« La rencontre que nous avons eu entre les deux bureaux nationaux, je crois que c'était en 1993. Elle avait dû se tenir à la bourse du travail de Paris (...). J'avais fait une interview dans l'Humanité dans laquelle j'avais déclaré qu'il fallait que les organisations se rencontrent<sup>365</sup>. Campinchi avait répondu en déclarant qu'il fallait que nous nous voyions (...). Il fallait lutter contre Balladur, mettre fin à la division qui existait, qui était réelle à un moment donné, et créer les conditions pour mener une bagarre ensemble. Même si au sein de l'UNEF-ID il y avait des calculs, des arrière-pensées, il y avait au moins cette volonté de mener des combats en commun (...). Cette rencontre était la première depuis la scission de 1971 (...). Philippe Campinchi avait même participé à notre congrès de Bobigny en novembre 1993. De mémoire c'était d'ailleurs assez compliqué parce qu'il y avait toute une partie des militants qui hurlait (...). J'explique cette rencontre par le fait que nous nous retrouvions dans un contexte politique où la gauche avait échoué pour la deuxième fois avec les législatives de 1993 face à une droite encore plus revancharde qu'en 1986 (...). L'heure n'était plus à se bagarrer, mais plutôt à essayer de se rassembler (...). Et d'ailleurs je pense qu'à ce sujet la Ligue pesait beaucoup sur l'idée qu'il fallait que le mouvement étudiant se rassemble, que c'était peut-être l'aspiration profonde de Campinchi, mais qu'il était aussi poussé par sa minorité »<sup>366</sup>.*

Cette rencontre officielle des deux UNEF, première en date depuis 22 ans, fait l'objet d'un communiqué commun daté du 15 novembre 1993 dans lequel les deux présidents appellent les étudiants à manifester contre « la remise en cause de l'allocation logement (ALS), (mais aussi) sur la question plus générale des conditions d'études et de vie, (ainsi que sur la nécessité) de crédits d'urgence »<sup>367</sup>. Les jours qui suivent, signe de cette ouverture de la CGT suite à l'orientation de « syndicalisme rassemblé » dont cette dernière s'est dotée, pour la première fois, quand bien même « la jeunesse étudiante était une réalité assez peu connue par la CGT d'un point de vue général (...), une difficulté à traduire ce mouvement de sympathie en travail commun, concret, sur des questions qui pouvaient concerner à la fois les étudiants et le monde du travail (...), une difficulté de comprendre le type de rapport au travail des étudiants »<sup>368</sup>, le CCJ-CGT, par la voix de son nouveau secrétaire général Pierre-Jean Rozet, réunit l'UNEF-SE et l'UNEF-ID, ainsi que la JOC, les Pionniers de France, le MJCF, le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS), la CFDT « Turbulences » et FO Secteur Jeunesse pour une rencontre le 4 décembre 1993 autour de sa

---

365 Robert Injey déclare dans une interview donnée à *L'Humanité* le 24 juin 1993: « Moins de trois mois après son installation, le gouvernement vient de provoquer la riposte la plus unitaire que l'on ait connue depuis très longtemps dans les universités. A l'image de l'UNEF(-SE) et de l'UNEF-ID qui se retrouvent au coude à coude pour exiger le retrait de ce projet de loi. Les organisations signataires sont conscientes de la nécessité d'une riposte large et unitaire. Au-delà de nos différences d'appréciation et d'analyse, une chose nous unit: la volonté de maintenir et de développer un service public de qualité permettant de répondre aux exigences et aux aspirations des étudiants (...). Le 24 juin constitue, en effet, une première riposte. A la rentrée, il faudra amplifier l'action, de manière unitaire, dans toutes les universités (...) ». Interview consultable sur le site internet de *L'Humanité*: [http://www.humanite.fr/1993-06-24\\_Articles\\_-Bob-Injey-premiere-riposte%20%20](http://www.humanite.fr/1993-06-24_Articles_-Bob-Injey-premiere-riposte%20%20)

366 Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008.

367 Le communiqué commun de Philippe Campinchi et Robert Injey est consultable sur le site internet de *L'Humanité*: [http://www.humanite.fr/1993-11-15\\_Articles\\_-Le-president-de-l-UNEF-la-dynamique-unitaire](http://www.humanite.fr/1993-11-15_Articles_-Le-president-de-l-UNEF-la-dynamique-unitaire)

368 Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

campagne « Paroles d'Avenir », en présence du Bureau confédéral<sup>369</sup>. Le 20 décembre 1993, la « loi quinquennale pour l'emploi » instaure le Contrat d'Insertion Professionnelle (CIP)<sup>370</sup>. La mobilisation contre le CIP s'annonce alors dans une atmosphère de plus en plus unitaire de l'écosystème syndical, fondée d'une part sur l'unité d'action proposée par l'UNEF-SE, contrainte et forcée par sa minorité mais aussi par son déclin grandissant, d'autre part sur l'orientation d'« équidistance » théorisée par la tendance Indépendance et action de l'UNEF-ID, et enfin sur l'orientation de « syndicalisme rassemblé » dont se dote la CGT.

### **B) « Syndicalisme rassemblé », « équidistance syndicale », et marche vers la réunification: « tous ensemble! » contre la précarité (1994-Mai 2001)**

Au début de l'année 1994, à l'occasion du 28ème congrès du PCF, Robert Hue succède à Georges Marchais à la direction du parti. Dans la foulée, les Assises de la transformation sociale, tenues à la Sorbonne, sont lancées à l'initiative de Lionel Jospin, Jean-Christophe Cambadélis en étant l'artisan. Elles rassemblent toute la gauche politique, associative et syndicale dans de grands forums autour des débats de société. Ceci constitue les prémices de ce qui deviendra plus tard la gauche plurielle. A cette occasion, L'UNEF-ID, l'UNEF-SE ainsi que la CGT y participent, sans pour autant nouer des relations particulières. Pour certains, il s'agit d'un « élément déterminant »<sup>371</sup> tandis que pour d'autres « il faut démythifier tout ça »<sup>372</sup>. La gauche politique est alors empêtrée dans les « affaires ». Ces assises ont donc pour prétention « de redonner du contenu et du sens dans l'engagement politique socialiste. La stratégie de l'époque est alors d'ancrer la direction du PS à gauche (...). Ce colloque pose comme préalable le fait qu'il n'y a plus d'opposition réformiste ou révolutionnaire, il y a une opposition à gauche entre ceux qui veulent réformer la société et ceux qui ne le veulent plus (...), ceux qui veulent transformer la société et ceux qui accompagnent les dérives libérales »<sup>373</sup>. Faisant suite à la mobilisation contre la réforme de la loi Falloux portant sur la laïcité proposée par le ministre de l'Education nationale François Bayrou, le 24 février 1994, les détails donnés par le décret d'application du CIP précipitent la mobilisation, surtout de la part des étudiants en IUT, premiers concernés par cette mesure. Ce contrat prévoit l'embauche de jeunes titulaires du baccalauréat, d'un brevet professionnel ou de technicien, ou tous les jeunes diplômés de niveau bac

---

369 Voir en annexe 49 le courrier de Pierre-Jean Rozet, secrétaire général du CCJ-CGT, invitant l'UNEF-ID et l'UNEF-SE à participer à une rencontre le 4 décembre 1993 à propos de sa campagne « Paroles d'Avenir ».

370 Porte Emmanuel, *art. cit.*, p.121.

371 Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

372 Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

373 Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

+2, les payant à hauteur de 80% du SMIC<sup>374</sup>. Le premier réflexe de Philippe Campinchi est de solliciter FO, partenaire historique de l'UNEF-ID. Le 28 février 1994, Philippe Campinchi convie les autres organisations syndicales étudiantes et salariées à une réunion intersyndicale au siège de l'UNEF-ID. Malgré le peu de contacts existant jusqu'à présent entre la direction de l'UNEF-ID et la CGT, des raisons conjoncturelles, liées tant à la nécessité de Philippe Campinchi de s'afficher avec la CGT qu'à l'objet du SMIC Jeune justifiant l'engagement de la CGT, poussent les deux organisations à se rencontrer officiellement. La CGT envoie à cette rencontre son secrétaire général du CCJ-CGT Pierre-Jean Rozet, ainsi que Michelle Commergnat, secrétaire confédérale issue de la fédération du commerce et Gérard Delahaye, secrétaire confédéral issu de l'UGICT, affichant publiquement un engagement total de la CGT au plus haut niveau de responsabilités sur le dossier de la jeunesse scolarisée:

*« J'étais dans une course de vitesse par rapport à mon opposition (...). J'étais affaibli dans mon organisation, et donc je cherchais ma légitimité auprès des étudiants et de l'extérieur, auprès des institutions, auprès des syndicats. Le début du CIP, c'est quand même le fait que je suis chez Blondel; il me dit « tiens il y a un truc qui se passe, il y a la télé qui va venir, viens causer dans le poste avec moi ». Je vais causer dans le poste, et puis j'envoie un fax à l'AFP pour convoquer une réunion intersyndicale au Bureau National de l'UNEF-ID. Et donc il y a cette réunion au Bureau national de l'UNEF-ID le lendemain à laquelle tout le monde vient, sauf Blondel. L'évènement c'est l'arrivée de la CGT dans cette réunion (...). Il y avait Michelle Commergnat, Gérard Delahaye et Pierre-Jean Rozet (...)»<sup>375</sup>. Et puis il y avait aussi la présence de l'UNEF-SE dans cette réunion. D'ailleurs j'étais pote comme cochon avec Bob Injey. Quelque part nous nous mettions d'accord entre présidents de l'UNEF-SE et de l'UNEF-ID, et de fait nous interdisions à nos oppositions de se regrouper et de nous casser les pieds. Donc elles étaient bloquées. Personne ne pouvait être contre ce que nous faisons. De fait, nous avons un intérêt objectif commun. Et cela convenait bien à la CGT, ça lui permettait de ne plus avoir une relation exclusive avec l'UNEF-SE (...). Ainsi, quand je suis arrivé au BN de l'UNEF-ID en disant « j'ai l'accord de la CGT, de FO, de la CFDT, etc », l'angle d'attaque était un peu compliqué pour mon opposition (...). C'étaient des logiques structurelles (...). Et puis sur le rapport au travail, nous étions obligés de nous intéresser à ce que disaient les confédérations, ainsi nous pouvions officiellement rencontrer la CGT parce que nous n'avions rien à leur reprocher; et puis l'unité la plus large était nécessaire contre Balladur et Chirac »<sup>376</sup>.*

Cette fois-ci, à la différence des précédentes mobilisations étudiantes et lycéennes ayant eu lieu depuis le projet de loi Devaquet de 1986, c'est bien le « comité intersyndical (et non une coordination étudiante) qui dicte le rythme et les dates de la mobilisation »<sup>377</sup>. Le 3 mars, une manifestation unitaire des organisations de jeunesse a lieu en même temps que la tenue d'une table

374Porte Emmanuel, *art.cit.*, p.121.

375Voir en annexe 50 le procès-verbal de la réunion du bureau confédéral de la CGT du 28 février 1994.

376Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

377Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

ronde à Matignon. Le 7 mars 1994, Michelle Commergnat est chargée par le bureau confédéral d'exprimer le soutien de la CGT à la journée d'action des organisations de jeunes<sup>378</sup> reconduite pour le 10 mars. Le CCJ-CGT s'engage activement pour soutenir cette journée de manifestation<sup>379</sup>. A cette occasion une délégation confédérale composée de Michelle Commergnat, Lydia Brovelli, Maurice Lamoot, Gérard Delahaye, Jacques Potavin, Pierre-Jean Rozet et Michèle Perrot participe à cette manifestation<sup>380</sup>. Le 12 mars, un appel unitaire à la manifestation jeunes/salariés sans précédents est lancé par le CCJ-CGT, l'UNEF-SE, l'UNEF-ID, la JOC-JOCF (Jeunesse Ouvrière Chrétienne masculine et féminine), la JEC (Jeunesse Etudiante Chrétienne), les Pionniers de France, Ras l'front, CEMEA (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active), Déclyc, le MJCF, les JCR, le MJS, l'UEC, RED (seconde sensibilité de l'organe de jeunesse de la LCR)<sup>381</sup>. La mobilisation se poursuit. Le 23 mars, l'UNEF-SE, l'UNEF-ID, la CGT, la FSU et la FCPE se réunissent pour envisager la suite de la mobilisation<sup>382</sup>. Le 30 mars 1994, le CIP est suspendu. Des délégations des différentes centrales syndicales sont reçues à Matignon. L'UNEF-ID et l'UNEF-SE ne sont pas conviées. Une complicité entre la CGT et les syndicats étudiants s'instaure, la Confédération Générale du Travail, en la personne de son secrétaire général Louis Viannet, tenant régulièrement informées l'UNEF-ID et l'UNEF-SE de l'avancée des pourparlers:

*« Je me souviens qu'il y avait eu une table des négociations qui s'était ouverte à Matignon avec les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, tout le monde. Et l'UNEF-ID n'était pas invitée. Donc nous nous étions pointés devant l'entrée de Matignon. Il y avait les télévisions, nous avions prévenu tout le monde. Nous avons déclaré: « c'est un scandale, on nous laisse pas rentrer ». Et Viannet s'était arrêté, était descendu de la voiture, il avait discuté avec nous, était sorti deux-trois fois au cours de la réunion pour nous tenir informés, pour nous demander notre avis »<sup>383</sup>.*

Ainsi, quand bien même le dossier du CIP est officiellement délégué à « Michelle Commergnat qui était issue de la fédération du commerce et qui connaissait bien à l'époque un de ceux que Balladur avait nommé pour essayer de régler ce dossier Michel Bon, et Pierre-Jean Rozet, le secrétaire général du CCJ-CGT »<sup>384</sup>, Louis Viannet entretient tout de même un certain nombre de relations informels avec les organisations étudiantes, même si ces dernières sont bilatérales, les rencontres

---

378Procès-verbal de la réunion du secrétariat du bureau confédéral de la CGT du 7 mars 1994 (IHS-CGT côte 28CFD10).

379Voir en annexe 51 le tract du CCJ-CGT exigeant l'abrogation des décrets instituant le CIP et réaffirmant le soutien des manifestations des 10 et 12 mars 1994.

380Voir en annexe 52 le procès-verbal de la réunion du bureau confédéral de la CGT du 9 mars 1994.

381Voir en annexe 53 le l'appel commun à la manifestation du 12mars 1994 contre le SMIC Jeune signé par le CCJ-CGT, l'UNEF-SE, l'UNEF-ID, la JOC-JOCF, la JEC, les Pionniers de France, Ras l'front, le CEMEA, Déclyc, le MJCF, les JCR, le MJS, l'UEC, RED.

382Procès-verbal de la réunion du bureau confédéral de la CGT du 23 mars 1994 (IHS-CGT côte 28CFD10).

383Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

384Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008.

CGT/UNEF-SE/UNEF-ID étant l'exclusive des réunions intersyndicales:

*« Nous avons eu des contacts avec les deux UNEF, mais pas en même temps (...). Mais il n'y a pas eu de rencontres formalisées. Ca a été des contacts. Le premier contact a eu lieu quand nous étions à Matignon. Tous les syndicats avaient été réunis à Matignon par Balladur. Les syndicats, pas les étudiants. Donc je me suis débrouillé pour faire un clash à 12h40. Je suis donc sorti en claquant la porte à 12h50, ce qui fait que j'ai fait toutes les radios du 13h: France-Inter, Europe... Et du coup, très vite, les responsables de l'UNEF-SE ont cherché à me contacter. Donc nous avons eu un contact téléphonique dans l'après-midi, nous nous sommes vus le lendemain, mais ce n'était pas une réunion formalisée »<sup>385</sup>.*

Malgré ces négociations, les organisations étudiantes et lycéennes maintiennent leur appel à la manifestation pour la journée du 31 mars dans l'objectif du retrait définitif du CIP<sup>386</sup>. Signe fort de ce souci particulier de la direction de la CGT d'apparaître aux côtés de la jeunesse étudiante, à cette même période, le bureau confédéral prend la décision d'établir un « contact confédéralement avec certaines associations avec qui nous avons construit le 12 mars pour leur indiquer notre état d'esprit concernant le 1er mai unitaire et leur signaler qu'elles seront sollicitées par nos organisations. Alain Obadia joindra l'UNEF(-SE) et l'UNEF-ID (...) »<sup>387</sup>. Lors du mois de mai, les manifestations unitaires se poursuivent. Philippe Campinchi, quand bien même ne théorisant pas « l'équidistance syndicale », entretient des liens plus ou moins formels avec les trois grandes organisations syndicales que sont la CGT, la CFDT et FO. De même, à l'occasion des manifestations, ce dernier côtoie publiquement Louis Viannet, et plus surprenant encore, tente, en jouant du conglomérat communiste, de se rapprocher de l'UNEF-SE *via* Alain Obadia, sur-estimant sans doute les liens organiques entre la CGT - ou du moins l'UGICT - et l'UNEF-SE:

*« La CFDT ne voulait pas d'un mouvement unitaire, mais Nicole Notat m'appelait régulièrement, nous nous voyions, et les militants de la CFDT venaient quand même dans les réunions du comité intersyndical. C'était la CGT qui nous réservait la salle à la bourse du travail. FO ne voulait vraiment pas être dans les réunions, donc ils ne venaient pas, mais j'avais Blondel au téléphone (...). Suite à des circonstances particulières, je me suis retrouvé bras dessus, bras dessous dans les manifestations avec Louis Viannet. Donc j'ai été le seul président de l'UNEF-ID à avoir de très bonnes relations avec la CFDT, de bonnes relations avec Force Ouvrière, et des bonnes relations avec la CGT (...). C'était un moment particulier, spécifique, durant lequel tout le monde s'était retrouvé. Je n'ai jamais déjeuné avec Louis Viannet, il ne m'a jamais reçu à Montreuil, mais nous nous sommes retrouvés ensemble dans le mouvement contre le CIP, nous avons vraiment travaillé ensemble. De même, comme j'avais envie de trouver une modalité d'unité avec l'UNEF-SE qui m'avait invité à son congrès pour la première fois, bon ça paraît rigolo (...), mais pour mieux*

---

385Entretien avec Louis Viannet le 19 juin 2008.

386Voir l'article « Balladur recule... », *L'Humanité*, 30 mars 1994. Article consultable également sur internet: [http://www.humanite.fr/1994-03-30\\_Articles\\_-Balladur-recule-les-manifs-co-L-HEURE-n-est-pas-a-la](http://www.humanite.fr/1994-03-30_Articles_-Balladur-recule-les-manifs-co-L-HEURE-n-est-pas-a-la)

387Procès-verbal de la réunion du secrétariat du bureau confédéral de la CGT du 11 avril 1994 (IHS-CGT côte 28CFD10).

*comprendre ce qui se passait à l'UNEF-SE, j'avais demandé à voir Alain Obadia et nous avons échangé quatre ou cinq fois. Il était assez coupé de l'UNEF-SE de fait. De même pour Pierre-Jean Rozet. Les circonvolutions qu'il y avait dans l'UNEF-SE étaient assez compliquées pour eux (...) »<sup>388</sup>.*

Par conséquent, le président de l'UNEF-SE, Robert Injey, n'a que peu de contacts avec l'UGICT. Désormais, la direction « rénovatrice » de l'Union Générale de Ingénieurs, Cadres et Techniciens privilégie ses relations avec l'UNEF-ID plutôt que ses liens historiques avec l'UNEF-SE et l'UGE. Cet intérêt pour une organisation de jeunesse de l'écosystème syndical aux dépens du syndicat étudiant du conglomerat communiste constitue donc un revirement important, recoupant en partie les débats internes du Parti Communiste entre d'une part les « huistes » - partisans d'une alliance électorale avec le PS - et d'autre part les tenants d'une ligne « orthodoxe » et autonome du PCF :

*« Il y avait un débat au sein de la CGT. Je ne sais plus le nom des secrétaires généraux de l'UGICT, je crois qu'à un moment il y a eu deux femmes, Lydia Brovelli et Maïté Demons. Je pense que nous étions perçus par une partie des cadres des dirigeants de l'UGICT comme les soldats rouges. Nous avons eu quelques liens au moment du SMIC jeune avec le successeur de Maïté, Jean-Claude Gagna, mais en dehors du mouvement étudiant, sans plus. Je pense que c'était le reflet de ce débat qui existait dans la CGT. Or je pense que nous étions considérés comme étant proche du PC. Donc à partir de ce moment-là, nous étions presque persona non grata à l'égard d'un certain nombre de membres de la direction de la CGT qui voulaient vraiment marquer leurs différences avec le PC. Quelque part, les non-rapports sont révélateurs de cette réalité du débat interne de la CGT. Je l'ai ressenti comme ça »<sup>389</sup>.*

A la demande du gouvernement, des négociations sur l'insertion des jeunes sont engagées entre les cinq organisations syndicales représentatives et le CNPF. La CGT poursuit ses échanges, tant avec l'UNEF-SE qu'avec l'UNEF-ID, à propos des négociations en cours. Le gouvernement annonce alors le lancement d'une consultation nationale avec l'envoi de questionnaires à destination des 15/25 ans dans des millions de foyers français, suite à l'installation d'un comité consultatif de la jeunesse composé de personnalités<sup>390</sup> chargées de procéder à cette opération. Le 4 mai 1994, le bureau

---

388Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

389Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008.

390Ce comité est composé de onze personnes: Alain Michel, cofondateur et président de l'association « Equilibre », Marie-Danielle Pierrelée, proviseur d'un LEP en Seine-Saint-Denis, Michel Fize, sociologue, historien, chercheur au CNRS, Christian Spitz, animateur à « Fun radio », Mireille Dumas, journaliste, Gérard d'Andréa, conseiller technique de la RATP en charge de la prévention de la délinquance puis commissaire divisionnaire, Domitille Duval-Arnould, docteur en droit, anciennement juge des enfants et juge aux affaires matrimoniales, Kalid El-Quandili, ex-champion du monde de full-contact et président de l'association Sports Insertion jeunes, Roger Brunel, ancien militant de la JEC et de l'UNEF, professeur de philosophie, président de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), vice-président de l'Union internationale des organismes familiaux, membre du Conseil économique et social, et enfin nommé par François Mitterrand au CSA, Rachel Brayer, jeune entrepreneur ayant créé sa ligne de vêtements et son atelier de confection, sous la présidence de Claude Bébéar, président d'Axa-assurance.

confédéral de la CGT envisage la « préparation d'une charte pour l'insertion professionnelle des jeunes diplômés en coopération avec les deux UNEF et les coordinations d'IUT »<sup>391</sup>. Pierre-Jean Rozet tire un premier bilan des actions menées avec les étudiants. Ainsi, dans un rapport intitulé « Jeunes: travailler le premier contact », il soulève les liens étroits tissés entre la CGT et les organisations étudiantes, non seulement au niveau confédéral, mais aussi dans les Unions Départementales et Locales:

*« Dans ce mouvement, des passerelles se sont tendues entre le monde des jeunes étudiants et lycéens et celui du syndicalisme. Le mouvement portait une volonté forte, non seulement de ne pas être coupé du monde du travail, mais de rechercher les convergences et les actions communes voire unitaires (ce qui n'était pas le cas dans les mouvements étudiants ou lycéens de 1986 et 1990). N'en tirons pas d'enseignements précipités, mais notons que nombre d'organisations CGT ont été sollicitées pour participer à un débat dans des universités ou IUT et le bon accueil qui a été généralement réservé aux militants CGT, lors de la diffusion de matériels CGT ou UGICT-CGT. Il est particulièrement intéressant de constater que des contacts noués à l'occasion de ce mouvement se poursuivent actuellement dans des UD ou des UL. Cela peut être une source d'enrichissement et de renouvellement pour tous, à commencer par l'organisation syndicale. Lors de ces rencontres et échanges avec de jeunes lycéens et étudiants, qui n'ont pas ou peu vécu de l'organisation syndicale, des revendications nouvelles apparaissent. Ainsi, la perspective d'ajouter une année de formation à la formation initiale de technicien, pour atteindre un diplôme de niveau II (Bac+3), ou la question du statut, du contenu et de la rémunération des stages en entreprise sont posées. Nul doute que ces questions nécessitent de notre part un approfondissement en termes d'objectifs revendicatifs que nous pouvons poser avec les concernés (...) »<sup>392</sup>.*

Suite à ce constat d'une jeunesse mobilisée mais rarement encartée, à l'occasion du Comité Confédéral National de la CGT (CCN) du 26 mai 1994, le CCJ-CGT lance une campagne de syndicalisation<sup>393</sup> en direction des jeunes. A la même période, des sections syndicales CGT sont créées dans plusieurs Mac Donald's de France à l'initiative d'étudiants, notamment à Lyon, Nantes, Massy-Palaiseau. De même, le CCJ-CGT lance un dépliant intitulé « Prenons la parole »<sup>394</sup>; il s'agit d'un questionnaire individuel destiné aux 18-25 ans, constituant, de fait, une contre-proposition au « questionnaire Ballardur ». Le 5 juillet 1994, une déclaration commune des organisations de jeunesse signée par la JOC-JOCF, la JEC, le MJCF, l'UNEF-SE, l'UNEF-ID, Déclyc, le CCJ-CGT, SOS-Racisme, les Pionniers de France et la FIDL conteste l'initiative du questionnaire Ballardur<sup>395</sup>. Le comité mis en place par le gouvernement fait alors le choix de recevoir des mouvements de jeunesse ou d'éducation populaire, et notamment l'UNEF-SE, l'UNEF-ID, l'Union Française des

391 Procès-verbal de la réunion du bureau confédéral de la CGT du 4 mai 1994 (IHS-CGT côte 28CFD10).

392 Rapport « Jeunes: travailler le premier contact » de Pierre-Jean Rozet, secrétaire général du CCJ-CGT (IHS-CGT côte 28CFD18).

393 Voir en annexe 54 le tract de la campagne de syndicalisation de la CGT « Prenons la parole » lancée en juin 1994.

394 Voir en annexe 55 le dépliant « Prenons la parole » lancé par le CCJ-CGT.

395 Voir en annexe 56 la déclaration des organisations de jeunesse contestant l'initiative gouvernementale du questionnaire adressé à la jeunesse.

Centres de Vacances et de loisir (UFCV), la FIDL, le MJS, le Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA), la coordination des BTS, la Jeunesse en Plein Air (JPA), la Fédération des maisons de la culture et le bureau du Comité pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire (CNAJEP). La communauté scientifique se joint rapidement à cette contestation. Ainsi, les sociologues Christian Baudelot, Catherine Lévy et Pierre Bourdieu<sup>396</sup>, se fondant, semble-t-il, sur le postulat de la diversité de la jeunesse dégagé par ce dernier dans « La jeunesse n'est qu'un mot », à savoir qu'« il faudrait au moins analyser les différences entre les jeunesses, ou, pour aller plus vite, entre les deux jeunesses. Par exemple, on pourrait comparer systématiquement les conditions d'existence, le marché du travail, le budget temps, etc., des « jeunes » qui sont déjà au travail et des adolescents du même âge (biologique) qui sont étudiants (...) »<sup>397</sup>. Ces trois sociologues engagent alors, au nom de l'Association de Réflexion sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ARESER), une contestation méthodologique de cette enquête:

*« Le questionnaire que M. Ballardur a soumis à tous les jeunes de 15 à 25 ans présente l'immense avantage de concentrer en un petit dépliant maniable l'essentiel des grandes erreurs qui doivent être évitées à tout prix dans une enquête par questionnaire (...). Du point de vue scientifique, toutes les conditions sont d'ores et déjà réunies pour qu'aucun résultat significatif ne puisse jamais sortir de cette consultation (...). Quel que soit le taux de réponse, les questionnaires reçus seront inexploitable car on ne pourra jamais savoir qui a répondu et qui n'a pas répondu, condition indispensable pour exploiter n'importe quel questionnaire et interpréter les biais introduits par les non-réponses. D'autant que, dans le cas d'une consultation politique de ce type, tous les brouillages et falsifications facétieuses (...) sont loin d'être exclus. Une enquête réalisée sur un échantillon aléatoire dont on aurait contrôlé avec soin la structure aurait fourni à moindres frais des résultats dotés de sens. Dès lors qu'on se propose un objectif aussi ambitieux que de demander aux jeunes de s'exprimer (...), une précaution élémentaire consiste à leur offrir toutes les chances de s'exprimer avec les mots qui sont les leurs. Or ce questionnaire majoritairement fermé est construit sur des échelles d'attitudes (...) dont l'optimum (...) fait référence à un modèle social tout à fait typé et fort inégalement distribué dans l'ensemble de la population (...). Les questions ouvertes ostensiblement déployées au fil des pages ne sauraient pallier cette lacune car elles supposent pour qu'on y réponde une maîtrise de la langue écrite et une confiance dans l'écriture et les organisateurs de ce sondage qui sont loin d'exister. Quant aux variables caractérisant les jeunes, elles sont d'une pauvreté consternante... (...). Cette pseudo-démocratie directe (...) n'est qu'une forme de démagogie*

<sup>396</sup>Pierre Bourdieu confirme à cette occasion sa stature de « penseur conséquent des formes contemporaines de la domination sociale, il incarne, à sa manière, une des figures de l'intellectuel engagé aux prises avec les grands problèmes de notre temps » (in Bérout Sophie, Mouriaux René, Vakaloulis Michel, *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*, Paris, La Dispute, 1998, p.53). Toutefois ceci pose la question de la neutralité axiologique du chercheur. Or « Dévoiler, pour Pierre Bourdieu, signifie *ipso facto* prendre parti. « Le discours de la science », pouvait-on lire dans l'éditorial du premier numéro des *Actes de recherche en sciences sociales*, « ne peut paraître désenchanté qu'à ceux qui ont une vision enchantée du monde social. Il se tient aussi éloigné de l'utopisme qui prend ses désirs pour la réalité que du sociologisme qui se complait dans l'évocation rabat-joie de lois fétichisées. La science se contente de détruire les faux-semblants et les faux-fuyants forgés par une vision religieuse de l'homme dont les religions n'ont pas le monopole » (in Bérout Sophie, Mouriaux René, Vakaloulis Michel, *op.cit.*, pp.52-53).

<sup>397</sup> Bourdieu Pierre, « La jeunesse n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, p.145.

rationnelle (...) »<sup>398</sup>.

De même l'association des administrateurs de l'INSEE prennent eux aussi position, estimant que la « représentativité des réponses est inexistante »<sup>399</sup>. Pour eux, cette opération « ne s'assimile en aucune sorte à une enquête représentative: toute statistique que l'on en tirerait serait fourvoyée »<sup>400</sup>. Olivier Galland, alors spécialiste des questions de jeunesse à l'Observatoire sociologique du changement, estime quant à lui que « l'échantillon de réponses n'est pas représentatif. Au fond, on ne sait pas qui a répondu. Sur le plan de la rigueur scientifique, il aurait mieux fallu un sondage classique »<sup>401</sup>, tandis que pour François De Singly, « ce n'est pas une enquête sociologique (même si ces réponses peuvent être) porteuses de sens »<sup>402</sup>. André Bonaldy, mathématicien et psychanalyste en charge du traitement mathématique et informatique des données recueillies répond alors à Pierre Bourdieu:

*« (Il ne s'agit pas d'un référendum des jeunes mais) d'un recueil d'opinions (...). Il nous reproche, par exemple, de ne pas avoir opté pour un sondage classique. En quoi une palette de 2000 individus choisis selon les techniques habituelles serait-elle plus représentative qu'une masse de 1.500.000 réponses? J'ai délibérément voulu fuir les techniques des enquêtes sociologiques qui privilégient les CSD (catégories socio-démographiques) pour sélectionner les sondés (...). Mon but a été de conserver l'unité de chaque jeune. Pour ce faire, j'ai apporté une attention particulière au codage des questions ouvertes: elles sont l'expression libre des 15-25 ans. Il était fondamental qu'elles aient une représentativité au moins équivalente aux questions fermées. Sinon, on risquait de fabriquer un individu virtuel dans lequel les jeunes ne se seraient pas reconnus (...). Nous avons procédé au choix des thèmes à partir d'un échantillon de 3000 questionnaires. J'ai retenu 105 idées au total, celles qui revenaient le plus souvent dans l'ensemble des quatre questions ouvertes (...). J'ai retenu jusqu'à sept possibilités de réponse par questionnaire pour chacune des quatre questions (...). Grâce à ce codage, les préoccupations de tous les 15-25 ans ayant répondu (...) sont prises en compte. Ce qui nous permet de constituer le recueil exhaustif de l'opinion des jeunes (...). Après avoir visualisé le nuage des 800.000 jeunes (puisque nous n'en sommes qu'à la moitié), on a extrait six classes homogènes. Comment ont-elles été constituées? Le traitement informatique a mesuré les écarts, variable par variable, pour chaque individu. Ceux qui ont eu un comportement de réponses proches sont allés dans la même classe, ceux éloignés dans une autre. J'ai ainsi obtenu une représentation graphique (...) fidèle à l'expression de la jeunesse »<sup>403</sup>.*

Certes, André Bonaldy indique bien qu'il a « délibérément voulu fuir les techniques des enquêtes sociologiques qui privilégient les CSD ». Toutefois, sa méthode consistant à « retenir 105 idées au

---

398 Voir en annexe 57 l'article de Baudelot Christian, Bourdieu Pierre, Lévy Catherine, « Un questionnaire démagogique », *Le Monde*, 8 juillet 1994.

399 Dépêche AFP du 27 septembre 1994 (IHS-CGT côte 28CFD1).

400 *Ibid.*

401 *Ibid.*

402 *Ibid.*

403 Voir en annexe 58 l'entretien de André Bonaldy, mathématicien et psychanalyste, chargé du traitement mathématique et informatique des données recueillies à l'occasion de la consultation gouvernementale, *Le nouvel observateur*, rentrée scolaire 1994.

total, celles qui revenaient le plus souvent dans l'ensemble des quatre questions ouvertes, (et par conséquent constituer) jusqu'à sept possibilités de réponse par questionnaire pour chacune des quatre questions » a tendance à sous-estimer que « les catégorisations et les typifications (...) ont des fondements (et des limites) politiques (...), la présentation (...) d'une société faite de catégories, de groupes ou de classes est donc une vision profondément politique »<sup>404</sup>. Le 8 août, l'article de loi instaurant le CIP est définitivement retiré. Le 1er septembre, une rencontre des organisations de jeunesse se tient à la bourse du travail de Paris afin de suivre la consultation nationale lancée par le gouvernement. L'UNEF-SE, l'UNEF-ID, la JOC, la JC et le CCJ-CGT y sont présentes. A l'issue du mois de septembre 1994, la consultation gouvernementale prend fin. Les résultats sont rendus publics. Sur les 9 millions de jeunes sollicités, 1,5 millions ont retourné ce questionnaire. 70% des jeunes qui ont répondu n'ont pas confiance en l'avenir, 83% pensent que les employeurs ne font pas confiance aux jeunes et seulement 35% estiment que les stages et la formation professionnelle sont bien organisés. Le comité de consultation des jeunes élabore alors 57 propositions. Le 5 octobre, l'annonce d'une charte des stages en entreprise élaborée conjointement par le CCJ-CGT, l'UGICT-CGT, l'UNEF-SE, l'UNEF-ID ainsi que des syndicats de lycéens ou de BTS-DUT<sup>405</sup> est rendue publique lors d'une conférence de presse des organisations signataires tenue à la Sorbonne. Jean-Claude Gagna, secrétaire national de l'UGICT-CGT, est en charge de proposer des partenariats mettant en contact entreprises et universités autour de cette charte. Louis Viannet tient alors plusieurs meetings en direction de la jeunesse dans la préparation des congrès des Unions Départementales, évoquant tant la lutte contre le CIP que les mobilisations de jeunes dans les Mac Donald's ou à Eurodisney. Ayant « un débat un peu vif avec Louis Viannet sur la nécessité de porter plus rapidement et plus profondément les transformations de l'organisation syndicale »<sup>406</sup> à l'occasion de la « préparation du 45ème congrès, la démission, le 12 octobre 1994, d'Alain Obadia, (considéré par certains comme le n°2 de la CGT de l'époque), ne passe pas inaperçue. (En effet) les « modernistes » parmi lesquels se situe Obadia sont partisans d'une adaptation de la CGT (...) sur des pratiques nouvelles »<sup>407</sup>. Le 15 novembre 1994, le premier ministre Edouard Balladur arrête 29 des 57 propositions<sup>408</sup>. Nicolas Sarkozy, ministre du Budget, parle de mesures coûtant « au moins

404Lahire Bernard, « Catégorisations et logiques individuelles: les obstacles à une sociologie des variations intra-individuelles », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°110, 2001, p.6.

405Voir en annexe 59 la Charte des stages en entreprises signée par le CCJ-CGT, Déclyc (association lycéenne), FIDECC, la FIDL, la Fédération Nationale des Etudiants en IUT (FNEIUT), l'UNEF-SE, l'UNEF-ID, l'UNL, l'UGICT-CGT.

406Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

407Dreyfus Michel, *op.cit.*, p.313.

408Les 29 mesures arrêtées sont les suivantes: 1) Abaisser à dix-huit ans l'âge de l'éligibilité aux élections régionales et cantonales et l'âge de l'éligibilité comme maire. 2) Rendre obligatoire, par un projet de loi, l'institution auprès du conseil municipal dans les communes de 3500 habitants et plus, d'un conseil communal de la jeunesse. 3) Mise en œuvre d'une campagne d'information pour les inscriptions sur les listes électorales. 4) Dans le cadre du nouveau contrat pour l'école, création d'une instance de médiation composée de personnels éducatifs et d'élèves, dans chaque

1,5 milliards de francs »<sup>409</sup>. La FEN parle d'un « saupoudrage plus que d'une politique ambitieuse et cohérente »<sup>410</sup>, l'UNEF-ID juge que « des premiers pas ont été faits (mais qu'il) reste à satisfaire des aspirations »<sup>411</sup>, et l'UNEF-SE estime que « sans moyens financiers conséquents, le plan Balladur ne sera que du vent »<sup>412</sup>. Face à ces propositions insatisfaisantes, cette dernière lance alors des bureaux d'embauche, contre-projets à l'Association pour Faciliter l'Insertion professionnelle des Jeunes diplômés (AFIJ) instaurée par le gouvernement. A cette occasion, quelques contacts ont lieu, au cas par cas, avec certaines structures de la CGT. Ainsi, tandis que les liens entre l'UNEF-SE et les structures dites « modernistes » de la CGT - à savoir l'UGICT - tendent à se relâcher, au contraire, le syndicat étudiant continue à entretenir des relations étroites avec les fédérations de la CGT traditionnellement attachées à la solidarité des organisations du conglomérat communiste, telle la fédération de l'Energie:

---

collège et lycée. 5) Mise en place d'un numéro d'appel national pour mieux informer les jeunes sur le service national. 6) D'ici à quatre ans, le nombre de jeunes effectuant le service national sous une forme civile sera porté à 45.000. 7) Désignation d'un interlocuteur privilégié des jeunes dans tous les commissariats centraux de la police nationale. 8) Les maires pourront, si nécessaire, désigner pour une durée déterminée un ou plusieurs médiateurs chargés des problèmes de la jeunesse, en particulier dans les quartiers en difficulté. 9) Les communes seront encouragées à prolonger la consultation nationale des jeunes par l'organisation régulière de consultations en liaison avec les commissions communales des jeunes. 10) La préparation à l'insertion professionnelle deviendra une mission à part entière de l'école. 11) A l'entrée en 6ème, les élèves pourront bénéficier d'une mise à niveau individualisée de leurs connaissances, et, le cas échéant, d'une aide complémentaire. 12) Les mesures relatives au soutien aux élèves en difficulté, à l'orientation professionnelle et à la valorisation des filières technologiques professionnelles, comprises dans le nouveau contrat pour l'école, seront mises en œuvre en priorité. 13) Les jeunes engagés dans des cycles de formation professionnelle par la voie de contrat d'apprentissage, d'orientation et de qualification pourront bénéficier d'un report d'incorporation jusqu'à vingt-quatre ans. 14) D'ici à cinq ans, 30.000 jeunes pourront bénéficier d'une formation sanctionnée par un titre professionnel reconnu dans le cadre d'un contrat de volontariat service long « spécialiste », et 20.000 autres, en plus grande difficulté, pourront prolonger de quatre à six mois leur service militaire pour suivre des formations préqualifiantes. 15) Année « deuxième chance »: maintien de sa bourse à un étudiant boursier devant redoubler une année d'études sous conditions d'assiduité et de notes minimales. 16) Tout jeune, de seize à vingt-cinq ans, demandeur d'emploi, n'ayant pas bénéficié durant sa formation d'une possibilité de stage, pourra demander, dans l'année qui suit sa sortie du système éducatif, à effectuer un stage rémunéré en entreprise. 17) L'Etat apportera une aide à l'Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (AFIJ). 18) Extension des bourses défi-jeunes pour les dix-huit/vingt-cinq ans et création de bourses défi-junior pour les quinze/dix-huit ans. 19) Doublement en deux ans (110 millions de francs au budget 1995) des moyens des Fonds départementaux d'aides aux jeunes. 20) Création de points locaux d'information jeunesse et d'antennes mobiles d'information « Bus info jeunes » dans les quartiers difficiles, et d'un service téléphonique national d'information, « Fil info jeunes ». 21) Lancement dès le mois de janvier d'une nouvelle « carte jeune », utilisable dans 24 pays européens. 22) Incitation à la signature de « contrat local d'animation » pour les jeunes, par l'attribution par l'Etat de 1000 emplois d'animateurs pour les 1000 premiers locaux mis à la disposition des jeunes par les communes. 23) Etude des moyens d'aider les jeunes en difficulté par le biais des comités pour le logement autonome des jeunes. 24) Création d'ici à la fin de l'année d'un numéro vert national pour l'écoute individualisée des jeunes dans le domaine de la santé. 25) Affectation d'une infirmière dans chaque établissement scolaire de plus de 500 élèves. 26) Accès autonome à l'assurance maladie des jeunes de dix-huit à vingt ans n'ayant pas d'activité professionnelle et qui sont des ayants droit de leurs parents. 27) Relance et extension des structures de conseil en matière familiale et conjugale. 28) Création de maisons des jeunes et de la santé. 29) Création d'un Centre national des projets de jeunes et d'un Centre de la création artistique des jeunes avec l'aide de l'Etat. *Le Parisien*, 16 novembre 1994.

409 *Libération*, 16 novembre 1994.

410 *Ibid.*

411 *Ibid.*

412 *Le Figaro*, 16 novembre 1994.

*« Suite au CIP il y a eu pas mal de relations. A l'époque nous avons essayé de monter ce que nous appelions des bureaux d'embauche pour les jeunes diplômés (...). C'était au moment où se montait l'AFIJ, l'Association pour Faciliter l'Insertion des Jeunes, qui était une association dans laquelle se retrouvait le patronat, les organisations syndicales et des organisations de jeunesse. L'UNEF-SE avait refusé d'y participer. Donc nous avons préféré mettre en relation des jeunes diplômés qui sortaient de l'Université, qui se retrouvaient sans boulot, avec des boîtes dans lesquelles la CGT était présente, facilitant ainsi leur insertion professionnelle (...). Je pense que nous avons eu pas mal de contacts avec la RATP à l'époque. Des rencontres ont eu lieu pour discuter de ça avec la fédération de l'énergie aussi. Je ne sais pas si ça s'est concrétisé. Je n'en ai pas souvenir. Mais il y a eu pas mal de rencontres. Je pense que le CIP a quand même été le point de départ de relations étudiants/salariés sur des questions qui nous concernaient tous »<sup>413</sup>.*

De même, des liens avec la RATP sont établis autour de « la co-construction d'une revendication, le demi-tarif étudiant »<sup>414</sup>, ou encore « un début de réflexion sur les stages et la précarité étudiante »<sup>415</sup> est amorcé. Enfin, l'UNEF-SE faisait « pas mal appel à la CGT pour (ses) stages de formation au centre Benoît Frachon, avec une implication de la CGT tant pour le prêt de locaux que concernant les responsables de la CGT en tant qu'intervenants/formateurs sur les questions de code du travail, d'insertion professionnelle... »<sup>416</sup>. Toutefois, ces initiatives ne constituent pas une politique générale de la CGT en direction de la jeunesse, et en particulier à vis-à-vis des étudiants. En effet, à l'occasion de la rencontre du bureau national du CCJ et du bureau confédéral de la CGT du 6 décembre 1994, Pierre-Jean Rozet tire un bilan en demi-teinte de cette mobilisation. Ainsi, bien qu'il estime que « la bataille contre le CIP et les semaines qui ont suivi ont été l'occasion de renouer, ou bien souvent de nouer des contacts avec les jeunes, notamment les étudiants »<sup>417</sup>, toutefois, pour ce dernier, « la situation est contrastée. Dans plusieurs endroits la lancée s'est poursuivie, des initiatives diverses sont projetées autour de l'emploi ou de l'utilisation de la charte des stages en entreprise (...). (Mais) dans beaucoup d'autres endroits, la pâte est retombée. Sans une animation constante et permanente, l'activité jeune a tendance à être reléguée au second plan, voire au troisième ou au quatrième »<sup>418</sup>. Ainsi, il déplore que la direction confédérale n'a pas été suffisamment porteuse d'une démarche en direction des jeunes afin que la CGT, dans toutes ses composantes, et notamment aux niveaux départementaux et fédéraux, s'en saisisse, le symbole en étant le faible retentissement de la campagne de syndicalisation « Paroles d'avenir ». De même Pierre-Jean Rozet souligne le manque de moyens du CCJ, comparé à l'UGICT, cette dernière ayant,

---

413Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

414Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

415Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008.

416Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

417Déclaration de Pierre-Jean Rozet à la rencontre du bureau national du CCJ et du bureau confédéral de la CGT du 6 décembre 1994 (IHS-CGT côte 28CFD3).

418Ibid.

pour sa part, les moyens de sa politique: « on atteint aujourd'hui les limites de ce que le Centre Confédéral de la Jeunesse est en capacité d'impulser et d'animer à lui tout seul (...). Le CCJ est plus là pour colmater les brèches, qu'en mesure d'impulser vraiment une dynamique confédérale. Nous ne sommes donc pas du tout sur le même schéma que l'UGICT (auquel le CCJ est parfois comparé) en matière d'organisation et de relais »<sup>419</sup>. Cette remarque apparaît d'autant plus pertinente qu'à cette même période l'orientation « rénovatrice » de l'UGICT vis-à-vis de la jeunesse étudiante, et en particulier en direction de l'UNEF-ID, est sensiblement divergente de la politique de la direction de la CGT à l'égard des étudiants - appliquée par « l'instrument » de jeunesse confédérale, le CCJ - mais aussi des relations de sympathie entretenues par certaines fédérations puissantes de la CGT avec l'UNEF-SE, telle que la fédération de l'énergie. Aussi, faisant remarquer que « ne pas montrer une volonté politique forte est aussi un acte politique »<sup>420</sup>, Pierre-Jean Rozet propose un effort particulier du bureau confédéral de la CGT afin de présenter un nombre substantiel de jeunes délégués au 45ème congrès, ainsi que de poser la question de la place et du rôle des jeunes dans la direction confédérale. Par conséquent, même si « la mobilisation contre le CIP remet au goût du jour les rapports entre la CGT et les organisations étudiantes (...), notamment avec la multiplication de contacts au niveau national »<sup>421</sup>, ce contact avec les organisations étudiantes « a quand même concerné les responsables jeunes et les responsables de l'encadrement de la CGT, mais il a eu du mal à irriguer au-delà l'ensemble de l'organisation. Ce travail de défrichage et de travail commun est resté entre les mains de ceux qui avaient travaillé sur ce sujet »<sup>422</sup>. Le débat sur la réforme de la protection sociale commence à émerger. Le secrétaire général de la CGT en personne sollicite l'UNEF-ID et l'UNEF-SE à participer à « un débat de nature à engager une réflexion sur la perspective de construire une initiative nationale de grande envergure, rassembleuse, large et unitaire »<sup>423</sup>. Les 17 et 18 décembre 1994 se tient le Congrès de Paris de l'UNEF-ID. Très investie durant la mobilisation contre le CIP, la Tendance Indépendance et Action, devenue Tendance Indépendance et Démocratie pour l'occasion, avec à sa tête Pouria Amirshahi, devient majoritaire. Philippe Campinchi quitte l'organisation pour rejoindre la Ligue de l'enseignement avec le soutien de laquelle il crée Animafac. Ce basculement de majorité de l'UNEF-ID, nommé par les militants étudiants l'époque de « la décartellisation »<sup>424</sup>, est observé avec attention par la direction confédérale qui voit ainsi une condition du rapprochement entre les deux organisations satisfaite. « Un vrai

---

419 *Ibid.*

420 *Ibid.*

421 Entretien avec Louis Viannet le 19 juin 2008.

422 Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

423 Courrier de Louis Viannet à l'attention de l'UNEF-SE et de l'UNEF-ID en date du 8 décembre 1994 (IHS-CGT côte 28CFD9).

424 Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

contrat de confiance se crée à ce moment-là »<sup>425</sup> entre l'UNEF-ID et la CGT:

*« Le mouvement contre le CIP a été l'occasion de commencer à tisser des liens avec l'UNEF-ID qui se sont renforcés ensuite quand il y a eu le changement de majorité de l'UNEF-ID (...). A l'époque c'était Philippe Campinchi qui était président de l'UNEF-ID, et donc il y a eu un basculement de tendance, la nouvelle tendance arrivant étant plus soucieuse de faire un vrai travail syndical, et qui était sans doute moins dépendante des réalités politiques, des liens avec le Parti Socialiste. Il y avait Julien Dray qui était toujours dans les parages, mais en tout cas il y avait une volonté de travailler ensemble sans aucun ostracisme vis-à-vis des confédérations. Donc c'est à partir de ce moment-là que nous avons commencé à retisser des liens et que nous avons eu un travail en lien avec les deux UNEF; nous avons commencé à participer à leurs congrès, y compris à y intervenir et réciproquement »<sup>426</sup>.*

Désormais, dans une optique d'« équidistance syndicale » mais aussi de volonté de « construire le statut social de la jeunesse (...), parce que nous considérons qu'il faut unifier la jeunesse »<sup>427</sup>, Pouria Amirshahi propose de généraliser la charte des stages en entreprises à toutes les organisations syndicales. FO et la CFDT la signent. Ceci permet alors à l'UNEF-ID de continuer à entretenir de bonnes relations avec FO, le syndicat étudiant se retrouvant dans le « discours de l'indépendance »<sup>428</sup> de l'organisation de Marc Blondel, point crucial pour cette génération de militants de l'UNEF-ID ayant bâti son identité syndicale sur l'idée la revendication de l'indépendance vis-à-vis de Lionel Jospin et de Jean-Christophe Cambadélis. De même, cette stratégie de l'équidistance permet à l'UNEF-ID de limiter ses liens avec Julien Dray, ce dernier étant désireux de « mettre la main sur l'UNEF-ID comme il avait mis la main sur SOS-Racisme »<sup>429</sup>. Quant aux rapports avec la CFDT, ils deviennent « cordiaux, (car quand bien même la proximité idéologique diverge du temps de la présidence de Philippe Campinchi, et) quand bien même la CFDT connaissait une dérive (...) droitnière, elle avait eu l'intelligence de développer deux revendications majeures qui étaient complètement en phase avec son temps: d'une part, l'emploi des jeunes, et d'autre part la réduction du temps de travail »<sup>430</sup>. Le 4 février 1995, une déclaration commune de la CGT, de la Confédération Syndicale des Familles (CSF), du Comité National de Liaison des Centres de Santé (CNLCS), de la Fédération des Médecins de France (FMF), de la Fédération des Malades et handicapés (FMH) et de la FSU appelle à une journée de mobilisation sur le thème de la défense et de la rénovation de la sécurité sociale. A cette occasion, le CCJ-CGT invite la JOC-JOCF, l'UNEF-SE, l'UNEF-ID, la Jeunesse Etudiante Chrétienne et le Mouvement Rural des

---

425Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

426Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

427Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

428Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

429Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

430Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

Jeunes Chrétiens à s'associer à cette initiative<sup>431</sup>. En parallèle, à l'initiative de l'UNEF-ID, des manifestations étudiantes éclatent contre la circulaire Bardet, cette dernière réformant les IUT en préconisant la généralisation des filières courtes, empêchant ainsi les détenteurs d'un DUT de poursuivre des études à l'université, mais aussi contre le rapport Laurent présenté à la mi-février au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon, ce dernier prévoyant différentes mesures, dont la refonte complète du système d'aide aux étudiants et l'augmentation des droits d'inscription. La CGT et le CCJ-CGT soutiennent ces manifestations. L'UNEF-ID obtient gain de cause. A quelques mois des élections présidentielles, le rapport Laurent est « enterré » et une équivalence pour les IUT est officialisée. Au mois de mars 1995, l'UGICT adresse une lettre aux étudiants salariés afin de leur proposer une rencontre avec le syndicat de leur entreprise<sup>432</sup>. Signe de la poursuite de l'ouverture de la CGT dans une optique de « syndicalisme rassemblé », le 22 mars 1995, le secrétaire général de la CGT est le seul représentant d'une centrale syndicale répondant à l'invitation de Nicole Notat en se rendant au 43ème congrès de la CFDT à Montpellier. Cet événement est qualifié d'historique, Louis Viannet étant le premier secrétaire général de la CGT à faire ce geste. A cette occasion, il traduit « la volonté de la CGT d'apporter toute sa contribution aux progrès de l'unité d'action, à la recherche de positions convergentes qui sont aujourd'hui indispensables pour que le syndicalisme retrouve une crédibilité dont il a besoin... Les relations entre organisations ont besoin d'être modifiées »<sup>433</sup>. Certains y voient une stratégie de la CGT qui « décida en 1995 d'abandonner officiellement la Fédération Syndicale Internationale (FSM), (alignée sur les pays de l'est), et d'intégrer la Confédération Européenne des Syndicats (CES) »<sup>434</sup>, ce rapprochement avec la CFDT garantissant ainsi à la centrale de Montreuil un appui certain dans ce processus. Dans le climat de la campagne pour l'élection présidentielle se profile la manifestation du 1er mai 1995, date symbolique pour le syndicalisme français. Ainsi, tel que le note Danielle Tartakowsky, « Depuis le début du XXème siècle, le mouvement syndical français a affirmé son hégémonie sur le 1er mai (...). Le 1er mai constitue dès lors un bon terrain d'observation des relations, mouvantes, que les confédérations entretiennent (...), Paris (...) où les Premiers mai reflètent plus fidèlement qu'ailleurs les orientations confédérales et leurs évolutions »<sup>435</sup>. En effet, les organisations qui « choisissent ou acceptent de s'y intégrer s'inscrivent, de manière explicite ou non, dans une histoire qui fut celle du mouvement ouvrier et dans les valeurs dont elle reste porteuses ou dans un système d'alliance qui reconnaît aux syndicats un rôle moteur ou, du moins,

---

431 Voir en annexe 60 le courrier du CCJ-CGT en date du 19 janvier 1995 invitant notamment l'UNEF-SE et l'UNEF-ID à participer à la journée de mobilisation du 4 février 1995 sur le thème de la défense de la sécurité sociale.

432 *Cadres-Infos*, n°366, 14 mars 1995, pp.2-3.

433 Dreyfus Michel, *op.cit.*, p.314.

434 Pernot Jean-Marie, *art.cit.*, p.44.

435 Tartakowsky Danielle, « Associations et syndicats dans les cortèges du 1er mai (1945-2004) », *op.cit.*, p.399.

nécessaire. Celles qui négocient leur présence signifient leur souci d'être reconnues par les confédérations syndicales et, d'une certaine manière, ainsi légitimées »<sup>436</sup>. Or considérant que le « vieux fond syndicaliste-révolutionnaire (de la CGT) lui vaut de demeurer, longtemps, convaincue que le syndicat suffit à tout (dans le champ social) ou du moins peut y prétendre »<sup>437</sup> et que « la CGT développe en conséquence des conceptions intégratrices de la classe ouvrière et de son organisation syndicale, propres à dispenser de l'expression d'identités concurrentes, tenues pour préjudiciables et l'exprime longtemps dans l'ordonnement de ses cortèges »<sup>438</sup>, aussi convient-il de considérer que la participation de l'UNEF-ID à la manifestation unitaire du 1er mai 1995, pour la première fois depuis sa création, sur invitation de la CGT<sup>439</sup>, marque ainsi une reconnaissance officielle de la légitimité du syndicat étudiant par la centrale de Montreuil. Cette participation de l'UNEF-ID marque également la volonté pragmatique de cette dernière de repenser ses rapports avec les centrales syndicales dans un contexte d'émergence de la préoccupation de l'unification des deux UNEF:

*« L'UNEF-ID a fait le 1er mai 1995 pour la première fois avec la CGT et non pas FO. C'était la première fois que l'UNEF-ID, qui avait changé de majorité, s'affichait avec la CGT en commençant un travail de mobilisation sociale. De plus, il y avait des divergences fortes avec la CFDT qui était « trop signataire », et FO qui avait des positions variables et une taille changeante, d'où le choix de la CGT. De même, durant cette période l'objectif de la réunification de l'UNEF commençait à émerger. Donc l'affichage avec la CGT était aussi une manière de rassurer l'UNEF-SE dans des intersyndicales. En effet, nous avons un désir d'unité du mouvement étudiant pour être crédibles et légitimes face aux syndicats professionnels qui estimaient que les questions d'emploi faisaient partie de leur monopole »<sup>440</sup>.*

Moins d'une semaine plus tard, le 7 mai, contre toute attente, Jacques Chirac est élu Président de la République. Les discussions entre les organisations de jeunesse et le CCJ-CGT à propos de l'insertion des jeunes se poursuivent. Durant le mois de juin, l'UNEF-ID sollicite la CGT pour un échange sur les conséquences de la mise en place d'un Conseil national de l'Enseignement supérieur privé. Pierre-Jean Rozet est désigné pour prendre en charge ce dossier, en coopération avec l'UGICT, le Pôle Politique et activités revendicatives et la FERC<sup>441</sup>. Le 19 juin, le bureau confédéral

---

436Ibid., p.403.

437Ibid., p.404.

438Ibid.

439Voir en annexe 61 le tract du 1er mai 1995 notamment signé par l'Union Régionale d'île-de-France CGT (URIF-CGT), l'UNEF-ID, la JOC... A noter qu'étrangement aucun indice ne nous laisse supposer la participation de l'UNEF-SE à cette manifestation unitaire du 1er mai 1995. Des notes manuscrites lors d'une réunion de préparation de la journée du 1er mai tenue le 10 avril 1995 nous laissent au contraire envisager la non-participation de l'UNEF-SE (IHS-CGT côte 28CFD9), cette dernière ayant pourtant été officiellement conviée par un courrier de Louis Viannet, au même titre que la JOC, l'UNEF-ID, la Jeunesse Etudiante Chrétienne et le Mouvement Rural des Jeunes Chrétiens (IHS-CGT côte 28CFD9).

440Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

441Relevé de décisions et propositions de la coordination du bureau confédéral du 12 juin 1995 (IHS-CGT côte

de la CGT charge Pierre-Jean Rozet et Gérard Delahaye, secrétaire général de l'UGICT, de prendre publiquement contact avec la JOC, l'UNEF-SE et l'UNEF-ID à propos de la signature imminente par le patronat et les autres organisations syndicales d'un texte sur l'insertion des jeunes prévoyant notamment un allègement des charges patronales, texte auquel la CGT ainsi que FO refuseront de s'associer<sup>442</sup>. Quelques jours plus tard, le bureau confédéral charge Michelle Commergnat, Pierre-Jean Rozet pour le CCJ et un représentant de l'UGICT de participer à un concert organisé par l'UNEF-SE à l'université de Nanterre au nom de la mise à disposition du service public de la « fac Pasqua »<sup>443</sup>, université privée fonctionnant sur des fonds publics située à La Défense et créée par le conseil général des Hauts-de-Seine sous le mandat de son président Charles Pasqua. Dans ce contexte d'émergence de « la rébellion des marges (autour de) l'appel des « sans »<sup>444</sup>, suite à la campagne des chaînes d'inscription de septembre 1995, l'UNEF-SE décide de lancer une manifestation, et non le traditionnel rassemblement de la rentrée universitaire. Des étudiants rejoignent rapidement ce mouvement. Le 19 octobre, à la faculté de mathématiques de Toulouse, l'agitation étudiante gagne sur le mot d'ordre de moyens supplémentaires pour l'Université<sup>445</sup>. Cette agitation gagne rapidement les universités de Rouen et de Metz. Une coordination étudiante parisienne se constitue. L'UNEF-ID et l'UNEF-SE sont débordées par l'ampleur de la mobilisation. « L'UNEF-ID monte une coordination *via* les assemblées générales de province dans laquelle elle s'investit »<sup>446</sup>. Pour certains, cette attitude de l'UNEF-ID démontre qu'au même titre que la mobilisation contre la réforme Jospin de 1992, « elle ne pouvait pas contrôler la coordination étudiante parisienne, elle s'en est donc désolidarisée (...) »<sup>447</sup>. A l'inverse, bien que « l'UEC ait des réticences à s'engager dans cette mobilisation (liées au manque de confiance dans) la capacité des étudiants à structurer leur mouvement (...), l'UEC étant brouillée par la vision de SOS-Racisme qui nourrissait notamment la vision de l'UNEF-ID »<sup>448</sup>, la direction de l'UNEF-SE choisit tout de même de « mettre l'UNEF-SE au service du mouvement étudiant »<sup>449</sup> en maintenant le syndicat dans la coordination étudiante, gagnant par la même « une plus grande marge d'autonomie (vis-à-vis de

---

28CFD10).

442Procès-verbal de la réunion du bureau confédéral du 19 juin 1995 (IHS-CGT côte 28CFD10).

443Procès-verbal de la réunion du bureau confédéral du 26 juin 1995 (IHS-CGT côte 28CFD10).

444Crettiez Xavier, Sommier Isabelle (coord.), « La rébellion des marges », *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, pp.323-393. Ces luttes regroupent notamment les sans-emplois (chômeurs, précaires), les sans-logis, les sans-papiers, mais aussi les mobilisations contre les discriminations (Act-Up) et contre le sida ...

445Nous nous inspirons ici de la chronologie du mouvement de novembre-décembre 1995 dans l'ouvrage de Bérout Sophie, Mouriaux René, Vakaloulis Michel, *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*, Paris, La Dispute, 1998, pp.207-210. Voir également Leneveu Claude, Vakaloulis Michel (dir.), *Faire mouvement. Novembre-décembre 1995*, Paris, PUF, 1998, 314 p., et Bérout Sophie, Mouriaux René (dir.), *Le souffle de décembre. Le mouvement de décembre 1995: continuités, singularités, portée*, Paris, Syllepse, 1997, 201 p.

446Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

447Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

448Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

449Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

l'UEC) dans la définition de ses orientations »<sup>450</sup>. La FAGE participe également à la coordination étudiante pour la première fois de son histoire, prenant « une position politique entre guillemets (...), avec une réflexion presque syndicale »<sup>451</sup>. La coordination étudiante est alors composée de syndicalistes de l'UNEF-SE, mais aussi « des non syndicalistes, et parmi les non syndicalistes il y avait aussi des gens (...) qui n'avaient le fait organisationnel. C'est-à-dire qu'il fallait tout à la fois (...) reconnaître la coordination, et en même temps nous n'allions pas nous dissoudre dans la coordination, nous avons notre vie à part entière dans notre syndicat. Donc nous avons essayé de tenir l'équilibre »<sup>452</sup>. La mobilisation étudiante perdure. Le 23 octobre, Jacqueline Léonard ainsi qu'un représentant de l'UGICT sont délégués par la direction de la CGT pour organiser une rencontre au sujet de la Sécurité sociale à la demande de l'UNEF-ID. Désormais le bureau confédéral prend en considération les rapports de force se jouant dans le mouvement étudiant et indique à cette occasion qu'« il serait nécessaire d'avoir des contacts avec l'UNEF(-SE) et l'UNEF-ID assez rapidement afin de préparer une rencontre plus large de toutes les organisations qui pourraient se rassembler pour une action de plus grande envergure »<sup>453</sup>. Le 30 octobre, la CGT, la CFDT, FO, la CGC, la CFTC, la FEN, la FSU et l'UNSA signent une déclaration commune, ce qui est une première depuis 1967, sur l'avenir de la Sécurité sociale. Le 5 novembre, après trois semaines de grève à l'université de Rouen et l'entrée dans la grève des universités de Metz, Toulouse et Orléans, François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, annonce un plan d'urgence pour les universités les plus pauvres. L'UNEF-SE refuse ce plan d'urgence ne satisfaisant pas aux revendications. Le syndicat étudiant entre alors en conflit avec « la direction de l'UEC qui estimait que nous nous marginalisions dans le mouvement (...) et la JC était dubitative »<sup>454</sup>. La mobilisation étudiante ne fléchit pourtant pas. Le 9 novembre, la CGT appelle à « soutenir la manifestation décidée par les syndicats des étudiants et des personnels »<sup>455</sup>, estimant que « La France ne souffre pas de trop d'étudiants, bien au contraire (...). Tous les salariés, tous les citoyens de notre pays sont concernés (...). La réquisition de la fac Pasqua, la création de postes d'enseignants, de chercheurs, la défense et le développement d'une aide sociale étudiante de haut niveau, des budgets pour l'enseignement supérieur et la recherche répondant aux besoins qui s'expriment, sont autant de mesures nécessaires et urgentes »<sup>456</sup>. En parallèle, le 15 novembre, l'Assemblée nationale vote la

---

450Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

451Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

452Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

453Procès-verbal de la réunion du secrétariat du bureau confédéral de la CGT du 23 octobre 1995 (IHS-CGT côte 28CFD10).

454Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

455Voir en annexe 62 la déclaration de la CGT en date du 3 novembre 1995 appelant à participer à la manifestation étudiante et enseignante du 9 novembre 1995.

456Ibid.

confiance au gouvernement Juppé pour son plan de réforme de la Sécurité sociale. Les centrales syndicales appellent à la grève unitaire pour le 24 novembre. A l'initiative de l'UNEF-SE, les étudiants, déjà mobilisés, et les salariés, commençant à leur tour à se mettre en grève - de même que certains intellectuels se mobilisant aux côtés des salariés<sup>457</sup> - sont alors amenés à se rencontrer dans les assemblées générales:

*« En novembre-décembre 1995 nous faisons venir des représentants des salariés dans les amphis étudiants pour qu'ils expliquent pourquoi ils étaient en mobilisation, pourquoi il y avait des convergences à créer entre les étudiants et les salariés, exprimer le fait que toutes les questions liées à la Sécurité sociale concernaient aussi les étudiants. Nous avons organisé ce genre de rencontres pour faire adhérer les étudiants à cette convergence-là (...), à l'idée que nous avons intérêt à nous mobiliser ensemble (...). Ca a quand même été un sacré boulot que de faire se rencontrer les salariés et les étudiants »<sup>458</sup>.*

Suite au constat de l'UNEF-SE de l'insuffisance du plan d'urgence, la CGT soutient le mot d'ordre d'un effort budgétaire supplémentaire de la part du ministre de l'Education nationale et appelle à soutenir la journée de mobilisation étudiante prévue pour le 21 novembre en liant à cette occasion, revendications étudiantes et salariées sur la réforme de la Sécurité sociale:

*« 2.100.000 étudiants représentent un atout considérable pour assurer le plein développement du pays. Cet atout ne doit pas être sacrifié sur l'autel de la rigueur et de l'austérité des comptes publics (...). Le ministre propose aujourd'hui, avec son plan d'urgence, de débloquer 150 millions de francs sur les quatre ans qui viennent. Cette somme est très loin de répondre aux besoins immédiats de l'enseignement supérieur; les syndicats étudiants et la coordination (...) évaluent à deux milliards de francs les crédits à inscrire d'urgence pour assurer un bon fonctionnement des universités (...). Les ponctions budgétaires sur l'enseignement supérieur, comme les mesures drastiques prises par le gouvernement en matière de protection sociale handicapent lourdement le développement économique et social de notre pays. La CGT partage les exigences du monde universitaire, elle sera présente à la manifestation du 21 novembre. Elle se félicite que d'ores et déjà des organisations étudiantes appellent à manifester le 24 novembre avec les salariés pour la défense de la Sécurité sociale, permettant ainsi de construire un large rassemblement pour imposer*

---

457Pierre Bourdieu prend publiquement position à l'occasion des grèves de novembre-décembre 1995. Ainsi, « les années 1990 verront (...) Pierre Bourdieu adopter une attitude de plus en plus critique à l'égard des dirigeants socialistes, et ce sont les conséquences sociales de leur conversion au libéralisme qu'il entend mettre à jour dans « La misère du monde ». L'ampleur inattendue du mouvement de novembre-décembre 1995 est pour lui le signe que le moment est venu d'adopter une forme d'engagement plus intense et plus visible. Après avoir soutenu les grévistes dans une pétition opposée à celle, soutenant le plan de réforme d'Alain Juppé, initiée par la revue *Esprit*, il est en 1996 à l'origine de « l'appel pour des états généraux du mouvement social ». Sa présence aux côtés des différentes mobilisations – notamment celle des chômeurs de l'hiver 1997 – ne se démentira pas par la suite, et il sera un des maîtres d'œuvres d'une série d'initiatives visant à donner une assise européenne aux mouvements sociaux (...). Il se dote avec l'association Raisons d'agir d'un instrument de constitution de « l'intellectuel collectif » qu'il appelle de ses vœux afin de faire valoir le point de vue des chercheurs et des artistes dans le mouvement de résistance au néolibéralisme. Raisons d'agir est aussi une maison d'édition dont les livres (...) sont destinés à fournir aux mouvements sociaux des outils issus du travail intellectuel (...) ». Mathieu Lilian, « Pierre Bourdieu », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, pp.497-498.

458Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

*d'autres choix* »<sup>459</sup>.

Une rencontre est organisée au ministère. Une délégation de la coordination étudiante élue s'y rend. Officiellement, l'UNEF-ID n'est pas engagée dans la coordination étudiante, estimant que cette dernière n'est pas légitime. Toutefois, « il se trouve qu'une partie de l'UNEF-ID était restée dans la coordination. Le bureau élu pour rencontrer le ministre était composé pour un tiers de militants de l'UNEF-SE, pour un tiers de militants de l'UNEF-ID, et pour un tiers de non syndiqués »<sup>460</sup>. A l'issue de cette rencontre, aucune décision n'est prise par le ministre, « si ce n'est que le gouvernement allait tout faire pour que tout soit mis en débat »<sup>461</sup>. Le 23 novembre le début de la grève totale et reconductible à la SNCF est voté suite à la présentation par la direction de la SNCF et du gouvernement du contrat de plan Etat-SNCF pour les cinq ans à venir. Des contacts étroits ont lieu entre l'UNEF-SE et la CGT, cette dernière étant « extrêmement attentive au mouvement étudiant (...). Il y avait des rencontres, nous les tenions au courant jour après jour de ce qu'il se passait. Je pense que ça a pesé dans leur décision de prendre des initiatives unitaires pour faire exploser la mobilisation sociale (...). L'impact étudiant a eu un effet déclencheur (...), ça a été un détonateur pour eux »<sup>462</sup>. Ces contacts entre l'UNEF-SE et la CGT passent alors essentiellement par l'UGICT et le CCJ, mais aussi par la fédération de l'énergie « parce qu'à l'époque il y avait beaucoup de dirigeants de l'énergie qui étaient des anciens de l'UNEF-SE »<sup>463</sup>, par la fédération des cheminots, afin de bénéficier de tirages de tracts ou encore de voyages en train gratuits, en dehors de la grève générale votée à la SNCF, grâce à la clémence de contrôleurs syndiqués à la CGT, et notamment un travail avec « Bernard Thibault parce que (la présidente de l'UNEF-SE de l'époque, Marie-Pierre Vieu) à une chance, c'est qu'(elle est) une fille de cheminot CGT, donc il y avait immédiatement une accointance »<sup>464</sup>, et enfin par les Unions Départementales afin de bénéficier d'une aide logistique, notamment dans l'impression de tracts. Puis, au fil du mouvement social, des rencontres ont lieu à la

---

459 Voir en annexe 63 la déclaration de la CGT du 20 novembre 1995 appelant à la manifestation du 21 novembre 1995 afin d'exiger des moyens supplémentaires pour l'enseignement supérieur.

460 Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

461 Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

462 Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

463 Marie-Pierre Vieu note à ce propos que Frédéric Imbrecht, ancien secrétaire général de la fédération des mines et de l'Énergie de la CGT et Olivier Frajon, aujourd'hui responsable de la fédération énergie de la CGT sont tous deux d'anciens militants de l'UNEF-SE. De même, elle affirme à cette occasion: « l'UNEF que j'ai dirigée était domiciliée dans des locaux de la CGT rue Pailleron. C'étaient des locaux de la CGT de l'énergie ». Or Louis Viannet, en son temps directeur de la VO, nous a bien confirmé que ces locaux appartenaient à la *Vie ouvrière*. Ainsi, l'affirmation de Marie-Pierre Vieu est peut-être erronée, même si ceci nous semble peu probable étant donné la récurrence de cette affirmation par plusieurs de nos enquêtés. Aussi, nous émettons l'hypothèse suivant laquelle la fédération de l'énergie est devenu propriétaire ou locataire de ce local qu'elle mettait gratuitement à disposition de l'UNEF-SE. Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

464 Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

confédération en présence de l'UNEF-ID. Le mouvement de salariés prend alors le « relais » de la mobilisation, même si quelques rencontres bilatérales sont maintenues entre la centrale syndicale et les organisations étudiantes:

*« Le mouvement étudiant a d'abord démarré sur des revendications étudiantes, stricto sensu. Donc par rapport au mouvement de 1994 nous étions moins dans un front commun que dans un passage de témoin. C'est-à-dire qu'il y a eu un mouvement étudiant qui a commencé, qui a été effectivement très fort en octobre-novembre, et puis en novembre-décembre les principales mobilisations ont été celles du front des salariés par rapport au plan Juppé sur la Sécurité sociale et sur la question des transports. Durant cette période il y avait eu aussi des réunions et des rencontres bilatérales avec les organisations étudiantes, un soutien de la CGT sur les revendications que portait le mouvement étudiant, mais ce n'était pas un front commun par rapport à des revendications qui nous concernaient tous parce que l'essentiel des revendications n'étaient plus sur les conditions d'accès à l'entreprise, les conditions d'accès au monde du travail (...). Donc il y avait une certaine empathie, nous étions plutôt pour les soutenir, mais en même temps nous étions moins directement concernés »<sup>465</sup>.*

Au début du mois de décembre, François Bayrou annonce une enveloppe de 2 milliards de francs. L'UNEF-SE sort renforcée de la mobilisation de 1995, sans pourtant parvenir à « capitaliser (...) parce que nous retombions dans un syndicat structurellement minoritaire qui avait grandi lors de la mobilisation de 1992 mais qui n'était pas au diapason de ce qu'il aurait fallu être (...), avec une direction affaiblie et rajeunie »<sup>466</sup>. Concernant l'UNEF-ID, « Le fait que (cette dernière) décide, dans ce mouvement, de quitter la coordination, a eu des conséquences sur la mobilisation en tant que telle et sur la structuration syndicale. Les désaccords issus de ce mouvement ont été à l'origine de la création de SUD-étudiant<sup>467</sup> et de la recomposition des équilibres entre tendances dans l'UNEF-ID »<sup>468</sup>. Signe de profond renouveau, la CGT sort des mobilisations de 1995 sans ayant cherché à

465Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

466Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

467A ce propos, « Le cas de SUD-étudiant est particulier car il n'est pas le fruit de la scission d'une organisation mais de plusieurs, dans la continuité directe d'une mobilisation, celle de l'hiver 1995. A la suite de ce mouvement, un certain nombre de militants syndicaux et politiques issus principalement de l'UNEF-ID, de l'UNEF-SE et, sur le plan politique, des rangs des JCR-LCR et d'organisations libertaires comme Alternative libertaire, décident de créer une nouvelle organisation syndicale. La naissance de SUD-étudiant est donc le fruit de la convergence de plusieurs constats critiques sur l'activité syndicale en milieu étudiant. D'une part l'ensemble de ces militants considère que l'attitude de l'UNEF-ID dans le mouvement étudiant de novembre-décembre 1995 est une cause de rupture. En effet l'UNEF-ID avait décidé de quitter la coordination nationale pendant le mouvement pour privilégier une sortie de crise plus institutionnelle avec la CPU (Conférence des Présidents d'Université). D'autre part, le fait que les militants de l'UNEF-SE proches de la LCR, et organisés dans « l'opposition UNEF », n'aient pas réussi à prendre la majorité au congrès de Toulouse de 1997, a alimenté l'idée de constituer une autre organisation. Ce double constat d'échec quant aux possibilités d'action à mener dans l'UNEF-ID et l'UNEF-SE a motivé la création de SUD-étudiant. Ainsi, après une première réunion nationale en 1996, les premiers syndicats locaux se réunissent dans une fédération en février 1999. Le choix du sigle SUD est aussi une façon de s'inscrire dans la dynamique de Solidaires (et de SUD-Education) en revendiquant l'appartenance à une union syndicale interprofessionnelle. L'implantation et l'activité de SUD-étudiant sont très inégales suivant les campus mais son existence est réelle, notamment dans les temps de mobilisation ». Porte Emmanuel, *art. cit.*, pp.117-118.

468Porte Emmanuel, *art. cit.*, pp.122-123.

« canaliser le mouvement. Chez les cheminots les coordinations ont disparu et les votes lors des assemblées générales quotidiennes occupent une place symbolique dans la mémoire immédiate de l'évènement »<sup>469</sup>. Le 45ème congrès de la CGT tenu du 3 au 8 décembre en pleine mobilisation adopte de nouveaux statuts, confirmant la sortie de la FSM. A cette occasion, un représentant de la coordination étudiante prend la parole à la tribune de ce congrès. Quant au bilan de Louis Viannet, malgré le « syndicalisme rassemblé » prôné depuis déjà quelques années, lors de cette mobilisation, il s'est appliqué à « servir de porte-parole de l'ensemble du mouvement et à assurer un minimum de coordination. En revanche, il n'a pas cherché à esquisser de contre-propositions ou élargir les revendications, (tandis que) les fédérations se sont appliquées à faire vivre la démocratie syndicale, ont consulté leurs adhérents »<sup>470</sup>. Du 14 au 17 décembre 1995, Pierre-Jean Rozet ainsi qu'un militants de l'UGICT et un autre de l'UD du 34 participent au 77ème congrès de l'UNEF-SE de Montpellier<sup>471</sup>. A cette occasion, le président de l'UNEF-ID Pouria Amirshahi est lui aussi invité. Il s'y rend alors pour proposer la « maison commune »<sup>472</sup>:

*« C'est paradoxal, parce que c'était un réchauffement officiel de nos relations, alors que pendant le mouvement c'était très tendu. Mais pour (...) l'UNEF-SE ça n'allait plus électoralement, donc cette tension là je la mettais aussi sur le compte de cette queue de comète de l'histoire de la scission de l'UNEF de l'année 1971 (...). Donc j'y suis allé contre l'avis d'une partie de mon équipe, sans avertir personne (...), pour proposer la réunification. Je suis allé à leur congrès, alors que nous sortions du mouvement, donc il y avait un peu de presse. Donc au congrès de l'UNEF-SE on ne parlait que de l'UNEF-ID et de la proposition que j'avais faite, ce qui énervait un peu plus une partie de leurs militants, mais ça c'était un peu voulu, c'était un peu de la tactique de communication (...), au moment le plus important d'un point de vue délibératif (...). Donc depuis ce congrès jusqu'au congrès de réunification, nous ne parlions que de ça »<sup>473</sup>.*

En janvier 1996, tous les étudiants reprennent le chemin des amphithéâtres. L'heure du bilan est arrivée: les Etats Généraux de l'Université sont alors lancés par François Bayrou pour faire le point sur la situation universitaire. Le CCJ-CGT quant à lui note que « le mouvement étudiant a tenu une place importante dans le développement du mouvement social. Des liens, des contacts s'étaient tissés au cours de la lutte contre le CIP entre les étudiants et les syndicats de salariés. Lors des conflits sociaux de novembre et décembre, ces liens se sont renforcés. On a vu, par exemple, des étudiants assister à des assemblées générales de cheminots et inversement »<sup>474</sup>. Il souligne même

---

469Bérout Sophie, « la CGT » in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle (dir.), *op.cit.*, p.259.

470 Bérout Sophie, Mouriaux René, Vakaloulis Michel, *op.cit.*, p.146.

471Relevé de propositions de la réunion du bureau confédéral de la CGT du 20 novembre 1995 (IHS-CGT côte 28CFD10).

472Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

473Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

474Compte-rendu du bureau national du CCJ-CGT du 8 janvier 1996 (IHS-CGT côte 28CFD2).

l'« accueil extraordinaire »<sup>475</sup> de la CGT lors de l'intervention de Pierre-Jean Rozet au congrès de l'UNEF-SE. Le 15 février, l'UGICT organise une rencontre « jeunes diplômés » à laquelle le CCJ-CGT entend « suivre avec attention cette rencontre et même contribuer à sa réussite »<sup>476</sup>. De même, du 20 au 24 mars 1996 se tient le XIIème congrès de l'UGICT à Nantes. I. Chopard pour l'UNEF-SE et B. Gaume pour l'UNEF-ID y assistent. A cette occasion, Gérard Delahaye, secrétaire général sortant suite au décès de Maïté Demons, en vertu d'une « pratique extrêmement pragmatique (du syndicalisme) pour l'UGICT »<sup>477</sup> souligne la nécessité d'« une attitude offensive et d'une présence (de l'UGICT) auprès des étudiants »<sup>478</sup>. De même, ce dernier voit dans le monde de la jeunesse, et en particulier celui des étudiants, une solution parmi d'autres afin de résorber les faiblesses de syndicalisation de la CGT, et en premier lieu celles de l'UGICT:

*« L'augmentation massive du nombre de jeunes diplômés dans la dernière décennie est une bonne chose, elle correspond aux besoins de notre pays en salariés hautement qualifiés. Pourtant ces jeunes connaissent aujourd'hui, du fait du chômage et de la non-reconnaissance de leur qualification, une situation de difficultés matérielles, d'angoisse, de peur de l'avenir. Notre travail patient dans leur direction a, depuis le XIème Congrès, permis des avancées significatives: nous avons pu nouer des liens avec les différentes organisations dont se sont dotés les étudiants, ce qui a permis par exemple d'élaborer la charte des stages en entreprises, de la faire vivre au travers d'initiatives menées en commun avec l'UNEF(-SE) et l'UNEF-ID (...). Ces avancées, certes timides par rapport à l'enjeu que représentent pour notre syndicalisme les jeunes diplômés, mais bien réelles, doivent nous inciter à travailler de manière approfondie tous les aspects revendicatifs que rencontrent les jeunes: qu'il s'agisse du déroulement des études, de leur contenu, de leur lien avec l'entreprise, ou de situations plus particulières comme celles des étudiants salariés; qu'il s'agisse de la fin des études, avec la question centrale de l'insertion professionnelle et la reconnaissance de la qualification; qu'il s'agisse à l'entreprise de la stabilité de l'emploi, de la qualification et de sa reconnaissance en termes de salaire, de déroulement de carrière »<sup>479</sup>.*

En définitive, Gérard Delahaye insiste sur « les besoins de renouvellement et de renforcement de nos instances de direction, particulièrement pour ce qui concerne le rajeunissement (et) une plus forte présence des femmes »<sup>480</sup>. Dans ce contexte de « souci générationnel de l'UGICT »<sup>481</sup>, et suivant le souhait de Maïté Demons avant son décès<sup>482</sup>, Valérie Estournès, 28 ans, anciennement en charge des questions d'insertion professionnelle au bureau national de l'UNEF-ID est élue secrétaire

---

475Ibid.

476Ibid.

477Entretien avec Pierre Tartakowsky le 28 mars 2008.

478Compte-rendu des travaux du XIIème congrès de Nantes de l'UGICT-CGT tenu du 20 au 24 mars 1996, *supplément Options*, n°311, 17 juin 1996, p.11 (IHS-CGT côte 34CFD3).

479Ibid., p.16.

480Ibid., p.17.

481Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

482Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

nationale de l'UGICT en charge de l'animation et de la coordination de l'activité jeunes diplômés, fonction qu'elle exercera jusqu'en 2001. Philippe Lattaud, ex-militant de l'UNCAL, fait lui aussi son entrée au secrétariat national de l'UGICT. De même est réélue au bureau de l'UGICT Michèle Baracat, ancienne militante de l'UNEF, et au secrétariat Jean-Claude Gagana, lui aussi ancien militant de l'UNEF. Cette entrée de Valérie Estournès à la direction de l'UGICT marque une évolution de rapports de la CGT avec l'UNEF-ID, et surtout une étape supplémentaire franchie par l'UGICT qui démontre ainsi un désir de partenariat. Or cette accession somme toute rapide à la direction de l'UGICT ne fait pas partie de la culture de la CGT, où le militantisme y est d'ordinaire un processus long et progressif, lié à la réalisation de stages de formation syndicale. Par conséquent « ça a été mal vécu par certaines personnes, mais logiquement. Ce n'est pas le fait que Valérie Estournès ait eu des responsabilités à l'UNEF-ID, mais ça ressemblait à une opération. Ca a été mal vécu pour ça »<sup>483</sup>. Il n'en demeure pas moins que l'occupation de cette responsabilité à la direction de l'UGICT par Valérie Estournès facilite les contacts entre l'UNEF-ID et la CGT dans la mesure où le compagnon de cette dernière, Pouria Amirshahi, n'est autre que le président de l'UNEF-ID, fonction qu'il exerce jusqu'en 1998. De même, *via* le CCJ-CGT, les réseaux de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE sont indirectement amenés à entrer en contact:

*« C'est marrant parce que c'est quasiment le hasard, mais l'UGICT et le CCJ étaient au premier étage de la confédération à l'époque. Et moi j'avais super sympathisé avec Pierre-Jean, puis avec Isabelle Masson qui lui a succédé. Nous avons fait les 400 coups. C'est-à-dire que j'avais été intégrée à l'UGICT, mais c'était dur l'UGICT. Parce que c'était un milieu que je ne connaissais pas, je n'avais pas le decodeur, la greffe avait du mal à prendre (...). Et donc j'étais dans un milieu qui était assez hostile, avec certaines personnes qui avaient encore une culture stalinienne. Bien sûr il y avait ceux qui m'avaient fait venir. Mais au quotidien c'était dur. Heureusement j'étais au même étage que le CCJ, et en plus j'avais sympathisé avec eux. Et Pierre-Jean était un pur produit de l'appareil, mais il avait une culture chrétienne qui était géniale. J'adorais. Il était sympa. Bref, nous avons sympathisé et je pense que je n'y étais pas pour rien dans le fait que chaque fois que le CCJ prenait une initiative nous invitions l'UNEF-ID. Et puis Pierre-Jean connaissait (...) superbement bien Marie-Pierre Vieu qui était présidente de l'UNEF-SE à l'époque. Ils étaient camarades de parti. Mais je pense que ma présence avait démystifié les relations, je n'étais pas une sociale-traître (...). Et par ailleurs, comme mon compagnon était président de l'UNEF-ID, voilà, c'est des espèces d'entregents qui à mon avis ont un peu joué »<sup>484</sup>.*

En mars-avril 1996, les élections du CROUS s'annoncent. Dans cette perspective, les relations entre l'UNEF-ID et l'UNEF-SE se distendent. L'UNEF-ID remporte une large victoire, cette tendance étant bientôt confirmée aux élections du CNESER auxquelles l'UNEF-ID obtient quatre élus avec

---

483Entretien avec Louis Viannet le 19 juin 2008.

484Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

29,49% des voix, la FAGE trois avec 27,33%, et l'UNEF-SE seulement deux avec 17,10%<sup>485</sup>. Toutefois, l'idée de la réunification des deux organisations syndicales fait son chemin, puisque d'après la présidente de l'UNEF-SE, Marie-Pierre Vieu, « après 1995 j'étais personnellement, dès ce moment là, favorable à une réunification »<sup>486</sup> tandis que Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID estime pour sa part que « nous nous apercevions bien que sur le fond des revendications, quand nous faisons nos communiqués de presse (...) et même quand nous voyions les ministres, nous disions la même chose »<sup>487</sup>. Preuve de cette convergence des points de vue, l'UNEF-SE commence à « essayer de développer des relations de partenariat avec la CFDT et avec Force Ouvrière plus ou moins couronnées de succès (...), allant même ensemble avec l'UNEF-ID aux congrès de la FCPE (...), mais aussi essayer d'établir des liens avec des partis politiques; donc avec le PC mais également avec le PS pour avoir des échanges (...), mon interlocuteur étant Jean Glavany »<sup>488</sup>. Dans ce contexte, le 14 avril 1996, à la Sorbonne, se tient le colloque « 50 ans de syndicalisme étudiant », organisé par le président de l'association RESSY (REcherches, Sociétés, SYndicalisme), Jacques Kergoat<sup>489</sup>, secondé par René Mouriaux et Robi Morder. Pouria Amirshahi et Marie-Pierre Vieu, membre fondateurs de RESSY, participent à cette initiative. Des représentants de la CGT, du CCJ-CGT ainsi que de l'UGICT suivent les débats<sup>490</sup>. De même la FSU, le SNESup et le SGEN-CFDT sont conviés à ce colloque. A cette occasion, les présidents des deux UNEF échangent en partageant sensiblement les mêmes opinions sur l'appréciation du mouvement étudiant. Ainsi, le débat porte plus sur les modalités de l'unification du mouvement étudiant que sur son principe qui est d'ores et déjà acté. Pour le bureau national de l'UNEF-SE, par la voix de Marie-Pierre Vieu, l'enjeu est alors de trouver une voie intermédiaire entre l'unité d'action et la réunification d'appareils, de créer « un réseau d'associations (...), quelque chose de plus large que la simple réunification UNEF/UNEF-ID »<sup>491</sup>, à la manière d'Animafac:

*« Je crois qu'on se rend compte, me semble-t-il, qu'il y a de plus en plus les conditions qui sont créées pour trouver des dénominateurs communs où on pourra avancer ensemble, dès lors que justement on n'en fait pas une lutte d'appareils, mais dès lors qu'on la construit, qu'on la construit vraiment avec tout le monde, et je crois vraiment qu'entre l'unité d'action aujourd'hui, et la réunification des appareils, je pense qu'il y a à trouver et à travailler sur quelque chose*

485Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *op.cit.*, p.393.

486Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

487Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

488Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

489Jacques Kergoat était un pivotiste, ancien militant du PSU et de la LCR. Penseur du mouvement social, cofondateur de la fondation COPERNIC et fondateur de la revue *Politis*, chercheur EDF, sociologue, historien du socialisme, il est l'auteur de l'ouvrage *Histoire du Parti Socialiste*, La Découverte, 1997, 123 p. Jacques Kergoat est décédé en juillet 1999.

490*Les cahiers du GERME*, n°26, 1er semestre 2006, p.46.

491Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

*d'intermédiaire (...). Ce n'est vraiment pas un doux euphémisme de dire qu'on a des cultures différentes. Mais vraiment pas. A la fois sur le fond et sur la forme, parce que, moi, très sincèrement, il y a des moments où je me disais: si on n'avait pas le terme commun « UNEF », est-ce qu'on se poserait vraiment la question? (...). S'unifier, ce n'est pas unifier autour d'une des composantes, mais c'est unifier l'ensemble autour de ce qu'on avait en commun »<sup>492</sup>.*

Pour Pouria Amirshahi il s'agit de bâtir au préalable une structure commune apte à accueillir l'ensemble des militants étudiants, ce qu'il avait appelé la « maison commune », quitte, par la suite, à débattre des modalités d'organisation:

*« Si j'ai parlé de maison commune, au congrès de l'UNEF-SE, et si j'en ai reparlé à Marie-Pierre, c'est que je crois qu'aujourd'hui il n'y a rien qui ne puisse pas être exprimé dans un seul cadre, aucune des questions que se pose le mouvement étudiant, et le syndicalisme étudiant aujourd'hui, y compris – je vais être provocateur – chez certaines fédés de la FAGE, franchement... (...). Il y avait peut-être à une certaine époque des vraies cultures syndicales différentes: est-ce qu'on participe au Conseils d'Universités ou pas? Est-ce qu'on gère les aides ou pas? Est-ce qu'il y a une culture participative ou pas? Est-ce qu'on défend le fait syndical ou d'abord l'autoorganisation, etc... Donc des vrais débats de fond. Aujourd'hui je pense qu'ils sont en passe d'être dépassés parce qu'il y a eu un processus d'homogénéisation. Ça ne veut pas dire qu'on va faire la réunification en claquant des doigts. Mais le discours sur « Unité d'action, oui; réunification, non! » il ne me convient pas. Rien, aujourd'hui, dans l'absolu, ne mérite la division, tout peut être dit dans un même cadre (...). L'unité d'action on l'applique toujours depuis, je crois, 1993, avec des hauts et des bas, ça marche plutôt bien, objectivement... Mais pour répondre à ta question, Jacques, je ne justifie pas, aujourd'hui, l'existence de plusieurs organisations. Après c'est une question de temps, parce qu'il y a des cultures différentes, une histoire différente qui fait que tout ça prend du temps »<sup>493</sup>.*

En juin 1996, le gouvernement d'Alain Juppé organise une table ronde sur l'insertion des jeunes au sujet des stages diplômants, rassemblant le patronat et les organisations syndicales. Une délégation de la CGT y participe. Pierre-Jean Rozet pour le CCJ-CGT et Valérie Estournès pour l'UGICT accompagnent alors Louis Viannet à Matignon. Valérie Estournès, pourtant nouvellement élue de l'UGICT, est alors amenée à intervenir à ce sujet au nom de la CGT:

*« Juppé a convoqué une grand messe à Matignon (...) sur l'emploi des jeunes (...). Quelqu'un a dit à Viannet « il y en a une qui connaît le milieu étudiant et qui connaît les problématiques de l'insertion professionnelle des jeunes, tu l'amènes ». Et du coup, ce qui est incroyable parce que je venais d'arriver, Viannet ne me connaissait quasiment pas (...), mais il avait compris ce jour-là qu'il fallait le faire. Et du coup il nous emmène, Pierre-Jean, moi, et un autre militant qui s'occupait de la*

---

492Intervention de Marie-Pierre Vieu au colloque RESSY du 14 avril 1996, *Les cahiers du GERME*, n°26, 1er semestre 2006, pp.53-56.

493Intervention de Pouria Amirshahi au colloque RESSY du 14 avril 1996, *Les cahiers du GERME*, n°26, 1er semestre 2006, p.54.

*formation à l'époque (...). Et il me laisse intervenir. C'est-à-dire qu'il fait l'introduction liminaire de la CGT, il donne la position de principe, et puis après il me fait parler sur les stages diplômants. Ce qui est énorme! Enfin, dans la CGT c'est un geste incroyable! »<sup>494</sup>.*

En décembre 1996, nouveau signe de l'autonomisation de la CGT du parti, lors du congrès du PCF, Louis Viannet et François Duteil quittent le bureau politique. Pour certains, « ce tournant symbolique n'a pas signifié la rupture entre les deux organisations qui ont conservé – et aujourd'hui encore – des relations privilégiées (...). L'appartenance au PCF est restée un passeport nécessaire pour accéder aux responsabilités (...) dans la CGT. Mais la relation établie aujourd'hui entre les deux organisations ne se différencie plus guère de celles observées pour d'autres syndicats en Europe (...) »<sup>495</sup>. Preuve d'un intérêt croissant du PCF pour le mouvement social, à cette même date, Bernard Thibault, figure emblématique du mouvement social de novembre-décembre 1995, intègre le comité central du PCF, tout comme Marie-Pierre Vieu sollicitée par Robert Hue. Richard Dethyre, président de l'Association pour l'Emploi, l'Information et la Solidarité (APEIS) fait de même. Les relations entre les deux syndicats étudiants se réchauffent. Ainsi, en février 1997, la MNEF - traditionnel partenaire de l'UNEF-ID - met en place un « Collectif pour la santé des jeunes » auquel elle associe les jeunes CFDT, les jeunes FO, les jeunes CGT, la JOC-JOCF, l'UNEF-SE et l'UNEF-ID. Valérie Estournès, toujours proche du milieu étudiant à travers son compagnon, est chargée de suivre l'initiative au nom du CCJ-CGT<sup>496</sup>. Le 2 avril, Jacques Chirac annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. Du 1er au 4 mai 1997, le congrès de l'UNEF-SE a lieu à Toulouse. Pierre-Jean-Rozet, désormais membre du bureau confédéral, représente la CGT, tout comme celle qui deviendra par la suite son successeur, Isabelle Masson, au nom du CCJ-CGT<sup>497</sup>. Marie-Pierre Vieu cède alors sa place de présidente de l'UNEF-SE à Karine Delpas, militante active lors de la mobilisation de 1995. De même, lors du congrès de Montpellier de l'UNEF-ID des 8 au 11 mai 1997, y assistent Pierre-Jean Rozet pour le bureau confédéral de la CGT, Valérie Estournès pour l'UGICT, et Nathalie Lambert pour le CCJ-CGT<sup>498</sup>. Le 2 juin, la gauche plurielle arrive au pouvoir. La France connaît une troisième période de cohabitation. Le gouvernement Jospin est formé. Trois communistes y participent: Jean-Claude Gayssot est ministre des Transports et du Logement, Marie-George Buffet est ministre de la Jeunesse et des Sports, et Michelle Demessine est secrétaire d'Etat au Tourisme. Alain Obadia quant à lui représente

---

494Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

495Pernot Jean-Marie, *art.cit.*, p.43.

496Compte-rendu du bureau national du CCJ-CGT du 10 avril 1997 (IHS-CGT côte 28CFD2).

497Compte-rendu du bureau national du CCJ-CGT du 10 avril 1997 (IHS-CGT côte 28CFD2). A noter également la participation d'Olivier Besancenot alors militant de l'UNEF-SE. Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008.

498Compte-rendu du bureau national du CCJ-CGT du 30 avril 1997 (IHS-CGT côte 28CFD2).

désormais la sensibilité communiste au sein du cabinet du ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Martine Aubry, cette dernière étant le n°2 du gouvernement. Face à l'arrivée de la gauche au pouvoir, « les revendications (de la CGT) continuent d'être défendues avec vigueur, sans entrer dans un processus de radicalisation ou d'élargissement. (Mais) la ligne suivie donne l'impression que la CGT qui n'est plus présente dans l'instance dirigeante du PCF depuis le congrès de décembre 1996 a la préoccupation de ne pas compliquer la tâche de la gauche plurielle et qu'elle ménage la CFDT (...) avec l'espoir d'entrer à la CES en échange »<sup>499</sup>. Le 20 août, Martine Aubry présente en Conseil des ministres le plan Emploi-jeunes. Le 10 octobre une conférence sur l'emploi est organisée à Matignon. A cette occasion, Louis Viannet « consulte systématiquement l'UNEF-ID (...), affichant ouvertement ses rencontres avec l'UNEF-ID »<sup>500</sup>. L'annonce de deux lois-cadre sur la réduction du temps de travail à 35 heures d'ici le 1er janvier 2000 est faite. A ce sujet, « le peu de place laissé par le gouvernement Jospin à la négociation lors de l'adoption de quelques lois sociales importantes (...) tend les relations avec le politique tandis que la désunion syndicale empêche de peser sur les décisions. La CGT montre (alors) la distance acquise vis-à-vis du PCF dans plusieurs moments de tension avec des ministres communistes comme celui des Transports, Jean-Claude Gayssot, lors du conflit routier »<sup>501</sup>. En décembre 1997, le résultat des élections prud'hommales est vécu par la CGT comme un soulagement, cette dernière maintenant intact l'écart avec ses suivants. Le recul électoral est stabilisé et la perte d'adhérents est endiguée. Au cours de l'année 1998, Karine Delpas, nouvelle présidente de l'UNEF-SE, continue d'entretenir des contacts avec le CCJ-CGT, le bureau confédéral de la CGT *via* Pierre-Jean Rozet, désormais membre de la direction confédérale de la CGT, mais aussi avec la fédération de l'énergie, l'URIF, ainsi que la CGT de la RATP. Cette appartenance au conglomérat communiste, avec un réseau tant syndical que politique, permet alors à l'UNEF-SE de mener campagne pour les demi-tarifs pour les étudiants dans les transports, bénéficiant ainsi du relais de sa campagne tant à la RATP que dans les ministères:

*« La question concernant le demi-tarif dans les transports pour les étudiants était une bataille structurante de l'UNEF(-SE) en région parisienne pendant 10 ans; nous avons remonté des AGE et fait énormément d'adhésions sur cette campagne là. Ca a été vraiment une campagne structurante en région parisienne. Nous avons énormément de liens avec la CGT de la RATP sur cette question (...). Nous l'avons obtenu avec la gauche plurielle (...) en 1998 puisque nous avons fait une campagne des élections au CROUS sur ce thème là, en sachant que nous l'avions gagné à Paris et que nous proposons d'étendre cette mesure aux autres régions (...). C'est passé à la fois directement par Gayssot qui était ministre des Transports, et c'est aussi revenu par le Conseil National de la Jeunesse que Marie-George Buffet avait mis en place »<sup>502</sup>.*

499Bérout Sophie, Mouriaux René, Vakaloulis Michel, *op.cit.*, pp.146-147.

500Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

501Pernot Jean-Marie, *art.cit.*, p.44.

502Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008. A noter que Vincent Bony, ancien membre du bureau national de

Pour la première fois, les deux UNEF sont conjointement associées à « la manifestation (du 1er mai 1998) devenue intersyndicale passant sous l'exclusive responsabilité de la CGT, de la CFDT, de la FSU, de l'UNSA et des deux UNEF »<sup>503</sup>. Peut-être faut-il y voir de la part des centrales syndicales l'officialisation de la reconnaissance du syndicalisme étudiant comme activité à part entière, et non plus comme « filiale » du syndicalisme de salariés. En octobre 1998, Pouria Amirshahi quitte la présidence de l'UNEF-ID pour celle de la MNEF. Il est alors élu sur la liste « Changer la MNEF »<sup>504</sup>, liste commune UNEF-ID/UNEF-SE ayant pour programme de mettre fin à la grave crise financière et judiciaire de la mutuelle étudiante. Au bout de 15 jours de présidence, Pouria Amirshahi porte plainte contre X:

*« La crise était telle qu'à l'époque la Mutualité Française voulait mettre la main sur le magot (...). Donc ma seule chance de résister c'était de dire: « écoutez, puisque tout le monde veut s'appropriier la MNEF, et pense que d'une certaine manière ce n'est pas légitime que le syndicat la dirige, très bien, nous faisons des élections ». Celui qui dirigeait la MNEF, je peux t'assurer que (...) ce n'était pas un tendre. Il m'en voulait d'avoir fait ça (...). Or pour nous c'était très simple de faire des élections, parce que nous savions que nous les gagnerions. Et pour cause! L'UNEF-ID était le syndicat majoritaire. Et en plus nous avions la liste de l'UNEF-SE avec nous. Nous avons donc gagné les élections (...). Aussi, en arrivant à la MNEF j'ai porté plainte contre X (...). Strauss-Kahn a démissionné 15 jours après (...). Ce jour-là j'ai compris que nous avions gagné (...) la pérennisation de ce que nous voulions comme type de syndicalisme »<sup>505</sup>.*

Un plan de sauvetage est alors tenté. Au bout de six mois, la mutuelle est mise sous tutelle, pour finalement être liquidée. En février 1999, à l'occasion du 46ème congrès de la CGT, Bernard Thibault est élu secrétaire général. Ce jeune secrétaire de la fédération des cheminots « semble incarner un potentiel de renouveau qui ne signifierait pas pour autant un reniement des aspirations au changement social. Or, la « ligne Thibault » va mettre un certain temps à se préciser, les premières grandes décisions s'inscrivant surtout dans la continuité des orientations prises sous les mandats de Louis Viannet »<sup>506</sup>. Ce début de mandat marque notamment l'entrée de la CGT dans la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Le 29 juin, la JOC organise une réunion de travail des organisations de jeunesse sur la question du regard que les jeunes portent sur le travail. Le 9

---

l'UNEF-SE, est alors collaborateur de cabinet de Marie-George Buffet au ministère de la Jeunesse et des Sports. A ce titre, voir le courrier de Cédric Quintin, secrétaire général du CCJ-CGT et de Romain Altmann, représentant CGT au Conseil National de la Jeunesse en date du 26 décembre 2001 (IHS-CGT côte 28CFD15).

503Tartakowsky Danielle, *art.cit.*, p.407.

504Fichtali Yassir, *Qu'est-ce que l'UNEF?*, Paris, L'archipel, 2003, p.44. De même sur la MNEF voir Spithakis Olivier, *Tout sur la MNEF*, Paris, Editions n°1, 2000, 275 p. ainsi que Argibay Camillo, *La MNEF, une école du pouvoir*, mémoire de M2, Payre Renaud (dir.), IEP de Lyon, 2005, 102 p.

505Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

506Bérout Sophie, « La CGT », *art.cit.*, pp.259-260.

juillet, faisant suite à cette initiative mais aussi à la prise de connaissance du deuxième projet de loi définitif relatif à la réduction du temps de travail, une réunion se tient au siège de la CGT réunissant dans l'urgence la JOC, l'UNEF-SE, la CFE-CGC, la CGT, la JC, ainsi que la commission jeunes du Parti Communiste français afin de peser sur cette réforme<sup>507</sup>. Le 13 juillet, la CFE-CGC jeunes, le CCJ-CGT, la JOC, le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC), le MJCF, l'UNEF-ID, l'UNEF-SE et le PCF adressent en commun une lettre ouverte à Martine Aubry<sup>508</sup> afin de demander à être consultés sur la deuxième loi sur la RTT, revendiquant que ce dispositif soit réellement créateur d'emplois, notamment pour les jeunes. Le 16 octobre 1999, la CGT affirme une nouvelle fois son indépendance syndicale, « lorsque le bureau confédéral de la CGT refuse de répondre présent au mot d'ordre de manifestation lancé par Robert Hue (...) afin de peser sur la deuxième loi Aubry sur les 35 heures (...). Cependant liberté est laissée au fonctionnement fédéral (...). Des banderoles de fédérations et d'UD - avec une présence marquée de « Continuer la CGT! » (...) - se remarquent ainsi dans le cortège »<sup>509</sup>. Le processus de réunification des UNEF est pour sa part rythmé par « des réunions nationales, des collectifs nationaux, des bureaux nationaux extrêmement mouvementés sur cette question là de la réunification, à tel point qu'à un moment nous ne parlions que de ça »<sup>510</sup>. Karine Delpas n'a aucun contact avec le PCF, si ce n'est *via* Marie-Pierre Vieu qui fait désormais partie de la direction du Parti Communiste, mais cette dernière remplissant plutôt le rôle d'ancienne de l'UNEF-SE pouvant apporter quelques conseils. A l'inverse, la CGT joue, à sa manière, un certain rôle dans la réunification de l'UNEF, Karine Delpas rencontrant à plusieurs reprises Bernard Thibault afin de s'inspirer de l'orientation du « syndicalisme rassemblé » développée par sa « grande sœur », la CGT. Ainsi, sans aller jusqu'à parler de « parallélisme des formes » entre la réunification de l'UNEF et le « syndicalisme rassemblé », la CGT apparaît en quelque sorte comme le mentor de l'UNEF-SE:

*« La CGT a joué un rôle, parce que comme ce processus de réunification a quand même duré deux ans, j'avoue qu'il y avait des moments de doute durant lesquels nous avons été chercher auprès de la CGT des conseils, un peu de courage (...). Nous avons pas mal fait appel à la CGT pour qu'elle nous sorte le nez du guidon et qu'elle nous aide à prendre un peu de recul sur ce processus, à redonner de la dynamique de fond. Nous avons rencontré Thibault par exemple précisément sur la question de l'unité du mouvement étudiant parce qu'au même moment la CGT lançait dans ses orientations la conception du syndicalisme rassemblé avec l'idée de nouveaux rapports de force sur les accords, sur les négociations, y compris une autre façon de travailler entre syndicats, etc. Donc ça nous semblait naturel de faire appel à la CGT. Nous avons même envisagé de faire un débat dans une université avec Thibault sur la question de l'unité du syndicalisme, sur la conception du*

507Lettre de Cédric Quintin, secrétaire général du CCJ-CGT en date du 16 juillet 1999 (IHS-CGT côte 28CFD2).

508Voir en annexe 64 la lettre ouverte en date du 13 juillet 1999 adressée à Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité par la CFE-CGC jeunes, le CCJ-CGT, la JOC, le MRJC, le MJCF, l'UNEF-ID, l'UNEF-SE et le PCF.

509Béroud Sophie, « La CGT », *art.cit.*, p.261.

510Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

*syndicalisme rassemblé que nous mettions en œuvre sous la forme d'une réunification. Malheureusement ça n'a pas pu se faire pour des questions de calendrier »<sup>511</sup>.*

Le 28 avril 2000, dans la foulée de la disparition de la MNEF est conjointement créée La Mutuelle Des Etudiants (LMDE) par l'UNEF-ID, l'UNEF-SE et la FAGE. La Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF), la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN) et la Matmut s'associent à cette opération pour constituer le capital de départ de la LMDE. Le 5 décembre 2000, Alain Bocquet, président du groupe communiste et apparentés de l'Assemblée nationale et député/maire de Saint-Amand-les-Eaux, reçoit une délégation d'associations et d'organisations de jeunesse, dont le CCJ-CGT<sup>512</sup>. Le 12 décembre, une proposition de loi est déposée à l'Assemblée nationale relative à la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans. Cette revendication historique et identitaire de l'UNEF-ID, contrastant avec la défense des bourses de l'UNEF-SE, est alors présentée par Alain Bocquet ainsi que par les membres du groupe communiste et apparentés. Or nous aurions pu nous attendre à ce que cette initiative vienne de la part du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, relayant ainsi la revendication centrale de l'UNEF-ID. Mais il n'en est rien. Ainsi, à moins que l'UNEF-ID ait eu une activité particulière de *lobbying* envers le PCF, nous émettons l'hypothèse d'un possible rôle de la CGT – et donc probablement une influence de Valérie Estournès - pour relayer la revendication d'allocation d'autonomie de l'UNEF-ID auprès du groupe communiste de l'Assemblée nationale afin que ce dernier s'en saisisse. Les exposés des motifs soulignent:

*« Sur huit millions de jeunes de 16 à 25 ans, deux millions sont étudiants, un peu plus d'un million travaillent, cinq cent cinquante mille cherchent un emploi, et six cent mille environ sont dans une situation préoccupante ou grave suivant les paramètres habituels de référence. Les autres sont scolarisés (...). Le dispositif emplois-jeunes doit ainsi être amélioré (...). Cependant, ce dispositif ne suffit pas. Contribuer à assurer l'autonomie des jeunes de 16-25 ans appelle des mesures spécifiques devant les conditions actuelles de la formation et de l'accès à l'emploi. La création d'une allocation d'autonomie pourrait apporter une aide appréciable aux jeunes qui ont un projet de formation, d'insertion professionnelle ou de créations à mettre en œuvre (...). Cette allocation pourrait également servir, en complément des bourses, à assurer le droit des jeunes à leurs études, l'objectif étant que les jeunes réussissent, qu'ils puissent maîtriser leurs avancées de la connaissance, faire preuve de l'esprit critique et de la créativité indispensables à une citoyenneté moderne. Cette allocation, première étape vers un revenu social garanti correspond au besoin d'un statut social, fondé sur la solidarité et non l'assistanat (...). L'ouverture de droits entraînant des obligations, les jeunes devront en contrepartie élaborer un projet professionnel sur une durée déterminée (incluant la réflexion, la formation et la réalisation), que le jeune soit étudiant ou à la*

511Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

512Rapport introductif du bureau national du CCJ-CGT du 24 janvier 2001 (IHS-CGT côte 28CFD15).

*recherche d'un emploi (...) »<sup>513</sup>.*

En parallèle de ce texte, en janvier 2001, le CCJ-CGT organise un « débat sur le projet de loi « autonomie de la jeunesse »<sup>514</sup>. En mars 2001, Valérie Estournès quitte la direction du CCJ-CGT<sup>515</sup>. Le 16 mai, le CCJ-CGT organise une réunion des organisations de jeunesse afin de tirer le bilan des emplois-jeunes et d'évoquer l'avenir de ce dispositif. A cette occasion, la JOC, l'UNEF-SE, l'UNEF-ID, le MJCF, le MJS, CHICHE (mouvement de jeunesse de l'écologie politique) et le Mouvement Des Citoyens Jeunes (MDC jeunes) sont invités à s'associer à cet événement<sup>516</sup>. Toutefois, seul le MDC jeunes y participe. Cette question de la pérennisation des emplois-jeunes ne semble donc pas mobiliser grandement l'UNEF-ID et l'UNEF-SE, ni même à l'occasion de la manifestation nationale organisée par la CGT et le CCJ-CGT le 16 juin. En effet, les deux organisations étudiantes sont occupées à conclure le processus de réunification.

Cette décennie des années 1990 constitue donc un revirement dans les relations entre les UNEF et la CGT. Le réchauffement des relations entre l'UNEF-ID et la CGT, d'une part par le biais de la nouvelle majorité socialiste de la direction de l'UNEF-ID à partir des années 1993/1994 ayant compris l'intérêt de traiter avec la CGT, dans un esprit concurrentiel tant vis-à-vis de l'UNEF-SE que de l'ancienne majorité cambadéliste de l'UNEF-ID, et d'autre part *via* le courant « rénovateur » de la CGT, principalement implanté à l'UGICT, doit être pensé corrélativement avec la chute

---

513 Voir en annexe 65 la proposition de loi relative à la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans présentée par Alain Bocquet et les membres du groupe communiste et apparentés en date du 12 décembre 2000. Seuls les exposés des motifs sont présentés dans nos annexes. Le document intégral contenant notamment les interventions de Patrick Malavielle, rapporteur de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille et à l'enfance, Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports et Alain Bocquet, président du Groupe Communiste et apparentés, député du Nord, sont consultables à l'IHS-CGT, côte 28CFD15. Après avoir fait la navette entre l'Assemblée nationale et le Sénat, cette proposition de loi donne lieu à la promulgation de la loi du 4 juillet 2001, puis « enterrée », prévoyant simplement la création d'une « commission nationale pour l'autonomie des jeunes, placée auprès du Premier ministre. Cette commission, dont la composition est arrêtée par voie réglementaire, comprend des parlementaires, des élus locaux, des représentants de l'Etat, des organisations représentatives des employeurs et des salariés, d'associations de chômeurs, des mutuelles, de la Caisse nationale des allocations familiales, du Conseil national de la jeunesse, des organisations représentatives des étudiants et des lycéens, des fédérations de parents d'élèves, et des personnalités qualifiées. Cette commission a pour missions: de faire le bilan des dispositifs assurant des ressources propres aux jeunes de seize à vingt-cinq ans; d'étudier la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans, ainsi que les critères de son attribution sur la base notamment d'un projet personnel de formation et d'accès à l'emploi; de proposer la mise en place d'un dispositif expérimental dans plusieurs départements, après consultation des conseils départementaux de la jeunesse, et dont l'évaluation servira de base à ses travaux et à la généralisation de ce principe. Elle consulte le Conseil national de la jeunesse précité ». Loi consultable à l'adresse suivante: <http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000770996>

514 Rapport introductif du bureau national du CCJ-CGT du 24 janvier 2001 (IHS-CGT côte 28CFD15).

515 Allocution de Cédric Quintin, secrétaire général du CCJ-CGT, à l'occasion du Bureau National élargi du CCJ du 21 mars 2001 (IHS-CGT côte 28CFD15).

516 Courrier du CCJ-CGT de Cédric Quintin, secrétaire général du CCJ, en date du 30 avril 2001 (IHS-CGT côte 28CFD15).

électorale de l'UNEF-SE. Ainsi, cette dernière passe de dix élus au CNESER en 1979 (59,32% des voix), à deux élus en 1991 (18,05% des voix) derrière l'UNEF-ID qui en obtient quatre (32,05% des voix), et finalement un seul en 1998 (11,29% des voix) derrière l'UNEF-ID (cinq élus et 38,11% des voix), la FAGE (trois élus et 25,45% des voix) et l'UNI (un élu et 13,97% des voix)<sup>517</sup>. Dès lors, le basculement de ces relations peut s'expliquer par un désir pragmatique des « rénovateurs » de travailler avec l'organisation la plus représentative du monde étudiant, au-delà des alliances du passé. Les liens entre l'UNEF-SE et la CGT « doivent alors être, non sans difficulté, réajustés, passant du lien privilégié face à l'adversité et, parfois, de la confusion des rôles, à une complémentarité dans la non-exclusivité; ils apparaissent dès lors heuristiques pour comprendre les causes, les modalités mais aussi les enjeux de l'implosion du conglomérat communiste »<sup>518</sup>.

## **II. La CGT dans les années 2000: vers la reconnaissance du « jeune travailleur intellectuel »<sup>519</sup>? (Juin 2001-2006)**

Nous verrons que la période allant de juin 2001 à 2004 est caractérisée par une quête de reconnaissance de l'UNEF réunifiée (A), tandis que le mandat de Bruno Julliard de 2005 à 2006 à la tête de l'UNEF marque une convergence assumée de la part du syndicat étudiant et de la CGT (B).

### **A) L'UNEF réunifiée en quête de reconnaissance (Juin 2001-2004)**

Le 24 juin 2001, deux délégations, l'une menée par Karine Delpas mandatée par le 81<sup>ème</sup> congrès de l'UNEF-SE, l'autre menée par Yassir Fichtali issue du 77<sup>ème</sup> congrès de l'UNEF-ID, se retrouvent à la Sorbonne pour signer la charte de l'UNEF. Désormais, d'après ces modifications statutaires, les deux organisations décident de n'en constituer plus qu'une: « Nous étudiants, rassemblés dans une nouvelle organisation, nous engageons pour la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants, convaincus de l'importance du combat pour la conquête de nouveaux droits

---

517Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *op.cit.*, pp.392-393.

518Brodiez Axelle, « Les relations entre CGT et Secours populaire français au prisme de l'éclatement du conglomérat communiste », in Tartakowsky Danielle, Tétard Françoise (dir.), *Syndicats et Associations. Concurrence ou complémentarité?*, PUR, 2004, pp.243-244.

519Article I de la Charte de Grenoble du 35<sup>ème</sup> congrès de l'UNEF du 20 avril 1946, in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *op.cit.*, p.309.

(...). Notre combat se situe au côté des luttes des salariés et de leur organisations (...). Nous décidons que les deux organisations se poursuivront désormais en une seule, appelée UNEF, Union Nationale des Etudiants de France (...) »<sup>520</sup>. Yassir Fichtali, ancien membre du bureau national de l'UNEF-ID, devient désormais le premier président de l'UNEF réunifiée, son vice-président étant Stéphane Paturey, ex-membre du bureau national de l'UNEF-SE, tandis que Karine Delpas, ancienne présidente de l'UNEF-SE prend le poste de deuxième vice-présidente de la LMDE. En apparence, la réunification se passe sans accrocs. Les responsables de la CGT voient alors dans cette réunification des deux UNEF « une grande chose, annonciatrice d'évolutions positives pour le mouvement étudiant, une possibilité d'avoir un vrai syndicalisme de masse, qui justement dépasse les clivages politiques, un vrai syndicat qui porte un vrai syndicalisme de masse »<sup>521</sup>, ou encore « une chance pour le syndicalisme étudiant d'apparaître plus uni et de mieux parler d'une seule voix »<sup>522</sup>. Surtout, pour certains, cette réunification « enlève une épine du pied de la CGT parce qu'elle n'a plus de choix à faire. Désormais, elle peut, de manière privilégiée, travailler avec l'UNEF »<sup>523</sup>. Toutefois, en interne du syndicat étudiant cet événement ne s'apparente pas à un syncrétisme, il est plus vécu comme « une réunification d'appareils (...), qu'une dynamique militante »<sup>524</sup>. D'ailleurs, des tensions apparaissent rapidement en interne de la nouvelle organisation. Certains militants communistes de l'ex-UNEF-SE déplorent les conditions de cette réunification *a minima*, estimant que « l'UNEF-SE a été sabordée parce que c'était le choix de Robert Hue qui voulait donner des gages au PS (...). C'était une manière de gérer la gauche plurielle (...). Il a cru qu'en bradant l'UNEF-SE ça permettait de régler le problème, et l'UNEF-ID ne s'est pas retrouvée renforcée en terme de militants (...), perdant entre 1.000 et 2.000 militants (...). L'UNEF n'occupe pas le créneau qu'occupaient avant les deux UNEF »<sup>525</sup>. L'UEC quant à elle paraît « plutôt favorable »<sup>526</sup> à cette unification, même si cette dernière ne semble pas donner de directives à ses militants. Dans ces conditions, « toute une partie de l'UNEF-SE voulait créer une CGT étudiante (...). C'était l'UNEF-SE d'Evry (...). Et puis je pense qu'il y en a une grosse partie qui a disparu dans la nature »<sup>527</sup>. Ces militants de l'UNEF-SE refusant la réunification syndicale, très attachés à l'identité du conglomérat communiste, créent alors la Fédération Syndicale Etudiante (FSE) en 2001<sup>528</sup>. Ainsi, au-delà de son aspect purement symbolique, ce processus se révèle être

---

520Charte de l'UNEF. Modification statutaire, Sorbonne, Paris, 21 juin 2001, in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *op.cit.*, pp.369-370.

521Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

522Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

523Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

524Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

525Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008.

526Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

527Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008.

528Porte Emmanuel, *art.cit.*, p.118.

« extrêmement fastidieux, et puis c'était plus un mariage de raison qu'un mariage de passion. C'est-à-dire qu'on avait quand même l'UNEF-SE qui était en situation de liquidation et que ce n'était pas une histoire de coup de foudre, c'était une histoire de lente maturation (...), créant un petit peu d'agitation dans les deux UNEF »<sup>529</sup>. Des compromis sont alors passés de part et d'autre, notamment dans la constitution d'un bureau national, composé de « cinquante-cinq personnes qui devaient se réunir quasiment toutes les semaines. Un truc à faire fonctionner qui était complètement délirant »<sup>530</sup>. De même, des tensions apparaissent entre la direction de la mutuelle et celle du syndicat étudiant. Cette agitation dans l'organisation syndicale durera jusqu'au congrès de Lyon de 2003. Yassir Fichtali, premier président de l'UNEF réunifiée, prend alors quelques initiatives d'approche en direction de structures de la CGT, et notamment vis-à-vis la fédération de l'énergie CGT à l'occasion de la fête de *L'Huma*. Or la fédération de l'énergie, soutien actif de l'UNEF-SE en son temps, attachée à la solidarité entre organisations du conglomérat communiste, ne semble pas disposée à poursuivre des relations étroites avec l'UNEF réunifiée. Un effet de balancier se joue alors avec la confédération, cette dernière, suite au désengagement de la puissante fédération de l'énergie, ayant la possibilité de se saisir peu à peu de la question étudiante:

*« Comme nous savions que la fédération énergie donnait de l'argent à l'UNEF-SE, ou en tout cas les soutenait, et comme l'UNEF-ID n'avait jamais pris de stand à la fête de L'Humanité, un des premiers effets de la réunification a été que la nouvelle UNEF prenait du coup un stand à la fête de L'Huma (...). A cette occasion je suis allé au stand de la fédération énergie CGT pour discuter avec quelques responsables et essayer de leur faire passer l'idée que s'ils souhaitaient continuer à aider les organisations étudiantes, ils pouvaient évidemment continuer à le faire. Mais finalement il n'y a jamais rien eu avec eux. Je ne les ai jamais côtoyés (...). La fédération énergie était très investie pour aider l'UNEF-SE, mais du fait de la réunification elle s'est progressivement désintéressée du sujet, et je pense qu'aujourd'hui elle est complètement absente de tous ces débats; parallèlement la confédération qui était plutôt absente de l'ensemble de ces débats a petit-à-petit repris la main »<sup>531</sup>.*

Outre cette initiative infructueuse de la part de Yassir Fichtali, l'UNEF entretient de « bons rapports intellectuels avec l'UGICT »<sup>532</sup>. Quant à la confédération, elle semble pour le moment se « désintéresser, (même si) il y a eu des initiatives diverses et variées parce que il y a eu des congrès dans lesquels il y a eu des appels divers et variés sur lesquels les responsables syndicaux ont été amenés à s'exprimer »<sup>533</sup>, d'autant plus que la transition entre la présidence de l'UNEF-ID de Karine

---

529Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

530Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

531Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

532Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

533Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

Seiler et celle - pour quelques mois avant qu'il ne devienne président de l'UNEF réunifiée - de Yassir Fichtali ne se passe pas bien, ce dernier « n'héritant pas du réseau et du fichier de contacts »<sup>534</sup> de la présidente précédente. Yassir Fichtali, toujours dans une optique d'« équidistance avec l'ensemble des organisations syndicales (qui) est essentielle »<sup>535</sup>, motivé par « une volonté qui était très forte de reconstruire des rapports avec la CGT, et plus globalement avec l'ensemble des organisations syndicales parce que l'UNEF (...) était assez marquée politiquement »<sup>536</sup>, demande « à la Confédération et à Bernard Thibault de façon extrêmement insistante d'avoir un interlocuteur »<sup>537</sup>, ce que le bureau confédéral fait, en lui désignant Pierre-Jean Rozet. De même, il arrive parfois que Yassir Fichtali ait quelques contacts avec Alain Guinot, directeur de la publication de la *Nouvelle Vie Ouvrière* (NVO). Pour bâtir ces relations, Yassir Fichtali « se pose alors comme étant le président des UNEF réunifiées, même si au moment de la réunification il y avait quelques sections locales de l'UNEF-SE qui avaient été un peu réfractaires. Et donc ma force c'était quand même d'afficher que nous avons fait la réunification de l'UNEF, que mon vice-président était un ancien dirigeant de l'UNEF Solidarité Etudiante (...), Stéphane Paturey »<sup>538</sup>. Les relations entre Pierre-Jean Rozet et Yassir Fichtali sont donc cordiales, l'un et l'autre « apprenant à se connaître (...), se voyant de façon régulière, deux ou trois fois dans l'année pour faire le point »<sup>539</sup>, sans toutefois aller plus loin, la CGT attendant sans doute de voir les orientations données à la nouvelle organisation étudiante. Concernant Karine Delpas, désormais deuxième vice-présidente de la LMDE, elle rencontre quelques fois le secteur protection sociale de la CGT « pour comprendre les règles du financement de la sécu, ce qu'était un régime particulier, le champ des mutuelles (...), arriver à décrypter les projets de lois de finances de la Sécurité sociale. C'était essentiellement sur des questions comme ça »<sup>540</sup>. Toutefois, ces relations avec la CGT restent marginales, la LMDE traitant plus directement avec la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) et surtout la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN). En octobre 2001, lors du 31ème congrès du PCF, Marie-George Buffet, ancienne militante de l'UNEF-Renouveau et ex-présidente de la Fédération des Résidences Universitaires de France (FRUF)<sup>541</sup>, est élue secrétaire nationale du PCF. En novembre 2001, le CCJ-CGT, devenu Jeunes-CGT, choisit de consolider ses liens avec des organisations et associations de jeunesse, dont l'UNEF<sup>542</sup>. A cette occasion, plusieurs thèmes sont

---

534Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

535Fichtali Yassir, *op.cit.*, p.78 et Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

536Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

537Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

538Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

539Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

540Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

541Voir la biographie militante de Marie-George Buffet sur le site internet du PCF: <http://www.pcf.fr/spip.php?rubrique4>

542Lettre de Cédric Quintin, secrétaire général du CCJ-CGT en date du 12 novembre 2001 à l'attention de Yassir

évoqués, dont ceux de l'autonomie de la jeunesse et des emplois-jeunes. De même, en décembre 2001, les Jeunes-CGT sollicitent l'UNEF afin de l'associer à un projet de charte européenne de garanties sociales pour les jeunes salariés travaillant dans la restauration rapide et les parcs d'attraction<sup>543</sup>. L'année 2002 est marquée par la campagne présidentielle. Dans cette optique, l'UNEF, dans un « double sens de la courroie de transmission »<sup>544</sup>, mène une campagne de sensibilisation sur l'allocation d'autonomie à l'adresse des candidats à l'élection présidentielle. A cette occasion, Robert Hue, alors candidat du PCF, inscrit au 3ème rang de ses vingt-cinq engagements de campagne, celui d'une « **Allocation mensuelle d'autonomie de 700 euros pour tous les jeunes de 18 à 25 ans qui le souhaitent**, en commençant par les 20% qui en ont le plus besoin »<sup>545</sup>. Quelques temps plus tard, la CGT prendra elle aussi position sur cette revendication identitaire de l'UNEF-ID, puis de l'UNEF réunifiée:

*« La CGT a pris une position durant mon mandat sur la question de l'allocation d'autonomie, ce qui n'avait pas été le cas auparavant. Alors que c'est le truc un peu central dans le milieu étudiant, et le plus identifiant de l'UNEF-ID qui s'est quand même reconstruite sur cette question-là, et qui par ailleurs a alimenté un clivage entre les deux UNEF. Mais là, il y a une espèce d'aggiornamieto d'un certain nombre de structures. Concernant le Parti Communiste, en 2002, Robert Hue plaide pour ça. En fait, en 2002, quasiment tout le monde à gauche plaide pour ça<sup>546</sup>. Parce qu'on avait fait un gros travail d'influence dans le cadre de la préparation des élections présidentielles. Donc le PC plaide pour ça, la CGT va prendre position sur le sujet je ne sais plus quand, mais va le faire. Je crois qu'elle va le faire un peu plus tard, mais elle va le faire »<sup>547</sup>.*

Ainsi, cette revendication d'allocation d'autonomie, portée unanimement par les candidats de gauche, y compris communiste - le PCF supportant jusque-là par principe le système des bourses – à la suite d'une campagne de lobbying de l'UNEF réunifiée, marque une filiation revendicative de cette dernière en faveur de l'UNEF-ID. Contre toute attente, Jean-Marie Le Pen accède au second

---

Fichtali, président de l'UNEF, et Stéphane Paturey, vice-président de l'UNEF (IHS-CGT côte 28CFD15).

543 Voir en annexe 66 le courrier en date du 14 décembre 2001 adressé par Cédric Qunitin, secrétaire général du CCJ-CGT à l'UNEF.

544 Monchablon Alain, Morder Robi, *op.cit.*, p.203.

545 Voir en annexe 67 le programme de la campagne présidentielle de 2002 de Robert Hue.

546 En plus de Robert Hue, dans leurs programmes électoraux, d'autres candidats à la présidence de la République prennent position sur la question de l'allocation d'autonomie suite à la campagne de sensibilisation de l'UNEF des candidats de gauche. Ainsi, Lionel Jospin, candidat du PS, s'engage à adopter un « pacte de confiance avec la jeunesse avec un contrat d'autonomie pour les 18-25 ans », Noël Mamère pour les Verts propose une « allocation pour les 18-25 ans et la création d'une branche « jeunes » de la Sécu ouvrant de nouveaux droits au logement, à la santé, à la formation », Christiane Taubira du Parti Radical de Gauche propose d'« assurer l'autonomie (de la jeunesse) par un revenu minimum étudiant et un revenu de solidarité jeune », et enfin Olivier Besancenot pour la LCR estime que « les jeunes apprentis doivent recevoir un vrai salaire. Ceux qui sont à la recherche du premier emploi, ceux qui poursuivent leurs études au lycée ou à l'université, doivent bénéficier d'une allocation d'autonomie de 700 euros par mois. Elle leur assurera un vrai droit à la formation, leur permettra de choisir leur indépendance, aidera 20% de jeunes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté ».

547 Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

tour de l'élection présidentielle. L'UNEF participe alors activement aux manifestations de l'entre-deux tours des élections présidentielles en tant que « première organisation de jeunesse »<sup>548</sup>. Durant 15 jours, avec notamment le 1er mai 2002 comme journée principale de mobilisation, tout comme lors de la manifestation massive du 18 janvier 2003 contre la guerre en Irak d'ailleurs, l'UNEF traite avec le service d'ordre de la CGT, mais également avec celui de l'UNSA avec lequel les relations en terme de service d'ordre seront poussées, ainsi que celui de FO:

*« Pour nous il y avait un intérêt évident dans ces grosses manifestations à s'assurer du soutien de la CGT parce que en terme de force de frappe, ce qui comptait comme services d'ordre, c'était d'abord la CGT parce, qu'ils avaient un bon service d'ordre, mais aussi l'UNSA parce qu'elle était bien implantée dans la police, et des syndicalistes policiers qui mettaient leur casquette de syndicaliste et qui encadraient les manifs en faisant le service d'ordre de l'UNSA, c'était quand même très pratique et surtout assez efficace. Et puis il y avait FO qui avait aussi quelques ressources. Mais ce qui comptait quand même dans les manifs en termes de SO pour nous c'était quand même beaucoup la CGT et l'UNSA. Sachant qu'avec l'UNSA c'était allé assez loin parce qu'il y avait eu des entraînements de services d'ordre communs. C'est-à-dire que les entraînements des services d'ordre de l'UNSA étaient ouverts aux militants de l'UNEF qui encadraient nos manifestations, bien que (...) notre service d'ordre de l'UNEF était un peu amateur. Mais il y a des périodes durant lesquelles il y avait eu des entraînements hebdomadaires, une salle de sport était ouverte avec des gens qui pouvaient venir s'entraîner, des responsables désignés. Blaise Le Chevalier qui était délégué général de l'UNEF en était un grand responsable, et il est aujourd'hui devenu commissaire de police, ce qui est très drôle (...). Ca, c'était pour la situation parisienne (...). Après, localement, c'était géré à l'arrache, il n'y avait pas de service d'ordre »<sup>549</sup>.*

A l'issue de ces manifestations, Jacques Chirac est réélu président de la République le 17 mai 2002. Le 18 février 2003, Julie Coudry, responsable nationale de la Tendance Syndicale (TS), aile réformatrice de l'UNEF, envoie une lettre à François Chérèque, secrétaire général de la CFDT depuis 2002, afin de lui demander son soutien dans la création d'une nouvelle organisation étudiante. A cette occasion, elle note les désaccords l'amenant à quitter l'UNEF:

*« Lors du Collectif National des 22 et 23 février 2003, l'UNEF réunira sa Commission Administrative pour convoquer son congrès comme elle le fait régulièrement tous les deux ans. Nous avons décidé de déclarer publiquement lors de ce Collectif National notre décision de fonder dans l'année 2003 une nouvelle organisation étudiante et par conséquent de quitter l'UNEF. Cette décision a été longuement réfléchi. Elle s'inscrit dans une réflexion stratégique dont les sources sont multiples. La première c'est l'état catastrophique du « syndicalisme » étudiant en général et de l'UNEF en particulier (...). L'UNEF est une organisation étudiante où le jeu politique est structurant. Cela signifie que la ligne de conduite et les équilibres internes à l'organisation se décident à la fois en dehors d'elle et même en dehors du champ syndical. De ce fait, notre ambition de construire un syndicalisme étudiant qui s'affranchisse des tutelles politiques qui le structurent*

---

548Fichtali Yassir, *op.cit.*, p.117. De même, dans ce même ouvrage voir « Le 21 avril, une génération en devenir », pp.116-122.

549Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

aujourd'hui, est assez « radicale ». Elle n'est que tolérée et ne pourra pas déboucher concrètement à l'interne car elle met en cause le mode de structuration réel qui est aussi la principale raison d'être de l'UNEF. Ensuite, notre expérience collective de cette organisation nous a montré que tout effort de rénovation est vain (...). Enfin, notre présence dans l'UNEF est un véritable frein au développement de ce que nous entendons porter dans le monde étudiant. Les modes de fonctionnement et les pratiques à l'œuvre permettent à ceux qui la dirigent de rayer d'un trait de plume des équipes militantes entières (...). Ces difficultés nous ont amenés à développer un nouveau cadre de rencontre et d'échange avec d'autres acteurs de la vie étudiante (...). L'ensemble de ces éléments nous ont logiquement conduit à prendre notre décision de création d'une nouvelle organisation étudiante même si nous avons bien conscience des difficultés et des obstacles qui nous attendent d'ici la création de cette structure et par la suite dans le cadre de son développement. **C'est sur la base de cet objectif, la création d'une nouvelle organisation étudiante, représentative dans les cinq ans à venir, que nous nous adressons à toi et à toute la CFDT. Nous en appelons à votre soutien et à votre aide dans notre projet. Un soutien matériel, mais aussi politique parce que ce projet ne va pas manquer de bouleverser une donne établie de longue date.** Les contacts que nous entretenons depuis déjà quelques années avec la CFDT, nos échanges réguliers, ont permis de mieux nous connaître et je pense de faire apparaître de larges convergences de vues et de conceptions entre nous. Syndicalisme d'adhérents, place et rôle du contractuel, réformisme assumé, place et rôle du syndicalisme, sont autant de thèmes qui comme à vous nous sont chers et sont constitutifs de notre identité syndicale (...). Le mode de relation qui s'est déjà institué entre nous, la démarche que nous avons expérimentée avec la fédération Interco, nous montrent qu'avec la CFDT il est possible de développer un lien qui soit solide et durable sans être ni organique, ni tutélaire au sens de ce qui se pratique aujourd'hui dans le syndicalisme étudiant (...). C'est en effet sur cette base aussi que nous faisons appel à vous. C'est parce que nos liens futurs s'établiront sur cette base que nous pourrons les assumer et les revendiquer publiquement. C'est ainsi que nous pourrons en faire une réelle force, alors que dans l'UNEF leur nature radicalement différente en font la maladie honteuse que tout le monde cherche à dissimuler (...). Voilà cher François, ce que nous souhaitons porter à ta connaissance. Nous espérons vivement que la CFDT répondra favorablement à cette demande générale qu'il nous faudra décliner précisément et concrètement ensuite (...) »<sup>550</sup>.

Le 22 février 2003, la Tendance Syndicale dirigée par Julie Coudry annonce officiellement son départ de l'UNEF. Les 29 et 30 mars 2003, l'Assemblée Générale fondatrice de la Confédération Etudiante réunit seize associations à Angers. Dans ce processus de scission, un ancien de l'UNEF-ID, désormais responsable de la CFDT, influence le départ des militants de la Tendance Syndicale de l'UNEF afin de développer un syndicalisme étudiant proche de celui de la CFDT. Ainsi, pour la première fois depuis trente-deux ans, une confédération syndicale de salariés aide à la création d'une organisation étudiante en provoquant une scission de l'UNEF. Tandis qu'en 1971 la CGT aidait à la création de l'UNEF-Renouveau par « peur du gauchisme », en 2003, la CFDT orchestre l'émergence de la Confédération étudiante en estimant d'une part que « l'UNEF est une organisation gauchisante », et que d'autre part cette politique de cadres peut servir les intérêts de la Confédération Française Démocratique du Travail:

---

550 Voir la lettre envoyée à François Chêrèque par Julie Coudry, responsable nationale de la Tendance Syndicale de l'UNEF le 18 février 2003 sur le site internet de la Confédération étudiante: <http://www.confederation-etudiante.org/article/archive/83/>

*« Il y a toujours eu des rapports un peu tendus mais qui étaient liés à l'orientation de la CFDT (...). Un ancien de l'UNEF-ID, Laurent Bérail<sup>551</sup>, qui est aujourd'hui l'un des dirigeants d'une des fédérations de la CFDT (...), avait informé son responsable d'Interco-CFDT, qui s'appelait à l'époque Alexis Guenego, qu'il avait une influence sur une partie de la direction de l'UNEF. Le schéma avait été proposé à l'époque à Nicole Notat qui avait expliqué qu'elle n'était pas intéressée par le sujet. Parce que quand bien même il y avait des difficultés avec l'UNEF-ID, elle ne voyait pas en quoi elle devait se préoccuper de ça (...). Nicole Notat avait donc refusé cette stratégie là. Quand François Chérèque est arrivé à la tête de la CFDT, Laurent Bérail l'a informé qu'il avait une influence sur trois personnes du bureau national de l'UNEF. Ainsi, plutôt que d'être leur mentor désincarné, il a vendu à la CFDT qu'il avait des gens sur lesquels s'appuyer pour construire une stratégie étudiante et que l'UNEF était une organisation gauchisante (...). Chérèque a lu l'histoire (...). La CFDT avait créé avec le Fils d'Edmond Maire<sup>552</sup> PSA-UNEF, il y a eu plein d'histoires. Et à chaque fois ça avait échoué (...). François Chérèque a donc été séduit par le schéma et a accepté (...) »<sup>553</sup>.*

Plus tard, le 10 mars 2004, la Confédération étudiante conclura un contrat d'association avec la CFDT. Ce contrat consiste alors à « atteindre l'objectif de développement que s'est fixé la Confédération étudiante, à savoir devenir une organisation représentative d'ici à 2008 (un élu au CNOUS et un élu au CNESER) »<sup>554</sup>, mais aussi à développer dans le monde étudiant « une vision du syndicalisme partagé (...), conception du syndicalisme résolument réformiste et indépendant de la sphère politique notamment (...) plaçant le syndicalisme d'adhérents au cœur de leur projet et de

---

551 Au milieu des années 1990, Laurent Bérail était l'un des dirigeants de la Tendances Pour une Alternative Syndicale (TPAS) de l'UNEF-ID, notamment avec Grégory Martin (aujourd'hui secrétaire confédéral CFDT chargé du développement de la CFDT en direction des jeunes salariés) et Julie Coudry. Aujourd'hui, Laurent Bérail est secrétaire fédéral d'Interco-CFDT (syndicat de la fonction publique CFDT) et membre du groupe CFDT du Conseil économique et social.

552 Rappelons à ce propos que la CFDT a constamment soutenu différentes organisations syndicales étudiantes. Ainsi, le Mouvement d'Action et de Recherche Critique (MARC) après Mai 1968, le Mouvement d'Action Syndicale (MAS) de 1976 à 1980, Pour un Syndicalisme Autogestionnaire (PSA) de 1982 à 1991, et enfin la Confédération étudiante (Cé) depuis 2003, sans compter les tendances de l'UNEF-ID comme la Tendances Pour une Alternative Syndicale (TPAS) de 1997 à 2000 ou encore la Tendances Syndicale (TS) de l'UNEF réunifiée de 2001 à 2003, ont toutes bénéficié d'une aide de la CFDT. Toutefois, il semble que le MARC, le MAS et PSA ne soient pas issus d'une scission de l'UNEF, à l'inverse de la Confédération étudiante. Roger Barralis explique cette attitude constante de la CFDT par « la phobie d'Edmond Maire et ses craintes et ses problèmes vis-à-vis des coucous. L'expression de Maire disant « il faut virer les coucous qui parasitaient la CFDT », c'est-à-dire les militants gauchistes selon lui, qui venaient parasiter la CFDT dans les années 1970, est l'idée qu'il n'y avait rien de bon dans les UNEF gauchistes etc ». (Entretien avec Roger Barralis le 17 mai 2008). En effet, « PSA à l'époque (se serait) fait infiltrée par la Ligue » (Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008). Philippe Campinchi, proche de la CFDT lors de son mandat de président de l'UNEF-ID, explique quant à lui cette stratégie de la CFDT uniquement par un besoin de renouvellement de cadres: « Pour moi l'histoire de la Confédération étudiante est complètement différente. La CFDT se fiche qu'il y ait une relation CGT/UNEF. Ce n'est pas leur problème. La CFDT a un problème qui est assez simple: comment faire en sorte d'avoir un renouvellement de cadres? Donc pour cela elle a créé sa propre structure. Et donc elle a aidé à la création de la Confédération étudiante en se disant que ça lui permettrait de capter des jeunes qui sont formés, qui demain viendront à la CFDT. C'est un pari de structuration de cadres et de jeunes cadres (...). Ni plus, ni moins (...). Pour moi, la relation de la CGT avec l'UNEF n'est pas un élément déterminant dans le fait que la CFDT décide de créer la Confédération étudiante ». Entretien avec Philippe Campinchi le 25 avril 2008.

553 Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

554 Voir le contrat d'association conclu entre la Confédération étudiante et la CFDT le mercredi 10 mars 2004 consultable sur le site internet de la Confédération étudiante: <http://www.confederation-etudiante.org/article/archive/83/>

leur stratégie propre »<sup>555</sup>. Or ce contrat n'est pas du goût de certaines structures de la CFDT, dont le SGEN-CFDT, partenaires de l'UNEF:

*« Ils mettent en place un contrat d'association, ils vont fournir des locaux, des moyens, et y compris au niveau régional au sein de certaines unions régionales qui vont soutenir la Confédération étudiante(...). Donc Chérèque accepte par méconnaissance, et son secrétaire général adjoint aujourd'hui, Jacky Bontemps soutient par sectarisme (...). Donc Laurent Bérail va mettre en place une stratégie qui va consister à faire sortir ces gens de l'UNEF et à leur donner des moyens logistiques pour créer une structure, y compris dans le dos de l'une de leur propre fédération, le SGEN-CFDT, puisque la présidente de la Confédération étudiante, Julie Coudry (...), avait un bureau à l'union régionale île-de-France, un étage au-dessus de celui du secrétaire général du SGEN-CFDT, et que ce dernier ne le savait même pas. C'est moi qui l'ai informé que dans son propre immeuble, à l'étage au-dessus, il y avait une nana qui était au bureau national de l'UNEF et qui magouillait avec sa confédération, dans le dos du syndicat SGEN, la création d'une organisation étudiante (...). Donc ça a créé un débat au niveau de la CFDT. C'est-à-dire que des organisations comme des unions régionales, le SGEN, ne soutenaient pas du tout l'initiative, puisque leur partenaire, c'était l'UNEF. Des anciens de l'UNEF au sein de la CFDT nous avaient écrit (...). D'ailleurs le SGEN à l'époque n'avait pas soutenu la création de la Confédération étudiante et l'avait même dit publiquement et ostensiblement »<sup>556</sup>.*

A partir de cette scission instaurant une rivalité entre l'UNEF et la Cé, les relations entre cette première et les centrales syndicales doivent être constamment pensées dans une surenchère des deux organisations étudiantes. En effet, cette scission renforce alors la conviction de la nécessité, pour l'UNEF, d'intensifier son travail en direction du SGEN-CFDT ainsi que des centrales syndicales autres que la CFDT, afin de se positionner en tant qu'interlocuteur principal et incontournable du monde étudiant, contrant ainsi la tentative d'implantation durable de la Confédération étudiante soutenue par la confédération de la CFDT:

*« A cette époque nous travaillions avec le SGEN justement pour montrer qu'il était avec nous et qu'il ne cautionnait pas du tout (...) cette stratégie. Mais historiquement parlant, de toute façon, je pense que la Confédération étudiante péréclitera (...). Et surtout ils n'ont pas réussi à faire exploser le système en incitant la CGT à le faire, Force Ouvrière à le faire, la FSU à le faire, l'UNSA à le faire, etc. Ils n'ont pas du tout réussi à faire exploser le système en créant un précédent. Même si ça a traversé l'esprit des uns et des autres, notamment entre 2001 et 2003 »<sup>557</sup>.*

Ainsi, à l'instar de la période suite à la scission de l'UNEF de 1971 provoquée par la CGT - caractérisée par l'inexistence des relations entre la Confédération générale du Travail et l'UNEF-US - « depuis que (les anciens militants de l'UNEF) proches de la CFDT sont partis, il n'y a plus eu de

---

555Ibid.

556Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

557Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

liens avec la CFDT, non pas parce que ces derniers faisaient le lien avec la CFDT, mais parce qu'il y avait une rupture sur le fond entre les deux organisations, un divorce, un désaccord profond se traduisant par une période de gèle total des relations »<sup>558</sup>. En mai-juin 2003, la confrontation avec le gouvernement Raffarin sur la réforme des retraites, conduite par le ministre des affaires sociales, François Fillon, s'amorce<sup>559</sup>. A cette occasion, « l'épisode des retraites de 2003 crée une faille dans l'attachement proclamé de la CGT au rassemblement. Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, tient des propos très durs sur la centrale de Belleville »<sup>560</sup> de François Chérèque, la CFDT soutenant cette réforme. En effet, « Alors qu'elle a joué la carte de l'unité syndicale au début de l'année 2003, notamment avec la CGT, la direction confédérale de la CFDT opte finalement pour une relation de tête-à-tête avec le gouvernement Raffarin en mai 2003 et apporte son soutien à la réforme du système de retraites »<sup>561</sup>. Finalement, suite à cet accord conclu avec le gouvernement, la CFDT perd des militants. Ainsi, « au total, 70.000 adhérents auraient quitté la CFDT après le conflit sur les retraites. Au moins 30% d'entre eux n'auraient pas repris de cartes. 35% seraient allés vers la CGT, 20% vers la FSU et 15% vers Solidaires »<sup>562</sup>. De son côté, l'UNEF participe activement à ces manifestations. Le positionnement de la CGT sur le dossier des retraites déclenche alors un fort élan de sympathie chez les membres du bureau national de l'UNEF, d'autant plus que les militants de l'UNEF traditionnellement proches de la CFDT sont depuis quelques mois partis du syndicat pour fonder la Confédération étudiante:

*« 2003 c'est quand même un moment assez important du point de vue du paysage syndical parce que la CGT drive quand même pas mal le mouvement, est très en pointe sur le mouvement, et l'UNEF souhaite vraiment s'investir là-dedans en expliquant que la retraite est une affaire de jeunes (...), avec par exemple la prise en compte des années d'étude dans le calcul des retraites (...). Donc, au sein du Bureau national, l'aura de la CGT devient assez forte (...), indépendamment des sensibilités des uns et des autres (...), y compris chez ceux qui sont réputés les moins proches de la CGT (...). Régulièrement, quand je voyais les responsables de la CGT, je leur disais que si je faisais voter mon Bureau national sur la question: « quel est votre organisation syndicale préférée? », la CGT arriverait sûrement en tête. Donc le mouvement des retraites a quand même été assez important du point de vue de la représentation des uns et des autres par rapport à la CGT, à la fois parce qu'elle a montré une capacité de mobilisation et une puissance que n'ont pas les autres organisations syndicales d'une part, et d'autre part en terme des élaborations revendicatives qu'elle portait, comme par exemple la sécurisation des parcours professionnels, qui étaient quand même intéressantes (...). En parallèle, du fait du départ de certains militants pour la Confédération étudiante, l'aura de la CFDT au sein de l'UNEF était quasi-nulle à ce moment-là, ce qui n'était pas le cas auparavant. Celle de l'UNSA avait progressé parce que lors du mouvement des retraites ses*

---

558Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

559Pour une analyse exhaustive du conflit des retraites voir Pernot Jean-Marie, « A l'épreuve du mouvement social » (chapitre I), *op.cit.*, pp.23-66.

560Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, p.193.

561Béroud Sophie, « La CFDT », Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *op.cit.*, p.272.

562Ibid.

*dirigeants avaient pris des positions assez courageuses, se rapprochant objectivement de la CGT, de la FSU (...). Donc l'influence de l'UNSA était assez importante. Et par ailleurs nous avons des rapports excellentissimes avec eux. Je ne parle pas de l'UNSA éducation, je parle d'Alain Olive et Jean Grosset, ils ont toujours été à nos côtés. Mais pour revenir à l'influence de la CGT, il y avait un décalage très fort entre d'un côté l'aura qu'elle avait au Bureau national et puis d'un point de vue concret le soutien matériel qu'elle pouvait nous apporter qui était quand même très faible »<sup>563</sup>.*

Cette sympathie particulière, mais unilatérale, des dirigeants de l'UNEF vis-à-vis de la CGT s'exprime lors du congrès de Lyon de l'UNEF, en juin 2003 - premier congrès de l'UNEF depuis sa réunification - auquel Bernard Thibault est officiellement invité. Or aucun membre du bureau confédéral ne s'y rend, quand bien même Yassir Fichtali s'était rendu en personne à Montpellier au 47ème congrès de la CGT du 24 au 28 mars 2003. Seule « Marie-Jo Kotlicki qui était co-secrétaire générale de l'UGICT, (structure avec laquelle l'UNEF entretenait un travail commun sur la question des stages jusque-là), était venue faire une très bonne intervention à la tribune, évoquant notamment l'allocation d'autonomie, (mais) l'absence de Bernard Thibault était regrettable »<sup>564</sup>. Le même mois, la Confédération étudiante lance une première campagne nationale intitulée « vos droits ne sont pas en vacances » à destination des saisonniers. A cette occasion, elle édite un guide des jobs saisonniers en partenariat avec la CFDT. L'UNEF réplique dès septembre 2003 en éditant un guide des étudiants salariés co-élaboré avec la CGT, FO jeunes, la FSU, l'UNSA, la CFTC et la LMDE<sup>565</sup>. Ce guide, en plus de constituer un support pour la campagne de rentrée universitaire, est aussi une façon pour l'UNEF, toujours dans un souci d'« équidistance », de renforcer ses liens avec les centrales syndicales, et notamment la CGT, mais aussi une manière d'afficher un plus grand nombre de partenaires syndicaux comparativement à la Confédération étudiante qui ne dispose que du soutien de la CFDT, se plaçant ainsi dans une position d'interlocuteur incontournable du milieu étudiant:

*« Il y avait vraiment (...) une volonté de l'UNEF de se rapprocher de l'ensemble des organisations syndicales, et en particulier de la CGT. Tout ça va aboutir, avec un élément très positif qui est la sortie du guide des étudiants salariés (...). Pour nous il y avait un double intérêt à faire ce guide: le premier était qu'il y avait une petite évolution de l'orientation syndicale de l'UNEF dans la mesure où, au-delà du discours autour du statut social de l'étudiant et de la question de l'allocation d'autonomie, il fallait construire un discours intermédiaire, et nous avons eu un petit peu tendance à sous-estimer la question du salariat étudiant (...). Et c'était aussi important parce que nous savions qu'à ce moment-là nous allions afficher des soutiens importants. Nous voulions faire un coup en mettant les logos des différentes confédérations sur le guide (...). Donc il y avait quand même un enjeu tout à fait stratégique sous ma première partie de mandat de reconstruire les*

---

563Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

564Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

565Ce guide est consultable sur internet à l'adresse suivante: [http://issuu.com/mjeudy/docs/guide\\_etudiants\\_salaries?mode=embed&documentId=080424132430-a9a4721744a148cfba025edd407bcfdf&pageNumber=1&layout=grey](http://issuu.com/mjeudy/docs/guide_etudiants_salaries?mode=embed&documentId=080424132430-a9a4721744a148cfba025edd407bcfdf&pageNumber=1&layout=grey)

*rapports avec l'ensemble des organisations syndicales pour marquer la place de l'UNEF dans le champ syndical (...). Et l'aboutissement de ce travail a été la sortie du guide des étudiants salariés »<sup>566</sup>.*

Grâce à ce guide, l'UNEF arrive à transcender les stratégies syndicales des différentes confédérations. Ainsi, seules la CFDT qui privilégie la Confédération étudiante, SUD qui traite avec SUD-Etudiant, et la CFE-CGC qui semble se « désintéresser » de l'UNEF, sont absentes de cette initiative. A partir de ce moment, les contacts avec la CGT se révèlent plus réguliers. Ainsi, les Jeunes CGT et l'UNEF réunifiée commencent à travailler en commun sur la précarité étudiante et les étudiants-salariés, notamment avec « des actions coup de poing au Virgin Megastore sur les Champs-Élysées parce que les Jeunes CGT avaient quelques syndiqués là-bas »<sup>567</sup> ou dans le domaine de la restauration rapide<sup>568</sup>. Toutefois, ces initiatives restent partielles, d'une part car « les dossiers qui venaient sur le devant de la scène n'étaient pas propices à une lutte coordonnée entre les étudiants d'un côté et les salariés de l'autre. De ce fait, les liens qui avaient pu se nouer dans l'histoire ont peu à peu périclité car chacun avait ses combats à mener »<sup>569</sup>, mais aussi parce que les Jeunes CGT commencent à connaître une cristallisation de tensions avec la confédération à propos des moyens temps dégagés, les reproches de la part de la direction confédérale étant finalement liés à une trop grande autonomie de l'activité des Jeunes CGT, alors que d'après cette dernière, à la différence de l'UGICT, « Jeunes CGT, ce n'est pas une structure de l'organisation, c'est un outil confédéral au service de la CGT intégré au pôle syndicalisme et société »<sup>570</sup>. En novembre 2003, l'UNEF lance une campagne nationale contre la réforme Ferry instituant l'harmonisation européenne des diplômes Licence Master Doctorat (LMD) ainsi que la loi dite de « modernisation universitaire » prévoyant une autonomie accrue des universités<sup>571</sup>. Bruno Julliard est alors en charge de ce dossier au bureau national de l'UNEF. Tandis, que « contre la quasi-totalité des dirigeants socialistes, Emmanuelli en tête »<sup>572</sup>, le syndicat étudiant s'engage contre cette réforme, il se retrouve à travailler en partie avec l'UGICT sur cette question. Toutefois, cette réforme touchant spécifiquement la pédagogie, Yassir Fichtali ne raisonne pas en terme de poids institutionnel des confédérations, mais plus en terme de poids des structures de l'éducation. Ainsi, quelques contacts

---

566Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

567Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

568Sur les grèves dans les Mc Donald's au cours des années 2000, voir Cartron Damien, « Engagement dans le travail et dans la grève chez Mc Donald's », in Denis Jean-Michel (dir.), *Le conflit en grève? Tendances et perspectives de la conflictualité contemporaine*, Paris, La Dispute, 2005, pp.251-268.

569Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

570Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

571Sur ces deux lois présentées dans une seule et même réforme, voir Porte Emmanuel, *art.cit.*, p.123.

572Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

sont établis avec la FERC, mais ceci reste marginal car « quand bien même l'UNEF se voulant à équidistance, son intérêt était d'emporter la majorité. (Aussi), lors du LMD il était évident que les discussions les plus poussées dans les différentes fédérations de l'éducation, c'était d'abord (avec) la FSU et le SNESup (...), puis venait l'UNSA éducation, et après seulement il y avait la FERC »<sup>573</sup>. Toutefois, dans les faits, l'UNEF, et plus largement le mouvement étudiant, n'obtient satisfaction que sur le report du projet de loi de modernisation universitaire, car « la mise en place progressive (par vagues « étalées » sur plusieurs années) et autonome (chaque établissement décidant des modalités d'application de la réforme à son offre de formation) a eu pour conséquence de créer des situations très diverses d'une université à l'autre »<sup>574</sup>. Ainsi, le « positionnement syndical (pour l'UNEF) n'était pas facile (...) parce que nous avons une approche théorique très négative du LMD, (mais) l'opinion publique n'était pas avec nous (...). L'UNEF était donc très opposée au LMD, en tout cas nationalement, mais en réalité, dans les universités, l'UNEF négociait un peu partout pour que l'application de la réforme LMD soit la moins mauvaise possible »<sup>575</sup>. En mars 2004, la Confédération étudiante, à l'occasion de la co-signature avec la CFDT du contrat d'association, lance une campagne intitulée « pour la réussite des étudiants salariés ». Mais au plan syndical cette année est principalement marquée par l'arrivée à la tête de FO, le 7 février 2004, de Jean-Claude Mailly, ce dernier remplaçant Marc Blondel, secrétaire général depuis 1989. Cette annonce de l'arrivée de Jean-Claude-Mailly en remplacement de Marc Blondel ouvre alors « de nouveau une période de tensions dans la confédération »<sup>576</sup> avec une confrontation de la ligne réformiste du début de la création de Force Ouvrière, et celle plus contestataire, dans la continuité de Marc Blondel. Ainsi, « longtemps proche conseiller de Marc Blondel, Jean-Claude Mailly ne dispose pas d'une forte légitimité interne lorsqu'il accède à la tête de FO en 2004, ni de bases propres (...). S'il est indéniablement en phase avec la minorité lambertiste, il apparaît surtout comme l'héritier de Marc Blondel »<sup>577</sup>. Mais malgré ce changement de secrétaire général, les relations historiques FO/UNEF-ID perdurent entre Force Ouvrière et l'UNEF réunifiée:

*« Historiquement je pense que les bonnes relations avec FO ont duré jusqu'à la fin de mon mandat (...). Il était resté une expression de la mobilisation de 1995 ou du CIP je crois: « Des études de qualité avec l'UNEF-ID, et hausse des salaires avec Force Ouvrière » (...). (Et lors de mon mandat) une des expressions que nous utilisions c'était: « quand on demande une salle à Force Ouvrière ils nous la prêtent et ils ne nous la font pas payer; quand on demande à la CGT ils nous la prêtent mais ils nous la font payer; quand on demande à la CFDT ils ne nous la prêtent pas » (...). Je pense que ça retranscrivait bien les rapports que nous entretenions avec les confédérations syndicales.*

573Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

574Porte Emmanuel, *art.cit.*, p.123.

575Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

576Bérout Sophie, « La CGT-FO », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *op.cit.*, p.269.

577Ibid.

*Après, c'est loin d'être exhaustif parce qu'il y a d'autres organisations syndicales. A l'époque il y avait des relations cordiales avec l'UNSA, de plutôt bonnes relations avec la FSU, des relations quasi-inexistantes avec la CFTC, la CFE-CGC et SUD. De mon point de vue, c'était plus de la responsabilité des organisations syndicales concernées que de l'UNEF. Parce que l'UNEF a toujours plutôt souhaité se tourner vers l'ensemble des organisations syndicales. Après, c'était pas forcément prioritaire pour les uns ou pour les autres »<sup>578</sup>.*

Durant les deux mandats de Yassir Fichtali, l'UNEF réunifiée et la CGT se sont donc peu à peu découvertes. Tandis que l'une, face à l'émergence de la Confédération étudiante, mais aussi dans un souci d'afficher son monopole de la représentativité étudiante, sollicite la CGT pour nouer des contacts de proximité, l'autre observe et apprend à connaître l'orientation syndicale donnée à l'UNEF réunifiée.

### **B) UNEF/CGT: vers une « convergence »<sup>579</sup> assumée (2005-2006)**

Le début de l'année 2005 est marqué par des manifestations lycéennes apparues en décembre de l'année précédente en réaction à la réforme Fillon du baccalauréat<sup>580</sup>. A cette occasion, la FER-CGT participe à cet appel à manifester. Lors de la manifestation lycéenne du 8 mars, « des centaines de casseurs viennent dépouiller les lycéens »<sup>581</sup>. Aux côtés d'autres organisations, l'UNEF prête alors main-forte aux lycéens afin de constituer un service d'ordre. Mais cette mobilisation lycéenne est rapidement éclipsée par le débat sur l'adoption d'un Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE). Un débat transcende alors les organisations syndicales sur la position à adopter face au référendum qui s'annonce. En effet, comme le note René Mouriaux, « le référendum du 29 mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen a réactivé le débat sur le rapport entre le syndicalisme et la politique, non de manière théorique ou académique, mais à chaud, dans des circonstances particulières (...). Juger le TCE relève-t-il de la compétence syndicale? Donner des consignes de vote politique pour un syndicat, est-ce efficace, plus fondamentalement légitime? »<sup>582</sup>. A ce titre,

578Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

579Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008. A propos de cette occurrence, René Mouriaux note que c'est « René Le Guen qui est l'artisan de la seconde UGIC en 1963 qui a modifié le vocabulaire: dans le vocabulaire CGT, communiste, on parlait d'alliance. On parlait de la classe ouvrière, et avec ceux qui n'en étaient pas, on passait alliance. Et à partir de Le Guen on va commencer à parler de convergence. Donc au fond, on commence à dire que c'est peut-être un prolétariat au sens général du terme, que le salariat est divers, et que c'est à l'intérieur même du salariat que doivent converger ouvriers, employeurs, cadres ». Entretien avec René Mouriaux le 6 mars 2008.

580Bérout Sophie, « Densité et récurrence de la contestation étudiante et lycéenne », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *op.cit.*, p.301. De même, notons que *la NVO jeunes*, dans son n°10 du mois de mars 2005, consacre sa couverture aux jeunes diplômés, rebondissant ainsi sur l'actualité lycéenne traitée p.14.

581Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

582Mouriaux René, « Syndicalisme et politique: liaison dangereuse ou tragédie moderne ? », *Mouvements*, n°43,

concernant la première centrale syndicale, celle-ci se montre frileuse, « la direction confédérale s'est servie de l'argument d'une nécessaire distance vis-à-vis de toutes les composantes de l'échiquier politique et du refus de prendre position sur un scrutin politique pour justifier sa volonté de neutralité sur le référendum du 29 mai 2005 sur le TCE. Le salariat étant pluriel, traversé par diverses opinions politiques, la CGT n'aurait pas à prendre parti et se préserverait ainsi de toute instrumentalisation dans des débats militants »<sup>583</sup>. Or la plupart des responsables des fédérations et des unions départementales se démarquent de cette position, en raison des répercussions possibles de ce traité sur la sphère syndicale. Ainsi, « en exprimant sa volonté de prendre position sur le référendum et d'appeler à voter non à 82%, le Comité Confédéral National (CCN) a créé un conflit de légitimité et d'orientation dans la CGT, mettant en grande difficultés le bureau confédéral et plus particulièrement Bernard Thibault »<sup>584</sup>. D'autre part, tandis que FO « assume haut et fort, y compris au sein de la CES, le non au référendum sur le TCE »<sup>585</sup>, la CFDT appelle pour sa part à voter « oui ». Ce débat traverse également le milieu du syndicalisme étudiant. Ainsi, dès octobre 2004 la Confédération étudiante relaye le mot d'ordre de la CFDT en lançant une campagne « l'Europe?, j'adhère »<sup>586</sup>. L'UNEF quant à elle est officiellement « opposée au TCE et engagée dans la campagne pour le « non »<sup>587</sup>, les militants étudiants pouvant, à cette occasion, être en contact avec de nombreux syndicalistes de la CGT engagés dans les collectifs unitaires pour le « non » au TCE. Cette campagne contre le TCE marque donc une homologie de positionnement des militants de l'UNEF et de la CGT pour le « non », malgré des réticences des deux directions syndicales à engager une bataille purement syndicale par peur de dissensions politiques internes. En juillet 2005, Bruno Julliard succède officiellement à Yassir Fichtali au poste de président de l'UNEF. Un mois plus tard, le 2 août, le conseil des ministres adopte une ordonnance relative au contrat de travail « nouvelle embauche » (CNE)<sup>588</sup> sur proposition du premier ministre Dominique De Villepin. Les centrales syndicales s'insurgent contre cette mesure qui prévoit notamment la rupture du contrat de travail sans « cause réelle et sérieuse » comme l'exige la loi pour le licenciement de droit commun<sup>589</sup>. La CGT, la CFDT, la CGT-FO, la CFTC, SUD et la CFE-CGC contestent alors la

---

janvier-février 2006, p.30.

583Bérout Sophie, « La CGT », *op.cit.*, p.263.

584*Ibid.*

585Bérout Sophie, « La CGT-FO », *op.cit.*, p.269.

586Pour plus de précisions sur la campagne « l'Europe?, j'adhère » lancée par la Confédération étudiante, voir sur son site internet à l'adresse suivante: <http://www.confederation-etudiante.org/article/view/28>

587Bérout Sophie, « L'UNEF », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *op.cit.*, p.302. Pour plus de précisions sur le vécu de la campagne du TCE dans une AGE de l'UNEF, et notamment la décision tardive de la direction de l'UNEF à prendre position pour le « non » ainsi que l'investissement prioritaire des militants des AGE dans leurs organisations politiques respectives et dans les collectifs unitaires, au dépens d'un militantisme purement syndical, voir Vila Romain, *op.cit.*, pp.95-98.

588Voir l'ordonnance du 2 août 2005 adoptée en conseil des ministres à l'adresse suivante: <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006052111&dateTexte=vig>

589Voir l'entretien de Laurent Milet, docteur en droit et rédacteur en chef de la *Revue pratique de droit social*, in *Vie*

dérèglementation du code du travail, mais aussi la légalité de cette mesure en saisissant le Conseil d'Etat. En parallèle les syndicats tentent de mobiliser les salariés. Le Conseil d'Etat, dans sa décision du 19 octobre 2005, rejette les requêtes des syndicats<sup>590</sup>. En plus de la faible mobilisation des salariés, cette décision constitue, aux yeux de l'opinion, un échec des centrales syndicales<sup>591</sup>. Du 1er au 4 décembre 2005 se tient le 79ème congrès de l'UNEF à Reims. A cette occasion, les différents syndicats sont invités, et notamment la CGT, Bruno Julliard ayant à cœur de sortir l'UNEF de son isolement vis-à-vis des grandes centrales syndicales:

*« Il n'y avait quasiment aucun lien avec la direction confédérale de la CGT quand je suis arrivé au poste de président de l'UNEF. Je me rappelle que quand nous avons fait une tournée des organisations avec mon prédécesseur pour qu'il me présente les interlocuteurs de l'UNEF, il avait sollicité un rendez-vous auprès de Bernard Thibault qu'il n'avait pas obtenu car il n'y avait pas de contacts (...). Les liens entre l'UNEF et la confédération étaient donc quasi-inexistants (...). Or il fallait sortir de l'isolement, car nous n'avions plus de relations avec la CFDT (...), nous n'avions pas de liens avec la CGT pour des raisons historiques et conjoncturelles. Certes nous avons des liens avec FO, mais ils étaient très politiques (...), via le Parti Socialiste ou avec la MNEF qui avait été un vecteur de rapprochement entre l'UNEF-ID et FO. Mais il y avait très peu de liens syndicaux, pas de démarche syndicale commune (...). Nous avons aussi des liens avec l'UNSA, mais cette dernière n'était pas majoritaire et trop petite pour être un syndicat à privilégier. Et concernant la FSU (...), je ne voulais pas d'enfermement corporatiste avec elle (...), il fallait faire attention à ne pas rester entre syndicats de l'enseignement supérieur ou de l'éducation (...). Donc il fallait poursuivre nos liens avec FO tout en s'ouvrant à la CGT parce que nous voulions être dans la population étudiante la conjugaison d'à peu près tous les syndicats de salariés qui existaient (...), même si à l'époque j'étais tout jeune président et que je ne savais pas ce que j'allais faire de ces liens (...). Il y avait par ailleurs, tant dans le débat interne de l'UNEF que dans les débats de la CGT une certaine proximité dans la volonté d'inventer une stratégie syndicale qui était finalement très proche, qui était (...) plutôt radicale par rapport à la CFDT ou d'autres, mais (...) sans volonté d'opposer syndicalisme de contestation et syndicalisme de proposition, la bonne démarche syndicale étant évidemment la conjugaison des deux en fonction du rapport de force (...). Donc ce positionnement sur le fond rendait incompréhensible le fait que nous n'ayons pas de liens, alors même que sur la stratégie et le positionnement syndical il y avait une proximité importante (...) »<sup>592</sup>.*

Au-delà de ces considérations stratégiques, sans doute faut-il voir aussi dans ce désir de rapprochement de l'UNEF et de la CGT de Bruno Julliard une certaine influence de sa socialisation primaire le poussant à une « attirance naturelle pour la CGT »:

*« Mes deux parents étaient à la CGT, ce qui a fait quelques quiproquos et qui a fait que mes*

---

*ouvrière*, printemps 2006, pp.12-13.

590 Voir la décision du Conseil d'Etat en date du 19 octobre 2005 à l'adresse suivante: <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000008213564&dateTexte=>

591 Cet échec n'est que relatif, puisque le 14 novembre 2007 l'Organisation Internationale du Travail (OIT) estime le CNE comme étant contraire à la convention n°158 de l'OIT. Aussi, le 25 juin 2008, le Parlement français abroge définitivement l'ordonnance créatrice du CNE.

592 Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

*relations avec FO n'étaient pas très bonnes en réalité pendant mon mandat de président (...). Donc je n'ai pas du tout grandi, comme d'autres ont pu le faire à l'UNEF, en passant par des organisations trotskystes, dans un contexte familial et politique anti-stalinien et dans une espèce de haine du parti stalinien qu'était le Parti Communiste. Mon père est communiste, ma mère socialiste, mais ils étaient tous deux à la CGT. Et donc je n'avais pas du tout d'appréhension de la CGT. Je ne voyais pas dans la CGT l'appareil suprême à la solde du Parti Communiste. J'ai grandi dans une famille où la CGT était le syndicat normal, traditionnel, majoritaire, de masse, s'occupant plutôt bien des salariés. C'était plutôt ça ma vision de la CGT »<sup>593</sup>.*

Ainsi, lors de cette première journée de congrès du 1er décembre, interviennent successivement à la tribune Jean-Claude Mailly pour FO, Alain Olive pour l'UNSA, Jacques Voisin pour la CFTC, Jean Fabbri pour le SNESup-FSU, et Jean-Luc Villeneuve pour le SGEN-CFDT. Mais surtout, l'évènement de ce congrès est la première participation du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, qui intervient à la tribune de l'UNEF le vendredi 2 décembre<sup>594</sup> en tant qu'invité d'honneur, officialisant ainsi les contacts entre les deux organisations:

*« Nous avons fait un congrès de l'UNEF à Reims en décembre 2005 où Bernard Thibault est venu, ce qui, pour nous, n'était pas du tout gagné. En réalité c'est à ce moment-là que les liens ont commencé à exister (...). Ce qui a fait qu'il est venu a été une lourde insistance de ma part (...). Je me souviens avoir discuté longuement avec son directeur de cabinet pour le convaincre qu'il fallait que Bernard vienne (...). A l'époque le contexte politique était très tendu (...). Je me souviens du contenu des échanges pendant le congrès, ils étaient très offensifs, il y avait de notre part une grande radicalité dans ce congrès, parce que le climat social était difficile, y compris à l'université. Il en était de même chez les salariés, et je pense que Bernard a dû se dire que ça pouvait être utile d'avoir des liens pour les années futures »<sup>595</sup>.*

---

593Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

594Voir en annexe 68 le programme du 79ème congrès de l'UNEF du 1er au 4 décembre 2005 à Reims.

595Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008. Peut-être faut-il voir dans la décision de Bernard Thibault de se rendre au congrès de l'UNEF une certaine tradition huiste de sa part, mais aussi un rapprochement tendanciel de la CGT et du courant politique socialiste depuis quelques années. A ce propos Sophie Bérout note: « Le trio placé à la tête de la CGT, composé de Jean-Christophe Le Duigou, Maryse Dumas et Bernard Thibault reflète d'ailleurs bien ces divergences de vues. Jean-Christophe Le Duigou, ancien secrétaire général de la fédération des Finances, est l'un des piliers du club de pensée « Confrontations », lancé par Philippe Herzog, lequel a quitté le PCF en 1996 tout en continuant à être député européen jusqu'en 2004. Ce club de pensée, d'orientation pro-européenne et qui se veut un lieu d'expertise, établit notamment des passerelles entre représentants du patronat, hauts fonctionnaires européens, cédétistes et cégétistes. Véritable théoricien de l'organisation, Jean-Christophe Le Duigou a notamment été le négociateur sur le dossier des retraites et a entraîné sa centrale dans la création du comité intersyndical d'épargne salariale début 2002. Maryse Dumas, ancienne secrétaire générale de la fédération des PTT, incarne un certain « continuisme » avec les principes du syndicalisme de masse et de classe: elle est, par exemple, très opposée à toute relation avec les SUD, accusés de se construire aux dépens de la CGT. De plus, ses interventions sont souvent utilisées par l'équipe de direction pour rassurer le corps militant sur les orientations de la centrale, que ce soit lors de congrès, de meetings ou de réunions internes, ou bien dans des interventions médiatiques. Bernard Thibault, enfin, est le plus souvent présenté comme un soutien de Robert Hue. Toutefois, il convient de déplacer le regard et d'observer l'intérêt que manifeste désormais ouvertement le PS en direction de la CGT: en mai 2003, alors que la CFDT vient de se rallier au projet de réforme du système de retraite de François Fillon, Bernard Thibault, invité au congrès du PS à Dijon, est applaudi à tout rompre par les délégués; le 24 avril 2006, lors de l'ouverture du 48ème congrès confédéral de la CGT à Lille, pas moins de cinq membres du conseil national du PS ont fait le déplacement pour l'écouter ». Bérout Sophie, « La CGT », *op.cit.*, pp.261-262.

A l'issue de son intervention, Bernard Thibault est acclamé par les militants de l'UNEF. Bernard Thibault, Bruno Julliard et Yassir Fichtali dînent alors ensemble, rediscutant de cette intervention tout en faisant connaissance. Désormais, « une page se tourne (...) ». Au sein de l'UNEF ça marque le franchissement d'un cap assez important. Et puis concernant la CGT je pense que Bernard Thibault hallucine complètement, qu'il ne s'attendait pas du tout à se retrouver dans un Palais des congrès de Reims avec 1000 personnes debout à l'acclamer »<sup>596</sup>. De même, lors de ce congrès, de nombreuses structures de la CGT sont mises à contribution à l'occasion de tables rondes organisées le 3 décembre, notamment autour de l'« insertion professionnelle » avec la participation de la CGT Jeunes, de l'UNSA Jeunes, de FO Jeunes et de l'AFIJ, du « logement étudiant en 2005 » avec la participation de la Fédération des Etudiants en Résidence Universitaire de France (FERUF), de la Confédération Nationale du Logement, de l'Union d'Economie Sociale pour le Logement (UESL) et de la CGT CROUS, du thème « une politique ambitieuse pour la Recherche » avec la participation de jeunes doctorants, du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (SNCS) FSU, du SNESup, de l'UGICT-CGT et de l'association Sauvons La Recherche (SLR), et enfin autour du thème des « étudiants salariés » avec la participation de l'UGICT-CGT et de Génération Stagiaire<sup>597</sup>. En début d'année 2006, le 16 janvier, Dominique De Villepin annonce lors de sa conférence de presse mensuelle la création du Contrat Première Embauche (CPE)<sup>598</sup>. Dès cette annonce, suivant la tradition de l'UNEF, Bruno Julliard contacte rapidement Jean-Claude Mailly:

*Dès le jour même de l'annonce du CPE, il nous a fallu deux heures pour comprendre que c'était très grave, et au travers de nombreux coups de fils qu'il allait falloir organiser une mobilisation. C'était pour nous une évidence absolue que cette bataille serait menée avec les syndicats de salariés (...). L'héritage de l'UNEF m'a poussé à appeler Jean-Claude Mailly pour lui dire que nous voulions organiser (...) une mobilisation dans les universités, mais nous savions que cela nous prendrait des semaines le temps qu'on explique, qu'on convainque. En plus il y avait les examens, les vacances (...). Donc nous partions sur au moins un mois. Du coup (...), dès le début (...) il nous fallait un soutien politique et institutionnel des syndicats qui passait par une conférence de presse commune. Je ne me souviens plus très bien de l'ordre. Je crois que j'ai d'abord eu Jean-Claude Mailly, je lui ai dit ce que nous avions en tête et que nous souhaitions prendre une initiative avec eux. Jean-Claude, dans la pure tradition de FO m'a dit « d'accord », et m'a proposé de faire une rencontre à FO avec*

---

596Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

597Pour le détail de toutes ces tables rondes, voir le programme du 79ème congrès de l'UNEF en annexe 68, et notamment la journée du 3 décembre 2005.

598Pour traiter précisément des événements du CPE, nous nous aidons des travaux suivants: Porte Emmanuel, *art. cit.*, pp.121-122, Bérout Sophie, « Vingt ans après Devaquet, la victoire du CPE », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, pp.302-304, Collectif 4 bis, *Le CPE est mort... pas la précarité!*, Editions Syllepse, 2007, 279 p, Vila Xavier, *Les effets du mouvement contre le CPE sur les trajectoires de jeunes étudiants*, Bérout Sophie (dir.), mémoire de M2 de science politique, IEP de Lyon, 2007, 130 p, Julliard Bruno, *Génération CPE*, Editions Privé, 2007, 209 p, numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécut, comment il est mort », *Etudiants de France*, «Victoire des étudiants. Le CPE est mort ! Retour sur trois mois de mobilisation », n°265, Avril 2006, 22 p.

lui qui a eu lieu deux ou trois jours qui suivaient (...) »<sup>599</sup>.

La CGT quant à elle prend acte de cette annonce du premier ministre. Toutefois, elle ne prend pas l'initiative de lancer une mobilisation. Sans doute le semi-échec de la mobilisation contre le CNE, mais aussi le manque d'aboutissement de la mobilisation contre la réforme des retraites en 2003 marquent les esprits. C'est alors seulement suite à l'initiative de Bruno Julliard qui positionne son organisation comme « trait d'union » des différentes organisations syndicales, et qui, à ce titre, sollicite rapidement Bernard Thibault, que la CGT envisage d'organiser une mobilisation:

*« C'est l'UNEF qui a sollicité les syndicats. Dans le timing, c'est le 16 janvier que Villepin a annoncé le CPE, le 17 nous avons un bureau confédéral de la CGT à Lille, puisque nous préparions le congrès confédéral, et je me revois disant: « J'ai fait le tour des organisations syndicales de salariés, ils ne sont pas décidés à mener l'action tout de suite (...), les seuls qui ont l'air de vouloir faire quelque chose sont les organisations de jeunesse ». Et à ce moment là Bernard Thibault se tape la tête et dit: « Au fait, Bruno Julliard m'a appelé, il faut que je le rappelle ». Donc, il le rappelle dans les heures qui ont suivi, et c'est comme ça qu'a démarré le mouvement contre le CPE (...). Donc ce qui n'était pas possible si nous étions restés entre organisations de salariés, le fait que l'UNEF ait agi pour que nous nous retrouvions ensemble, organisations de salariés/organisations étudiantes, a contribué à ce qu'il y ait ensuite l'intersyndicale des douze (...). Je pense vraiment que l'UNEF a joué un rôle majeur pour permettre l'unité des syndicats de salariés »<sup>600</sup>.*

Pour la première fois, Bruno Julliard sollicite de la part de Bernard Thibault un appui de la CGT, notamment en s'assurant de sa participation à une intersyndicale, mais aussi en terme d'aide logistique et matérielle de l'UNEF:

*« Dès l'annonce du CPE, un des premiers que j'ai appelé au téléphone a été Bernard Thibault, dès le lundi ou le mardi. C'était d'abord pour discuter du fond, et puis c'était la première fois que je faisais une demande d'aide à la CGT. Heureusement que Bernard était venu au congrès de l'UNEF, que nous nous connaissions un peu parce que nous avons mangé ensemble, que j'avais eu un rendez-vous avec lui (...), nous avons eu des discussions de fond, une confiance s'était instaurée. Surtout que lorsqu'il était venu au congrès de l'UNEF, ça s'était vraiment très bien passé. Nous avons passé une grande partie de la journée ensemble, le courant était très bien passé. A ce moment-là je ne connaissais pas du tout Maryse Dumas qui est par la suite devenue la cheville ouvrière de la mobilisation avec l'UNEF (...). Donc j'ai eu Bernard au téléphone et je lui ait dit qu'il nous fallait un soutien politique, notamment en constituant une intersyndicale à laquelle FO ne pouvait pas appeler seule, qu'il fallait qu'il y ait la CGT pour convaincre la CFDT et les autres de venir, et puis pour lui demander une aide logistique, notamment afin de tirer des tracts, parce que nous avons des problèmes d'argent à l'UNEF, que les élections du CROUS et du CNESER approchaient, et donc que nous avons un problème de trésorerie (...). Et la CGT nous l'avait apportée par ses structures locales (...). Et puis, après de nombreuses et très longues discussions*

---

599Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

600Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

*entre l'ensemble des syndicats, nous avons convenu d'une réunion intersyndicale à FO (...) »<sup>601</sup>.*

Maryse Dumas et Bruno Julliard ne se connaissent pas encore. C'est seulement à l'occasion d'une émission de télévision sur la cinq, « Ripostes », qu'ils se croisent pour la première fois et se saluent. En parallèle, pour suppléer « la traversée du désert des Jeunes CGT », (la direction confédérale de la CGT) fait appel à un certain nombre de fédérations pour demander une mise à disposition de jeunes ( afin de constituer) une équipe de jeunes autour de Maryse Dumas qui travaillait sur la question spécifique du CPE, (et notamment) chargée de coordonner le collectif des organisations de jeunesse »<sup>602</sup>. Jérôme Vérité, ancien militant de l'UNEF-ID et détaché de ses fonctions de permanent de la fédération des transports CGT à cette occasion intègre l'équipe. Il apporte alors quelques éléments d'analyse personnels à Maryse Dumas sur sa connaissance de l'UNEF:

*« Nous avons eu une discussion avec Maryse Dumas (...). Je lui ai apporté ma vision de l'organisation qui s'était transformée entre-temps en UNEF, puisqu'il y avait eu la réunification des deux UNEF, mais qui avait gardé un fonctionnement qui était plutôt proche de ce que j'avais connu. Je lui ais donc apporté un certain nombre d'éléments sur le fonctionnement de l'UNEF, qui ont d'ailleurs été par la suite très largement complétés par les rencontres qu'elle a pu avoir avec les dirigeants de l'UNEF. Ca s'est fait dans un second temps. Mais la confédération ne m'avait pas choisi pour ça, car elle n'en avait tout simplement pas connaissance »<sup>603</sup>.*

Une première réunion des différentes organisations mobilisées, tant étudiantes et lycéennes que de salariés, se tient à la bourse du travail. L'UNEF et la CGT y participent. Toutefois, aucune proposition concrète ne sort de cette réunion. Aussi, le 19 janvier, pour la première fois de son histoire, la CGT convie les organisations de jeunesse et des syndicats étudiants à son siège afin de créer un collectif pour le retrait du CPE, cette dernière s'assurant ainsi une meilleure structuration du mouvement de jeunesse tout en entretenant une proximité certaine avec ce dernier. Y participent notamment l'UNEF, la Cé, SUD-étudiant, la FSE, l'UNL, la FIDL, les Jeunes CGT, les Jeunes CFDT, UNSA Jeunes, la JOC, ATTAC Campus, Réso, Léo Lagrange, MJC, la JC, l'UEC, le MJS, MARS Jeunes, PRS Jeunes, Jeunes Socialistes pour le rassemblement à gauche (Jsrag), Jeunes Verts, les Alternatifs et la JCR<sup>604</sup>. Cette initiative a notamment pour objectif d'impulser une dynamique entre les grandes journées de mobilisation unitaires et les actions menées entre ces grandes journées. L'équipe des jeunes de la CGT constituée autour de Maryse Dumas est alors

---

601Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

602Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

603Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

604Voir les signataires de l'appel à la manifestation du 7 février lancé par le collectif des organisations de jeunesse à l'adresse suivante:<http://docsite.cgt.fr/1138973465.pdf>

chargée de l'animation de ce collectif:

*« En ce qui concerne les jeunes, tout a démarré à une réunion à la bourse du travail. Cela a été un bazar monstrueux (...). C'était une réunion ouverte à toutes les organisations, donc ça allait des anarchistes à des organisations de salariés comme la notre. Nous devions être environ deux ou trois cent personnes dans la salle, donc tu imagines le chahut, etc. C'était plutôt une réunion à l'initiative d'organisations un peu gauchistes auxquelles s'étaient raccrochées des organisations en disant « ça peut être une étape, il ne faut pas laisser le conflit partir dans tous les sens ». Donc nous avons décidé d'y participer, mais cette réunion n'avait débouché sur rien du tout. La décision avait été donc prise que la CGT soit à l'initiative de réunions régulières des organisations de jeunesse en tant que telles. C'est-à-dire qu'à côté de l'intersyndicale, avoir des réunions simplement de jeunes, y compris d'ailleurs par rapport à la question du rythme des manifestations (...). Donc le rôle de ce collectif des organisations de jeunesse était, entre deux réunions intersyndicales de grandes manifestations, d'essayer de dynamiser la mobilisation. La décision avait donc été prise d'inviter un certain nombre d'organisations de jeunes que nous considérions comme étant représentatives, d'une manière très large; ça allait des organisations politiques aux organisations syndicales, aux associations, et de les réunir régulièrement au siège de la CGT, chose qui ne s'était jamais faite dans le passé (...). Il y avait la présence de Jeunes CFDT, pas de Jeunes FO. Nous avons contacté ces derniers, mais je crois qu'ils considéraient que les choses ne devaient se passer qu'au niveau de l'intersyndicale. Les Jeunes CFDT ont participé à nos travaux un temps, en plus de la Confédération étudiante. Nous nous réunissions à peu près une fois toutes les semaines, et nous avons des contacts réguliers via mails, etc, l'idée étant d'en sortir avec des expressions communes, d'essayer d'avoir du matériel commun (...) et de mettre en relation les jeunes et les organisations (...) dans les territoires. Donc notre rôle en tant que Jeunes CGT avait été (...), en particulier avec l'UNEF, d'essayer de mettre en contact nos structures départementales, les unions locales, avec les étudiants, de manière à ce que sur le terrain il y ait des réunions sur la façon de coordonner l'action, la possibilité d'expressions communes, etc (...). Et puis certes, la coordination étudiante s'était montée entre-temps, mais l'idée était quand même de travailler avec des organisations qui perdureraient dans le temps (...). Donc déjà à ce moment-là il y avait le souci de continuer à travailler par la suite avec des organisations (...) »<sup>605</sup>.*

Malgré le manque de relations avec la CFDT, Bruno Julliard prend tout de même contact « pour les rassurer, en leur disant que l'UNEF ne voulait pas faire un *hold-up* sur cette intersyndicale et que nous ne demandions pas de soutenir l'UNEF mais d'engager une démarche commune »<sup>606</sup>. Le 24 janvier, l'intersyndicale réunissant la CGT, la CFDT, la CFTC, FO, l'UNSA, la FSU, l'UNEF, l'UNL et des organisations syndicales lycéennes et étudiantes, tient sa première réunion au siège de FO. Les premiers contacts entre Maryse Dumas et Bruno Julliard qui ne se sont croisés qu'une seule fois sont alors assez difficiles, le point de clivage se cristallisant sur l'appel à manifester de la CGT le 31 janvier:

*« Lors de la première intersyndicale, dès le début le ton était donné; ça ne s'est pas du tout vu*

605Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

606Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

*publiquement, mais il y avait une tension lors de ces intersyndicales où c'était vraiment tout le monde contre tout le monde (...). Il y avait une tension énorme avec la CFDT. C'était d'une haine totale. Il y avait des liens qui étaient d'une violence incroyable (...). Il y avait une règle tacite qui était que nous pouvions nous engueuler, mais l'unité devait rester totale aux yeux du grand public et aux yeux du gouvernement surtout (...). Au début, la première flèche qui avait été décochée, c'était la CGT contre l'UNEF (...). La CGT avait appelé seule, déjà avant l'annonce du CPE, à une manifestation le 31 janvier sur le pouvoir d'achat je crois (...). Les autres syndicats, pas très courageux, ne disaient pas qu'ils ne voulaient pas du 31 janvier, parce qu'ils ne voulaient pas servir la soupe à la CGT (...). L'UNEF n'en voulait pas parce que nous n'avions pas assez de temps pour mobiliser. Donc nous voulions gagner une semaine et appeler à manifester le 7 ou le 8 février. Je me souviens que j'étais intervenu en disant « nous ne voulons pas du 31, nous voulons le 7 parce que nous n'aurons pas le temps de mobiliser les étudiants ». Maryse Dumas, que je rencontrais pour la seconde fois (...), alors que nous sommes maintenant devenus très proches, très amis (...), m'avait attaqué en disant « on sait très bien que si la CGT n'avait pas déjà appelé au 31, l'UNEF aurait soutenu le 31 ». Alors qu'en réalité cela avait peu d'incidences sur l'UNEF (...). Donc j'avais répondu de manière un peu sèche (...). Donc je m'étais rendu compte qu'à ce moment-là, dans la tête de tout le monde, l'UNEF était presque la branche étudiante de la FSU. C'est-à-dire qu'il y avait vraiment cet enfermement, nous étions un peu marginalisé (...) »<sup>607</sup>.*

Maryse Dumas, ancienne militante de l'UNEF-Renouveau, se remémorant probablement l'axe UNEF-US/FO de son engagement étudiant, se rend à cette première intersyndicale avec une certaine méfiance vis-à-vis de l'UNEF réunifiée et d'une possible unité d'action UNEF/FO:

*« Il y avait deux dates dans le paysage, le 31 janvier avec la journée d'action de la CGT et la semaine d'action étudiante de l'UNEF décidée juste avant; et je me rappelle avoir parlé des deux dans mon intervention (...). J'avais toujours respecté l'UNEF (...), mais en même temps j'étais lucide sur le fait que l'UNEF était quand même assez éloignée de la CGT, y compris sur la possibilité de manœuvres visant à nous exclure. J'avais toujours l'idée qu'il était possible que des choses se créent entre FO et l'UNEF, j'avais l'impression que l'UNEF était plus proche de FO que de la CGT, et donc j'étais attentive à tout. J'étais constamment sur mes gardes (...). Le fait que la première intersyndicale ait été tenue au siège de FO, j'avais vite vu que les gens se connaissaient bien, qu'ils avaient discuté de choses avant, etc. Et dans la suite de mes contacts avec des militants de l'UNEF, je m'étais aperçue qu'ils avaient deux interlocuteurs privilégiés, l'UNSA et FO. C'était d'une évidence (...). Et puis j'avais vu aussi ce que devenaient d'anciens dirigeants de l'UNEF dans le milieu du travail; ils étaient plus souvent syndiqués à FO qu'à la CGT (...). Quant à la CFDT, l'UNEF avait une relation très conflictuelle avec elle dans la mesure où la CFDT avait créé la Cé, la Confédération étudiante. Je pense d'ailleurs qu'une part de mon crédit dans la direction de l'UNEF était venue du fait que j'étais moi-même vigilante par rapport à la CFDT, et donc la direction de l'UNEF trouvait en moi une espèce d'alliée vis-à-vis de la CFDT (...). Aussi, nous avons eu des débats serrés sur la stratégie d'action avec l'UNEF, parce que le timing et le calendrier étudiant n'était pas le même que celui des salariés, et qu'il fallait arriver à composer avec les deux. Je n'ai jamais demandé aux étudiants d'être une force d'appoint pour les mobilisations de salariés, mais l'inverse n'était pas pensable non plus. Et donc il fallait absolument que nous arrivions à trouver des chemins permettant de respecter à égalité les deux entités (...). Et puis par la suite j'ai compris que Bruno Julliard (...) estimait qu'il fallait que l'UNEF évolue et traite la CGT au moins à égalité de traitement avec FO. De même, j'ai senti très vite qu'il était*

---

607Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

*obnubilé par l'idée qu'il ne fallait pas que l'échec de la mobilisation contre le LMD se reproduise (...). Donc ce désir de gagner à tout prix a été le ciment qui, malgré nos cultures d'organisations différentes, a fait que nous nous sommes retrouvés sur des choix de modalités, d'action, etc. Et puis par la suite, au fur et à mesure, nous avons appris à nous connaître et à nouer des liens d'amitié »<sup>608</sup>.*

De même, au-delà de ce différent entre l'UNEF et la CGT, la question de la représentativité des organisations traverse l'intersyndicale, le débat se cristallisant sur la participation de la Confédération étudiante. La CGT y est alors opposée, soutenant que seules l'UNEF, l'UNL et la FIDL sont représentatives du mouvement étudiant et lycéen:

*« La première réunion intersyndicale s'est tenue entre syndicats de salariés, à FO, mais déjà en présence d'un certain nombre d'organisations de jeunesse. Mais le choix de FO était de cibler uniquement des organisations syndicales, l'UNEF pour les étudiants, l'UNL et la FIDL pour les lycéens. Or une difficulté, qui s'est certes amenuisée au fur et à mesure du temps, est apparue, à savoir que la CFDT avait fait le choix de venir à cette réunion avec la Confédération étudiante, qui n'était a priori pas très représentative du monde étudiant à ce moment-là (...). Dans les intersyndicales, on ne savait pas très bien qui parlait, si c'était la CFDT ou la Confédération étudiante, parce qu'il y avait cette collusion qui était évidente (...). Or il y a eu un débat au moment de signer la déclaration commune qui faisait suite à cette intersyndicale sur l'apparence du logo de la Confédération étudiante. Donc il y avait eu un long échange là-dessus, et en ce qui concerne la CGT nous étions pour faire apparaître uniquement le logo des organisations reconnues comme étant représentatives dans les deux milieux, c'est-à-dire l'UNEF d'un côté, l'UNL et la FIDL de l'autre »<sup>609</sup>.*

L'intersyndicale appelle à une mobilisation étudiants/lycéens/salariés pour la journée du 7 février. Le 25 janvier le CPE commence à être discuté en commission à l'Assemblée nationale. Le même jour, le premier ministre annonce qu'il aura recours à une procédure d'urgence, à savoir une seule lecture à l'Assemblée nationale et au Sénat. Quelques jours après l'intersyndicale, Bernard Thibault participe pour la première fois au Vème congrès national de l'Union Nationale Lycéenne (UNL)<sup>610</sup> des 28 et 29 janvier. Le 31 janvier le projet de loi sur l'égalité des chances (LEC) incluant dans son article 8 le CPE est discuté. Le même jour, malgré le désaccord entre Maryse Dumas et Bruno

---

608Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

609Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

610L'UNL est un syndicat lycéen proche de l'UNEF. Il est créé en 1993/1994 lors de la mobilisation contre la réforme de la loi Falloux et à l'occasion de la mobilisation contre le CIP. Ce syndicat lycéen se développe notamment avec l'adhésion de militants du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS). Son premier président élu est Michaël Delafosse qui, après un passage par l'UNEF-ID, sera le 3ème président de la LMDE de 2003 à 2006. Benjamin Vétélé, lui aussi un temps président de l'UNL, est vice-président de l'UNEF lors du CPE. Karl Stoeckel, président de l'UNL lors de la mobilisation contre le CPE, est désormais membre du bureau national de l'UNEF en charge de la commission aide sociale. Depuis le début des années 2000 l'UNL est le principal syndicat lycéen devant la Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne (FIDL), cette dernière ayant été créée suite au mouvement contre la réforme Devaquet et étant proche de Julien Dray et de SOS-Racisme.

Julliard lors de la première intersyndicale, ce dernier participe tout de même à la journée de mobilisation à l'appel de la CGT. Un « axe très net CGT/UNEF »<sup>611</sup> commence alors à se dessiner, constituant ainsi la « colonne vertébrale »<sup>612</sup> de la mobilisation à travers cette complémentarité tant revendicative que générationnelle:

*« Finalement, l'UNEF participe à la manifestation du 31 janvier, parce que la mobilisation prenait un peu mieux que prévu dans les facultés, donc il fallait déjà offrir un débouché militant. Ce jour-là j'ai manifesté avec Bernard; nous n'étions pas très nombreux, mais les sondages étaient meilleurs pour nous (...). Il n'y a pas eu de déclic, mais il y a eu une conjugaison d'évènements qui a fait que tout naturellement l'UNEF et la CGT ont complètement vécu et construit cette mobilisation ensemble de A à Z, puisque Bernard m'avait par la suite invité à déjeuner à la CGT au début de la mobilisation avec le président de l'UNL, pour discuter de ce que nous allions faire, de la façon dont nous allions travailler. Au final nous nous sommes rendu compte que la CGT et l'UNEF étaient probablement les deux organisations qui pouvaient être la colonne vertébrale de cette mobilisation, l'UNEF chez les jeunes, la CGT chez les salariés, et qui pouvaient maintenir l'unité syndicale, et surtout qui faisaient le lien entre les générations. C'est-à-dire qu'il y avait cette double unité: unité de tous les syndicats, et unité entre les générations (...). Et puis il y avait eu de fait une démarche syndicale et une stratégie toujours communes entre les deux, ce qui n'était pas le cas avec les autres »<sup>613</sup>.*

Le lendemain, la CGT déclare vouloir faire de la bataille contre le CPE une priorité<sup>614</sup>. En parallèle, FO se vexe de l'affichage de Bruno Julliard aux côtés de Bernard Thibault lors de la manifestation du 31 janvier. Aussi, le président de l'UNEF est amené à tempérer les susceptibilités des uns et des autres, et notamment de Jean-Claude Mailly, afin de préserver le positionnement équidistant de l'UNEF:

*« J'étais allé à la manifestation du 31 janvier, ce qui avait suscité les foudres de FO qui considérait que nous servions la soupe à la CGT. Du coup, j'avais invité Jean-Claude Mailly à une Assemblée Générale à Paris XIII car l'UNEF y tenait l'Assemblée Générale, et nous avions repoussé le vote de la grève de vingt-quatre heures pour qu'elle soit votée en présence de Jean-Claude. Je l'avais donc invité, nous avons fait un meeting commun, nous avons fait venir la presse, et là j'avais appelé Maryse en disant « FO est jalouse, etc », elle a trouvé ça normal. Donc la CGT voyait bien que l'UNEF était obligée de donner des gages à tout le monde et que nous ne pouvions pas publiquement et ouvertement afficher une préférence ou une alliance avec un syndicat (...). Donc il fallait gérer la susceptibilité des uns et des autres, et notamment celle de FO »<sup>615</sup>.*

Le 7 février, 450.000 personnes défilent dans toute la France à l'appel de toutes les organisations

---

611Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

612Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

613Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

614Numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécut, comment il est mort », p.3.

615Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens. A cette occasion, Dominique De Villepin déclare: « J'entends ceux qui manifestent. J'entends aussi ceux qui ne manifestent pas ». Deux jours plus tard, le 9 février, l'ensemble de la loi sur l'égalité des chances est adopté sans débat à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution. Le 10 février, à l'approche des vacances scolaires, les organisations syndicales étudiantes et lycéennes se rencontrent au siège de la CGT afin d'envisager la suite à donner à la mobilisation. Les 14 et 16 février, dès le retour des vacances scolaires, de nombreuses manifestations étudiantes et lycéennes se déroulent dans plusieurs grandes villes de France. Le 18 février, la coordination nationale étudiante se réunit pour la première fois, ce qu'elle fera à dix reprises durant la mobilisation. Toutefois, celle-ci connaît des difficultés à s'imposer face à l'axe UNEF/CGT de l'intersyndicale. Ainsi, deux légitimités s'affrontent:

*« c'est l'intersyndicale qui décidait des dates, des mots d'ordre, y compris pour le mouvement de jeunesse, parce que le mouvement de jeunesse pour la première fois depuis très longtemps se pliait aux dates décidées par l'intersyndicale. Parfois nous utilisons quelques stratagèmes: nous nous mettions d'accord avec la CGT pour définir une date, et face à (...) la coordination étudiante qui voulait souvent imposer sa date, nous nous débrouillions pour que la date votée par l'intersyndicale soit la date qu'allait proposer la CGT (...) »<sup>616</sup>.*

Les relations entre la coordination nationale étudiante d'une part et l'intersyndicale d'autre part sont alors parfois violentes<sup>617</sup>, l'une refusant de voir en l'autre une légitimité dans la définition des mots d'ordre. De même, « Bruno Julliard apparaît comme le porte-parole de la mobilisation, aux dépens d'une coordination qui ne parvient pas à imposer ses propres élus ni ses appels à la grève interprofessionnelle reconductible »<sup>618</sup>. L'UNEF, de par sa double implantation, tant dans l'intersyndicale par la reconnaissance de ses homologues salariés - et notamment de la CGT qui semble mal-à-l'aise avec les formes étudiantes d'auto-organisation - que dans la coordination avec son implantation sur les campus, se positionne alors comme le « trait d'union » de la mobilisation, se rendant ainsi indispensable aux yeux de chacun de ses partenaires:

*« Les liens avec la coordination étudiante étaient assez paradoxaux parce que (...) c'était le premier mouvement de masse qui durait aussi longtemps, durant lequel l'UNEF était restée dans la*

---

616Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

617Jérôme Vérité, hors micro, nous confie à ce propos que lors d'une réunion de l'intersyndicale au siège de la CGT, une manifestation de la coordination nationale étudiante s'est présentée à Montreuil. Le service d'ordre de la CGT a empêché les membres de la coordination de rentrer dans le bâtiment. Quelques cocktails molotovs auraient alors été lancés sur le siège de la CGT.

618Bérout Sophie, « Vingt ans après Devaquet, la victoire du CPE », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *op.cit.*, p.303.

*coordination du début à la fin, même si le fait que je sois avec d'autres le porte-parole de la mobilisation avait été décrié dans certaines assemblées générales de certaines coordinations. Au final, comme nous étions un peu la pierre angulaire parce que nous avons les liens avec les syndicats, et que les syndicats avaient une telle peur bleue de l'auto-organisation des mouvements y compris chez les salariés, de toute façon ils ne voulaient discuter qu'avec nous. Mais la CGT, à notre demande, avait reçu la coordination et l'avait intégrée comme « invitée » dans l'intersyndicale, à la fin, y compris parce que nous sentions qu'il y avait une tension forte dans les facts et que les étudiants ne pouvaient pas supporter qu'il n'y ait qu'un ou deux leaders (...). Sauf que dans l'intersyndicale, pour faire accepter ça à FO ou à la CFDT c'était impossible (...). D'ailleurs la coordination avait été intégrée dans l'intersyndicale sur le quota de l'UNEF. Je me souviens d'une réunion durant laquelle la CFDT ne voulait absolument pas de la coordination, et j'avais dû m'engager sur le fait que l'UNEF était responsable des faits et dires de la coordination en dehors de la réunion (...). Vis-à-vis de l'opinion, j'avais un peu le rôle de celui qui était radical dans le verbe, mais bien élevé. La radicalité était moins importante dans le discours de l'UNEF que ce qu'elle était dans les assemblées générales. Donc les étudiants ne se reconnaissaient pas forcément dans le discours de l'UNEF; or la CGT nous reconnaissait comme étant l'interlocuteur privilégié (...). Ainsi les étudiants savaient que nous avons besoin des salariés pour gagner (...). De la même manière, pour la CGT, c'était très utile d'avoir un rapport privilégié avec l'UNEF, d'abord pour ses troupes, et puis par rapport aux autres syndicats pour affirmer son leadership à l'intersyndicale »<sup>619</sup>.*

Le 20 février 2006, sur proposition des élus de l'UNEF, le CNESER adopte une motion qui estime « qu'avec sa période d'essai de deux ans qui permet de renvoyer le salarié à tout moment sans motif, quasiment sans préavis, (le CPE) placera en situation de précarité les jeunes jusqu'à 26 ans, et pèsera sur leurs possibilités d'insertion durable après cet âge. (Le CNESER dénonce) le passage en force du gouvernement (et) demande solennellement le retrait de ce projet »<sup>620</sup>. Les universités se mettent peu à peu en grève. Un baromètre CSA/NVO/Humanité réalisé les 22 et 23 février montre alors un basculement de l'opinion publique: 61% des français soutiennent la mobilisation et 66% sont pour son retrait pur et simple<sup>621</sup>. Le 27 février, dix universités sont bloquées. Le 1er mars, le Sénat adopte la loi sur l'égalité des chances. Le 7 mars, une nouvelle journée nationale de mobilisation réunit un million de manifestants dans 200 villes. trente universités sont alors bloquées. Au fil de la mobilisation, la forte proximité entre l'UNEF et la CGT tend à froisser de plus en plus:

*« FO (...) a été un peu à l'écart et en voulait beaucoup à l'UNEF de faire route commune avec la CGT à ce point là, parce que c'était quand même très voyant, les relations étaient très denses. J'avais Maryse Dumas au moins une fois par jour au téléphone. C'était elle qui siégeait dans l'intersyndicale pour la CGT, c'était moi pour l'UNEF ainsi que le vice-président de l'UNEF de l'époque, Benjamin Vétélé, et nous échangeons sur tout. Quand nous préparions les intersyndicales*

---

619Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

620La lettre des élus (de l'UNEF), n°115, janvier-février 2006, p.3.

621Voir le sondage dans le numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécu, comment il est mort », p.18.

*avec la CGT, nous discussions de tout avant, de sorte que les propositions soient communes à l'UNEF et à la CGT (...). L'UNL était généralement associée un peu après parce que le mouvement lycéen a mis un peu plus de temps à prendre »<sup>622</sup>.*

Le 8 mars, des doutes commencent à être exprimés dans les rangs de l'UMP quant à la pérennité du CPE. Le 9 mars, le texte est tout de même adopté par le Sénat. trente-huit universités sont alors en grève. cinq jours plus tard, cinquante-quatre universités sont touchées par la mobilisation. Le 16 mars, plus de 500.000 manifestants participent à la journée d'action organisée par le collectif des organisations de jeunesse. Un jour plus tard, quinze présidents d'université s'adressent à Jacques Chirac afin de réclamer la suspension du CPE. La troisième journée nationale d'action, le 18 mars, rassemble un million et demi de personnes dans la rue. Le 20 mars, l'intersyndicale des douze composée de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC, de l'UNSA, de la FSU, de Solidaires, de la CFE-CGC, de l'UNEF, de la Cé, de l'UNL et de la FIDL, réunie au siège de la CFTC, appelle à une nouvelle journée nationale d'action et de grève pour le 28 mars. De même, à l'issue de cette rencontre, Maryse Dumas souligne le caractère « rarissime »<sup>623</sup> de cette unité. Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, souligne pour sa part que « c'est la première fois depuis le début du conflit que nous nous mettons d'accord pour une journée de mobilisation avec un appel intersyndical à la grève »<sup>624</sup>, tandis qu'Alexis Gueneco de la CFDT estime: « nous sommes depuis près de deux mois dans l'action, dans l'unité, et nous sommes aujourd'hui dans une nouvelle étape d'amplification de l'action. Nous continuerons à la consolider tant que l'hypothèque du CPE ne sera pas levée »<sup>625</sup>. Malgré la décision de maintenir les élections du CROUS par le ministre de l'Education Gilles De Robien, cet événement constituant un enjeu institutionnel et financier vital pour l'UNEF, Bruno Julliard fait le choix de poursuivre la mobilisation en appelant au boycott de ces élections contre l'avis de certains « anciens » du syndicat étudiant<sup>626</sup>. Ainsi, il est désormais amené à prendre de plus en plus « des conseils (...) auprès de la CGT »<sup>627</sup> aux dépens de ceux des « anciens » de l'UNEF-ID et de l'UNEF réunifiée et en dépit de la tradition du syndicat étudiant. Le 23 mars, 450.000 étudiants et lycéens manifestent dans toute la France. Le 24 mars, dans une

622Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

623Numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécut, comment il est mort », p.43.

624Ibid.

625Ibid.

626A ce sujet, Sophie Bérout note: « Cette décision est à souligner au regard du comportement habituel de l'organisation, très attachée à sa présence dans les institutions. Afin de rester en prise avec le mouvement, d'en garder un contrôle relatif, l'UNEF n'hésite donc pas à prendre un risque important, au niveau financier et au niveau de sa reconnaissance institutionnelle ». Bérout Sophie, « Vingt ans après Devaquet, la victoire du CPE », *art.cit.*, p.303. Ainsi, Bruno Julliard qui jusqu'à présent pouvait bénéficier de certains conseils d'anciens responsables de l'UNEF-ID et de l'UNEF réunifiée sur la gestion politique du mouvement, et notamment ceux de Pouria Amirshahi sur le contenu des revendications, de Frédéric Hocquard sur les relations avec le gouvernement, et d'Isabelle Thomas et de Yassir Fichtali sur le rapport au gouvernement et la gestion médiatique de la mobilisation, prend alors la décision de boycotter ces élections contre l'avis de certains anciens. Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

627Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

conférence de presse commune donnée du siège de la CFDT, les cinq organisations syndicales de salariés représentatives acceptent l'invitation du premier ministre à se rendre à Matignon. Le même jour, dans une interview donnée à la *NVO*, Bruno Julliard déclare: « si le gouvernement parvient à passer en force sur le CPE, c'est le contrat unique qui se profile derrière, et un démantèlement complet du code du travail (...). C'est donc ensemble, étudiants, lycéens et salariés, qu'il nous faut refuser un modèle de société de précarisation générale et d'individualisation des rapports sociaux (...). Seule une union étroite des forces de la jeunesse et du monde du travail nous mènera à la victoire. Elle est possible, plus que jamais »<sup>628</sup>. Le 25 mars, les principales organisations étudiantes refusent de se rendre à Matignon. Ces discussions n'ayant tourné qu'autour des aménagements du CPE, les cinq centrales syndicales refusent une nouvelle rencontre proposée par le premier ministre prévue le 27 mars. Le 28 mars, une nouvelle étape est franchie dans la mobilisation, trois millions de manifestants sont dans la rue. Le président de l'UMP propose alors une « suspension » de l'article 8 de la loi sur l'égalité des chances instituant le CPE. Le 30 mars, le Conseil Constitutionnel valide la loi sur l'égalité des chances incluant l'article 8 sur le CPE. Le lendemain, 31 mars, le président de la République Jacques Chirac annonce dans une allocution télévisuelle la promulgation de la loi tout en demandant à ce qu'elle ne soit pas appliquée. Le 1er avril, les présidents des groupes UMP de l'Assemblée nationale et du Sénat sont chargés de consulter l'ensemble des organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens en vue d'un nouveau texte. Nicolas Sarkozy se charge de contacter les dirigeants syndicaux et étudiants. Des doutes commencent à s'instaurer, certaines organisations syndicales étant soupçonnées de vouloir négocier une sortie de crise. Mais l'intersyndicale reste unie, notamment grâce à cet axe UNEF/CGT et aux liens humains s'étant tissés durant les mois de la mobilisation:

*« Dans les intersyndicales il aurait été impensable qu'une décision soit prise contre l'UNEF pour les jeunes et contre la CGT pour les salariés. Si cet axe là disait quelque chose, c'était difficile de ne pas le suivre. Et ensuite les aspects humains ont beaucoup joué. Parce que trois mois c'était long. Quand il y avait la fatigue, le stress, la confiance qui n'était pas toujours là, parce que tout le monde avait des relations avec le gouvernement (...), qu'il s'agisse de l'Elysée, de Matignon, ou de Sarkozy qui jouait un autre jeu. Et il y avait des rumeurs, parfois vérifiées ou pas, de syndicats qui commençaient à négocier une sortie (...). Mais avec la CGT il n'y a jamais eu ce problème. Dès que l'un avait un coup de fil, il appelait l'autre. De plus, de par mon âge et ma faible expérience à ce niveau-là, j'appelais beaucoup Maryse et Bernard, mais plus souvent Maryse, pour avoir des conseils, parce qu'il y avait une démarche et une vision de la mobilisation qui étaient absolument identiques »<sup>629</sup>.*

---

628Interview de Bruno Julliard, *Nouvelle Vie Ouvrière*, 24 mars 2006.

629Interview de Bruno Julliard, *Nouvelle Vie Ouvrière*, 24 mars 2006.

Le 4 avril, plus de trois millions de personnes manifestent à nouveau pour la cinquième journée nationale d'action et de grève. Le 7 avril, l'UNEF appelle à une nouvelle journée de mobilisation prévue pour le 11 avril. Le même jour, Louis Chauvel, sociologue et professeur à l'IEP de Paris indique que « depuis 25 ou 30 ans, nous vivons une fracture générationnelle (...). Si l'ascenseur social a fonctionné pour la génération née vers 1945, ce n'est pas le cas pour ses enfants. Pour la première fois en période de paix, la situation de la génération qui suit est plus difficile que celle de ses parents (...). Ce qui est aujourd'hui en jeu, c'est leur propre avenir dans l'Etat providence. La question de la soutenabilité de l'Etat providence, et sa transmission aux nouvelles générations, est posée »<sup>630</sup>. Le 10 avril, lors d'une conférence de presse, Dominique De Villepin admet que « les conditions ne sont plus réunies pour appliquer le CPE »<sup>631</sup>. La dernière réunion intersyndicale se tient alors au siège de la CGT, à Montreuil, les organisations syndicales appelant les étudiants, les lycéens et les salariés à marquer comme il convient le résultat de leur action. Dans certaines universités, des étudiants, dont certains militants de l'UNEF, appellent à poursuivre la mobilisation jusqu'au retrait intégral de la Loi sur l'Egalité des Chances (LEC). Au final, « le CPE est un mouvement mené ensemble, dans le respect mutuel mais ensemble »<sup>632</sup>, ayant créé une « union très forte entre les deux organisations (que sont la CGT et l'UNEF). Nous avons vraiment partagé du début à la fin la stratégie mise en place (...), tant sur les aspects revendicatifs que sur la manière de conduire le mouvement du CPE. Il y a eu une entente parfaite »<sup>633</sup>, les nombreuses rencontres bilatérales – ou parfois trilatérales avec l'UNL - durant cette mobilisation ayant été l'occasion pour l'UNEF et la CGT de se découvrir mutuellement, même si, en parallèle, d'après Bruno Julliard, « les liens très importants avec FO se sont, par ma faute, très largement distendus pendant mon mandat »<sup>634</sup>, que « des petites frictions (sont apparues) entre l'UNEF et FO, mais sans remettre en cause le soutien »<sup>635</sup>. Ainsi, durant le mouvement contre le CPE, le vis-à-vis de l'axe CFDT/Confédération étudiante a accéléré, du point de vue de l'UNEF qui nécessitait un soutien important, mais aussi de celui de la CGT afin d'apparaître aux côtés de la jeunesse mobilisée, le rapprochement des deux organisations:

*« Je ne pense pas que la CGT ait pensé transformer l'UNEF en sa propre confédération étudiante (...). Mais c'est vrai que la Confédération étudiante recevait le soutien de poids de la CFDT, et notamment (...) dans les médias lorsque Chérèque disait à certains journalistes qu'il n'acceptait de*

---

630Interview de Louis Chauvel, sociologue et professeur à l'IEP de Paris, in Numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécut, comment il est mort », p.54.

631Numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécut, comment il est mort », p.51.

632Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

633Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

634Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

635Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

*venir sur le plateau que s'il était accompagné de Julie Coudry (...). Concernant le soutien logistique aussi (...). Moi je n'avais pas d'équivalent de fait (...). Il y avait le poids de la deuxième confédération du pays qui était quand même présent, ça se sentait. Du coup cela nous poussait, à ne pas faire la même chose, c'est-à-dire à ne pas avoir une tutelle, mais il fallait que nous soyons également soutenus, il fallait que la CGT nous protège. Au début je ne l'ai pas théorisé comme ça, mais c'est vrai que c'était naturellement la pente qu'il nous fallait, même si le schéma que je souhaitais avoir pendant le CPE, et y compris à la fin du CPE, c'était plutôt une protection et un soutien de toutes les autres confédérations hormis la CFDT. Donc par ricochet, ça a amplifié l'accélération des liens entre l'UNEF et la CGT, même si l'objectif n'était pas de faire la même chose. Mais la CGT ne voulait pas que la CFDT trouve une porte d'entrée dans le milieu étudiant par la Confédération étudiante (...), et la CGT se retrouvait sans rien du tout puisqu'elle n'avait plus l'UNEF-SE, donc c'était un enjeu pour elle, et en même temps nous ne pouvions pas être orphelins de tout soutien syndical. Surtout si au final notre seul soutien était FO, parce que ça nous marginalisait beaucoup »<sup>636</sup>.*

De même cette victoire permet à la CGT de prendre sa revanche sur la mobilisation contre le CNE qui s'était avérée peu fructueuse, voire même sur la réforme des retraites depuis 2003, tandis que l'UNEF, avec cette victoire, s'érige définitivement comme le premier interlocuteur du monde étudiant, tant vis-à-vis des centrales syndicales, et notamment de la CGT, transcendant ainsi « la prudence de la confédération pour constituer des relations avec des organisations dont elle est assurée d'une certaine durée dans le temps »<sup>637</sup>, que des pouvoirs publics ou de l'opinion publique. Désormais, depuis la victoire de la mobilisation contre le CPE, « c'est vraiment la direction de la CGT dans sa collégialité et au plus haut point<sup>638</sup>, et notamment Maryse Dumas, qui a (...) oeuvré pour des pistes de travail concrètes entre l'UNEF et la CGT »<sup>639</sup>. Le symbole de cette convergence des deux organisations se concrétise du 24 au 28 d'avril 2006 lors du 48ème congrès de la CGT se tenant à Lille<sup>640</sup>. L'UNEF y est présente. Dans son intervention d'ouverture, Bernard Thibault rend publiquement hommage aux organisations étudiante et lycéennes - et notamment à l'UNEF - ayant permis l'issue heureuse de la mobilisation, pointant à cette occasion l'un des effets du « syndicalisme rassemblé »:

*« Les liens étroits, que nous avons établis avec les organisations de jeunesse dans le conflit lui-même, nous les avons d'abord tissés en participant, à leur demande, aux congrès de l'UNEF et de l'UNL fin 2005, puis en poursuivant des contacts réguliers dans les départements. Chacune de nos organisations a apporté sa pierre et c'est bien la conjonction de la mobilisation des salariés et d'une grande partie de la jeunesse, sur un objectif commun, qui a été décisive. Ensemble nous*

636Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

637Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

638Notons que lors du CPE, sur les dix membres que comptait le bureau confédéral de la CGT, à notre connaissance, deux sont d'anciens militants étudiants, Maryse Dumas et Jean-Christophe Le Duigou, tout comme Michel Doneddu, administrateur de la CGT, facilitant probablement la compréhension du monde étudiant par la direction de la CGT.

639Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

640Pour plus d'informations, voir le site internet dédié au 48ème congrès de la CGT: <http://www.congres.cgt.fr/sommaire-avant.php3>

*étions plus forts pour déjouer les provocations, dénoncer les mensonges, mettre au jour les manœuvres visant à discréditer le mouvement. Je voudrais souligner le rôle essentiel des organisations étudiantes et lycéennes dans ce conflit, saluer la détermination et leur sens des responsabilités. En votre nom, je voudrais dire notre plaisir d'ouvrir notre congrès en comptant parmi nous Bruno Julliard, président de l'UNEF, Karl Stoeckel, président de l'UNL et Tristan Rouquier, dirigeant de la FIDL (...). Cette victoire contre le CPE est celle du syndicalisme rassemblé. Disons-le franchement, après l'épisode des retraites de 2003, plus d'un d'entre nous a pu désespérer d'en voir la couleur! (...). Nous venons de faire la peau au CPE, nous devons obtenir celle du Contrat Nouvelle Embauche! »<sup>641</sup>.*

Les représentants de organisations étudiante et lycéennes prennent tour à tour la parole. Bruno Julliard est acclamé par les congressistes<sup>642</sup>, tandis que Jérôme Vérité, sollicité par Maryse Dumas pour intervenir au nom des Jeunes CGT, tire un bilan positif de la stratégie suivie lors de la mobilisation contre le CPE et souligne la nécessité de poursuivre les relations avec les organisations étudiantes, tout en réaffirmant ouvertement le souhait d'approfondir ce travail avec l'UNEF, notamment sur la question de l'allocation d'autonomie, et condamnant par la même la stratégie de la CFDT de la division du syndicalisme étudiant:

*« La capacité d'articuler une double dynamique à celle des mouvements de jeunesse avec leur propre action, leur propre contrainte calendaire et leur propre rythme de mobilisation et celle de l'intersyndicale avec des thèmes revendicatifs et d'action qui permettent aux salariés et aux chômeurs de toutes générations de se sentir concernés a été déterminante (...). Cela doit (...) nous inciter à prolonger ce dialogue et (...) se pose la question de quelle réponse apporte-t-on aux étudiants qui sont venus frapper à notre porte étant entendu que personne à la CGT ne souhaite mettre en place une nouvelle organisation étudiante concurrente à celles existantes (...). L'ouverture de négociations sur la situation des jeunes dans ce pays devient urgente. Nous réaffirmons la nécessité d'instaurer une véritable allocation autonomie pour tous les jeunes majeurs qui (...) permettrait à chaque jeune de se consacrer uniquement à ses études (...) »<sup>643</sup>.*

Ainsi, dans les mois qui suivent cette mobilisation, de nombreuses initiatives ont lieu entre les deux organisations afin de « concrétiser une densification des liens avec la CGT »<sup>644</sup>, « à la fois pour réfléchir sur le mouvement étudiant, pour réfléchir sur la convergence étudiants/salariés, pour réfléchir sur les conditions d'insertion des jeunes dans le monde du travail, sur les retraites »<sup>645</sup>, Jean-Christophe Le Duigou étant en charge de ce travail commun sur le dossier des retraites. Le 26

---

641 Intervention d'ouverture de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, lors du 48ème congrès de la CGT, *Le Peuple spécial congrès*, n°2, mardi 25 avril 2006, pp.3-4.

642 *La Nouvelle Vie Ouvrière*, 5 mai 2006, consultable à l'adresse suivante: <http://docsite.cgt.fr/1162807481.pdf>

643 Intervention de Jérôme Vérité au 48ème congrès de la CGT lors de la 2ème séance du mardi 25 avril 2006, consultable à l'adresse suivante: [http://www.congres.cgt.fr/IMG/INTERVENTION\\_JEROME\\_VERITE.pdf](http://www.congres.cgt.fr/IMG/INTERVENTION_JEROME_VERITE.pdf)

644 Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

645 Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

juin, la CGT, l'UNEF et l'UNL signent « une déclaration d'engagement commun pour un travail commun dans les départements, etc »<sup>646</sup>, officialisant une « unité d'action » entre les trois organisations. Des séminaires de travail sont alors organisés à propos des stagiaires et des étudiants salariés. En septembre et en octobre 2006, plusieurs meetings sont organisés, notamment à Paris et à la bourse du travail de Lyon. A l'occasion de ces rendez-vous, Bernard Thibault évoque la possibilité d'une double adhésion syndicale, notamment à destination des étudiants salariés, suite au constat suivant lequel des étudiants, parfois syndiqués à l'UNEF, se présentent à la porte des unions départementales CGT<sup>647</sup>. Toutefois, consciente que l'indépendance et l'équidistance sont les conditions de son existence et de son poids institutionnel, l'UNEF n'est pas favorable à cette proposition:

*« Il y a eu cette question de Bernard: « peut-il y avoir la double adhésion? ». Si des jeunes veulent adhérer à l'UNEF et à la CGT, est-ce qu'on leur permet? Et comment on leur permet? Mais nous n'y étions pas favorables. Je trouvais le débat très salutaire et très intéressant parce que ça voulait dire que la CGT continuait à reconnaître la légitimité d'un syndicat étudiant en tant que tel, et autonome, et en même temps c'est vrai qu'il fallait que la CGT se soucie des étudiants salariés. Plus globalement, ça s'inscrivait en réalité dans une démarche fondamentale de la CGT sur les jeunes salariés et sur la façon dont elle met en place des dispositifs pour mieux s'occuper d'eux. Mais je pense que c'était une proposition un peu maladroite parce qu'elle ne pouvait pas être mise en place (...). Pour Bernard ça ne voulait pas dire qu'ils ne pouvaient pas aussi adhérer à un autre syndicat. (...). Mais en réalité il faut que les étudiants adhèrent à un syndicat, l'UNEF, et s'ils sont salariés, pendant leur temps de salariat, il faut qu'ils soient défendus par un syndicat de salariés, et donc à ce moment là ils adhèrent à la CGT. Mais il ne peut pas y avoir une double adhésion, ce n'est pas envisageable (...). Et même si nous avons poursuivi nos relations pour défendre les étudiants salariés, l'UNEF pour les universités, et la CGT pour les entreprises, nous n'avons pas poursuivi sur le thème de la double adhésion (...). Car sinon l'UNEF n'était plus à équidistance de tous les syndicats, publiquement en tout cas, et nous ne voulions pas de ça. De la même manière que nous ne voulions pas être FO étudiante, ou la FSU étudiante, nous ne voulions pas être la CGT étudiante, quand bien même nous avons eu des rapports de proximité importante avec eux, d'ailleurs qui tournent, parce que si tu faisais un entretien avec Jean-Baptiste Prévost, mon successeur, y compris pour des raisons personnelles et conjoncturelles, je pense qu'il a aujourd'hui exactement les mêmes liens avec FO qu'avec la CGT. Ce qui n'était pas du tout mon cas (...). j'avais une boussole très nettement pro-CGT (...). Donc ça tourne. Même si de fait le rapprochement avec la CGT est maintenant très naturellement inscrit dans le temps (...). Donc comme j'avais vraiment tourné le bâton dans un sens, il a à cœur, et il a raison, d'avoir des liens meilleurs avec FO »<sup>648</sup>.*

---

646Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008. Pour cette déclaration d'engagement commun, voir *Le Peuple*, 12 juillet 2006. A son niveau, cette déclaration n'est pas sans rappeler l'accord d'unité d'action signé par la CG et la CFDT quarante ans plus tôt.

647Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008. D'après ce dernier, cette question est soulevée à l'occasion d'un Comité Confédéral National (CCN), notamment dans une déclaration de Bernard Thibault, probablement dans son rapport final ne donnant pas forcément lieu à un rapport écrit.

648Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

S'avérant pourtant un terrain propice à une rencontre UNEF/CGT, la question des étudiants salariés soulève tout de même des interrogations très complexes quant à la forme de coopération à mettre en place entre le syndicat étudiant et la centrale syndicale dans le respect de l'indépendance de l'une comme de l'autre. Aussi, cette préoccupation, pourtant cruciale, est laissée vacante, d'autres pistes de travail, touchant moins aux conditions d'existence organique de l'UNEF, étant envisagées entre les deux organisations. Maryse Dumas souhaite notamment développer un travail convergent, voire des revendications communes sur la façon dont « on peut construire un parcours professionnel, une sécurité sociale professionnelle tout au long de la vie, de l'université jusqu'à la retraite, ce qui supposerait de travailler sur la question des filières professionnelles, des filières d'enseignement, de la validation des diplômes, etc »<sup>649</sup>, tandis que Bruno Julliard estime que le CPE a créé un précédent en démontrant « qu'il est possible, d'un point de vue organisationnel, de créer des liens de coopération entre le syndicalisme étudiant et lycéen et les syndicats de salariés dans le respect total de la liberté, de l'égalité et de la dignité des uns et des autres »<sup>650</sup>, même si toutefois, la question des étudiants salariés prouve que « les liens de l'UNEF avec la CGT sont encore à définir »<sup>651</sup>.

En définitive, depuis Mai 68, les relations entre l(es)UNEF et la CGT sont passées de la méfiance, à la polarisation, pour enfin aboutir, en 2006, à une convergence, tant au niveau des directions syndicales que, semble-t-il, des bases militantes, « irriguant au-delà l'ensemble de l'organisation »<sup>652</sup>. Ainsi, n'appartenant « ni à un même écosystème ni à un conglomérat, (l'UNEF réunifiée à été) conduite à nouer (avec la CGT) des relations « convergentes », de « synergie », de « coopération » ou de partenariat »<sup>653</sup>, voire même d'« unité d'action », à travers sa position équilibrée, s'imposant ainsi comme le « trait d'union » des mondes étudiant et salarié du « champ social »<sup>654</sup>. Toutefois, prenons garde à ne pas tirer de conclusions trop hâtives sur toute cette période historique, car « le mouvement anti-CPE n'est ni la répétition post-moderne de mai 68 ni l'anti-mai. Il faut l'analyser comme un fait social total (...). Irréductible au mouvement ouvrier de la période fordiste (1945-1975), il n'en est pas moins un mouvement qui réaffirme la centralité du travail comme vecteur de socialisation et enjeu du conflit social. Mouvement multisectoriel qui porte en soi les germes d'une crise de régime, il constitue un point de jonction entre jeunesse scolarisée en

---

649Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

650Entretien de Bruno Julliard réalisé le 13 décembre 2006 à Paris par Michel Vakaloulis. Voir cet entretien sur le site internet « génération militante » édité par l'UGICT-CGT à l'adresse suivante: <http://www.generationmilitante.fr/archive/2007/04/27/entretien-n°-4-bruno-julliard.html>

651Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

652Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

653Tartakowsky Danielle, « Convergences », in Tartakowsky Danielle, Tétard Françoise, *Syndicats et Associations. Concurrence ou complémentarité?*, PUR, 2004, p.353.

654Tartakowsky Danielle, « Associations et syndicats dans les cortèges du 1er mai (1945-2004) », *op.cit.*, p.404.

révolte et syndicalisme salarié en lutte »<sup>655</sup>. Aussi, au-delà des recompositions du monde social, il convient de s'attacher aux cultures militantes qui jouent un rôle certain dans la redéfinition des relations des deux organisations durant la période étudiée.

---

655 Voir l'entretien de Michel Vakaloulis sur le mouvement anti-CPE en date du 1er avril 2006 paru sur le site internet d'ATTAC France à l'adresse suivante: [http://www.france.attac.org/spip.php?article6064&decoupe\\_recherche=vakaloulis](http://www.france.attac.org/spip.php?article6064&decoupe_recherche=vakaloulis)

## **TROISIEME PARTIE: Cultures militantes: entraves ou vecteurs des relations entre l'(es)UNEF et la CGT?**

Nous souhaitons à présent tester quelques hypothèses quant aux cultures militantes<sup>656</sup>. En effet, celles-ci paraissent déterminantes dans le choix des orientations syndicales mises en œuvre, notamment quant à la question des alliances que nous venons d'évoquer précédemment. Aussi, nous nous proposons d'interroger les identités militantes (I) avant de nous intéresser au « taux de change du capital militant » (II).

### **I.Recrutement social et filiations idéologiques, ou creuset des identités militantes**

L'identité est traditionnellement définie comme désignant « ce dans quoi je me reconnais et dans quoi les autres me reconnaissent. L'identité est toujours attachée à des signes par lesquels elle s'affiche, de sorte qu'elle est à la fois affirmation d'une ressemblance entre les membres du groupe identitaire et d'une différence avec les « autres »<sup>657</sup>. Aussi faut-il considérer que cette notion répond à la fois à « une quête d'ancrage des individus dans la cohérence, la permanence et la stabilité (...) pour affirmer quelque chose de commun et de constant (...) que pour repousser à l'arrière-plan ce qui concrètement les différencie »<sup>658</sup>. Par conséquent, l'identité « n'existe qu'à travers un travail permanent de construction de représentations, élaborées par le groupe concerné mais aussi suscitées dans les « out-groups » (...). De ces phénomènes résulte le paradoxe identitaire. Alors que l'identité (militante) connote un ensemble de traits stables, voire invariants, elle revêt en réalité des significations fluides selon les représentations qui s'affrontent »<sup>659</sup>. Ainsi, l'identité, à la fois quête personnelle et allégeance aux traits communs d'un groupe, doit être appréhendée dans sa complexité et sa pluralité, prenant ainsi en compte la « multipositionnalité »<sup>660</sup> des militants. Aussi convient-il de s'intéresser tant aux « affinités idéologiques (B) (qu'aux) homologues de recrutement militant

---

656 Bien que l'exercice, pour relever la prétention de l'exhaustivité, exigerait une étude quantitative et longitudinale sur les trajectoires militantes des générations successives de l'UNEF et de la CGT, nous souhaitons tout de même tester quelques hypothèses soulevées par l'article de Philippe Péchoux.

657 Akoun André, Ansart Pierre (dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert Seuil, 1999, p.264.

658 Badie Bertrand, Birnbaum Pierre, Braud Philippe, Hermet Guy, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 2005, p.146.

659 *Ibid.*

660 Mathieu Lilian, *art.cit.*, p.137.

(A) »<sup>661</sup>, déterminants essentiels des identités militantes.

### **A) L'(es)UNEF et la CGT: un « recrutement social »<sup>662</sup> de moins en moins divergent?**

Lilian Mathieu identifie différentes variables constitutives du « recrutement social » telles que le genre, l'âge, le volume de capital scolaire, économique, symbolique ou social. S'agissant de ce « recrutement social », tandis que la condition étudiante des militants de l'UNEF est traditionnellement attachée aux couches sociales favorisées, la « conception marxiste du syndicalisme »<sup>663</sup> que la CGT développe dès l'origine, notamment au travers de la conception d'un « syndicalisme de classe et de masse »<sup>664</sup> et d'une « démocratie ouvrière »<sup>665</sup>, tend à faire de cette dernière une organisation favorisant le recrutement ouvrier. Les difficultés de l'UGICT-CGT - qui se veut être une structure organisant les ingénieurs, cadres et techniciens - à trouver sa place dans la CGT, est alors la preuve d'un recrutement social homogène. Mais l'émergence du salariat, constitutif de ce que certains appelleront la « classe moyenne », ainsi que la massification de l'enseignement supérieur principalement due aux réformes post-68, nous invitent à relativiser cette opposition stérile entre les héritages intellectualiste et ouvrieriste. Aussi convient-il de se « garder de toute caricature (des) images idéaltypiques des cultures de groupes ou de classes que le sociologue peut être amené à créer, et qui sont fondées sur l'interprétation d'écart relatifs entre groupes, (notamment en) inversant la présentation que l'on donne ordinairement du groupe social »<sup>666</sup>. Pour cela, il convient alors d'appréhender le monde social dans sa complexité en insistant sur « les mixités et métissages sociaux et culturels (qui) peuvent être nombreux (et qui) trouvent difficilement à se dire dans le langage des types et des catégories »<sup>667</sup>, nous amenant ainsi à nous « interroger sur les variations intra-individuelles des comportements culturels (...) respectant ainsi un peu plus que d'ordinaire la complexité des patrimoines de dispositions et de compétences culturelles individuels »<sup>668</sup>. Ainsi, à l'instar des études ayant porté sur les transfuges de classe par la voie scolaire<sup>669</sup>, nous entendons émettre l'hypothèse qu'au-delà des visées stratégiques et organisationnelles étudiées dans les deux premières parties, le recrutement social – de classe

---

661 *Ibid.*

662 *Ibid.*

663 Mouriaux René, *op.cit.*, p.126.

664 Dreyfus Michel, *op.cit.*, p.341 et Mouriaux René, *op.cit.*, p.128.

665 Mouriaux René, *op.cit.*, p.134.

666 Lahire Bernard, *art.cit.*, p.2.

667 *Ibid.*, p.6.

668 *Ibid.*, p.4.

669 Bourdieu Pierre, *La noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, pp.259-264.

moyenne/classe moyenne inférieure - peu à peu commun aux militant des UNEF et de la CGT influence progressivement le rapprochement des deux univers syndicaux, comme le démontre le tableau qui suit:

**Origine sociale et socialisation primaire d'anciens militants des UNEF désormais engagés à la CGT**

<b>Anciens militants des UNEF passés à la CGT</b>	<b>Profession et engagement du père</b>	<b>Profession et engagement de la mère</b>	<b>Engagements des autres membres de la famille</b>
Roger Barralis (UNEF en Mai 68)	Élevé par ses grand-parents dans un milieu populaire Convictions laïques		
Pierre Tartakowsky (UNEF-Renouveau dans les années 1970)	Journaliste CGT, PCF	Secrétaire CGT, PCF	Soeur JC, UEC, UNEF-Renouveau, PCF, FSU
Philippe Péchoux (UNEF-ID dans les années 1980)	Ouvrier spécialisé	Surveillante de nuit CFDT dans les années 1970	
Pierre-Jean Rozet (UNEF-SE dans les années 1980)	Employé de banque retraité CFDT, PS	Employée de banque CFDT puis CSF	
Geoffroy Bertholle (UNEF-SE puis UNEF-ID dans les années 1990)	Inspecteur départemental des impôts responsable départemental CGT	Educatrice spécialisée élue à la Commission exécutive de la CGT	Grand-père au PC et à la CGT
Valérie Estournès (UNEF-ID dans les années 1990 <sup>670</sup> )	Agriculteur puis agent EDF à la retraite		
Ludovic Tomas (UNEF-SE dans mes années 1990)	Fonctionnaire territorial FO		Grands-parents maternels militants au PCF
Nicolas Chamot (UNEF réunifiée dans les années 2000)	Cheminot retraité militant CGT, délégué du personnel et élu au CHSCT	Aide soignante dans une MAPAD	Arrière arrière grand- père mineur à Saint- Etienne ayant fait les grèves de 1936

Cet échantillon, certes réduit pour la durée de la période étudiée, nous permet tout de même

<sup>670</sup>A noter que d'autres membres du bureau national de l'UNEF-ID ont intégré la CGT, et notamment Emmanuelle Paradis, secrétaire générale de l'UNEF-ID de 1991 à 1993, et vice-présidente de 1993 à 1994, qui travaillerait désormais à Emergences. Entretien avec Geoffroy Bertholle le 20 février 2008.

d'outrepasser ce « rang de dignité sociologique supérieur dans les interprétations (de) certains enquêtés, les plus proches de la caricature idéaltypique »<sup>671</sup>, et par conséquent de constater un recrutement social commun aux militants passés par l'une des UNEF et étant désormais engagés à la CGT, au-delà de « l'image d'un acteur individuel cohérent et homogène »<sup>672</sup>, ceci tranchant largement avec l'image d'Epinal du militant étudiant très politisé, issu d'une couche sociale favorisée, et promu à une brillante carrière politique, ou encore celle du cégétiste peu scolarisé issu des milieux populaires. Des passages s'opèrent entre ces deux mondes, notamment avec d'anciens militants des UNEF passés à la CGT. Ces derniers ont alors généralement en commun d'être « les premiers de (leur) famille à faire des études supérieures »<sup>673</sup> (Roger Barralis, Pierre-Jean Rozet, Philippe Péchoux, Valérie Estournès), incarnant ainsi les enfants de la massification de l'enseignement supérieur, lorsque cela ne se conjugue pas avec une tradition familiale forte de l'un des deux parents ou de la famille élargie d'un engagement à la CGT et/ou au PCF (Pierre Tartakowsky, Geoffroy Bertholle, Ludovic Tomas, Nicolas Chamot). Cette dissonance cognitive entre le milieu d'origine et l'accès à l'université, traditionnellement réservée à une élite sociale, crée alors chez certains enquêtés - et pas uniquement ceux entrés à l'université dans les années 1960, mais aussi ceux ayant accédé à l'enseignement supérieur dans les années 1980/1990 - un sentiment de déracinement:

*« J'ai vu la coupure pour avoir vu l'évolution entre le collège, le lycée et l'université. Si dans mon collège de campagne dans un milieu assez hétérogène je ne m'en rendais pas compte, au lycée j'ai pris conscience des différences sociales. J'avais bien déjà quelques petites idées, mais cela ne se matérialisait pas. Passant du petit collège de campagne au lycée du centre ville, j'ai vu la différence entre les fils d'ouvriers et les fils d'avocats ou les filles de patrons de la « grande ville » en question (...), et là j'en ai pris pleinement conscience, ce qui peut effectivement aider à un engagement »<sup>674</sup>.*

De même, certains grands responsables syndicaux de la centrale « ouvrière » peuvent avoir vécu ces mêmes expériences socialisatrices, les marquant dans leurs responsabilités ultérieures:

*« La prise de conscience politique vient de mon entrée à Sciences po. J'ai vécu mon enfance et ma jeunesse à la Porte-de-Clignancourt, dans un HLM. Je suis issu d'une famille ouvrière. J'étais un des très rares dans ce cas à Sciences po. Et quand j'y suis rentré, j'ai vécu ce qu'était le fossé de classe. Avec les autres étudiants je pouvais avoir des liens d'amitié et de sympathie, ça n'empêche pas que je voyais bien que nous n'étions pas du même monde (...). J'ai ressenti tout de suite une énorme inégalité. Parce que je voyais bien qu'il y avait (...) une connaissance qui était liée à la*

---

671Lahire Bernard, *art.cit.*, p.8.

672Ibid., p.10.

673Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

674Entretien avec Philippe Péchoux le 7 mars 2008.

*famille, au milieu (...). On m'expliquait qu'il y avait un chômage structurel, inévitable. Pour tous les étudiants (...) c'était abstrait. Sauf que pour moi c'était très concret (...) parce qu'on licencierait ma mère régulièrement pour qu'elle ne puisse pas revendiquer un statut de titulaire à la RATP (...). Et quand j'entendais dire que c'était, après tout, tout à fait normal, qu'une économie ne pouvait pas fonctionner autrement, que c'était même une condition pour que l'économie fonctionne, ça me révoltait, parce que moi je le vivais »<sup>675</sup>.*

Ainsi faut-il considérer que le poids des nécessités et la stratégie syndicale ne sont généralement pas suffisants à expliquer le rapprochement de ces deux mondes. Toujours dans cette acception que Bernard Lahire nomme « une sociologie de la pluralité dispositionnelle (la socialisation passée est plus ou moins hétérogène et donne lieu à des dispositions hétérogènes et parfois même contradictoires) et contextuelle (les contextes d'actualisation des dispositions sont variés) »<sup>676</sup>, outre les dirigeants de l'UNEF-SE qui ont, du fait d'une appartenance commune au conglomérat communiste, des sympathies évidentes pour la CGT, en prenant tout de même garde à la sur-interprétation, il n'est pas rare que les dirigeants des UNEF et de la CGT aient un profil sociologique les prédisposant, de fait, à une certaine proximité avec l'organisation partenaire, créant ainsi des passerelles entre les mondes ouvrier et étudiant. Il conviendrait alors d'effectuer une étude longitudinale plus poussée sur les parcours de vie de l'ensemble des membres du bureau confédéral de la CGT et de ceux des bureaux nationaux des UNEF (notamment l'UNEF avant la scission de 1971, l'UNEF-US, l'UNEF-ID et l'UNEF réunifiée). Mais tout de même, nous pouvons d'ores et déjà identifier quelques éléments de socialisation jetant des passerelles entre le syndicalisme étudiant et le syndicalisme de salariés :

### **Éléments de socialisation primaire et secondaire croisés des dirigeants syndicaux des UNEF et de la CGT**

<b>Dirigeants syndicaux de la CGT</b>	<b>Éléments de socialisation primaire et secondaire</b>
Jean-Louis Moynot (membre du bureau confédéral de la CGT de 1967 à 1981)	Engagement à l'UNEF et à l'UGE de 1955 à 1960
Alain Obadia (membre du bureau confédéral de la CGT de 1982 à 1994)	Grandi dans un milieu modeste. Engagement à l'UNEF avant la scission de Mai 68 puis à l'UNEF-Renouveau. Diplômé de sciences po Paris
Louis Viannet (secrétaire général de la CGT de 1992 à 1999)	A grandi dans un milieu modeste. Frère instituteur engagé au Syndicat National des

<sup>675</sup>Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

<sup>676</sup>Lahire Bernard, *art. cit.*, p.13.

	Instituteurs (SNI)
Maryse Dumas (membre du bureau confédéral de la CGT depuis 1995)	A grandi dans un milieu modeste. Engagement à l'UNEF-Renouveau et réalise une licence de sciences économiques
Pierre-Jean Rozet (membre du bureau confédéral de la CGT de 1995 à 2003)	Militant à l'UNEF-SE au début des années 80 et obtient un DEUG d'histoire
Jean-Christophe Le Duigou (membre du bureau confédéral de la CGT depuis 1999)	Engagement à l'UNEF avant la scission de 1971
<b>Dirigeants syndicaux des UNEF</b>	<b>Eléments de socialisation primaire</b>
Pouria Amirshahi (président de l'UNEF-ID de 1994 à 1998)	Grand-mère engagée au Toudé (PC Iranien) et collaboratrice de Jean-Paul Sartre
Yassir Fichtali (président de l'UNEF réunifiée de 2001 à 2005)	Sœur au SNETAA, puis à la CGT
Bruno Julliard (président de l'UNEF réunifiée de 2005 à 2007)	Mère au PS et à la CGT, beau-père au PCF et à la CGT

Nous pouvons constater que les différents responsables syndicaux, tant étudiants que salariés, ont fait l'objet de socialisations croisées. Aussi faut-il considérer que « ce qui détermine l'activation de telle disposition dans tel contexte est alors le produit de l'interaction entre des rapports de force interne et externe: rapports de force entre des dispositions plus ou moins fortement constituées au cours de la socialisation passée (interne) et rapports de force entre des éléments (caractéristiques objectives de la situation, qui peuvent être associées à des personnes différentes) du contexte qui pèsent plus ou moins sur l'acteur (externe) »<sup>677</sup>. Au fil du temps, le recrutement social des militants des UNEF et de la CGT a donc vraisemblablement convergé, tant du fait de socialisations primaires et secondaires croisées que de multiples facteurs tels que la massification de l'enseignement supérieur, la tertiarisation du marché du travail, la précarisation et la paupérisation de la condition étudiante, l'engagement à la CGT pour les uns constituant un « retour aux sources », tandis que le passage par l'université<sup>678</sup> pour les autres, et parfois même par l'une des UNEF, peut potentiellement

<sup>677</sup>*Ibid.*

<sup>678</sup>La taxinomie impose généralement l'école comme un élément de socialisation primaire, certains auteurs estimant que « l'institution scolaire peut être considérée comme la plaque tournante de la socialisation primaire, à la fois institution de socialisation spécifique et espace de mise en contact et d'articulation des autres formes de socialisation, voire institution évaluatrice des produits des autres instances de socialisation ». (Darmon Muriel, *La socialisation*, p.62). Toutefois Muriel Darmon ne tranche pas ce débat de la classification de l'école entre socialisations primaire et secondaire. Or ce flou s'explique par le peu d'études menées sur le sujet, « Les sociologues français ne s'étant guère intéressés au possible effet des enseignants sur l'orientation politique des enfants » (Bréchon Pierre, « Politisation et socialisation politique » (Chapitre 1), in Bréchon Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006, p.31), que ce soit au sujet du contenu des cours ou de la médiation du corps professoral. Les sociologues auraient donc eu tendance à uniquement considérer, à la suite des travaux de Pierre Bourdieu, que

les identifier à des intellectuels aux yeux d'une base militante à tradition ouvrière<sup>679</sup>. Toutefois, ce recrutement social dans les UNEF n'est que l'exception, et non le principe. Aussi, *a contrario* de ces constatations, nous émettons l'hypothèse suivant laquelle les relations difficiles entre les UNEF et la CGT, et notamment l'UNEF de Mai 68, l'UNEF-US, et l'UNEF-ID, sont alors dues à la faiblesse du recrutement social ouvrier chez les militants étudiants. A l'inverse, les relations de proximité de l'UNEF-Renouveau et de l'UNEF-SE avec la CGT sont probablement dues à la conjonction d'un recrutement social proche, mais aussi et surtout à l'appartenance à une tradition idéologique commune.

### **B) Filiations idéologiques des UNEF et de la CGT: de l'exclusivité du conglomérat communiste à l'écosystème syndical**

L'idéologie est d'ordinaire définie comme étant « le système de significations, de représentations et de valeurs propre à un groupe social, concernant l'organisation et les normes, les légitimant ou les contestant, et participant à la régulation des attitudes et des comportements »<sup>680</sup>. Au-delà de la polysémie de cette notion et du débat épistémologique qui en découle, nous nous proposons de nous intéresser à l'idéologie comme objet d'une sociologie de la connaissance, visant « l'univers intellectuel, la vision du monde, d'une période, d'une formation sociale ou d'une correspondance entre une certaine situation sociale et cette structure intellectuelle »<sup>681</sup>. Ainsi, à l'instar de Mannheim<sup>682</sup>, nous proposons d'étudier les interrelations entre les systèmes de

---

l'école fonctionne au service de la domination sociale, contribuant ainsi à écarter la question sans y répondre réellement. A ce sujet, Pierre Bréchon apporte quelques éléments de réflexion, estimant qu'« on peut penser que l'école, à travers l'apport intellectuel qu'elle permet, aide à intégrer des connaissances institutionnelles sur le système politique mais que les aspects les plus affectifs et conflictuels de la politique sont en fait masqués et évacués du cadre scolaire, au nom de sa neutralité. L'apprentissage des mécanismes délibératifs, à travers l'élection de délégués représentant des élèves, ne semble pas avoir beaucoup d'effets (...) les délégués étant peu écoutés ». (Bréchon Pierre, *ibid.*, p.32). Le profil sociologique de nos enquêtés tend à nous faire penser que l'école, et *a fortiori* l'Université, remplit une fonction de socialisation secondaire, estimant, à l'instar de sa définition donnée par Annick Percheron, qu'elle est « un lieu d'apprentissage de certains mécanismes et de certaines pratiques proches de celles de la vie politique (participation à la vie de la classe, élections de conseils de classe, etc.) ». (Percheron Annick, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993, p.150). Aussi, nous émettons l'hypothèse que l'école, et *a fortiori* l'Université, induit une certaine politisation, cette dernière étant, si ce n'est compensée, du moins remplacée par une sur-valorisation de la socialisation par le travail pour les militants syndicaux ayant peu fréquenté l'institution scolaire et/ou universitaire.

679 Sur le passage d'un univers à l'autre par un militant issu d'un milieu populaire et ayant suivi des études supérieures avant de devenir syndicaliste CGT et de se confronter à d'anciens syndicalistes n'ayant pas accédé à l'enseignement supérieur, voir Crespo Sébastien, Rimbert Pierre, « Devenir syndicaliste ouvrier. « Journal » d'un délégué CGT de la métallurgie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, n°155, p.34-75.

680 Akoun André, Ansart Pierre (dir.), *op.cit.*, p.265.

681 *Ibid.*, p.266.

682 Mannheim Karl, *Idéologie et utopie*, (1929), Rivière M., Paris, 1956, 233 p.

représentation et les situations socio-historiques en tant que problème général de la sociologie. Ainsi, comme le souligne Philippe Péchoux, s'agissant de la période allant de 1948 à 1962, « la CGT ne se réduit pas à être la « fille aînée » du PCF<sup>683</sup>, ni l'UNEF, la matrice de la « seconde gauche » et du PSU. En revanche, les deux organisations sont des laboratoires de confrontation d'une culture que l'on pourrait qualifier, pour la CGT, de marxiste orthodoxe pro-soviétique et pour l'UNEF, de synthèse improbable d'un catholicisme progressiste tiers-mondiste ainsi que d'un marxisme hétérodoxe critique, dans un rapport à une société en mouvement (...) »<sup>684</sup>. Cette nuance entre d'une part l'appartenance identifiée au conglomérat communiste, et d'autre part celle au « champ social »<sup>685</sup> plus vaste - voire à l'écosystème syndical - va alors durablement structurer les relations des UNEF à la CGT. En effet, l'UNEF-Renouveau, l'UNEF-SE et la CGT, au travers des « affinités idéologiques »<sup>686</sup> qu'elles entretiennent, font toutes trois partie intégrante du conglomérat communiste, leur identité organisationnelle s'exprimant avant tout par un « syndicalisme communiste »<sup>687</sup>, influencé par la tradition du socialisme allemand développée par Karl Kautsky en 1906, et caractérisé par « une conception selon laquelle, le syndicat est subordonné au parti: le syndicat est « l'antichambre » ou l'école qui peut mener à la lutte pour le socialisme, mais cette dernière, considérée comme supérieure, relève du Parti (...). Cette conception rejette toute notion de neutralité syndicale et, au contraire, défend le bien-fondé d'une coopération étroite entre syndicat et parti, sous la direction de ce dernier »<sup>688</sup>. Ainsi, même s'il convient de nuancer nos propos par la forte tradition du syndicalisme-révolutionnaire français ainsi que l'autonomisation progressive de l'UNEF-SE et de la CGT vis-à-vis de l'UEC et du Parti Communiste Français, pour l'une notamment lors de grandes phases de mobilisations étudiantes comme lors du mouvement contre la réforme Devaquet de 1986 et la mobilisation étudiante de 1995, pour l'autre, progressivement, sous les mandats d'Henri Krasucki et de Louis Viannet comme nous l'avons vu précédemment, il n'en reste pas moins que « de cette conception découle une donnée fondamentale: dans l'univers communiste, le politique l'a toujours emporté sur le syndical, (malgré que) l'histoire du syndicalisme communiste ne se résume pas à son simple alignement sur le politique (...), qu'il a exprimé sa spécificité à maintes reprises »<sup>689</sup>. De même, l'Internationale Communiste qui défend « la politique classe contre classe »<sup>690</sup> considère que le syndicalisme, en prônant l'unité ouvrière, organise les masses, tandis

---

683Dreyfus Michel, *op.cit.*, p.235.

684Péchoux Philippe, *art.cit.*, p.433.

685Tartakowsky Danielle, *art. cit.*, p.404.

686Mathieu Lilian, *art.cit.*, p.137.

687Dreyfus Michel, « Syndicalistes communistes », in Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Pennetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communistes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, pp.465-475.

688*Ibid.*, p.465.

689*Ibid.*, p.466.

690*Ibid.*, p.470.

que le Parti constitue une avant-garde menant à la révolution. Ainsi, en 1920, dans *La maladie infantile du communisme*, Lénine insiste sur la nécessité pour les communistes de travailler à l'intérieur des syndicats dits réformistes, critiquant de façon acerbe « les communistes « de gauche », (ou les « gauchistes ») qui refusent de travailler dans les syndicats réformistes: préférant construire des syndicats révolutionnaires, ils abandonnent, selon le dirigeant bolchévik, la majorité de la classe ouvrière au réformisme »<sup>691</sup>. Ces théories du syndicalisme communiste trouvent alors en France un terreau fertile, ce pays étant « le seul grand pays d'Europe où le syndicalisme communiste s'est caractérisé par ces deux données: la durée – même les années 1940-1944, pourtant si difficiles, n'ont pas été une période de complète rupture – et le poids. En effet, que ce soit au sein de la CGTU (de 1921 à 1936), de la CGT réunifiée de 1936 à 1939 et ensuite, le syndicalisme communiste a joué un rôle croissant jusqu'à la Libération »<sup>692</sup>. L'histoire du PCF et de la CGT, sans pour autant se confondre, et bien que cette dernière connaisse parfois des marges de manœuvres et une certaine spécificité syndicale, deviennent alors indissociables, « l'ascension de Benoît Frachon (...) avec une fidélité absolue au PCF (...) symbolisant l'emprise immense exercée par le communisme sur le mouvement syndical »<sup>693</sup>. A ce titre, le Front populaire constitue une étape décisive, « la conquête définitive de la CGT par les communistes en 1946 (ayant) commencé dix ans plus tôt »<sup>694</sup>. Par conséquent, « le syndicalisme communiste est-il devenu, en trois phases, majoritaire au sein du mouvement syndical. Il a conquis la CGTU dans le courant des années 1920; puis, il s'est enraciné dans le monde du travail sous le Front populaire. Enfin, il y est devenu majoritaire à la Libération, (lui permettant ainsi) d'avoir une large audience et explique l'existence, en France, d'un courant syndicaliste communiste puissant jusqu'au début des années 1980 »<sup>695</sup>. Ainsi, quand bien même l'UNEF-SE peut accueillir dans ses rangs des étudiants de la LCR et des chevènementistes, les trois organisations que sont la CGT, l'UNEF-Renouveau et l'UNEF-SE appartiennent au même conglomérat, partageant une vision commune du syndicalisme communiste. Or cette filiation idéologique tranche radicalement avec celle de l'UNEF de Mai 68 dirigée par les étudiants du PSU, anti-militaristes, anti-colonialistes, socialistes autogestionnaires et catholiques de gauche, soutenus par une minorité composite d'étudiants anciennement communistes critiques hétérogènes, désormais trotskistes de la JCR et maoïstes de l'UJC(ml)<sup>696</sup>. L'UNEF-US dans les années 1970 est quant à elle dirigée par des étudiants issus du Parti Communiste Internationaliste (PCI) regroupés dans son organisation de jeunesse, l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme de l'OCI (AJS-OCI).

---

691 *Ibid.*, p.467.

692 *Ibid.*, p.472.

693 *Ibid.*, pp.473-474.

694 *Ibid.*, p.474.

695 *Ibid.*, p.475.

696 Legois Jean-Philippe, *art. cit.*, pp.83-98.

Organisation se définissant comme trotskyste, issu d'une scission de la Quatrième internationale en 1952, le PCI se réclame de la continuité réelle du combat de l'Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938. Pour ces militants trotskystes, « après la trahison des social-démocrates et la dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste, il n'existe plus dans le monde de partis révolutionnaires capables de mener la classe ouvrière à la victoire contre le capitalisme. Toute la tâche des trotskystes se résume donc à reconstruire, en partant de pas grand-chose – surtout d'un programme politique qui se veut cohérent – une nouvelle Internationale révolutionnaire, « parti mondial de la révolution socialiste »<sup>697</sup>. Le PCI est une organisation atypique dans le monde de l'extrême gauche: à la fin des années 1970, cette organisation, alors première organisation d'extrême gauche, continue sa croissance tandis que les autres groupes d'extrême gauche - notamment la LCR de Julien Dray - fléchissent<sup>698</sup>, cultivant sa spécificité parmi les groupes révolutionnaires en axant l'essentiel de ses activités militantes dans la lutte pour la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle, en appelant notamment à voter pour lui en 1974 et en 1981 dès le premier tour. Bien que ses militants rejettent le qualificatif de lambertiste et se définissent uniquement comme trotskystes, la figure de Pierre Lambert est une de leur référence centrale qui représente une autorité indiscutable dans le parti<sup>699</sup>. L'engagement de ces derniers implique « l'adaptation des agents à un rôle militant dont les attentes sont particulièrement fortes: celui de « bolchévik », c'est-à-dire de révolutionnaire professionnel »<sup>700</sup>. Pour ces militants se réclamant d'une « méthode scientifique - le marxisme - la production théorique est primordiale. Dans l'optique marxiste, la théorie et l'action se nourrissent réciproquement dans un rapport dialectique »<sup>701</sup>. Parfois qualifiés d'ouvriéristes, ces derniers sont - à la différence des militants communistes de l'époque - toutefois farouchement anti-staliniens. Les militants lambertistes produisent donc « un style de militantisme » qui les distingue dans le milieu de l'extrême gauche étudiante et lycéenne. Ce style particulier, résultat de leur inscription dans des univers sociaux, a priori antagoniques, met en lumière les homologues entre les pratiques militantes lambertistes et celles du PS et du PCF »<sup>702</sup>. Ainsi, à la différence de la doctrine communiste prônée par le PCF ou des traditions trotskystes d'autres groupes d'extrême gauche, « l'institution lambertiste assigne aux agents une identité dont l'intériorisation implique en même temps l'incorporation de dispositions « à faire la part des choses », à mettre en sommeil les

---

697Yon Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique? Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, mémoire de DEA de science politique, Lagroye Jacques (dir.), Paris I, 2001, pp.5-6.

698Ibid., p.8

699Ibid., p.9

700Ibid., pp.9-10

701Ibid., p.13

702Yon Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n°70, vol.18, 2005, p.137.

conduites attachées au rôle de révolutionnaire professionnel dans certains cours d'action »<sup>703</sup>, notamment par le biais de l'entrisme. Peu à peu, des alliances se nouent sur le terrain syndical face à un ennemi commun, le PCF. En 1980, l'UNEF-US se fonde dans un nouveau syndicat étudiant, l'UNEF-ID, en compagnie d'autres organisations. Ainsi, le Mouvement d'Action Syndicale (MAS), anciennement fondé par des étudiants rocardiens du PSU proches de la CFDT mais désormais aux mains des militants de la LCR, dont Julien Dray qui en est le secrétaire général<sup>704</sup>, ainsi que des étudiants socialistes. « Dans cet affrontement (du) communisme, les liens des militants lambertistes avec certains réseaux de la mouvance social-démocrate jouent un rôle important pour mobiliser des ressources « d'institutionnalité » (...). Dans ce soutien affiché par les divers courants socialistes, on retrouve d'une part, l'anticommunisme de FO, caractéristique des courants issus de la « vieille » SFIO, d'autre part le souci de la direction du PS de contenir l'influence communiste, dans le cadre de la stratégie mitterrandienne d'union de la gauche »<sup>705</sup>. De même, dans ce mariage de raison constituant désormais une « avant-garde fédératrice des forces de gauche »<sup>706</sup>, les lambertistes assurent au PS une présence militante particulière dans la jeunesse où ce dernier ne dispose d'aucune assise sérieuse. Les lambertistes gardent donc le contrôle du syndicat étudiant tout en élargissant leur base militante. En effet, le nouveau syndicat constitue plus une « communauté (...), une alliance (plutôt qu'une fusion) entre différents groupes (...) ou une coalition d'individus autour d'un groupe dominant. Dans les deux cas, le groupe dominant pourra exercer une hégémonie. Il fournira l'essentiel de la régulation, il fera adopter par l'ensemble les normes et les styles qui le caractérisent »<sup>707</sup>. Par conséquent, quand bien même les étudiants lambertistes gardent le contrôle, « malgré ces aspects très « manœuvriers », l'UNEF-ID ne se réduit pas à une simple absorption du MAS et des autres minorités par l'UNEF-US. Au fur et à mesure dans ce cadre désormais commun se forge une synthèse des différentes expériences: celle plus institutionnelle des socialistes, présents dans la mutuelle étudiante et dans les conseils d'Université; celle plus « mouvementiste » des forces issues du MAS, et celle de l'action corporative et de la présence dans les « oeuvres » universitaires de l'UNEF-US »<sup>708</sup>. Le CERES ne tardera pas à rejoindre l'UNEF-ID en 1986. De même, cette unification marque pour les militants du PCI la « victoire décisive contre le « gauchisme » avec la subordination de la LCR et des autogestionnaires, très minoritaires dans l'UNEF-ID »<sup>709</sup>. Les

---

703Yon Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique? Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, *op.cit.*, p.17

704JUEM Philippe, *art.cit.*, pp.131-153.

705YON Karel, *op.cit.*, p.100.

706Fischer Didier, *L'histoire des étudiants en France. De 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000, p.237.

707Reynaud Jean-Daniel, *Les règles du jeu: l'action collective et la régulation sociale*, Paris, Armand Colin, 1989, p.82.

708Morder Robi, *art.cit.*, p.109.

709Yon Karel, *op.cit.*, p.101.

militants lambertistes s'inscrivent toujours dans l'horizon d'une révolution imminente, la victoire de la gauche et du PS en 1981 étant censée « ouvrir un processus de crise révolutionnaire. Selon le schéma classique (...), l'union de la gauche - considérée comme un « Front populaire » - débouche sur une alternative simple: soit la Révolution, soit le fascisme »<sup>710</sup>. Toutefois, ce qui s'est joué dans le passage de l'UNEF-US à l'UNEF-ID est « le passage d'une organisation si ce n'est conçue et organisée, du moins « agie » comme une avant-garde, à une organisation « de masse », ayant vocation à organiser et représenter l'ensemble de son milieu »<sup>711</sup>. Mais la désillusion gagne les militants étudiants lambertistes; le syndicat continue de progresser tandis que le parti reste à des scores électoraux très faibles. Ces derniers s'investissent alors plus dans le syndicat étudiant, « l'UNEF-ID ayant remplacé l'AJS, l'OCI, le PCI (...). Le décalage croissant entre les rôles syndical et politique nourrit chez les syndicalistes un repli sur la sphère syndicale (...). Le rôle politique tourne à l'ironie ou au cynisme »<sup>712</sup>. Dans ce contexte, les militants lambertistes amorcent leur passage au PS en 1986 à travers le courant Convergence socialiste. Leurs affinités idéologiques sont donc amenées à évoluer:

*« L'installation de la gauche au pouvoir en France conduit le Parti Socialiste à abandonner la « vulgate marxiste » et la rhétorique de la construction du socialisme, au profit d'un discours plus gestionnaire. Les arènes sociales dans lesquelles un discours de type révolutionnaire peut être valorisé se trouvent alors qualitativement et quantitativement restreintes. A contrario, l'occupation du pouvoir par les responsables socialistes entraîne la revalorisation d'un discours social-démocrate sur l'importance primordiale des réformes et des avancées « modestes mais concrètes » (discours que les militants lambertistes étudiants entendent, de par leur culture syndicale et la fréquentation des militants socialistes dans l'UNEF-ID). La tendance à la crise d'un référentiel tout autant marxiste que révolutionnaire est aggravée par le retour en force du libéralisme, sur le plan idéologique comme chez les gouvernants, lui-même nourri par l'approfondissement de la crise économique et le développement de la critique du totalitarisme communiste. Cette conjonction des transformations profondes de la configuration politique et des situations de reconversions/déstabilisations identitaires que vivent les militants lambertistes, entraîne l'abandon ou, du moins, la relativisation des cadres mentaux fondés sur la certitude qui guidaient jusqu' alors leurs pratiques »<sup>713</sup>.*

La tâche centrale et ultime des anciens militants étudiants lambertistes de l'UNEF-ID, à savoir la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire à des fins victorieuses dans une stratégie de front unique ouvrier, s'inscrit dans ce passage du PCI au PS. Ainsi, « l'entrée dans le Parti Socialiste n'apparaît pas comme une capitulation mais comme la poursuite du combat militant: les membres de la fraction se représentent leur tâche comme celle du regroupement de la classe ouvrière au sein

---

<sup>710</sup>*Ibid.*, p.105.

<sup>711</sup>*Ibid.*, p.125.

<sup>712</sup>*Ibid.*, p.126.

<sup>713</sup>*Ibid.*, p.136.

du Parti Socialiste, dans la résistance à l'offensive de la droite »<sup>714</sup>. Désormais, le détachement du parti lambertiste est définitif. « Une fois la rupture consommée, les dirigeants de la fraction considèrent close toute histoire commune avec le PCI »<sup>715</sup>. Ce basculement idéologique est d'autant plus vrai après la prise de la direction de l'UNEF-ID par des militants proches du socialisme en 1994. L'UNEF réunifiée apparaît quant à elle comme l'aboutissement de ce passage de militants lambertistes au PS. Historiquement, bien que produit de la fusion des appareils de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE, la réunification s'est tout de même opérée dans un contexte largement profitable à l'UNEF-ID. Ainsi, même si l'UNEF réunifiée se veut être un « Objet Politique Non Identifié », s'étant détaché des tutelles communistes et lambertistes et rassemblant largement les étudiants, elle présente tout de même des affinités socialistes évidentes, sa direction étant très proche d'un courant minoritaire du PS, le NPS de Benoît Hamon et d'Henri Emmanuelli<sup>716</sup>. Les affinités idéologiques influencent donc fortement les conceptions du syndicalisme. Ces traditions syndicales, d'une part communiste, de masse, de classe, participationniste et de subordination au Parti pour la CGT, l'UNEF-Renouveau et l'UNEF-SE, et d'autre part trotskyste - notamment lambertiste - socialiste, d'avant-garde, d'autonomie vis-à-vis du Parti, voire d'orientation syndicale-révolutionnaire, pour l'UNEF-US, l'UNEF-ID et l'UNEF réunifiée, produisent des marqueurs identitaires communs du conglomérat communiste, ou au contraire d'une plus vaste appartenance à l'écosystème syndical. Toutefois, qu'elles relèvent des affinités idéologiques ou du recrutement social, les cultures militantes ne se cantonnent pas aux identités militantes. La construction du groupe passe aussi par « la construction volontaire (...), un travail social de définition et de délimitation qui a accompagné la formation du groupe »<sup>717</sup>, notamment à travers l'entretien de pratiques syndicales spécifiques.

## **II. « Taux de change (du) capital militant »<sup>718</sup>: des *habitus* similaires?**

A la différence du capital politique considéré comme « un capital de fonction né de l'autorité reconnue par le groupe et à ce titre « instable »<sup>719</sup>, le capital militant est pour sa part « incorporé

<sup>714</sup>*Ibid.*, p.148.

<sup>715</sup>*Ibid.*, p.152.

<sup>716</sup>A noter qu'aujourd'hui, Philippe Darriulat, président de l'UNEF-ID de 1986 à 1988, Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID de 1994 à 1998, Yassir Fichtali, premier président de l'UNEF réunifiée de 2001 à 2005, Bruno Julliard, président de l'UNEF réunifiée de 2005 à 2007, mais aussi Isabelle Thomas, vice-présidente de l'UNEF-ID lors de la réforme Devaquet de 1986 et égérie du mouvement, Pascal Cherki, membre du bureau national de l'UNEF-ID de 1988 à 1991, Léa Filoche, membre du bureau national de l'UNEF réunifiée, sont tous militants du courant NPS du Parti Socialiste.

<sup>717</sup>Morder Robi, « Identité(s) étudiantes: une construction volontaire », *Factuel*, n°3, p.2.

<sup>718</sup>Matonti Frédérique, Poupeau Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, n°155, p.11.

<sup>719</sup>*Ibid.*, p.8.

sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir, il recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines « reconversions »<sup>720</sup>. Or à ce propos, Frédérique Matonti et Franck Poupeau indiquent que ce travail sur le capital militant ne doit pas être séparé des « dispositions incorporées par les agents sociaux des espaces sociaux dans lesquels ils s'investissent »<sup>721</sup> - ce que nous venons de faire en recontextualisant les univers sociaux des syndicalistes étudiants et salariés - mais aussi qu'« il reste à saisir la logique de transfert (du) capital militant »<sup>722</sup>. Or, quand le syndicalisme de salariés entretient cette pérennité du capital militant par « les récits protéiformes du mythe prolétarien, (notamment dans l'héroïsation de) l'*homo sovieticus* »<sup>723</sup>, ceci ne va pas de soi concernant le syndicalisme étudiant caractérisé par un fort *turn-over*. Aussi convient-il d'estimer que la transmission de la mémoire militante, et par conséquent des pratiques, s'opère à un double niveau:

*« La transmission des références aux mouvements étudiants se fait autour de deux axes. Le premier axe est celui d'une temporalité longue qui est celle de la formation « institutionnalisée », qu'elle se fasse dans le cadre de l'organisation syndicale, du courant ou d'un groupe extérieur. Dans ce cas, le rôle des « anciens » est utilisé pour illustrer la continuité de l'organisation (...), transmettre des pratiques et un savoir-faire syndical mais aussi favoriser un attachement identitaire à l'organisation ou au groupe. Le deuxième axe, conséquence de la temporalité accélérée que créent les mouvements, est celui de la transmission informelle et contextualisée. Il n'y a ici aucun « cadre » précis à cette transmission mais son importance est capitale. Le rôle de conseil que peuvent apporter les anciens responsables est réinvesti par les nouveaux en adéquation avec leurs identités collectives syndicales et politiques »<sup>724</sup>.*

Cette transmission concerne plus globalement l'*habitus* militant. Ce dernier est traditionnellement défini de la façon suivante: «les conditionnements associés à une classe particulière de conditions d'existence produisent des *habitus*, systèmes de dispositions durables et transposables» fonctionnant comme « principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement « réglées » et

---

720Ibid.

721Ibid., p.10.

722Ibid., p.11.

723Pennetier Claude, Pudal Bernard, « Stalinisme, culte ouvrier et culte des dirigeants », in Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Pennetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communismes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, p.371.

724Porte Emmanuel, *Mouvements étudiants: construction, enjeux et modes de transmission des références collectives. Retour croisé sur les mobilisations de 1986 et de 1995*, mémoire de master 2 de science politique, Bérout Sophie (dir.), IEP de Lyon, 2006, p.87.

« régulières » sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre »<sup>725</sup>. D'après cette définition, les militants seraient donc dotés de dispositions particulières leur permettant une lecture du « jeu » syndical. Or en la matière, « les recouvrements imparfaits de ces trois registres d'interprétation du monde – culture populaire, ouvriérisme et culture révolutionnaire – fournissent (...) dans leurs diverses configurations possibles, une clé importante pour la compréhension des dynamiques de politisation, entendue ici dans le double sens de socialisation à la politique et de qualification politique des objets ou des comportements »<sup>726</sup>. A ce titre, les *habitus* des syndicalistes ouvriers de la CGT et ceux des militants étudiants semblent se différencier sensiblement, notamment dans leur degré de politisation<sup>727</sup> induit par l'opposition « culture ouvrière contre culture littéraire »<sup>728</sup>. Ainsi, « tout est passé au crible de l'éthique militante ouvrière, tout est réinterprété à sa lumière. Les intellectuels, les dirigeants, les élus sont les cibles privilégiées de ce contrôle ouvrier constamment en éveil »<sup>729</sup>, et là où « la langue ouvrière se caractérise par la richesse des lexiques de métier et aussi par un usage extensif des figures et des métaphores se rapportant au corps (...), l'écrit en revanche reste largement fermé aux ouvriers. Confier les signes à l'espace mort du papier, c'est leur ôter une bonne part de leur force, en les isolant de leurs référents »<sup>730</sup>. Cette « pensée indiciaire (...) caractérisée par la défiance à l'égard de la culture légitime (indiquerait donc) une politisation pratique, (rendant au final) le rapport à la politique institutionnalisée (...) beaucoup plus désinvesti »<sup>731</sup>. Ainsi, pour ces derniers, seule « la culture syndicale et politique (permettrait de sortir) des logiques tactiques pour entrer dans des logiques stratégiques »<sup>732</sup>, orientant ces militants vers la sphère publique. Or cette défiance vis-à-vis de la culture légitime tend à « exclure (du monde ouvrier) tout *literary man* »<sup>733</sup>, ce phénomène étant

---

725Bourdieu Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, pp.88-89.

726Yon Karel, *art.cit.*, p.144.

727Par politisation, nous entendons qualifier un « processus de requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activité », cette définition présentant l'avantage d'amener le politologue à élargir son horizon d'analyse en pensant tout événement social comme un élément potentiel de politisation. Lagroye Jacques, « Les processus de politisation », in Lagroye Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p.360. Pour un état de la littérature complet sur le concept de politisation, voir Duchesne Sophie, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue Française de Science Politique*, vol.54, n°6, 2004, pp.877-909.

728Péchoux Philippe, *op.cit.*, p.433.

729Pudal Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP, 1989, p.136.

730Pudal Bernard, « Politisations ouvrières et communisme », in Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Penetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communismes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, pp.517-518.

731Ibid., p.518.

732Ibid., p.519.

733Ibid. Nous reprenons ici une réflexion de Karl Marx à l'adresse de Friedrich Engels en 1865 au sujet d'une proposition de Tolain au sein de la Première Internationale. Voir le débat interne au sein du mouvement ouvrier sur les « prolétaires intellectuels ».

d'autant plus confirmé par « l'ouverture « promotionnelle » que représente la bolchevisation »<sup>734</sup> et la sélection des élites syndicales par le Parti à des fins de production de cadres politiques ouvriers, *via* « ce réseau scolaire parallèle (que constitue l'école du Parti où l'on y enseigne) l'apprentissage de la lecture et surtout la maîtrise de l'expression écrite, réquisits éloignés de la « culture ouvrière »<sup>735</sup>, mais aussi entretenu en France par les « intellectuelles communistes (à travers la production) de discours plus radicaux que ceux des scientifiques soviétiques (...) lors du débat sur « science bourgeoise-science prolétarienne »<sup>736</sup>. Cette « opposition structurante fondamentale – la classe/le Parti – (qui passe par la) marginalisation du capital scolaire comme principe de différenciation et de hiérarchisation sociale, (comme) référentiel identitaire »<sup>737</sup> tranche singulièrement avec l'*habitus* des syndicalistes étudiants. En effet, avec Mai 68, « la jeunesse scolarisée n'apparaît plus seulement comme un « vivier » privilégié de recrutement, mais comme une nouvelle force sociale pouvant jouer un rôle dans un processus révolutionnaire. (Désormais), les propriétés sociales des jeunes scolarisés facilitent l'identification au rôle de révolutionnaire professionnel, militant à plein-temps propre au modèle léniniste du parti d'avant-garde »<sup>738</sup>. Ainsi, à titre de comparaison, quand bien même les étudiants lambertistes du PCI, par tradition, valorisent le syndicalisme qui est pour eux un « lieu de la prise de conscience élémentaire par les travailleurs de leur existence comme classe, (ceci ayant) pour conséquence d'entretenir un ouvriérisme très prégnant dans l'institution »<sup>739</sup>, considérant que « la légitimité ouvrière, réelle ou feinte, représente (...) une ressource de premier ordre et sous-tend l'univers symbolique des cultures révolutionnaires »<sup>740</sup>, ces derniers n'en demeurent pas moins très politisés. Dans un mouvement inverse du schéma communiste, l'*habitus* lambertiste pousse les militants lambertistes à affirmer leur doctrine politique par le syndicat, car « cet ouvriérisme (...) explique (...) l'investissement des jeunes lambertistes dans la construction de l'UNEF, représentation traditionnelle des étudiants (...). Les militants lambertistes considèrent celle-ci comme la médiation naturelle assurant leur attachement au mouvement ouvrier (dans une recherche de) démarcation à l'égard du gauchisme »<sup>741</sup>. Au-delà de l'exemple strictement lambertiste, nous émettons l'hypothèse suivant laquelle le rapport à l'écrit des étudiants, individus lettrés par définition, qu'ils soient communistes, trotskistes ou socialistes, contribue à une forte politisation de leur *habitus* militant de par une plus

---

734 *Ibid.*, p.522.

735 Matonti Frédérique, « Les intellectuels et le Parti: le cas français », in Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, LEW Roland, Penetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communismes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, p.420.

736 *Ibid.*, p.406.

737 Penetier Claude, Pudal Bernard, *art.cit.*, p.370.

738 Yon Karel, p.145.

739 *Ibid.*, pp.149-150.

740 *Ibid.*, p.144.

741 *Ibid.*, pp.150-151.

grande ouverture sur l'espace publique que la formation intellectuelle procure. Ceci est encore une fois particulièrement présent chez les étudiants lambertistes, « la rigueur de la formation intellectuelle acquise au sein de l'institution (étant) extrêmement valorisée, (notamment par) l'entretien de la mémoire historique (...), qui transmet les grandes étapes de la « geste révolutionnaire »<sup>742</sup>, de « l'entretien d'un respect et d'une attention particulière aux textes, à l'histoire et aux figures intellectuelles qui les servent »<sup>743</sup>, notamment sous la férule de l'historien grenoblois Pierre Broué, contribuant ainsi « à l'intériorisation par les militants d'un mode de raisonnement par analogie, les conduisant à concevoir leur rôle en fonction de séquences historiques prestigieuses (...). Couplé à la pratique syndicale, il nourrit un rapport particulier au temps, fondé sur la tension entre urgence, immédiateté et patience »<sup>744</sup>. Ainsi, ces syndicalistes lambertistes, sur-politisés par rapport à leurs homologues de la CGT, ont pourtant « le souci de ne pas se distinguer de l'ouvrier moyen, de l'étudiant moyen, voire du « Français moyen », est justifié comme un effort pour combler le fossé symbolique séparant le mouvement trotskyste, marginalisé depuis ses origines sous les coups de la répression stalinienne, de ce prolétariat dont il souhaite être la véritable direction »<sup>745</sup>. Mais cet *habitus* militant politisé n'est pas l'apanage des lambertistes. Il est aussi partagé par les syndicalistes étudiants communistes et socialistes. Ce « lien de la nécessité de l'engagement politique »<sup>746</sup> est aussi bien partagé par les uns que par les autres, et se cristallise sur la question du « syndicalisme de transformation sociale »<sup>747</sup>:

*« Ce qui suscitait le plus de débats c'était est-ce que l'UNEF(-SE) est ou non un syndicat de transformation sociale? Est-ce que l'UNEF(-SE) est un syndicat qui n'a pas vocation à transformer la société? (Ou est-ce que) c'est un syndicat qui contribue par ses actions, effectivement, à transformer la société? (...). C'était LE débat récurrent de tous nos congrès (...). C'est ça qui structurait pas mal de clivages à l'UNEF(-SE) parce que de là découlait toute une conception de l'adhérent. C'est-à-dire que si nous partions du principe que l'UNEF(-SE) était un syndicat de transformation sociale qui se donnait ce but là, ça voulait dire que nous faisons adhérer les gens sur des bases politiques, donc (...) nous restreignons le champ potentiel des étudiants qui pouvaient à un moment donné se syndiquer, ça veut dire que nous considérons qu'un adhérent devait être un militant (...). Derrière le vocable transformation sociale, ça voulait dire qui porte un projet politique (...) »<sup>748</sup>.*

De cet *habitus* militant des syndicalistes étudiants marqué par l'idée de syndicalisme de transformation sociale découle alors une multitude de potentialités militantes accessoires, certaines

---

742Ibid., pp.153-154.

743Ibid., p.159.

744Ibid., p.154.

745Ibid., pp.156-157.

746Entretien avec Robert Injey le 18 juin 2008.

747Entretiens avec Robert Injey le 18 juin 2008, Karine Delpas le 20 mai 2008 et Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

748Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

caractéristiques de l'*habitus* des militants politiques. Ainsi, des schèmes de représentation caractérisent cet *habitus*, avec « une certaine réactivité, un certain sens dialectique, un esprit de synthèse, une certaine capacité à subir sans être émotif ou impressionné, et surtout un sens de l'analyse (déterminé par) un faisceau intellectuel plus large (et) une gymnastique intellectuelle qui pour moi se reconnaît vite (...) en balayant beaucoup plus de points, en visualisant plus d'aspects dans une problématique »<sup>749</sup>, une « agilité d'esprit »<sup>750</sup>, de même qu' « une méthode, une grille de lecture politique (...) très carrée (...), où le droit à la paresse n'existe pas (...), un mode de pensée matricé, extrêmement structurant (...), une grille de lecture des rapports d'organisations »<sup>751</sup>. Cette structuration mentale portée par cet *habitus* amène alors les militants étudiants à « identifier tout de suite qui est qui dans une réunion, qui pense quoi (...). On classe les gens (...), on identifie les rapports de force très vite dans une assemblée, dans une réunion, dans un groupe de travail (...), à identifier politiquement les gens dans le vocabulaire, dans la rhétorique, dans la manière d'argumenter (...) »<sup>752</sup>, facilitant ainsi « une compréhension des interactions entre syndicats, les positions de la direction (...), de l'environnement et des enjeux généraux autres que les revendications (...), les forces en présence, les forces en face, nos forces à nous, et la création des rapports de force (...). Je trouve que c'est plus une vision globale de la situation »<sup>753</sup>. De même, cet *habitus* permet aux militants d'acquérir des ressources discursives<sup>754</sup>, « une aisance assez particulière à l'expression orale »<sup>755</sup>, « une phraséologie (...), des formules »<sup>756</sup>, « on est dans l'argumentaire, on sait argumenter, on sait esquiver (...), et sur la manière de s'exprimer, la forme, c'est-à-dire quand intervenir, comment s'inscrire dans le débat, dans le collectif, comment tirer la réunion, comment amener une réunion à évoluer »<sup>757</sup>. Le maniement de certains concepts clés, de référentiels théoriques tels que « le rapport du politique au mouvement social, la caractérisation de ce qu'est le mouvement social, le caractère des institutions »<sup>758</sup> va alors de pair avec les ressources précédemment exposées, tout comme certains réflexes plus concrets comme par exemple l'entretien d'un réseau: « quand je rentre dans une réunion, je fais une feuille, nom, prénom, adresse, téléphone. J'ai un vrai réflexe (...). J'aime bien savoir qui j'ai autour de la table et pouvoir contacter

749Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

750Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

751Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

752Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

753Entretien avec Nicolas Chamot le 12 juin 2008.

754L'homologie des ressources discursives apparaît comme un indicateur particulièrement efficace dans la reconnaissance d'un *habitus* militant partagé. Ainsi, Philippe Péchoux note: « le responsable de la fédération du commerce est un ancien de l'UNEF-ID (...). Nous ne savions pas que nous avions été tous les deux à l'UNEF-ID, mais nous avons le même genre de blagues. C'est donc aussi ça qui permet de se reconnaître (...). C'est une certaine empathie ». Entretien avec Philippe Péchoux le 7 mars 2008.

755Entretiens avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008 et avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

756Entretien avec Xavier Aknine le 20 mai 2008.

757Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

758Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

les gens, on ne sait jamais. A la CGT je n'ai jamais vu faire ça. Jamais. Quelque soit le niveau, fédéral, interprofessionnel, un syndicat de base, une union locale, jamais! (...). Ca c'était le PC qui le faisait. Pas la CGT »<sup>759</sup>. Cet héritage de l'*habitus* militant étudiant lambertiste caractérisé par la rigueur semble alors résister à la valse des générations, au point de constituer un *continuum* entre l'*habitus* militant de l'UNEF-US/UNEF-ID et celui de l'UNEF réunifiée:

*« Il y a une certaine tradition, une culture de l'UNEF (...), une histoire commune. C'est vrai qu'au début des années 1980, l'UNEF-ID était lambertiste (...). Aujourd'hui, pour les nouveaux militants, ce n'est plus le cas (...). Ce qui est propre à l'UNEF, et que je ne retrouve pas pour l'instant ailleurs, c'est la rigueur et l'organisation (...). Les locaux de l'UNEF sont certes bordéliques. Mais la rigueur, je pense, ne se matérialise pas par ça. La rigueur de l'UNEF c'est cette capacité, par exemple, à avoir une ligne syndicale, une orientation politique et syndicale très homogène partout en France (...), y compris dans des moments très difficiles, lorsqu'il fallait prendre des positions que parfois bon nombre de militants ne partageaient pas (...). Il y a une discipline très importante (...). Quand les militants décidaient d'aller tracter le matin et qu'ils s'étaient inscrits pour cela, c'était impensable qu'ils ne se lèvent pas le matin pour le faire. On ne les rappelait pas une seconde fois. Pareil pour les élections, et même dans la gestion courante et quotidienne du bureau national (...). Il était impensable qu'il y ait une réunion où les gens prenaient spontanément la parole sans la demander, sans lever la main. Ailleurs ce n'est pas comme ça. Et puis dans la gestion des individus, dans la gestion des événements organisés, il y avait une rigueur très importante à l'UNEF. Comme nous manquions de moyens logistiques, ça se traduisait par une rigueur nécessaire (...). Je pense également à la solidarité et au sentiment d'appartenance à une organisation ou à un groupe, qui à l'UNEF était très fort (...). La formation à l'UNEF faisait passer l'organisation au-dessus de tout, ce qui parfois, pour certains, donnait l'impression d'entrer dans une secte parce que l'UNEF était au-dessus de tout, y compris des considérations personnelles et humaines. Mais au final ça créait une solidarité énorme entre les militants de l'UNEF (...). C'était tellement homogène à l'UNEF, de fait aussi parce que l'UNEF n'était pas aussi grosse qu'elle devrait l'être (...). C'était donc une rigueur dans la pratique militante (...). Il y avait une organisation parfois militaire de l'UNEF (...). C'est un héritage un peu lambertiste (...). C'était peut-être parfois démesuré, mais au final ça marchait, et ça me manque aujourd'hui (...). Ca je ne le retrouve pas ailleurs. En tout cas pas à ce niveau-là. (...). Et aujourd'hui je ne le vis pas du tout comme ça pour le Parti Socialiste, pas même aujourd'hui pour l'équipe municipale de Paris (...), ce n'est pas pareil. Il y a moins ce sentiment d'appartenance à une équipe, à un projet, ou à un corpus idéologique »<sup>760</sup>.*

Ainsi, quand bien même l'UNEF réunifiée, à direction socialiste, a définitivement rompu avec le lambertisme, elle n'en est pas moins productrice de « militants « bolcheviks », (à savoir) déterminés par le modèle d'organisation politique développé par Lénine dans *Que faire?* Et perpétué par les organisations trotskistes: centralisation, discipline, hiérarchie (...), l'esprit d'appareil »<sup>761</sup>, de « militants « au coeur des masses » étudiantes (...), d'où le choix d'un investissement dans le syndicalisme, à contre-courant des autres groupes d'extrême gauche »<sup>762</sup>, de « militants qui sont des

759Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

760Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

761Yon Karel, « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID. Production et reproduction d'une « élite militante », *Les Cahiers du GERME*, spécial n°4, décembre 2003, pp.95-96.

762Yon Karel, *art.cit.*, pp.97-98.

« camarades » (...), à un certain type de fraternité »<sup>763</sup>, cette actualité de cet *habitus* si caractéristique étant certainement le produit d'« une inactualisation de ces pratiques et discours, objectivés dans l'institution par « la force des choses », reproduits par des générations successives de militants soucieux de tenir fidèlement leur rôle (garantie de son efficacité). Ces traits sont encore opérants et opérés (...) de manière inconsciente (façon de parler) ou profondément intériorisée et légitimée (l'importance de l'organisation et de la discipline) »<sup>764</sup>, bien que les militants de l'UNEF réunifiée se réclament désormais d'une filiation socialiste. Cette distinction des *habitus* est nuancée par des pratiques militantes sensiblement similaires. Ainsi, à l'instar des militants cégétistes, le lot quotidien des syndicalistes étudiants est-il caractérisé par la mobilisation d'un répertoire d'action<sup>765</sup> constitué par « les réunions, les manifestations de rue, les meetings, les tractages, les collages d'affiches, les campagnes électorales, les semaines d'information et de sensibilisation, les interventions en amphithéâtre, les signatures de pétitions, les permanences, les relations avec les syndicats enseignants, les chaînes d'inscription, l'élaboration de tracts ou d'articles, les activités syndicales (défense des intérêts de tel ou tel étudiant auprès d'un responsable de cité universitaire ou d'un service administratif) »<sup>766</sup>. De même, lorsque certains militants de la CGT se distinguent en recourant, à côté des actions institutionnelles, à des pratiques non-conventionnelles<sup>767</sup>, et notamment à des actions spectaculaires, à savoir « des opérations surprise, menées par un petit groupe dans le cadre d'une mobilisation sociale de plus grande ampleur et qui visent à exercer une pression par une mise en scène ludique et/ou guerrière dirigée contre les symboles de l'adversaire ou, dans une version plus édulcorée, de celui dont est attendue une intervention forte »<sup>768</sup>, impliquant ainsi un certain degré de violence physique, comme par exemple « des actions commandos (...), les occupations de locaux, les blocages des voies routières ou ferroviaires, les assauts contre des entreprises etc »<sup>769</sup>, mobilisant ainsi « les valeurs constitutives de l'*ethos* ouvrier: discipline, solidarité dans le combat, glorification de la force physique, virilité, etc (...) au nom de la cause du

---

763Yon Karel, *art.cit.*, p.99.

764Ibid.

765Tilly Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, n°4, 1984, pp.89-108.

766Michon Sébastien, « Le syndicalisme étudiant: processus d'entrée et effets du militantisme », journée d'études « Carrières militantes et trajectoires professionnelles: l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique », 24 novembre 2006, ENS LSH de Lyon, p.8. Pour une étude complète sur le répertoire d'action du mouvement étudiant, et notamment l'invention de la coordination par ce dernier, voir Morder Robi, « Les répertoires d'action collective des mouvements étudiants », *Les Cahiers du GERME*, spécial n°4, décembre 2003, pp.1-10.

767Darras Eric, « Pour une lecture réaliste des formes non conventionnelles d'action politique », in CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, pp.5-31 et Sommier Isabelle, « Virilité et culture ouvrière: pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures & Conflits*, n°9-10, 1993, pp.341-366.

768Sommier Isabelle, *art.cit.*, p.342. Concernant les opérations « Robin des bois », voir également Bérout Sophie, *Les robins des bois de l'énergie*, Paris, Le cherche midi, 2005, 190 p.

769Sommier Isabelle, *art.cit.*, p.341.

syndicat ou de la dignité du travailleur »<sup>770</sup>, les militants de l'UNEF ne sont pas en reste, certains renouant avec, si ce n'est la violence des années 1970 caractéristique du service d'ordre des étudiants lambertistes<sup>771</sup>, du moins par une certaine violence symbolique dans la participation à « des occupations diurnes et nocturnes de locaux, ou diverses actions qui visent à attirer l'attention (blocage de trains, de transports en commun, de routes...) »<sup>772</sup>. Ces pratiques, semblables quant au répertoire d'action mobilisé, participent de l'homogénéisation des *habitus* ouvriers et étudiants, expliquant d'autant plus le potentiel passage à la CGT des syndicalistes étudiants des organisations du conglomérat communiste (UNEF-Renouveau, UNEF-SE) comme étant « naturel »<sup>773</sup>, quand bien même ce passage du monde étudiant à l'univers salarié est caractérisé par la présence d'un lien de subordination spécifique dans ce dernier et la possibilité de ne « rêver qu'à la condition de vivre financièrement »<sup>774</sup>, impliquant ainsi des conditions d'exercice du militantisme très différentes. A l'inverse, les syndicalistes étudiants détenteurs d'un *habitus* militant simplement issu des organisations de l'écosystème syndical (UNEF de Mai 68, UNEF-US, UNEF-ID, UNEF réunifiée) détiennent un « bagage militant »<sup>775</sup>, une « boîte à outils militante intellectuelle marquée générationnellement »<sup>776</sup> constituant une certaine entrave à l'incorporation d'un *habitus* cégétiste, affectant le « taux de change »<sup>777</sup> militant et rendant plus difficile le réinvestissement de ces derniers dans le syndicalisme de salarié. Cet *habitus* du militantisme étudiant se retrouve alors parfois en décalage, voir en porte-à-faux avec l'*habitus* cégétiste, suscitant un certain malaise:

*« (Lorsque je suis arrivée à la CGT) j'avais tous les défauts. J'étais une femme dans un milieu d'hommes (...). J'étais une jeune femme. Donc j'ai 28-29 ans quand je deviens permanente. Ce qui est super jeune pour la CGT (...). Une jeune femme diplômée de l'enseignement supérieur, donc pas ouvrière (...). Moi je me souviens que j'entendais des militants parler des sociologues, c'étaient des intellectuels (...), pour eux c'était un gros mot (...). Je n'étais pas au PC. Et j'avais été à l'UNEF-ID. Voilà, je cumulais à peu près tous les handicaps possibles et imaginables pour que la greffe puisse prendre (...). Ce passage à la CGT était donc complexe, il y avait plein de sentiments mêlés. C'était difficile parce que je quittais un milieu dans lequel j'avais tous les codes, le décodeur, le relationnel, la reconnaissance parce que j'avais été dirigeante nationale (...). J'étais même étonnée du cap qu'il y avait. Par exemple, je me souviens d'une des premières soirées passée à la CGT où je m'étais laissée aller parce que j'avais un peu bu et j'avais chanté l'intégralité des chants révolutionnaires, ce qui est quand même le socle de base de ce qu'un militant normal de l'UNEF connaît, et les gens que j'avais en face de moi ne comprenaient pas. Ils me regardaient avec des*

<sup>770</sup>Ibid., p.342.

<sup>771</sup>Yon Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *art.cit.*, pp.151-154.

<sup>772</sup>Michon Sébastien, *art.cit.*, p.8.

<sup>773</sup>Entretiens avec Alain Obadia le 24 avril 2008, Maryse Dumas le 28 avril 2008, Robert Injey le 18 juin 2008, Frédéric Genevée le 16 mai 2008, et Karine Delpas le 20 mai 2008.

<sup>774</sup>Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008, et en substance entretien avec Ludovic Tomas le 26 mars 2008.

<sup>775</sup>Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

<sup>776</sup>Entretien avec Pierre Tartakowsky le 28 mars 2008.

<sup>777</sup>Matonti Frédérique, Poupeau Franck, *art.cit.*, p.11.

*yeux me demandant d'où je venais et qui j'étais. Quand ils m'avaient demandé où je les avais appris, j'avais répondu « à l'UNEF-ID ». Les mecs étaient tombés par terre parce qu'ils ne comprenaient pas. C'était une soirée avec des métallos (...). Il y avait beaucoup de jeunes, mais aussi des cadres (...). Ils connaissaient le chiffon rouge et le premier couplet de l'Internationale. Et puis ceux qui avaient fait un peu plus de Parti peut-être un peu la Varsoviennne, et encore. Alors que pour les militants étudiants c'était notre patrimoine. Et j'avais été sidérée de l'inculture (...) ou de l'acculturation, je ne sais pas, de la CGT (...). J'avais été sidérée de ce qu'ils ont oublié. De ce qu'ils n'ont pas transmis. La CGT est très pauvre culturellement parlant (...), de ce qu'elle transmet de son histoire (...). C'est terrifiant. Je trouve ça terrible »<sup>778</sup>.*

Dans tous les cas, que le syndicaliste étudiant soit porteur d'un *habitus* communiste ou non, une certaine désillusion, un désenchantement se fait sentir. En effet, le militant étudiant doit alors faire le « deuil d'une certaine forme de militantisme »<sup>779</sup> qui s'apparente à de « l'amateurisme professionnel (avec une) ambiance ultra-sympathique de copinage, et en même temps syndicale »<sup>780</sup>, le « bénévolat »<sup>781</sup> très « chronophage »<sup>782</sup>, caractérisé par de la « spontanéité »<sup>783</sup>, « l'hyper-activité (et) la fougue »<sup>784</sup>, afin de passer à un syndicalisme de salariés « plan-plan au niveau du syndicat de base (avec des militants qui) prennent leurs heures syndicales (...), un syndicalisme réglé au compte-goutte »<sup>785</sup>, « sclérosé (...), très institutionnalisé »<sup>786</sup>, avec « des gens qui sont payés sur des mandats pour faire du syndicalisme »<sup>787</sup>, « une forme de routine (...), une notion du temps différente dans le syndicalisme de salariés »<sup>788</sup>. Le militant étudiant bénéficie donc d'une « culture d'organisation (caractérisée par la capacité à) mener des combats communs, à avoir une stratégie, une colonne vertébrale, être capable depuis le national jusqu'au terrain de déployer un message (...) afin de tenir un peu partout le même discours »<sup>789</sup>, qui peut lui être bénéficiaire, notamment dans l'acquisition de savoir-faires de base, aussi divers qu'« écrire un tract, conduire une réunion, aller à la décision (...), être formé sur des techniques de direction, savoir s'investir, savoir militer, avoir un rapport aux gens et aux autres »<sup>790</sup>, « savoir structurer une coordination locale (...), savoir tenir une assemblée générale, savoir donner la parole, la reprendre (...), avoir une capacité d'organiser une manifestation, de déposer un parcours (à la préfecture) »<sup>791</sup>, « convaincre, se faire convaincre, gérer

778Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

779Entretien avec Geoffroy Bertholle le 20 février 2008.

780Entretien avec Geoffroy Bertholle le 20 février 2008.

781Entretien avec Geoffroy Bertholle le 20 février 2008.

782Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

783Entretien avec Ludovic Tomas le 26 mars 2008.

784Entretien avec Geoffroy Bertholle le 20 février 2008.

785Entretien avec Geoffroy Bertholle le 20 février 2008.

786Entretien avec Geoffroy Bertholle le 20 février 2008.

787Entretien avec Geoffroy Bertholle le 20 février 2008.

788Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

789Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

790Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

791Entretien avec Philippe Péchoux le 7 mars 2008.

des partenaires, savoir s'exprimer en public, constituer un réseau »<sup>792</sup>, « avoir une meilleure maîtrise des individus, des organisations, du temps, savoir organiser et gérer une équipe, apprendre à adopter une attitude devant les médias, apprendre la négociation, vaincre la timidité »<sup>793</sup>, « faire l'expérience de l'action collective (...), tenir des tables, (avoir) le savoir-faire du débat (...) et le faire avec une légitimité (...), devoir assumer les positions de l'organisation que vous représentez »<sup>794</sup>, « savoir faire signer une pétition (...), tenir des réunions pour qu'elles soient efficaces, et que ce ne soit pas du blabla (...), ne serais-ce que de faire un ordre du jour (...), de recentrer le débat quand il le faut (...) notamment avec un modérateur et des tours de parole (...) »<sup>795</sup>, ou encore « manager des gens, structurer un discours, tenir la contradiction face à des gens (...) qui sont structurés et diplômés »<sup>796</sup>. Mais même si les « réflexes syndicaux »<sup>797</sup> du militant étudiant peuvent lui permettre de s'intégrer rapidement à sa nouvelle organisation, ces savoirs ne suffisent pas. En effet, la CGT fonctionne selon une structuration qui lui est propre, avec un « mode de recrutement qui se fait par la base, pas par le haut »<sup>798</sup>, à la différence du syndicalisme étudiant où « il y a peut-être plus d'idéologie dans l'adhésion »<sup>799</sup>. De même, la CGT semble être une organisation plus homogène et « pyramidale »<sup>800</sup> tandis que « l'UNEF est un certain nombre d'AGE, c'est une organisation hétéroclite (...), l'uniformité (de la CGT) n'est pas complètement la réalité de l'UNEF »<sup>801</sup>. Ainsi, « il y a des lourdeurs d'organisation qui existent dans les autres organisations mais qui n'existent pas à l'UNEF »<sup>802</sup>, ainsi qu'une culture communiste valorisant la « méritocratie »<sup>803</sup>, « respectueuse du militantisme (caractérisée par une certaine) abnégation »<sup>804</sup> dans laquelle « on ne demande jamais à prendre une responsabilité (...). Il y a toujours quelqu'un qui vous le propose (...) »<sup>805</sup>, à la différence des organisations étudiantes politisées n'ayant pas cette tradition communiste où « la sélection des cadres se fait dans le fait de jouer des coudes, pour une raison simple d'ailleurs, c'est qu'il y a plus de postes de dirigeants (...) chez les socialistes, et donc il y a une vraie concurrence qui s'exacerbe, et donc si on veut être responsable et bien il faut se battre contre les autres pour y arriver (...) »<sup>806</sup>.

792Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

793Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

794Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

795Entretien avec Nicolas Chamot le 12 juin 2008. A ce propos, ce dernier note: « C'est vrai que dans l'ensemble à la CGT les réunions étaient tenues, il y avait un ordre du jour, mais nous arrivions un peu à divaguer sur tout et n'importe quoi, et c'était plus une réunion entre amis qu'une réunion de travail ».

796Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

797Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

798Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

799Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008

800Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008

801Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

802Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008 et en substance entretien avec Philippe Péchoux le 7 mars 2008.

803Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

804Entretien avec Roger Barralis le 17 mai 2008.

805Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

806Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

Ainsi, la CGT apparaît comme ayant le « souci de la gestion d'une carrière en fonction d'une chronologie linéaire (où) pour être dirigeant syndical il faut avoir une expérience de salarié, (ce qui) crée un cap générationnel fort (...) où l'on fabrique des dirigeants âgés, et formés par la routine (et non) des dirigeants formés par l'épreuve »<sup>807</sup>. A la différence du syndicalisme étudiant, « le bon critère est celui des pratiques militantes (...). Ce qui fait la différence c'est (...) une certaine capacité à maîtriser l'ensemble de la chaîne (...), à faire fonctionner une direction nationale, un secrétariat départemental, être capable d'organiser une manifestation dans laquelle il y a du monde, avoir des adhérents. Il y a d'autres critères que celui de l'appartenance politique »<sup>808</sup>. Egalement, le fonctionnement des organisations étudiantes faisant parties intégrantes du conglomérat communiste s'apparentent plus au mode d'organisation de la CGT, où le militant doit faire ses preuves du fait de la non-existence du droit de tendance et de la répartition des postes entre la majorité et la minorité<sup>809</sup>, ou en d'autres termes du fait qu'« il y a des expressions collectives, mais qui ne se cimentent pas dans une direction syndicale, qui ne s'enferment pas dans un rapport de forces bouclé pour trois ans en vue d'un congrès (...). Il n'y a pas une représentation proportionnelle des tendances (...). Ce n'est pas arrêté dans le marbre (...). Il n'y a pas de tendances finissant par s'institutionnaliser et s'auto-reproduire (au point de devenir) des bunkers »<sup>810</sup>, à la différence des organisations étudiantes du conglomérat syndical de tradition lambertiste et socialiste qui ont une culture d'organisation différente dans la structuration même du syndicat et la « rétribution militante »<sup>130811</sup>:

*« Structurellement l'UNEF(-SE) et l'UNEF-ID n'étaient pas structurées de la même manière. L'UNEF(-SE) était structurée par filières, par UFR, par facultés. Donc il y avait un système démocratique de l'UNEF(-SE) qui faisait que pour devenir dirigeant il fallait travailler les questions militantes de base (...). A l'UNEF(-SE) le mec le plus brillant, s'il était recalé dans son amphithéâtre ne devenait pas dirigeant (...). Ce n'était pas un truc de ténors, c'était pas le mec qui parlait le mieux, le mec qui était le plus convaincant qui gagnait. Même Besancenot qui était à l'UNEF(-SE) en 1995 à Nanterre, il débrayait son amphithéâtre d'histoire, et il participait aux AG des étudiants d'histoire de l'UNEF(-SE) s'il voulait aller au congrès de l'UNEF(-SE) (...). Donc ça structure une démarche. Ce qui n'était pas le cas de l'UNEF-ID où le système fonctionnait par tendances, et il fallait être dans une liste bien placée et gagner sur une majorité, sur une motion. Le*

---

807Entretien avec Pierre Tartakowsky le 28 mars 2008.

808Entretien avec Philippe Péchoux le 7 mars 2008.

809D'après René Mouriaux, ce mode de fonctionnement de la CGT en majorité/minorité a été stabilisé en 1919 par Léon Jouhaux. Toutefois, malgré cette non reconnaissance formelle des tendances par la CGT, la centrale connaît tout de même certains courants recoupant parfois ceux du PCF comme par exemple « continuer la CGT » qui soutient une conception traditionnelle du syndicat, la ligne Marchand qui s'inscrit dans la suite de la démarche de Georges Marchais, la ligne de Robert Hue qui prône une alliance avec le Parti Socialiste, ou enfin le courant de Pierre Zarka, organisé autour de l'Observatoire des MOuvements de la Société (OMOS), généralement qualifié de « refondateur ». Entretien avec René Mouriaux le 6 mars 2008.

810Entretien avec Philippe Péchoux le 7 mars 2008.

130

811Gaxie Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977, vol.27, n°1, pp.123-154.

*chemin militant n'était absolument pas le même. Donc ça reste dans les engagements militants »<sup>812</sup>.*

De même, la formation dispensée est différente. Ainsi, là où « les dirigeants (de la CGT des années 1970), l'élite entre guillemets (...) a été formée (...) à l'école de Moscou, à l'école du parti »<sup>813</sup>, la formation consistant principalement en un « apprentissage d'une ligne »<sup>814</sup>, ce qui semble perdurer, les formations des UNEF, et notamment de l'UNEF-ID et de l'UNEF réunifiée, se révèlent sensiblement différentes, tant dans la forme que dans le fond, s'apparentant plus à une « école de cadres »:

*« La CGT n'a aucun appareil de formation digne de ce nom (...) parce que la formation de ses militants, de ses vrais militants, des militants politiques, a toujours été faite par le PC. Ils partaient à Colonel Fabien, voire à Moscou, et finalement ce qu'on faisait dans la CGT c'était pas grand chose. Et c'est dramatique parce que quand la structure politique d'appui s'effondre et qu'en interne il n'y a plus de transmission de la culture, de l'information, de l'identité et de l'histoire, ça devient très très pauvre. (A l'inverse), à l'UNEF-ID, il y avait ce souci de transmettre l'histoire. Peut-être justement parce que le turn-over était fort (...). Pour ses formations l'UNEF-ID faisait souvent appel à des militants politiques très aguerris, très expérimentés (...). C'était le b-a-ba de la grille de lecture politique, le marxisme expliqué aux enfants avec des éléments d'appréciation des rapports de classe, avec des thèmes comme qu'est-ce qu'une classe? qu'est-ce qu'un syndicat? Quelles est l'organisation des rapports sociaux? Et puis il y avait des contenus plus étudiants sur les revendications étudiantes. Mais l'essentiel des formations c'était quand même sur (...) des éléments d'actualité, de compréhension du monde (...). La formation est une formation politique à l'UNEF (...). A la CGT (...) les formateurs sont internes, ne sont pas nécessairement politisés, ce sont souvent des vieux militants (...). Ce sont des gens qui n'ont pas nécessairement une formation initiale élevée, qui sont énormément dans l'oralité parce que la culture de la CGT est une culture d'oralité. Mais ce n'est pas la même chose d'arranger les foules dans une manifestation que de tenir une formation. Surtout que la CGT a mis en place une formation de formateurs mais du point de vue de la pédagogie ça laisse un peu à désirer (...). C'est très thématique, CHSCT, CE, 1er niveau, 2ème niveau, 3ème niveau (...). C'est très technique. On forme beaucoup au mandat. Mais il n'y a rien sur les enjeux (...). Il y a des choses dont on ne débat pas »<sup>815</sup>.*

Par conséquent, le militant étudiant doit « tout réapprendre »<sup>816</sup> en se livrant à une acculturation, et notamment « respecter l'histoire, la façon dont un changement se conduit de façon beaucoup plus longue dans une organisation comme la CGT que dans l'UNEF, où il y a des exigences démocratiques beaucoup plus importantes (...) mais aussi de plus grandes lourdeurs d'organisation (...) »<sup>817</sup>. Il y a donc « des codes communs, et en même temps il y a une culture qui n'a rien à

---

812Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

813Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

814Entretien avec Roger Barralis le 17 mai 2008.

815Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

816Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

817Entretien avec Patrice Leclerc le 21 mai 2008.

voir »<sup>818</sup>, « il y a une sorte de réseau inconscient (...) et invisible des gens qui sont passés par l'UNEF, qui se connaissent, qui se racontent. Un côté anciens combattants des fois »<sup>819</sup>, que ce dernier soit plus ou moins prononcé en fonction de l'UNEF à laquelle le militant étudiant a appartenu. Ainsi, au-delà de la simple opposition engagement d'un moment de la vie/engagement d'une vie<sup>820</sup>, l'UNEF apparaît comme « une école de formation »<sup>821</sup>, « une école de techniques et de pratiques assez unique »<sup>822</sup>, ces dernières se perpétuant de génération en génération, notamment avec une *hysteresis* des pratiques lambertistes, alors même que les référents politiques dominants de l'organisation changent avec leur temps, et ce d'autant plus que le syndicalisme étudiant, structurellement plus faible que son homologue salarié, est plus sensible à l'influence du champ politique. Ainsi, « si l'on parle du vrai militant de l'UNEF qui a eu des responsabilités dans son AGE, c'est un militant politique (...). Un militant de l'UNEF c'est un militant politique (...), (à la différence de) peut-être 99% des gens qui adhèrent à la CGT aujourd'hui qui n'ont aucun repère politique »<sup>823</sup>. Cette distinction majeure entre « *habitus* syndicalo-politique (et) *habitus* proprement syndical »<sup>824</sup> « peut parfois faire qu'on ne se comprend pas très bien. Parfois, *a priori*, on ne se dit pas qu'on a les mêmes intérêts. Donc ça demande du travail »<sup>825</sup>, d'autant plus face à l'un des concepts clés du corpus de la CGT, « la démocratie syndicale »<sup>826</sup> qui prône la tenue d'un débat authentiquement syndical.

---

818Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

819Entretien avec Philippe Darriulat le 21 mai 2008.

820Entretien avec Roger Barralis le 17 mai 2008.

821Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

822Entretien avec Roger Barralis le 17 mai 2008.

823Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008. Cette appréciation est aussi bien partagée par Maryse Dumas qui a eu un engagement étudiant au début des années 1970 à l'UNEF-Renouveau, celle-ci notant que « la proportion de militants qui n'ont aucun engagement politique est plus faible à l'UNEF qu'elle ne l'est à la CGT. A la CGT, ceux qui ont un engagement politique sont minoritaires par rapport à ceux qui n'en ont aucun. Je pense que ce n'est pas le cas à l'UNEF, en tout cas parmi les militants (...) » (Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008), que par Nicolas Chamot, militant de l'UNEF réunifiée, qui précise, s'agissant de son engagement local à la CGT: « Parmi tous mes camarades de la section locale, il n'y a quand même pas beaucoup de personnes politisées, donc il n'y a pas de divergences politiques à ce niveau-là (...). Les débats portent plus sur (...) les méthodes de combat ou la façon dont il faut mobiliser les collègues et dans la rue (...). même si j'ai toujours dit le contraire, il y avait des politicards au sein de l'UNEF (...). Mes camarades de la section locale (...) ont eu un engagement syndical, pour certains assez tardif. Donc c'étaient des personnes très peu engagées avant ». (Entretien avec Nicolas Chamot le 12 juin 2008).

824Yon Karel, « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID. Production et reproduction d'une « élite militante », *art.cit.*, p.93.

825Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

826Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008. A propos de cette notion, René Mouriaux note: « Pour assurer l'échange, le brassage des idées au sein de l'organisation, la CGT estime qu'il est bon de placer aux postes de direction des militants de sensibilités différentes. En revanche, elle est opposée à la constitution de tendances ou de courants organisés en son sein. Selon elle, la formule des tendances stérilise les débats en transformant toute divergence en affrontement systématique et paralyse la démocratie en substituant à la logique de la majorité celle de la fidélité au groupe d'affinité ». Mouriaux René, *op.cit.*, p.135.

## CONCLUSION

« A mon avis, il y a au moins trois paramètres à prendre en compte pour mesurer les rapports entre l'UNEF et la CGT: d'une part tout ce qui concerne les initiatives communes visibles, d'autre part la question des rapports personnels entre les dirigeants qui sont relativement invisibles (...), et enfin toutes les grosses batailles (durant lesquelles) les mises à disposition matérielles un peu obscures sont tout à fait significatives des alliances »<sup>827</sup>.

Au-delà du simple postulat d'une plus grande autonomie du champ politique comme déterminant du syndicalisme étudiant, nous avons souhaité démontrer que la marge d'autonomie du syndicalisme de salariés vis-à-vis du champ politique, et par conséquent les orientations syndicales des confédérations, participent à l'influence du mouvement étudiant. Ainsi, tandis que FO a toujours privilégié ses relations avec l'UNEF-US, l'UNEF-ID, puis l'UNEF réunifiée, la CGT, *via* sa politique, contribue aussi à influencer le monde étudiant, passant de relations méfiantes avec l'UNEF de Mai 68, à des relations exclusives avec l'UNEF-Renouveau et une défiance de l'UNEF-US, pour progressivement coopérer avec l'UNEF-SE et l'UNEF-ID, et enfin peu à peu converger avec l'UNEF réunifiée. D'autres centrales syndicales, par des stratégies différentes, et notamment la mise en œuvre de « politiques de recrutement de cadres syndicaux », ont accepté de participer, à dessein ou indirectement, à l'éparpillement du mouvement étudiante. Il en est ainsi de la CFDT avec les créations successives du MARC, du MAS, de PSA et de la Confédération étudiante. De même, l'émergence de SUD-étudiant participe de cette dynamique, avec le ralliement de militants étudiants critiques de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE à l'issue de la mobilisation de 1995 à l'union syndicale Solidaires. Ainsi, ces stratégies vis-à-vis de la jeunesse étudiante confirment partiellement les orientations plus générales des centrales syndicales à l'égard de la jeunesse. Suite à Mai 68, la CGT a privilégié un travail avec des organisations de jeunesse membres du conglomérat communiste. Toutefois, cet isolement de l'écosystème syndical où l'activité en direction de la jeunesse y est intense l'empêche d'être en prise directe des nouvelles générations, à l'instar de « la création du Centre confédéral de la jeunesse (CCJ) (qui) répond (...) à un objectif politique: démontrer que l'organisation est bien à l'écoute (des jeunes) et apporte des réponses appropriées »<sup>828</sup>, mais qui garde un « fonctionnement très lourd et codifié (et) oscille entre sa fonction de lieu de réflexion et son rôle d'aiguillon pour stimuler des initiatives en direction des jeunes »<sup>829</sup>, demeurant finalement

---

827Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

828Bérout Sophie, Ubbiali Georges, « La précarité, ressort de la syndicalisation des jeunes », *Cellule GRIS*, n°11, juin 2005, p.139.

829Ibid.

« une structure bureaucratique »<sup>830</sup>. Puis, avec l'effondrement du conglomérat communiste, la CGT est alors amenée à redéployer son activité en direction des étudiants, cherchant peu à peu à nouer des liens avec l'organisation majoritaire, l'UNEF, ce qui prendra quelques années, « trop de militants se satisfaisant assez bien des contacts assez distendus »<sup>831</sup> avec ces derniers. A l'inverse, en Mai 68, la CFDT bénéficie d'un « capital sympathie » important de la part des étudiants. Mais progressivement elle se démarque de l'UNEF, considérée comme trop radicale, et fait le choix de soutenir ses propres organisations étudiantes dans une optique de « politique de cadres »<sup>832</sup>. L'UNEF pour sa part prend acte de ces différentes orientations, intégrant dans sa stratégie syndicale la variable de la forte division du syndicalisme français. Ainsi, son statut d'interlocuteur privilégié couplé à une stratégie d'équidistance lui permet de jouer de cette division syndicale, et par conséquent d'imposer ce « double sens de la courroie de transmission » dans le but de peser face à ses homologues salariés. Elle y parvient d'autant plus que l'écosystème syndical dans son intégralité est régulièrement amené à devoir faire la preuve de son autonomie - voire de son indépendance - du champ politique.

A côté de ces stratégies syndicales, nous avons souhaité insister sur le fait que les relations entre les organisations passent aussi par l'imbrication de réseaux organisationnels et interpersonnels, parfois à l'insu de la direction confédérale de la CGT. Ainsi, l'appartenance au même conglomérat communiste a largement contribué à susciter des points de contact entre l'UNEF-Renouveau/l'UNEF-SE, et des organisations aussi diverses que l'UGICT, le CCJ/Jeunes CGT, la fédération de l'énergie CGT, la FILPAC, la fédération du Livre, la fédération des transports, la fédération du commerce, VO, NVO, parfois la FERC-CGT, ayant parfois des stratégies syndicales propres vis-à-vis des la jeunesse étudiante. A l'inverse, l'exclusion commune de ce conglomérat

---

830 *Ibid.*, p.143.

831 Entretien avec Louis Viannet le 19 juin 2008.

832 Sophie Bérout et Georges Ubbiali notent à ce propos que la CFDT prend acte du vieillissement massif des effectifs syndiqués, marquant ainsi « une préoccupation de nature organisationnelle (...) du rapport du syndicalisme cédétiste (...) à l'égard des jeunes (...) afin de pérenniser l'action syndicale (et un désir de relever le) défi démographique ». Ainsi, dans la période contemporaine, « la confédération se (dote) de deux secrétaires confédéraux, spécialisés sur la problématique jeune (par le) recrutement d'un jeune militant provenant du syndicalisme étudiant, Michaël Pinault (qui) a la charge d'élaborer la stratégie de la confédération sur le domaine jeune » et d'« un second secrétaire confédéral chargé du développement (...) provenant d'Interco, Grégory Martin (qui a) la charge de créer des outils spécifiques pour activer l'adhésion des jeunes par un redéploiement de l'activité des militants dans les régions ou les fédérations (avec) la question de la précarité (qui) est abordée par une campagne centrale de la confédération (...) autour des droits saisonniers ». Ainsi, c'est précisément dans ce but de « multiplier les occasions de contact et de rencontre avec un public jeune en situation de formation professionnelle (...) que la CFDT en soutenant le développement d'une nouvelle organisation syndicale étudiante (la Confédération étudiante) s'est dotée d'un instrument d'intervention dans le milieu universitaire, permettant par exemple d'associer des étudiants à la campagne sur les saisonniers (en plus d') une politique de cadres visant à promouvoir des jeunes à des postes de responsabilité dans les structures de l'organisation ». Par conséquent, « la problématique de la syndicalisation des jeunes à la CFDT s'inscrit à ce jour dans une dynamique de mobilisation de l'organisation dont les effets sont encore à venir. Elle prend clairement place dans le type de syndicalisme que cette centrale revendique: un syndicalisme d'adhérents s'inscrivant dans une centralisation de l'appareil syndical ». Bérout Sophie, Ubbiali Georges, *art.cit.*, pp.136-139.

communiste a suscité l'émergence d'« une sphère lambertiste », avec des contacts entre d'une part l'UNEF-US/l'UNEF-ID et d'autre part FO et la MNEF. Enfin, des convergences évidentes entre l'UNEF réunifiée, la LMDE, le SGEN-CFDT passent par le réseau socialiste. Ces relations d'organisation à organisation passent sont généralement facilitées par des individus, parfois prédisposés à se rencontrer, tels Pouria Amirshahi (président de l'UNEF-ID), compagnon de Valérie Estournès qui travaille à la CGT et sympathise avec Pierre-Jean Rozet, ce dernier étant un camarade de parti de Marie-Pierre Vieu (présidente de l'UNEF-SE). Ces réseaux, tant organisationnels qu'interpersonnels, sont particulièrement sollicités à l'occasion de crises politiques que constituent les mouvements sociaux. Ces réseaux sont alors amenés soit à simplement interagir lors des mobilisations d'envergure à visées revendicatives, comme en Mai 68, contre la réforme Devaquet en 1986 ou en novembre-décembre 1995, soit à coopérer et à converger à l'occasion de mobilisations sur des revendications précises et défensives, notamment lorsque ces luttes s'attachent à la défense d'une mesure spécifique, le contrat de travail, comme lors des mobilisations contre le CIP en 1994<sup>833</sup> et le CPE en 2006, transcendant ainsi les particularismes organisationnelles par des « moments charnières » dans les relations entre syndicats.

Enfin, nous avons souhaité identifier les entraves culturelles à cette rencontre entre l'(es) UNEF et la CGT, à travers les traditions idéologiques, le recrutement social et le capital scolaire, ou encore les *habitus* militants, l'un, étudiant, politico-syndical, l'autre, de la CGT, proprement syndical. En définitive, la conjonction du décalage entre « une culture cégétiste, faite d'un sentiment contradictoire d'« infériorité scolaire » et de supériorité des pratiques ouvrières, faites de discipline, d'ordre et de ponctualité, à la différence du dilettantisme supposé des étudiants »<sup>834</sup>, de l'ouvriérisme et de l'intellectualisme, mais aussi la façon de penser son appartenance au corps social, a constitué

---

833La génération de l'UNEF-ID ayant vécu la lutte contre le CIP en 1994 semble être l'une des rares générations du militantisme étudiant qui, malgré une tradition politique et syndicale différente, semble avoir concrétisé, à l'instar de Pouria Amirshahi, Valérie Estournès et Emmanuelle Paradis, ce « passage à l'acte » de l'engagement à la CGT. Ainsi, Olivier Filleule note à ce propos que « toutes (les) recherches (sur l'engagement) ont pour point commun que la connaissance sociologique des conditions et des formes du passage à l'acte y demeure opaque. On ne sait pas selon quelle modalité une disposition à se traduit par une action effective ou par l'inaction. Ni les théories du comportement collectif, qui s'en tiennent aux pré-déterminations de l'action, ni l'école de la mobilisation des ressources, empêchée par la métaphore de la rationalité de l'acteur, ni les approches structuralistes n'ont réussi à bâtir un modèle convaincant de l'engagement individuel et de ses évolutions dans le cours de l'action, ce qui impliquerait de l'analyser comme un phénomène variable à la fois en intensité et en durée, qui évolue en fonction de variables contextuelles et situationnelles, qu'elles soient d'ordre social ou individuel » (*in* Filleule Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, février-avril 2001, p.199). Probablement faut-il y voir dans cette adhésion à la CGT de plusieurs membres de la direction de l'UNEF-ID de la « génération CIP » la construction d'une identité militante du groupe contre la relation de proximité que Philippe Campinchi, président de l'UNEF-ID jusqu'en décembre 1994, entretient avec la CFDT. Mais au-delà des enjeux internes, peut-être doit-on aussi identifier un effet de socialisation de la lutte contre le CIP. A ce titre, il serait intéressant d'étudier si la « génération CPE » qui a connu une mobilisation sensiblement similaire à celle contre le CIP, avec une revendication sur une mesure spécifique et identifiée - concernant le contrat de travail - dans un partenariat étroit avec la CGT, et à l'issue victorieuse, bénéficie aussi d'une sympathie particulière pour la centrale de Montreuil, au point d'adhérer à la CGT.

834Péchoux Philippe, *art.cit.*, p.432.

et entretenu durant de nombreuses années un obstacle à cette rencontre, provoquant des « tiraillements sur les règles de préséance »<sup>835</sup> liés à des protocoles syndicaux distincts, alors même que les revendications et les intérêts des uns et des autres convergeaient. Mais la levée tardive de cet obstacle, notamment à travers une acculturation mutuelle et un métissage progressif des cultures militantes, est lié à la fois au renouvellement générationnel - les générations de la Résistance et de la guerre d'Algérie cédant progressivement la place à des dirigeants de la CGT socialisés après Mai-68 et à des dirigeants étudiants socialisés après la chute du mur de Berlin - mais aussi à une « socialisation de classe »<sup>836</sup> désormais commune avec une précarisation étudiante qui participe de la précarisation salariale. Ceci explique donc, à nos yeux, une lente relativisation des frontières culturelles et une compréhension des deux univers, d'autant plus nécessaire, tant pour les uns que pour les autres, qu'ils sont simultanément confrontés à un monde social en mouvement caractérisé par l'émergence des nouvelles formes d'engagement, « ici et maintenant »<sup>837</sup> ainsi qu'une « redéfinition du travail et du capital militant, notamment avec la nécessité accrue d'acquérir désormais une légitimité d'expertise »<sup>838</sup>.

Cette étude a soulevé plusieurs problèmes. D'un point de vue purement pratique, nous avons tout d'abord été confronté à la dispersion, voire la disparition de certaines archives. Ainsi, très peu d'archives de l'UNEF-Renouveau ont été conservées. De même, à l'occasion de la réunification de l'UNEF, et par conséquent suite au changement de local syndical, les archives de l'UNEF-SE du local de la rue Pailleron n'ont pas été conservées<sup>839</sup>. Quant à celles de l'UNEF-ID, elles sont éparpillées entre plusieurs fonds, notamment ceux de la BDIC de Nanterre et la Mission CAARME. Une étude archivistique sur les fonds de l'UGICT serait à envisager, celle-ci ayant été rendu impossible lors de cette étude du fait de la constitution concomitante d'un IHS-UGICT. Quant aux archives de l'UEC, elles ne sont malheureusement pas communiquées<sup>840</sup>, ce qui est d'autant plus regrettable que certains sujets évoqués restent encore sensibles et que des grands témoins de la période étudiée sont désormais décédés. Une attention particulière serait à apporter au rôle joué par

835 *Ibid.*, p.431.

836 Bourdieu explique à ce titre: « s'il est exclu que tous les membres de la même classe (ou même deux d'entre eux) aient fait les mêmes expériences et dans le même ordre, il est certain que tout membre de la même classe a des chances plus grandes que n'importe quel membre d'une autre classe de s'être trouvé confronté aux situations les plus fréquentes pour les membres de cette classe ». Bourdieu Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, pp.100-101.

837 Les nouvelles formes d'engagement ont traditionnellement été mises en évidence par Jacques Ion qui identifie une transformation de l'engagement, passant de la carte d'adhésion à l'adhésion à la carte. A ce titre voir Ion Jacques, *La fin des militants?*, Paris, L'Atelier, 1997, 124 p., Ion Jacques (dir.), *L'engagement au pluriel*, Publications de l'université de Saint-Etienne, 2001, 219 p., et Ion Jacques, Franguiadakis Spyros, Viot Pascal, *Militer aujourd'hui*, Editions Autrement, 2005, 138 p.

838 Wagner Anne-Catherine, *Vers une Europe sociale: une enquête sur la Confédération européenne des syndicats*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2005, 159 p.

839 Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

840 Entretien avec Frédéric Genevée le 16 mai 2008.

la CGT dans la scission de l'UNEF en 1971, notamment avec la conclusion de l'accord par la direction confédérale et/ou la FILPAC/fédération du Livre garantissant aux militants de l'UNEF-Renouveau/UNEF-SE des emplois salariés. Des entretiens à réaliser à ce sujet avec Georges Séguy, à l'époque secrétaire général de la CGT, mais aussi Jean-Louis Moynot, secrétaire confédéral de la CGT en charge du lien avec la jeunesse, Gérard Aléazard, secrétaire général de la CGT un temps en charge des relations avec l'enseignement technique, Guy Konopnicki, dirigeant de l'UEC avant de devenir premier président de l'UNEF-Renouveau seraient particulièrement opportuns. De même, sur notre période étudiée, des entretiens avec Jacques Perreux, secrétaire général du MJCF de 1984 à 1993, René Lomet au sujet du débat interne du PCF sur la pertinence de l'existence de l'UNEF-SE à l'issue de la mobilisation contre la réforme Devaquet de 1986, ainsi qu'avec Lydia Brovelli, secrétaire générale de l'UGICT-CGT au milieu des années 1990, seraient tout à fait indiqués. Lors de notre étude, nous avons été confronté aux articulations politique/syndical, mais aussi confédéral/fédéral, national/local. Ces deux derniers niveaux mériteraient également une attention particulière dans une étude ultérieure. Car quand bien même avons-nous tenu à retracer les grandes lignes des relations UNEF/CGT, il n'en reste pas moins que de nombreuses initiatives locales sont ici passées sous silence. De même, un travail spécifique serait à envisager pour chaque fédération de la CGT paraissant particulièrement concernée et/ou impliquée dans la question étudiante pour diverses raisons, et notamment la fédération du commerce qui est par essence amenée à s'adresser aux étudiants-salariés, l'UGICT dont l'activité spécifique s'adresse particulièrement aux étudiants, Ingénieurs, Cadres et Techniciens en devenir, les Jeunes CGT qui entretiennent une proximité générationnelle avec ces derniers, ou encore la FILPAC/fédération du Livre et la fédération de l'énergie<sup>841</sup> qui se sont particulièrement illustrées à ce sujet.

---

<sup>841</sup>Notons que Romain Altman, secrétaire général des « Jeunes CGT » de 2001 à 2004 provient de la FILPAC et que Frédéric Imbrecht, ancien secrétaire général de la fédération de l'énergie, est un ancien militant étudiant.

## **TABLE DES SIGLES**

AG	Assemblée Générale
AGE	Assemblée Générale d'Etudiants. Il s'agit de la structure de base de l'UNEF (une par ville et par centre universitaire)
AJS	Alliance des Jeunes pour le Socialisme (anciennement FER)
BN	Bureau National de l'UNEF
CAL	Comité d'Action Lycéen
CCJ	Centre Confédéral de la Jeunesse-CGT
Cé	Confédération Etudiante
CERES	Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste
CIP	Contrat d'Insertion Professionnelle, dit SMIC-jeune
CFDT	Confédération Française Démocratique du Travail
CFE-CGC	Confédération Française de l'Encadrement-Confédération Générale des Cadres
CFTC	Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
CGT	Confédération Générale du Travail
CLER	Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires
CNESER	Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
CEJICT	Centre national des Jeunes Ingénieurs Cadres et Techniciens CGT
CNPF	Conseil National du Patronat Français
CPE	Contrat Première Embauche
CROUS	Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires
DEUG	Diplôme d'Etudes Universitaires Générales
ESU	Etudiants Socialistes Unifiés
FAGE	Fédération des Associations Générales Etudiantes
FCPE	Fédération des Conseils des Parents d'Elèves
FEN	Fédération de l'Education Nationale
FER	Fédération des Etudiants Révolutionnaires (anciennement CLER)
FERC	Fédération de l'Education, de la Recherche et de la Culture-CGT
FGDS	Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste
FIDL	Fédération Indépendante Démocratique Lycéenne
FILPAC	Fédération des travailleurs des Industries du Livre, du Papier et de la Communication-CGT
FO	Force Ouvrière
FSU	Fédération Syndicale Unitaire
GERME	Groupe d'Etudes Et de Recherche sur les Mouvements Etudiants

IHS-CGT Institut d'Histoire Sociale-CGT  
IUT Institut Universitaire de Technologie  
JC Jeunesses Communistes  
JCR Jeunesses Communistes Révolutionnaires  
JEC Jeunesse Etudiante Chrétienne  
JOC Jeunesse Ouvrière Chrétienne  
LC Ligue Communiste  
LCR Ligue Communiste Révolutionnaire  
LEAS Lutttes étudiantes, Action Syndicale  
LMD réforme Licence/Master/Doctorat en 2003  
LMDE La Mutuelle Des Etudiants  
LO Lutte Ouvrière  
MARC Mouvement d'Action et de Recherche Critique  
MAS Mouvement d'Action Syndicale  
MJCF Mouvement Jeunes Communistes de France  
MJS Mouvement des Jeunes Socialistes  
MNEF Mutuelle Nationale des Etudiants de France  
NPS Nouveau Parti Socialiste  
NVO Nouvelle Vie Ouvrière  
OCI Organisation Communiste Internationaliste  
PCF Parti Communiste Français  
PCI Parti Communiste Internationaliste (nom de l'OCI repris en 1981)  
PRS Pour la République Sociale  
PS Parti Socialiste  
PSA Pour un Syndicalisme Autogestionnaire  
PSU Parti Socialiste Unifié  
SFIO Section Française de l'Internationale Ouvrière  
SGEN-CFDT Syndicats Généraux de l'Education Nationale et de la recherche publique-CFDT  
SNESup Syndicat National de l'Enseignement Supérieur  
SPE Sensibilité Pour l'Egalité  
SUD Solidaires, Unitaires, Démocratiques  
SUD-Etudiant Solidaires, Unitaires, Démocratiques-Etudiant  
TAG Transformer A Gauche  
TCE Traité Constitutionnel Européen  
TID Tendance Indépendance et Démocratie

TRS Tendance Reconstruction Syndicale  
TTE Tendance Tous Ensemble  
TTS Tendance Transformation Sociale  
TUC Travaux d'Utilité Collective  
TUD Tendance Unité et Démocratie  
TUUD Tendance pour une UNEF Unitaire et Démocratique  
UD-CGT Union Départementale CGT  
UEC Union des Etudiants Communistes  
UFR Unité de Formation et de Recherche  
UGIC Union Générale des Ingénieurs  
UGICT-CGT Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens-CGT  
UL-CGT Union Locale CGT  
UNCAL Union Nationale des Comités d'Action Lycéens  
UNEF Union Nationale des Etudiants de France  
UNEF-US Union Nationale des Etudiants de France-Unité Syndicale  
UNEF-Renouveau  
UNEF-ID Union Nationale des Etudiants de France-Indépendante et Démocratique  
UNEF-SE Union Nationale des Etudiants de France-Solidarité Etudiante  
UNI Union Nationale Interuniversitaire  
UNL Union Nationale Lycéenne  
UNSA Union Nationale des Syndicats Autonomes  
UJcml Union des Jeunesses Communistes marxistes-léninistes  
VO Vie Ouvrière

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Ouvrages et articles méthodologiques**

Akoun André, Ansart Pierre (dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert Seuil, 1999, 587 p.

Badie Bertrand, Birnbaum Pierre, Braud Philippe, Hermet Guy, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 2005, 404 p.

Beaud Stéphane, Weber Florence, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2003, 355 p.

Duchesne Sophie, « Pratique de l'entretien dit 'non-directif' » in CURAPP, *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, 2000, pp.10-30.

### **Ouvrages et articles de théorie sociologique**

Bourdieu Pierre, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, XII, 1971, pp.295-334.

Bourdieu Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, 475 p.

Bourdieu Pierre, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en Sciences sociales*, n°36-37, fév-mars 1981, pp.3-24.

Bourdieu Pierre, *Homo academicus*, Les éditions de minuit, Paris, 1984, 317 p.

Bourdieu Pierre, « La jeunesse n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, pp.143-154.

Bourdieu Pierre, *La noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, pp.259-264.

Bourdieu Pierre, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 89, 1991, pp.3-46.

Bourdieu Pierre, *Sur la télévision. Suivi de l'emprise du journalisme*, Raisons d'agir, Paris, 1996, 95 p.

Bourdieu Pierre, *Méditations pascaliennes*, Seuil, 1997, 316 p.

Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de minuit, 2004, 277 p.

Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, 319 p.

- Elias Norbert, *La société des individus*, Paris, Pocket, 1991, 301 p.
- Filleule Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, février-avril 2001, pp.199-215.
- Gaxie Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977, vol.27, n°1, pp.123-154.
- Grignon Claude, Passeron Jean-Claude, *Le savant et le populaire*, Paris, Le Seuil, 1989, 265 p.
- Lahire Bernard, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998, 271 p.
- Lahire Bernard, « Catégorisations et logiques individuelles: les obstacles à une sociologie des variations intra-individuelles », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°110, 2001, pp.59-81.
- Luhmann Niklas, *The Differentiation of Society*, New York, University of Columbia Press, 1982, 482.p.
- Mannheim Karl, *Idéologie et utopie*, (1929), RIVIERE M., Paris, 1956, 233 p.
- Mathieu Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 2007, vol.20, n°77, pp.139-140.
- Matonti Frédérique, Poupeau Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, n°155, pp.4-11.
- Mauger Gérard, « Pour une politique réflexive du mouvement social », in Cours-saliès Pierre, Vakaloulis Michel (dir.), *Les mobilisations collectives: une controverse sociologique*, Paris, PUF, 2003, pp.33-42.
- Passeron Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, vol.XXXI-1, janv-mars 1990, pp.3-22.
- Tilly Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, n°4, 1984, pp.89-108.

### **Ouvrages et articles généraux sur le syndicalisme**

- Barbet Denis, « La production des frontières du syndical et du politique. Retour sur la loi de 1884 », *Genèses*, n°3, mars 1991, pp.5-30.
- Bérourd Sophie, Mouriaux René (dir.), *Le souffle de décembre. Le mouvement de décembre 1995: continuités, singularités, portée*, Paris, Syllepse, 1997, 201 p.
- Bérourd Sophie, Mouriaux René, Vakaloulis Michel, *Le mouvement social en France. Essai de*

*sociologie politique*, Paris, La Dispute, 1998, 222 p.

Bérourd Sophie, « Un renouveau de la critique syndicale? », *Mouvements*, n°24, novembre-décembre 2002, pp.39-45.

Bérourd Sophie, Ubbiali Georges, « La précarité, ressort de la syndicalisation des jeunes », *Cellule GRIS*, n°11, juin 2005, pp.135-144.

Bérourd Sophie, Ubbiali Georges, « Association ou syndicat? Le syndicalisme des retraités face au principe associatif », in Bressol Elyane, Dreyfus Michel, Hedde Joël, Pigenet Michel, *La CGT dans les années 50*, PUR, 2005, pp.293-303.

Bérourd Sophie, « La rébellion salariale », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, pp.249-305.

Brucy Guy, *Histoire de la FEN*, Paris, Belin, 2003, 636 p.

Capdevielle Jacques, Mouriaux René, *Mai 68, l'entre-deux de la modernité, histoire de trente ans*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1988, 317 p.

Dobry Michel, « Les causalités de l'improbable et du probable: Notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale », *Cultures et Conflits*, 17, printemps 1995, pp.111-136.

Dreyfus Michel, « Présyndicalisme », in Bressol Elyane, Dreyfus Michel, Hedde Joël, Pigenet Michel, *La CGT dans les années 50*, PUR, 2005, pp.19-26.

Gagnon Mona-Josée, « Le syndicalisme: du mode d'appréhension à l'objet sociologique », *Sociologie et sociétés*, vol.23, n°2, 1991, pp.79-95.

Georgi Frank, Mouriaux René, « Ecosystèmes syndicaux et complémentarité », in Bressol Elyane, Dreyfus Michel, Hedde Joël, Pigenet Michel, *La CGT dans les années 50*, PUR, 2005, pp.223-230.

Leneveu Claude, Vakaloulis Michel (dir.), *Faire mouvement. Novembre-décembre 1995*, Paris, PUF, 1998, 314 p.

Pernot Jean-Marie, *Syndicats: lendemains de crise?*, Gallimard, 2005, 395 p.

Mouriaux René, *Syndicalisme et politique*, Paris, Les éditions ouvrières, 1985, 211 p.

Mouriaux René, « Syndicalisme et politique: liaison dangereuse ou tragédie moderne? », *Mouvements*, n°43, janvier-février 2006, pp.30-35.

Mouriaux René, « Quelques aspects de l'histoire du syndicalisme cadre », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire Sociale Mines-Energie*, n°17, octobre 2007, pp.25-33.

Tartakowsky Danielle, *La manif en éclats*, La Dispute, Paris, 2004, 126 p.

Tartakowsky Danielle, « Associations et syndicats dans les cortèges du 1er mai (1945-2004) », in Tartakowsky Danielle, Tétard Françoise, *Syndicats et associations. Concurrence ou complémentarité?*, PUR, 2004, pp.399-408.

Tartakowsky Danielle, « Convergences », in Tartakowsky Danielle, Tétard Françoise, *Syndicats et Associations. Concurrence ou complémentarité?*, PUR, 2004, pp.353-360.

Wagner Anne-Catherine, *Vers une Europe sociale: une enquête sur la Confédération européenne des syndicats*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2005, 159 p.

### **Ouvrages et travaux universitaires divers sur le syndicalisme étudiant en général et I(es)'UNEF en particulier**

Colloque RESSY, *Les cahiers du GERME*, n°26, 1er semestre 2006, pp.46-59.

Kernivinen Cécile, *Le syndicalisme étudiant comme cadre de socialisation politique? L'exemple de la « génération 86 » des militants de l'UNEF-ID Grenoble*, mémoire, Pollet Gilles (dir.), Université Grenoble 2, 1997, 99 p.

Porte Emmanuel, *Mouvements étudiants: construction, enjeux et modes de transmission des références collectives. Retour croisé sur les mobilisations de 1986 et de 1995*, mémoire de master 2 de science politique, Bérout Sophie (dir.), IEP de Lyon, 2006, 128 p.

Vakaloulis Michel, *entretien sur le mouvement anti-CPE*, site internet d'ATTAC France, 1er avril 2006, 2 p. ([http://www.france.attac.org/spip.php?article6064&decoupe\\_recherche=vakaloulis](http://www.france.attac.org/spip.php?article6064&decoupe_recherche=vakaloulis))

Vakaloulis Michel, *entretien de Bruno Julliard*, Paris, 13 décembre 2006, 13 p. (site internet « génération militante »: <http://www.generationmilitante.fr/archive/2007/04/27/entretien-n°-4-bruno-julliard.html>).

Vila Romain, *Le rapport au politique dans une Assemblée Générale d'Etudiants (AGE): pratiques et représentations*, mémoire de M1 de science politique, Bérout Sophie (dir.), Université Lumière Lyon II, année universitaire 2006-2007, 140 p.

Yon Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique? Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, mémoire de DEA de science politique, Lagroye Jacques (dir.), Paris I, 2001, 221 p.

Yon Karel, « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-

ID. Production et reproduction d'une « élite militante », *Les Cahiers du GERME*, spécial n°4, décembre 2003, pp.89-107.

Yon Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n°70, vol.18, 2005, pp.137-167.

### **Ouvrages et articles divers sur le milieu étudiant**

Bourdieu Pierre, Passeron Jean-Claude, *Les héritiers: les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1966, 187 p.

Collectif 4 bis, *Le CPE est mort... pas la précarité!*, Editions Syllepse, 2007, 279 p.

Fischer Didier, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000, 611 p.

Galland Olivier, Oberti Marco, *Les étudiants*, Paris, Editions La Découverte, 1996, 123 p.,

Juhem Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS: la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, n°1-2, 2001, p.131-153.

Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, 434 p.

Legois Jean-Philippe, « Les années 68: du passé, faisons table rase?! », in Legois Jean-Philippe, in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, pp.83-98.

Leschi Didier, « La coordination nationale étudiante dans la grève générale étudiante de 1986 », *Les Cahiers du GERME*, spécial n°4, décembre 2003, pp.65-74.

Matonti Frédérique, Pudal Bernard, « L'UEC ou l'autonomie confisquée (1956-1968) », in Damamme Dominique, Gobille Boris, Matonti Bernard, *Mai-juin 68*, Paris, Editions Ouvrières, 2008, pp.130-143.

Michon Sébastien, « Le syndicalisme étudiant: processus d'entrée et effets du militantisme », journée d'études « Carrières militantes et trajectoires professionnelles: l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique », 24 novembre 2006, ENS LSH de Lyon, 12 p.

Monchablon Alain, Morder Robi, « Apolitisme, autonomie et indépendance dans le mouvement

étudiant », in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, pp.195-203.

Morder Robi, « Les Comités d'Action Lycéens », *Les Cahiers du GERME*, trimestriel, n°22, 23, 24, 2°, 3° et 4° trimestre 2002, pp. 41-45.

Morder Robi, « Eléments pour une histoire politique de la mutuelle nationale des étudiants de France », *Les Cahiers du GERME*, spécial n°4, décembre 2003, pp.41-56.

Morder Robi, « Les répertoires d'action collective des mouvements étudiants », *Les Cahiers du GERME*, spécial n°4, décembre 2003, pp.1-10.

Morder Robi, « Années 1970 et 1980: décompositions et recompositions », in Legois Jean-Philippe, Monchalon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, pp.99-112.

Porte Emmanuel, « Au tournant du siècle (1986-2006), actualité des mouvements étudiants », in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, p.113-125.

Tétard Françoise, « Les étudiants: une Jeunesse pas tout à fait comme les autres », in Legois Jean-Philippe, Monchablon Alain, Morder Robi (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, GERME, Paris, Syllepse, 2007, pp.277-286.

### **Ouvrages et articles fondamentaux sur la CGT**

Brodiez Axelle, « Les relations entre CGT et Secours populaire français au prisme de l'éclatement du conglomérat communiste », in Tartakowsky Danielle, Tétard Françoise (dir.), *Syndicats et Associations. Concurrence ou complémentarité?*, PUR, 2004, pp.243-244.

Crespo Sébastien, Rimbert Pierre, « Devenir syndicaliste ouvrier. « Journal » d'un délégué CGT de la métallurgie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, n°155, p.34-75.

Dreyfus Michel, *Histoire de la CGT: cent ans de syndicalisme en France*, Paris, Edition Complexe, 1995, 407 p.

Groux Guy, Mouriaux René, *La CGT: crises et alternatives*, Paris, Economica, 1992, 307 p.

Michel Claude, *La CGT et l'enseignement*, Institut CGT d'Histoire Sociale, 1990, 357 p.

Mouriaux René, *La CGT*, Editions du Seuil, 1982, 245 p.

Péchoux Philippe, « Les relations entre la CGT et l'UNEF, illustration des « trois états de la

matière » (1948-1962) », in Bressol Elyane, Dreyfus Michel, Hedde Joël, Pigenet Michel, *La CGT dans les années 50*, PUR, 2005, pp.425-433.

Pernot Jean-Marie, « La CGT depuis 1992, les cheminements incertains de la rénovation », *Mouvements*, n°43, janvier-février 2006, pp.41-46.

Sommier Isabelle, « Virilité et culture ouvrière: pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures & Conflits*, n°9-10, 1993, pp.341-366.

### **Socio-histoire du communisme**

Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Pennetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communismes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, 542 p.

Dreyfus Michel, « Syndicalistes communistes », in Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Pennetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communismes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, pp.465-475.

Matonti Frédérique, « Les intellectuels et le Parti: le cas français », in Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Pennetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communismes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, pp.405-425.

Pennetier Claude, Pudal Bernard, « Stalinisme, culte ouvrier et culte des dirigeants », in Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Pennetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communismes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, p.369-376.

Pudal Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP, 1989, 329 p.

Pudal Bernard, « Politisations ouvrières et communisme », in Dreyfus Michel, Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Pennetier Claude, Pudal Bernard, Wolikow Serge (dir.), *Le siècle des communismes*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2000, pp.513-526.

### **Littérature militante et presse syndicale diverse**

Barjonet André, *La CGT*, Seuil, Paris, 1968, 188 p.

*Etudiants de France*, «Victoire des étudiants. Le CPE est mort ! Retour sur trois mois de mobilisation », n°265, Avril 2006, 22 p.

Fichtali Yassir, *Qu'est-ce que l'UNEF?*, Paris, L'archipel, 2003, 213 p.

Julliard Bruno, *Génération CPE*, Paris, Privé, 2007, 209 p.

*La Nouvelle Vie Ouvrière* (Numéro hors série), « CPE: comment il vécut, comment il est mort », 61 p.

Lénine, *La maladie infantile du communisme, le « gauchisme »*, Paris, Editions sociales, 1979, 182 p.

*Le Peuple*, spécial 48ème congrès de la CGT, n°2, mardi 25 avril 2006, 24 p.

Séguy Georges, *Le mai de la CGT*, Paris, Editions Julliard, 1972, 221 p.

Spithakis Olivier, *Tout sur la MNEF*, Paris, Editions n°1, 2000, 275 p.

## TABLE DES MATIERES

<b>Remerciements</b> .....	1
<b>Sommaire</b> .....	3
<b>Introduction</b> .....	5
<i>Le choix d'une étude comparée UNEF/CGT : un enjeu de recherche?</i> .....	6
<i>De la pertinence de la notion de « champ syndical »?</i> .....	7
<i>Construction de l'enquête et de l'échantillon</i> .....	16
<i>Conditions de l'enquête</i> .....	18

### **PREMIERE PARTIE: D'une relation de « syndicalisme de classe et de masse » (Mai 1968-1989)... ..22**

#### **I. Mai 68 et ses répercussions: de la « méfiance » à la défiance réciproque (Mai 1968-janvier 1971).....23**

A) La gestion des évènements de Mai 68: une méfiance réciproque (Mai-Juin 1968).....23

B) L'après-Mai 68: une défiance réciproque (Juillet 1968-Janvier 1971).....33

#### **II. Les années 1970/1980: Une « polarisation » durable des relations entre l'(es)UNEF et la CGT (Janvier 1971-Chute du mur de Berlin).....41**

A) UNEF-Renouveau/CGT et UNEF-US: l'institutionnalisation des tensions post-68 (Janvier 1971-1986).....41

B) De la mobilisation contre la réforme Devaquet à la chute du mur de Berlin: rivalités étudiantes et prémices d'une rencontre CGT/mouvement étudiant (printemps 1986-novembre 1989).....63

### **DEUXIEME PARTIE: ...à une relation de « syndicalisme de transformation sociale »? (1990-2006).....79**

#### **I. Déclin de l'UNEF-SE, émergence de l'UNEF-ID, mutation de la CGT: une recomposition de l'écosystème syndical (1990-Juin 2001).....79**

A) Les UNEF et la CGT: « les prémices d'un lien retrouvé »? (1990-1993).....79

B) « Syndicalisme rassemblé », « équidistance syndicale », et marche vers la réunification: « tous ensemble! » contre la précarité(1994-Mai 2001).....89

**II. La CGT dans les années 2000: vers la reconnaissance du « jeune travailleur intellectuel »? (Juin 2001-2006).....120**

A) L'UNEF réunifiée en quête de reconnaissance (Juin 2001-2004).....120

B) UNEF/CGT: vers une « convergence » assumée (2005-2006).....133

**TROISIEME PARTIE: Cultures militantes: entraves ou vecteurs des relations entre l'(es)UNEF et la CGT?.....154**

**I. Recrutement social et filiations idéologiques, ou creuset des identités militantes.....154**

A) L'(es)UNEF et la CGT: un « recrutement social » de moins en moins divergent?.....155

B) Filiations idéologiques des UNEF et de la CGT: de l'exclusivité du conglomérat communiste à l'écosystème syndical.....160

**II. « Taux de change (du) capital militant »: des *habitus* similaires?.....166**

**Conclusion.....180**

**Table des sigles.....185**

**Bibliographie.....188**

**Table des matières.....196**